

هكذا من الأصل

étranger

ASIE

Philippines

Un deuxième groupe de détenus politiques devrait être libéré rapidement

Le Front national démocratique, branche politique et clandestine de l'insurrection armée, a été fondé le 27 février, dans son premier communiqué diffusé depuis la chute de M. Marcos, de sévères réserves « sur la présence dans le gouvernement Aquino, entre autres, de Enrile et Ramos, qui furent les principaux architectes du régime de la loi martiale ». Le Front s'est, toutefois, félicité du « renversement du régime fasciste de Marcos », dans lequel

il voit une étape dans « la lutte continue du peuple pour faire progresser ses acquis démocratiques et patriotiques ». Le ministre de la défense, M. Enrile, n'en a pas moins annoncé, ce vendredi, que tous les détenus politiques seraient libérés, conformément aux ordres de M^{re} Aquino, y compris M. Jose Maria Sison, dirigeant présumé du PC interdit, qui est emprisonné depuis 1979. M. Enrile a ajouté que

M. Sison devrait renoncer à la violence. « Sison, a-t-il ajouté, il faudra que l'organisation militaire s'occupe de lui ».

Reçu, jeudi 27 février, par M^{re} Aquino, M. Philip Habib, ambassadeur de M. Reagan, lui a transmis les « chaleureuses félicitations » du président américain. De leur côté, les milieux d'affaires philippins ont officiellement approuvé la composition et les orientations du nouveau gouvernement. A Moscou,

l'agence Tass a pris officiellement acte du changement de régime aux Philippines, tout en soulignant, pour la première fois, M^{re} Aquino, les fonctions de « présidente ». Le Vietnam, de son côté, a envoyé un message de « chaleureuses félicitations » à M^{re} Aquino. La Bulgarie a également félicité M^{re} Aquino, elle a estimé que le renversement de M^{re} Marcos contribuerait à la stabilité de la région.

De notre envoyé spécial

Manille. - Victime de l'arbitraire d'un régime qui avait maintenu son mari, Ninoy Aquino, huit ans en prison avant de le faire assassiner, la nouvelle présidente des Philippines a tenu à ce que l'une des premières décisions de son gouvernement soit la libération de prisonniers politiques. Jeudi 27 février, trente-sept d'entre eux ont été libérés (Le Monde du 28 février), une centaine d'autres devraient quitter les camps militaires où ils sont détenus dès la fin de la semaine. Parmi les premiers libérés figure M^{re} Mila Roque-Aguilar, ancienne rédactrice de Graphic Magazine, qui avait été accusée d'être membre du Parti communiste.

Le porte-parole de la présidence, M. Saguisag, a, d'autre part, annoncé que tous les exilés politiques pouvaient rentrer aux Philippines et que le journaliste Satur Ocampo, soupçonné d'appartenir au PC, qui s'était évadé de prison en mai dernier après y avoir passé de longues années, pouvait refaire surface sans crainte d'être arrêté.

M^{re} Aquino a créé une commission spéciale chargée d'étudier le cas des prisonniers politiques, dirigée par le sénateur Salonga, qui, en qualité d'avocat, défendit nombre d'entre eux. Font également partie de cette commission, M. Ponce Enrile, ministre de la défense (qui, au demeurant, occupait les mêmes fonctions du temps de M. Marcos, a signé bien des ordres d'arrestation des personnes actuellement détenues), et le général Ramos, chef d'état-major.

L'un des problèmes rencontrés par les membres de la commission est d'identifier et de localiser les prisonniers politiques. Elle travaille sur une liste de 450 noms fournis par les organisations luttant pour la libération des prisonniers politiques du temps de M. Marcos (comme Task Force detainees of Philippines, par exemple), cinq cent quarante-neuf personnes entraient dans cette catégorie.

M. Salonga a affirmé que sa commission entendait arriver à des conclusions dans les plus brefs délais : avant d'obtenir l'amnistie, procédure qui demande du temps et l'intervention de l'Assemblée nationale.

Il s'agit d'abord de faire libérer les détenus, a expliqué M. Salonga : « Chaque heure supplémentaire qu'ils passent en prison est une injustice », a-t-il déclaré.

L'« habeas corpus »

Il a précisé que les détenus accusés de crimes de droit commun n'étaient pas concernés mais que, « même ceux qui ont commis des crimes perpétrés contre le régime Marcos doivent être libérés si leur crime s'avère de nature politique ». De son côté, M. José Diokno, avocat et ancien sénateur, qui dirige un groupe d'assistance aux prisonniers politiques, a souligné : « C'est un geste de magnanimité : l'ennemi de ces hommes, ce n'était pas le peuple philippin mais le régime ».

Interrogé sur le sort des prisonniers considérés comme représentant le noyau dur du Parti communiste et de l'insurrection armée, M. Salonga a déclaré que son objectif était la libération de tous les prisonniers politiques, mais que les cas les plus faciles à résoudre et que les plus épineux exigeraient plus de temps. Même les communistes les plus déterminés pourront être libérés, a-t-il cependant déclaré, « à condition qu'ils ne commettent pas de crimes allant à l'encontre des nouvelles dispositions pénales ». M. Salonga a annoncé, par exemple, la libération prochaine de M. Florio Morales et du RP Edicio dela Torre, accusés d'être des dirigeants du Front démocratique national,

mouvement issu du PC. L'un des cas les plus difficiles à résoudre sera celui de M^{re} Maria Sison, considérée comme le principal dirigeant du PC, arrêté en 1979.

M. Saguisag a précisé que le décret n° 832, donnant au président le pouvoir arbitraire de faire arrêter qui il voulait sans avoir à faire intervenir un tribunal, serait abrogé. M. Diokno a également le rétablissement, dans les plus brefs délais, du principe « habeas corpus » et l'abrogation de l'ensemble des décrets constituant le système du système répressif du régime Marcos, notamment ceux concernant la détention préventive.

PHILIPPE PONS.

Des vétérans à la recherche des « disparus » américains en Indochine

(Suite de la première page.)

Voilà, reconstitué dans la mesure du possible, le déroulement de la dernière en date des tentatives entreprises depuis plus de cinq ans par des soldats en retraite - en général, des anciens du Vietnam - pour retrouver les MIA et les POW (prisonniers de guerre) américains qui, paraît-il, sont encore détenus au Laos et au Vietnam.

C'est une belle et dramatique aventure, un nouveau scénario de film. Il n'y a qu'un ennui, ce ne sont peut-être que des histoires. Cette mission a-t-elle vraiment eu lieu ?

« J'en doute fort. L'homme qui veut nous la raconter en détail sait, en principe, de quoi il parle. Ce diplomate connaît le Laos et le Nord-Est thaïlandais comme personne. « Celui qui nous a raconté les péripéties de cette mission est des plus suspects. C'est un Laotien qui fait vogue de la résistance et dit n'importe quoi pour une poignée de dollars ».

A Udorn-Than, capitale de la province du même nom, peuplée de près de cent mille habitants, de prospères commerçants chinois, qui déversent l'électronique venue de Hongkong et du Japon dans les rues du centre, et une minorité vietnamienne, arrivée là en 1954,

travailleuse et sans statut juridique précis, font la bonne fortune du coin. Sans oublier tout un monde flottant dans un univers en clair-obscur, peuple de vrais et faux espions, de soldats perdus, de résistants « laotiens » plus portés sur le mekhong, l'alcool local, que sur la guérilla. Un fourmillement un rien mercenaire, où les truands, les trafiquants et les faussaires abondent, où chacun s'abrite derrière un prudent anonymat.

Quelques noms, pourtant, font surface. Celui du commandant Khambang Sibounheuang, un Américain d'origine laotienne qui aurait participé à la mission. Et puis, celui d'un autre citoyen américain, un certain Graham Hammet, qui, depuis la province de Mukdahan, sort de l'ombre pour affirmer qu'il est un vieil ami de « Bo » Gritz. Et pour le prouver, il brandit un passeport au nom de l'ancien colonel des forces spéciales.

James « Bo » Gritz, vétéran du Vietnam, quarante-huit ans, vingt-deux ans d'active, des médailles en pagaille. De tous les « Rambo » embarqués dans la quête au prisonnier de guerre, c'est certainement le plus célèbre. Gritz serait-il donc dans le coup ?

Fin 1985, une de nos sources nous avait soufflé au creux de l'oreille : « Il paraît que Gritz est de retour ». En principe, le colonel est sur la liste noire du royaume de Thaïlande. Ainsi en a décidé le commandant Prasong Songkri, secrétaire du Conseil national de sécurité, qui se dit que la Thaïlande a déjà des relations suffisamment compliquées avec les cousins laotiens pour ne pas jeter davantage d'huile sur le feu.

Sa gloire, James Bo Gritz la doit, avant tout, à l'opération

« L'ennui », objecte notre interlocuteur américain d'Udorn, tandis que nous mangeons un robuste laap (plat de viande bœuf, à peine cuite, bœuf de coriandre et de petits piments) dans un restaurant du coin et que la chanteuse locale dérape désespérément sur son répertoire de lamentation amoureuse. « L'ennui, c'est que tous le monde a des preuves mais qu'en général c'est du bidon. Croyez-vous vraiment que le gouvernement américain ne fait pas tout ce qu'il peut

redémarrer dans la vie. Le ract ne mentionne pas, en revanche, le nom du généreux mécène.

Des chèques sans provision

Arnone ne veut plus de Bo Gritz. Il ne prend pas non plus très au sérieux le sergent McIntire et le major Mark Smith. En compagnie du militaire le plus décoré des Etats-Unis, le lieutenant-colonel Robert Lewis Howard, ces deux derniers viennent d'attaquer en justice le gouvernement des Etats-Unis et le président Reagan lui-même (en tant que commandant en chef). Washington camoufle la vérité sur les MIA-POW, affirment ces hommes.

Il y a cinq ans, McIntire et Smith faisaient partie des services de renseignements des forces spéciales en Corée. L'Asie du Sud-Est, ils connaissent. Ils ont fait le Vietnam. La Corée n'est peut-être qu'une couverture, car ils viennent souvent à Bangkok. Ils se débrouillent en langue Thaï et en langue lao, ils ont des amis chez les Thaïlandais des forces spéciales de Lopburi. Les rives du Mékong n'ont plus de secrets pour eux. Bientôt, ils sont convaincus : il y a des POW en territoire communiste. Ils font part de cette conviction à leurs supérieurs, montrent les preuves qu'ils ont amassées et finissent par éprouver la sensation désagréable qu'on veut se débarrasser d'eux et de leurs encombrantes évidences.

Le procès intenté par les deux soldats aujourd'hui à la retraite n'amuse évidemment pas les milieux officiels américains. « Smith a laissé une trainée de chèques sans provision à Bangkok, accuse un diplomate, ne répondant pas tout à fait à la question. Il cognait sur sa femme et a fini par lui tirer une balle dans la nuque. Ces hommes veulent se faire passer pour des martyrs, comme Garwood ». Robert Garwood, ancien POW, rentré aux Etats-Unis en 1979, accusé de collusion avec l'ennemi, prétend lui aussi qu'il y a des Américains vivant au Vietnam.

Nous pressons le diplomate. Tout de même, ces preuves, ramassées par des gens aussi nombreux... Il ne se laisse pas démonter. « Ce n'est presque jamais sérieux, nous vérifions tout, absolument tout, le moindre témoignage de réfugié... Il n'y a jusqu'ici rien de convaincant. » Il est vrai qu'à Udorn il paraît que l'on fabrique des plaques d'immatriculation de soldats américains disparus pour les revendre aux aventuriers crédules.

Le doute est pourtant permis. Scott T. Barnes, autre ancien des forces spéciales, a déclaré, il y a peu, devant une commission du Congrès américain, que lors d'une mission privée au Laos, en octobre 1981, lui et ses compagnons avaient découvert un camp où étaient enfermés « entre trente-neuf et quarante-cinq prisonniers d'apparence américaine ».

Barnes jure qu'il avait des photos du camp et même des enregistrements de la voix des détenus. Il accuse la Défense

Intelligence Agency et l'ambassade des Etats-Unis à Bangkok d'avoir confié ces preuves.

Et voici qu'Hanoi explique que, peut-être après tout, quelques hommes fichés comme MIA-POW vivent toujours en Asie du Sud-Est. Mais, écrit l'Agence vietnamienne de presse, il s'agit alors d'espions et de provocateurs infiltrés, émon de prisonniers de guerre.

Il reste place aussi pour les marchands d'histoire et d'os. Il paraît qu'on va maintenant les chercher jusque dans les cimetières français d'Indochine, car ceux qui font le trafic de ces restes macabres ont tout de même découvert qu'un bon spécialiste est en mesure de distinguer le fémur ou le tibia occidental de l'oriental.

L'année dernière, Hanoi et Vientiane ont décidé d'accélérer la solution de la question des MIA qui empoisonne les relations avec Washington. Bientôt, une mission est venue des Etats-Unis au Vietnam pour examiner dans les parages d'une carcasse de B-52. Comme par hasard, on a trouvé des fragments d'os. Ce qui n'a pas surpris les Américains, qui soupçonnaient les Vietnamiens de les y avoir enfouis quelques jours auparavant, histoire de ne pas décevoir leurs hôtes. Ce qui, par contre, a surpris les diplomates américains, c'est le montant de la première facture présentée par Hanoi pour frais d'excavation : 25 000 dollars.

JACQUES DEBAERT.

Inde

● L'explosion du Boeing d'Air India. - Selon le rapport officiel de la commission d'enquête indienne, c'est une bombe placée dans un bagage qui a causé l'explosion du Boeing 747 d'Air India le 23 juin 1985 au large des côtes d'Irlande, tuant 329 personnes. Le rapport a été transmis mercredi 26 février au ministre de l'aviation civile et du tourisme, M. Tylor, qui a annoncé jeudi au Parlement aménager le contenu de ce rapport. (A.F.P.)

OCÉANIE

Nouvelle-Zélande LES ŒUFS DE LA RÈNE

La reine d'Angleterre, en visite en Nouvelle-Zélande, ne pas toujours été accueillie avec tous les égards dus à son rang. Mardi 25 février, un Maori, dans un simple appareil, lui a montré, son postérieur pour protester contre la cession des droits de pêche à la Grande-Bretagne. Il y a eu un incident. La veille, des gardiens lui avaient jeté des saucisses du passage du cortège royal. Mais Elizabeth II a réagi avec bon sens, notamment à ce premier incident, en déclarant que la Nouvelle-Zélande est depuis longtemps célèbre pour ses produits laitiers, bien que la reine avoue que, personnellement, elle préfère ses œufs non mélangés au petit déjeuner... (A.F.P.)

revue bimestrielle le débat

NUMÉRO 38

JANVIER-MARS 1986

Michel Rocard
Entretien
avec François Furet

AUTOUR DE L'ART
DE GOUVERNER

Fr. Bloch-Lainé, J. Lacouture,
J.-Ph. Domecq, J. Julliard

Claude Roy
Mots de passe

HISTOIRE ET POLITIQUE

C. Castoriadis, R. Halévi, Ph. Burrin

Gallimard

550 من الأصل

PROCHE-ORIENT

LES ÉMEUTES EN ÉGYPTÉ

Le ministre de l'intérieur est remplacé

Le ministre égyptien de l'intérieur a été remplacé vendredi 28 février à la suite des émeutes qui ont eu lieu ces derniers jours au Caire et dans trois autres villes, a-t-on annoncé officiellement. M. Ahmed Rouchdi a été remplacé par un militaire, le général Zami Badr, gouverneur de la province d'Assiout.

De notre correspondant

Le Caire. - La tension persistait vendredi matin 28 février au Caire, où le couvre-feu a été levé de 9 heures à 15 heures. Les blindés de l'armée occupent toujours les places stratégiques de la capitale mais ont été en partie retirés des autres rues de la ville, et notamment du quartier des Pyramides, où la caserne des mutins est maintenant sous contrôle de l'armée.

Selon un premier bilan officiel, les affrontements à la suite de la mutinerie des appelés de la police ont fait 36 morts et 325 blessés. Les pertes les plus importantes se comptent chez les mutins, dont 22 ont été tués et 273 blessés. L'armée a eu 2 morts et 12 blessés. 2 civils ont été tués et 36 autres blessés. Ces chiffres ne tiennent pas compte des incidents qui se sont déroulés dans la nuit de mercredi à jeudi matin dans les quartiers de Mendi, Héliopolis et Choubra, autour du Caire.

Ces incidents n'ont pas été aussi graves que ceux qui se sont déroulés mercredi soir après l'instauration du couvre-feu à Guizh, cette banlieue du Caire où les immeubles de luxe cachent mal d'immenses bidonvilles où s'entassent près de 2 millions d'habitants dans des conditions très précaires. Quelque 500 personnes, dont notamment des islamistes venant de ces bidonvilles, ont brulé le couvre-feu pour attaquer les boîtes de nuit et les hôtels de l'avenue des Pyramides. Cinq cabarets et trois hôtels ont été dévalisés puis partiellement brûlés. Un grand nombre de ces émeutiers, pour la plupart des jeunes de vingt ans, ont été arrêtés.

Au total, quelque 2 000 policiers et des centaines de civils ont été appréhendés et quatorze chefs d'accusation retenus contre eux : mutinerie, sabotage, etc. Ces

crimes sont punis des travaux forcés à perpétuité ou de la peine capitale. L'éditorialiste du quotidien caïrote *Al Akhbar* réclame l'application de la « peine maximale » aux mutins et aux auteurs de troubles.

Al Akhbar estime, de son côté, que d'autres éléments sont derrière cette affaire. Le journal, qui fait allusion aux maximalistes musulmans et aux extrémistes de gauche, en veut pour preuve l'attaque contre la prison de Tora « pour libérer des prisonniers politiques ». Pour *Al Akhbar*, le plus grave, ce n'est pas les pertes occasionnées par l'incendie d'hôtels ou de voitures : « Nous avons en fait perdu notre image, et il nous faudra beaucoup de patience et de travail pour la rétablir », estime l'éditorialiste.

Jeudi les chefs des cinq partis égyptiens d'opposition ont vigoureusement condamné les émeutes, dans une déclaration publiée à l'issue

d'un entretien avec le président Moubarak et qualifié de « franc » par le chef du Parti libéral néo-waf. La veille, le rnk avait implicitement accusé l'opposition d'être la cause indirecte des mutineries.

M. Ibrahim Choucri, chef du Parti socialiste du travail (gauche populiste), principale formation politique - avec les maximalistes musulmans - visée par les accusations du président, avait, pour sa part, réclamé dès jeudi la démission du ministre de l'intérieur. Enfin, M. Moustapha Kamel Mourad, chef du mouvement Parti libéral socialiste, a demandé la démission du cabinet et la formation d'un gouvernement d'union nationale. Mais M. Oussama el Baz, le chef du cabinet présidentiel pour les affaires politiques, a écarté cette éventualité.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Jérusalem apporte un soutien remarqué au régime de M. Moubarak

Israël a apporté jeudi 27 février un soutien remarqué au régime de M. Moubarak, rapporte notre correspondant à Jérusalem, J.-P. Langellier. Recevant M. Mohamed Bassiouny, chargé d'affaires égyptien, le premier ministre, M. Shimon Peres, a manifesté son appui au rnk en formulant l'espoir que celui-ci surmontera rapidement ses difficultés du

moment. « La présidence de M. Moubarak, n'a-t-il dit, est importante pour l'Égypte et pour la paix au Proche-Orient. »

Tout en suivant de très près l'évolution de la crise, les dirigeants israéliens s'abstiennent de le commentent directement en invoquant les règles de la non-ingérence. Pourtant, tout ce qui contribue à déstabiliser le régime Moubarak ne peut qu'inquiéter le gouvernement de Jérusalem. Ce qui est mauvais pour le rnk, dit-on ici, ne peut rien produire de bon pour Israël. Dans l'immédiat, le départ lundi au Caire d'une délégation israélienne qui doit reprendre les négociations sur Taba, n'a pas été ajourné.

À DAMAS, le président syrien, M. Hafez el Assad, a qualifié les événements d'Égypte de « véritable insurrection populaire » et

appelé M. Moubarak à se « conformer à la volonté de son peuple et à annuler les accords de Camp David ». Devant le nouveau Parlement, réuni pour la première fois, il a estimé que les accords de Camp David « ont privé le peuple égyptien de sa liberté et de sa souveraineté » et étaient à l'origine de la mutinerie des appelés de la police égyptienne. Il a conseillé à M. Moubarak de ne pas réprimer les troubles dans son pays, car, a-t-il dit, le chef de l'État syrien, « tôt ou tard, les contestataires finiront par triompher, la cause et le droit qu'ils défendent sont les plus forts ».

Il a d'autre part indiqué que la Syrie « n'avait aucun doute sur sa capacité à récupérer le Golan, ce qui pourra conduire à la plus grande catastrophe pour les Israéliens ». — (AFP).

La guerre du Golfe

TÉHÉRAN ANNONCE LA TROISIÈME PHASE DE SON OFFENSIVE AURORA-9 DANS LE NORD DE L'IRAK

L'Irak a annoncé avoir lancé dans la nuit de mercredi 26 au jeudi 27 février, la troisième phase de son offensive Aurora-9, infligeant des pertes importantes aux forces irakiennes, alors que les autorités irakiennes faisaient état de combats au nord du front.

Radio-Téhéran, citant un communiqué commun de l'armée et des gardiens de la révolution, a affirmé que cette nouvelle phase avait permis aux forces irakiennes de consolider les positions acquises lors des deux précédentes et de prendre le contrôle de hauteurs stratégiques au nord et au nord-est de Souleimaniyeh (Nord-Est de l'Irak).

Selon la radio, à l'issue de violents combats qui ont fait des centaines de tués et des dizaines de prisonniers dans les rangs irakiens, les forces de Téhéran ont également « libéré » quinze villages de cette région. Au total, depuis son déclenchement, lundi dernier, dans le Kurdistan irakien, l'offensive Aurora-9 a permis à l'Irak d'occuper 250 kilomètres carrés de territoire irakien, a affirmé la radio.

Toujours selon le communiqué, les forces irakiennes ont mené la nuit dernière, sur le front de l'offensive Aurora-9, dans la péninsule méridionale de l'Irak, des opérations ponctuelles destinées à désorganiser les lignes ennemies.

À Bagdad, les autorités militaires irakiennes ont, pour la première fois depuis le début de la semaine, fait état jeudi de combats au nord du front. Un porte-parole militaire a ainsi indiqué que les forces irakiennes avaient déjoué une attaque iranienne dans la zone montagneuse de Chouarta, dans la région de Souleimaniyeh (Kurdistan irakien).

Jeudi, un responsable militaire irakien, interrogé par l'envoyé spécial de l'AFP au sud du front, avait démenti les informations iraniennes selon lesquelles 200 kilomètres carrés avaient été occupés par l'armée de Téhéran, en territoire irakien dans ce secteur.

Le porte-parole irakien a d'autre part déclaré que l'armée irakienne avait « anéanti » ou contraint à quitter le champ de bataille, jeudi neuf divisions iraniennes dans la péninsule de Fao, dans le sud-est de l'Irak, occupé par les troupes iraniennes depuis plus de deux semaines. Seule une petite partie de cette force « subiste » dans ce secteur, a-t-il ajouté. — (AFP).

Expulsés d'Iran

LE CORRESPONDANT DE L'AFP ET TROIS AUTRES FRANÇAIS SONT ACCUSÉS D'ESPIONNAGE

Les trois Français expulsés d'Iran sans qu'aucune explication leur ait été fournie par les autorités iraniennes sont arrivés jeudi après-midi 27 février à Paris. Deux d'entre eux, le docteur Bertrand Madelin et M. Bruno Kermadec, travaillaient sur un chantier de la société Alstom à Tabriz (dans le nord du pays). Mercredi matin, a indiqué le docteur Madelin, un groupe d'hommes en civil, appartenant à la police politique et aux gardiens de la révolution, s'est présenté sur le chantier et a conduit MM. Madelin et Kermadec à l'aéroport de Tabriz.

Transportés par avion à Téhéran, et pris en charge par des gardiens de la révolution, ils ont été ensuite emmenés à bord d'un fourgon sans fenêtre, dans une ville et détenus dans la même cellule que M. Gilles Picot, représentant la société Cogefac en Iran, arrêté lundi dernier à Téhéran en même temps que quatre autres Français relâchés depuis.

Jeudi matin, les trois hommes, âgés d'une trentaine d'années, ont été conduits à l'aéroport de Téhéran où ils sont restés enfermés dans un bureau pendant près de quatre heures sans connaître les raisons de cette attente.

Aucune explication ne leur a été fournie sur les raisons de leur arrestation et de leur expulsion. Ils estiment cependant qu'il s'agit d'une mesure de représailles après l'expulsion par la France de deux Iraniens et de deux opposants irakiens proches de l'Iran.

À Téhéran, la radio a annoncé jeudi que les trois Français avaient fait l'objet d'un ordre d'expulsion « pour espionnage en faveur de l'Irak » en relation avec l'avion iranien abattu par la chasserie irakienne le 20 février dernier.

Le correspondant de l'AFP, Jacques Charmelot, a été expulsé pour les mêmes raisons.

VINGT-QUATRE ANS APRÈS LE PROCÈS D'EICHMANN

Israël s'apprête à juger un bourreau de Treblinka

De notre correspondant

Jérusalem. - Dans la prison de haute sécurité de Ramleh, près de Tel-Aviv, où Adolf Eichmann fut pendu il y a vingt-quatre ans, une petite cellule fraîchement repeinte attend John Demjanjuk, alias « Ivan le Terrible ». Ce tortionnaire nazi d'origine ukrainienne, aujourd'hui âgé de soixante-six ans, est arrivé en Israël vendredi 28 février, à bord d'un avion d'El Al venant de New-York. Dans quelques semaines, il répondra devant trois juges israéliens des crimes de guerre qu'il perpétra au camp de Treblinka (Pologne) et pour lesquels il risque la mort.

Treblinka fut peut-être le plus sinistre des « usines de la mort » : 870 000 juifs, en grande majorité polonaise, y passèrent directement du train à la chambre à gaz.

En 1942 et 1943, Ivan Demjanjuk fut l'un des cent à cent vingt gardiens ukrainiens du camp, une trentaine d'autres étant allemands. Il avait pour tâche de mettre en marche les moteurs des chambres à gaz et d'y injecter le carbone monoxyle mortel. Selon les témoignages des très rares survivants, il surveillait également l'entrée des mourants. C'est dans le cadre de cette « fonction » qu'il aurait commis les pires atrocités dont des viols suivis d'assassinats.

Le 2 août 1943, plusieurs centaines de détenus s'échappèrent à la faveur d'une évasion réussie pour une vingtaine d'entre eux. Une vingtaine de ces survivants s'installèrent en Israël, une dizaine y vivent encore. Leur témoignage, sans lequel on ne saurait presque rien de Treblinka, sera capital au procès de Demjanjuk.

Entré aux États-Unis en 1951, celui-ci y vécut pendant trente ans l'existence paisible d'un modeste mécanicien auto. En juin 1981, un juge lui retira sa citoyenneté américaine parce qu'il avait fait de fausses déclarations lors de sa demande de naturalisation. En octobre 1983, Jérusalem réclama son extradition en vertu d'un traité bilatéral signé en 1953. Cette requête fut la première du genre présentée par l'État juif contre un ancien cri-

minel de guerre installé aux États-Unis. Peu après, l'URSS formula à son tour la même demande. Pendant qu'il épuisait tous les recours judiciaires pour retarder son extradition, John Demjanjuk a toujours nié, contre l'évidence, être « Ivan le Terrible ».

Il y a six mois, la ministre israélienne de la justice confia secrètement à une équipe d'enquêteurs le soin d'extraire le dossier Demjanjuk et d'étayer l'acte d'accusation contre le meurtrier de Treblinka. Son emprisonnement et son procès - lequel aura lieu à Jérusalem - mobiliseront plusieurs centaines de policiers et de gardiens. D'exceptionnelles mesures de sécurité entoureront sa détention.

L'élément le plus intéressant dans cette affaire, c'est que le procès Demjanjuk ne fait pas l'unanimité en Israël. Ceux qui s'y montrent favorables jugent utiles de rafraîchir la mémoire des jeunes, un quart de siècle après la pendaison d'Eichmann. Ils accordent à ce nouveau procès une vertu éducative. L'obligation morale de châtier les criminels de guerre, quand c'est possible, est d'autant plus forte pour Israël, soulignent-ils, que des milliers d'assassins continuent des jours tranquilles un peu partout dans le monde. L'État juif se doit d'assumer, fût-il seul, ce qu'il tient pour une responsabilité historique.

Nombre d'Israéliens mettent pourtant en doute la valeur, voire la nécessité même, du procès Demjanjuk. La condamnation d'Eichmann, rappellent-ils, est un écho retentissant et une immense portée symbolique parce que chacun avait ostensiblement une vue erronée de la Shoah. Les procès-spectacles, ne contribuera-t-on pas surtout à banaliser l'horreur ? « Il faut à tout prix éviter de rééditer l'épisode Eichmann », conseille l'éditorialiste d'*Al Hamishmar*.

Tout nouveau procès, regrette le rédacteur en chef de *Davar*, atténuerait la singularité de celui d'Eichmann et en réduirait rétrospectivement l'importance historique. « Une chose est sûre, observe M. Haim Cohen, ancien président de la Cour suprême, nous ne devrions pas juger le mensonge. Et l'historien Yehoshua Arbel de répliquer : « Comme j'aurais préféré que Demjanjuk mourût du choléra. » J.-P. LANGELLIER.

Une catastrophe pour le tourisme

De notre correspondant

Le Caire. - « C'est une catastrophe ! C'est la ruine pour nous ! » Ce propriétaire d'une importante compagnie de tourisme du centre du Caire est au désespoir depuis les émeutes du mardi 26 février aux pyramides. « Depuis l'incendie des trois hôtels, je passe mon temps à essayer de localiser mes touristes. Six Allemands demeurent encore introuvables. Ils peuvent être partis comme ils peuvent être quelque part dans la nature. » La propriétaire de la compagnie, qui ne fait que recevoir des télégrammes d'annulation, jette d'un ton triste : « Et dire que ça avait commencé à reprendre ! »

Tous les professionnels du tourisme prévoyaient une reprise en mars de cette industrie fortement affectée par l'assassinat de touristes israéliens dans le Sinaï, l'affaire de l'*Achille Lauro*, le détournement de l'avion d'Égypte-Air à Malte et la tension à la frontière libyenne. Le man-

que à gagner est estimé par les experts à 120 millions de dollars pour le seul mois de mars, auxquels il faut ajouter plus de 100 millions de dollars de pertes occasionnées par la destruction des trois hôtels des pyramides. Mais si les hôtels peuvent être reconstruits, la réhabilitation de la confiance sera beaucoup plus difficile. Comment convaincre les touristes, qui se sont enfuis paniqués de leur hôtel, de revenir ? Au Sheraton Guizh, où ont été logés trois cents touristes respectés des pyramides, le personnel est débordé. Les touristes sont sans bagages, sans papiers et sans argent. La plupart sont sous le choc des incidents qu'ils ont vécus. Certains refusent de sortir de leur chambre, d'autres réclament des vêtements ou sont d'une nervosité exceptionnelle avec le personnel égyptien. Toutefois nombreux sont ceux qui affirment que les mutins ne leur voulaient pas de mal. « C'est à l'hôtel même qu'ils en avaient », confie un Suisse.

A. B.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 66072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine

Directeur de la publication : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme des lecteurs du Monde

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wanta

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Sala

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

FAIR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 925 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandats)

1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

II. - SUISSE, TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse officiels ou privés (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande, une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Impression de « Monde » 7, rue de Montessuy PARIS-20

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 130 pes. ; Grèce, 80 p. ; Inde, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DR. ; Luxembourg, 30 L. ; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 7,50 flor. ; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 236 F CFA ; Suède, 8 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,30 \$; Yougoslavie, 110 nd.

PROCHE-ORIENT EUROPE

Un des Irakiens expulsés de France aurait été exécuté à Bagdad

Amnesty International, faisant état d'informations non confirmées parvenues à son siège de Londres, annonce qu'un des deux opposants irakiens expulsés le 19 février de France, a été exécuté après son arrivée dans la capitale irakienne. L'organisation de défense des droits de l'homme n'a pas pu préciser l'identité de cet homme, mais elle a ajouté que, selon ses informations, la vie du deuxième opposant expulsé en même temps serait également menacée. Un porte-parole d'Amnesty a déclaré avoir adressé deux messages, l'un au premier ministre français M. Laurent Fabius, l'autre au président irakien, M. Saddam Hussein, afin d'obtenir des informations officielles sur le sort des deux opposants.

Les deux opposants, MM. Hamza Fawzi, trentehuit ans, et Hassan Khairidine, trente-six ans, sympathisants du mouvement clandestin islamique irakien Al Daawa, basé à Téhéran, auraient été arrêtés aussitôt après leur descente d'avion, selon les éléments recueillis par Amnesty. Ils avaient été expulsés de France pour « troubles à l'ordre public » avec un groupe de onze étrangers en majorité originaires du Moyen-Orient, après avoir été interpellés avec cinquante et une autres personnes lors d'un coup de filet, décidé à la suite de la série d'attentats au début de février dans les lieux publics à Paris.

Au total, quatre irakiens avaient été frappés d'une mesure d'expulsion. Outre les deux hommes dont fait état Amnesty, un troisième irakien, Abbas Jawad Hadi, avait également été expulsé, à sa demande, vers la Syrie, et un quatrième, Abdel Hadi Ala'a, bénéficiant du statut de réfugié politique, a été assigné à résidence dans la région de Tours à la suite d'un appel suspensif de son avocat. Hamza Fawzi et Hassan Khairidine avaient demandé à être expulsés l'un vers la Grande-Bretagne, l'autre vers le Paraguay, mais ces deux pays ont refusé de les accueillir.

Paris a alors décidé de les renvoyer à Bagdad après avoir reçu de l'ambassadeur d'Irak en France, M. Maschatt, l'assurance que les deux opposants n'auraient pas d'ennuis à leur retour et qu'aucune procédure les visant n'était en cours. Deux policiers français les ont escortés jusqu'à Bagdad, où un taxi atten-

ait les deux hommes à leur arrivée à l'aéroport.

M. Tarrason, l'avocat des deux irakiens, a affirmé que ceux-ci étaient farouchement hostiles à une expulsion vers Bagdad. Lors d'une dernière entrevue, le 19 février au matin, Hamza Fawzi et Hassan Khairidine lui auraient dit : « Nous préférons mourir ici, en France, que rentrer en Irak. » M. Tarrason aurait tenté en vain de s'opposer au départ des deux irakiens qui, affirme-t-il, se proclamaient chrétiens persécutés mais se défendaient d'être des militants pro-khomeïnistes.

Lundi, le mouvement Al Daawa avait annoncé à Téhéran avoir averti le gouvernement français qu'il lui faisait assumer la responsabilité du sort des deux hommes et avait organisé le lendemain une manifestation devant l'ambassade de France dans la capitale irakienne.

Dans un communiqué publié à Paris, l'Association arabe des droits de l'homme estime que « cette initiative, prise par un gouvernement de gauche, constitue un précédent dangereux et contraste singulièrement avec la faveur dont ont joui les assassins de Ezzeddine Kalaf, l'ancien représentant de l'OLP à Paris ».

[Alors que l'ambassadeur d'Irak en France dément l'expulsion dont fait état Amnesty International, force est de constater que les autorités françaises ont fait preuve, dans toute cette affaire, aussi bien de légèreté que de précipitation. On ne sait pas, en effet, si le ministre de l'Intérieur, qui les deux opposants irakiens avaient demandé à être expulsés en direction de Londres et du Paraguay, ce qui montre bien que leur expulsion n'était pas leur but, a été informé de la tentative d'assassinat de Jean-Paul II, le 13 mai 1981, place Saint-Pierre à Rome : M. Antonio Marini a demandé l'« acquittement pour insuffisance de preuves » de trois Bulgares, mais de lourdes peines de prison pour les trois Turcs.

Comment les autorités françaises compétentes ont-elles pu se satisfaire de l'assurance de l'ambassadeur d'Irak en France ? Leur comportement suppose dans la meilleure des hypothèses une énorme dose de naïveté dans la pire, il faudrait parler d'ignorance. La lutte contre le terrorisme est trop importante pour qu'elle s'accompagne de telles bavures qui relèvent à tout le moins de l'inconscience. — J. A.]

(Publicité)

EN URSS

LES CHRÉTIENS VIVENT UNE SITUATION D'APARTHEID

Alors que se réunit le XXVII^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, les chrétiens font toujours en URSS l'objet de discriminations :

- dans leurs droits religieux essentiels : bien qu'officiellement, reconnue, le droit de célébrer les cultes est sévèrement limité :
 - par le contrôle du Conseil pour les Affaires Religieuses et des autorités locales qui sont en droit de refuser les autorisations indispensables et le font le plus souvent ;
 - par le refus d'églises ouvertes au culte (leur nombre a été divisé par 10 depuis 1917) ;
- dans les droits élémentaires de la personne :
 - catéchèse ecclésiastique et activités missionnaires interdites, prédictions contrôlées ;
 - ne pas dissimuler ses activités religieuses, c'est s'exposer à toutes sortes de brimades (pour l'entrée à l'université ou l'obtention d'un emploi), hypothéquer tout avenir professionnel ;
- dans les droits d'association fondamentaux :
 - interdiction de publier des livres religieux, d'ouvrir des cercles de réflexion chrétienne ou de prière, des bibliothèques et d'organiser des mouvements de jeunesse ;
 - interdiction d'organiser des activités de bienfaisance.

Les chrétiens qui s'efforcent, malgré tout, d'exercer ces droits, pourtant prévus dans tous les engagements internationaux souscrits par l'URSS, sont poursuivis, condamnés à des peines de camp ou internés dans des hôpitaux psychiatriques.

La nouvelle administration soviétique ne semble nullement prête à affaiblir la lutte antireligieuse. Des chrétiens emprisonnés (Vladimir Porch, Alexandre Ogorodnikov) se voient infliger de nouvelles peines la veille de leur libération. D'autres sont contraints à des déclarations de « repentir ».

Au cours de la préparation du Congrès, le Parti a appelé à intensifier la propagande antireligieuse sous toutes ses formes.

Le nouveau programme soumis à l'approbation du Congrès apparaît, à l'égard des croyants, plus dur et menaçant que le précédent.

N'OUBLIEZ PAS LES CHRÉTIENS D'UNION SOVIÉTIQUE
INFORMEZ-VOUS
DEMANDEZ LE RESPECT DE LEURS DROITS
VENEZ-LEUR EN AIDE

Participez à l'action de soutien aux chrétiens d'URSS que nous menons depuis 25 ans (envois de livres, de médicaments, de colis).
Aide aux Croyants de l'URSS, 91, rue Olivier-de-Serres, 75015 Paris. Tél. : 42-56-53-66. - Compte chèques-postaux : ACER 15 373-59 Y Paris. - Compte bancaire ACER-RUSSIE.

LE VINGT-SEPTIÈME CONGRÈS DU PC SOVIÉTIQUE

Le « numéro deux » du parti, M. Ligatchev, critique à son tour le brejnévisme

De notre correspondant

Moscou. — M. Yegor Ligatchev, « numéro deux » du PC soviétique, a tenu son discours, jeudi 27 février, contre l'ère Brejnev, en se plaçant sur le terrain qui est le sien : l'idéologie et la politique des cadres. M. Ligatchev est en effet chargé de veiller à la pureté de la foi communiste et au bon fonctionnement de « l'appareil » qui en est le clergé.

Le discours de M. Ligatchev a été incontestablement le « clou » de cette troisième journée du vingt-septième congrès. L'orateur s'est livré à une critique sévère de l'absence de mouvements de personnes caractéristiques de l'époque Brejnev. « Des erreurs ont été commises par le passé dans la sélection des cadres et dans leur nomination à des postes de responsabilité (...). La ligne visant à assurer la stabilité des cadres a conduit trop fréquemment à l'immobilisme, ce qui est absolument inadmissible... », a-t-il déclaré.

Le nom de Brejnev n'a jamais été prononcé, mais le message était limpide. Tous les arguments contre le système du « fauteuil à vie » cher à l'ancien secrétaire général ont été développés par M. Ligatchev. Cette pratique ne convient pas, selon lui, à un « pays multinational » où il faut à la fois promouvoir des cadres locaux et ne pas les laisser travailler trop longtemps dans leur région d'origine. On pourrait résumer son propos en indiquant que le but inavouable du parti est de couler tous ces cadres, qu'ils soient russes, lettons, ouzbeks ou tatars, dans le moule unique de « homo sovieticus apparatchik ».

« A bas l'esprit de clocher ! »

M. Ligatchev s'en est pris aux « particularismes », à « l'esprit de clocher » qui « empêche [sous Brejnev] la montée au pouvoir de représentants de toutes les nationalités, et qui entravait les échanges

de cadres entre les régions ainsi qu'entre les Républiques fédérées et le centre [Moscou]. Dans bien des cas, cela a conduit à l'auto-isolement et à la stagnation », a-t-il affirmé.

La proportion de Russes dans les rangs du parti est officiellement de 60 %, alors que l'élément russe est probablement légèrement inférieur à 50 % dans l'ensemble de la population. Dans la plupart des Républiques musulmanes d'Asie centrale, adhérer au parti signifie se mettre à apprendre sérieusement le russe et à devenir un « vrai » Soviétique. La population locale, indifférente à la politique, laisse ce soin à d'autres, qu'ils soient russes ou pas. Très souvent, des notables locaux momifiés servent de paravent au véritable pouvoir exercé par une poignée de cadres russes formés à Moscou, qui font ensuite toute leur carrière dans une République lointaine aux traditions et à la langue différentes.

M. Ligatchev a également évoqué la possibilité de sanctions, voire de limogements, pour les incapables et les corrompus. Aucun membre du parti ne doit, selon lui, être épargné s'il a commis des erreurs. « La critique libre et ouverte entre camarades doit faire partie du travail et de la vie de tous les jours », a-t-il dit.

« Dans le passé, comme on sait, nous avons eu sur ces questions des périodes de gel et de dégel. Nous avons besoin aujourd'hui d'un beau temps stable, d'un climat permanent de sincérité, d'honnêteté. »

Ces propos codés ont été parfaitement compris de l'assistance. M. Ligatchev évoque à la fois l'immobilisme brejnévien et les purges staliniennes. Et le « message » qu'il adresse aux camarades est le suivant : il va y avoir davantage de limogements et de sanctions en tous genres que ces dernières années, mais cela se fera à un rythme de croisière en quelque sorte.

Italie

LE PROCÈS D'ALI AGÇA

Le procureur demande l'acquittement des inculpés bulgares pour « insuffisance de preuves »

De notre correspondant

Rome. — Le procureur a prononcé son réquisitoire, jeudi 27 février, dans le procès dit « de la piste bulgare », qui met en cause depuis neuf mois, jour pour jour, de présumés complices d'Ali Agca pour la tentative d'assassinat de Jean-Paul II, le 13 mai 1981, place Saint-Pierre à Rome : M. Antonio Marini a demandé l'« acquittement pour insuffisance de preuves » de trois Bulgares, mais de lourdes peines de prison pour les trois Turcs.

L'épisode signifie certes la reconnaissance par l'accusation de l'existence d'une « piste » ; autrement dit, du fait qu'Ali Agca n'a pas agi seul dans un geste d'illumination ou de dément, comme un procès bécoté aurait d'abord pu le faire croire en juillet 1981. Il y a donc un complot de nature politique. Un complot alors des Loups gris, cette organisation d'extrême droite à laquelle appartenait la plupart des inculpés turcs ? Non, un complot ourdi à Sofia !

Car, paradoxe de ce réquisitoire, la Bulgarie ne sort pas blanchie dans cette affaire. On avait même eu l'impression, ces toutes dernières semaines, que l'affaire allait prendre un tout autre chemin et que des peines sévères seraient réclamées à l'encontre de Sergueï Antonov, chef d'escorte de la Balkan Air à Rome, Todor Ayvazov, ex-caissier de l'ambassade, et Jelio Vassiliev, ex-attaché militaire.

Agca, dont le comportement avait, dès le départ, largement contribué à discréditer le procès (1), était en effet dépeint par le juge Marini comme un témoin digne de foi dans son accusation contre les ressortissants de Sofia. Et Antonov, pour ne parler que du seul Bulgare dénoncé (2), avait tellement menti qu'on ne pouvait pas lui accorder d'« alibi valable ».

Pressé d'en finir

Pourquoi dès lors le ministère public n'a-t-il pas requis, en accord avec ces prémisses ? C'est qu'il avait annoncé — cela allait mieux en le disant — qu'en aucun cas les accusés d'Agca ne seraient considé-

rés à elles seules comme suffisantes. Or les débats ont certes fait apparaître qu'on ne pouvait pas proclamer la « complète innocence » des trois Bulgares, mais ils n'ont pas davantage « donné la possibilité d'affirmer leur culpabilité d'une façon certaine ». Sur ce dernier point, M. Marini s'est amèrement plaint que le tribunal n'ait pas poussé ses investigations assez loin durant les audiences. Selon le procureur, à partir de la rentrée de septembre, l'impression a même prévalu qu'on était « pressé d'en finir ».

Restaient les Turcs. Deux sont détenus : Muss Serdar Celebi, trente-quatre ans, ingénieur, chef pour l'Europe d'une fédération réunissant ses compatriotes immigrés, soupçonné d'avoir prélevé à Agca toute l'assistance requise et d'avoir reçu des Bulgares, pour ce faire, 3 millions de deutschemarks ; et Omar Bagci, trente-neuf ans, ouvrier, qui reconnaît avoir remis au jeune « tueur » le Browning calibre 9 pour la tentative d'assassinat.

Un troisième Turc est en fuite : Oral Celik, ami d'enfance d'Agca, qui se serait trouvé place Saint-Pierre le 13 mai 1981 et aurait peut-être même lui aussi tiré contre le pape. Autre quatrième inculpé, Bechir Celik, grand patron de la mafia turque, est décédé d'une crise cardiaque l'autisme dernier dans une prison d'Ankara. Pour Celebi et Celik, M. Marini a requis la prison à vie ; à l'encontre de Bagci, qui, seul, avait avoué sa part de complicité, vingt-quatre années « seulement » ont été réclamées.

La parole est désormais à la défense, puis au jury populaire et au président Sandigovich. Le verdict est attendu pour la fin mars.

JEAN-PIERRE CLERC.

- (1) Ali Agca avait notamment affirmé être le Christ.
- (2) Les deux autres Bulgares sont rentrés précipitamment à Sofia fin 1982, lorsque les soupçons à leur encontre ont commencé à se préciser.

(Publicité)

Nederlanders !

U kunt nu voor het eerst vanuit het buitenland deelnemen aan de verkiezingen voor de Tweede Kamer der Staten-Generaal op 21 mei 1986.

Uiteraard wilt U graag gebruik maken van Uw stemrecht en Uw stem niet verloren laten gaan.

U kunt zich als kiesgerechtigde laten registreren voor 24 maart a.s., dat wil zeggen dat Uw formulier op die datum door de Rijksinspectie in Den Haag moet zijn ontvangen.

Een kiesregistratieformulier kunt U aanvragen bij :

Ambassade des Pays-Bas
7, rue Ebé (75007 Paris)
Tél. 43-08-81-88
of bij Uw consulaat.

Avis aux Néerlandais

L'annonce ci-dessus concerne les Néerlandais qui peuvent pour la première fois voter de l'étranger pour les élections de la 2^e Chambre des Etats généraux du 21 mai 1986.

Un autre membre du bureau politique, M. Gueidar Aliev, s'est exprimé jeudi à la tribune, mais il a révélé bien davantage ses intentions — et celles du parti — au cours d'une conférence de presse qu'il a tenue le même jour, un événement exceptionnel en URSS pour quelqu'un qui appartient au « noyau dirigeant ».

M. Aliev a fait front à des questions parfois impertinentes. Les correspondants occidentaux lui ont notamment demandé pourquoi, dans son intervention, qui avait duré un quart d'heure au dernier congrès du parti en 1981, il avait prononcé treize fois le nom de Brejnev. M. Aliev a seulement répondu que cela était naturel puisque Brejnev était alors secrétaire général. Il a ajouté qu'il était maintenant normal de parler « de façon plus critique, plus ouverte » des problèmes sociaux et de la vie soviétique en général.

La campagne anti-vodka coûte cher

M. Aliev a, d'autre part, indiqué que la campagne anti-alcoolique lancée en mai dernier avait abouti à une baisse de 30 % de la consommation d'alcool au cours du second semestre de 1985. Il a fourni des chiffres impressionnants sur les revenus qu'apportait chaque année à l'Etat la vente de l'alcool. M. Aliev a, en effet, affirmé que 162 milliards de roubles entraient annuellement par ce canal dans les caisses de l'Etat. Le chiffre habituellement retenu de sources occidentales était presque toujours inférieur à 25 milliards de roubles.

M. Aliev a réaffirmé l'intention du bureau politique de poursuivre la campagne anti-alcoolique. Il a cependant ajouté : « Le côté financier de cette lutte nous cause beaucoup de problèmes... ». « Nous devons vendre d'autres denrées », pour compenser ce manque à gagner, a-t-il ajouté.

M. Aliev a d'autre part levé quelque peu le voile sur la manière dont travaille le bureau politique. Il a ainsi indiqué que, depuis son entrée dans cette institution, en novembre 1982, il n'avait jamais vu une seule décision qui s'ait été prise à l'unanimité.

M. Aliev a encore été interrogé sur son salaire et sur les privilèges dont jouissent les plus hauts représentants de la Nomenklatura. Il a confirmé que cette question des privilèges faisait actuellement l'objet d'un débat. « Ce problème est en discussion maintenant, et je ne peux pas vous donner une réponse définitive », a-t-il déclaré. Il a par ailleurs exposé les arguments habituels en faveur du système des magasins spéciaux réservés à l'élite. Les permis du parti travaillent tellement, parfois vingt-quatre heures par jour, qu'ils n'ont pas le temps d'aller dans les magasins habituels. M. Aliev n'a pas révé combien il gagnait chaque mois. « Je vis bien. Je ne gomme pas plus qu'un directeur d'entreprise ». Et comme nul ne sait exactement ce que gagne un directeur d'entreprise en URSS...

DOMINIQUE DHOMBRES.

Tchécoslovaquie

« Condamnation pour prise d'otages. — Un Tchécoslovaque âgé de vingt-six ans a été condamné à vingt-deux ans de prison pour avoir pris en otage, en novembre 1984, a, en effet, affirmé que 162 milliards de roubles entraient annuellement par ce canal dans les caisses de l'Etat. Le chiffre habituellement retenu de sources occidentales était presque toujours inférieur à 25 milliards de roubles.

M. Aliev a réaffirmé l'intention du bureau politique de poursuivre la campagne anti-alcoolique. Il a cependant ajouté : « Le côté financier de cette lutte nous cause beaucoup de problèmes... ». « Nous devons vendre d'autres denrées », pour compenser ce manque à gagner, a-t-il ajouté.

Pays-Bas

Le Parlement a approuvé l'installation de missiles américains

La Haye (AFP). — Le Parlement néerlandais a approuvé vendredi 28 février, par 79 voix contre 70, le traité américano-néerlandais sur l'installation de quarante-huit missiles de croisière de l'OTAN aux Pays-Bas.

Cette majorité était constituée par les partis de la coalition au pouvoir, les chrétiens-démocrates (CDA) et les libéraux (VVD), à l'exception de six députés du CDA. Les petits partis de droite ont également voté en faveur de l'accord. Le Parti socialiste (PVD), principale formation d'opposition, a voté contre, ainsi que les partis de gauche.

Le traité, d'une durée initiale de cinq ans, prévoit l'installation de quarante-huit missiles sur la base de Woensdrecht, dans le sud du pays, dès décembre 1986, sans réserve toutefois que les négociations américano-soviétiques de Genève sur le désarmement n'aboutissent à un consensus requérant une diminution de leur nombre, voire l'annulation de leur déploiement. Il stipule que « si le temps et les circonstances le permettent, au moment où l'utilisation des missiles implantés aux Pays-Bas serait envisagée, les Etats-Unis examineraient avec une attention spéciale les points de vue du gouvernement néerlandais ».

Les tâches préparatoires au déploiement, y compris les travaux de construction, débuteront immédiatement après l'entrée en vigueur de l'accord.

[Après la RFA, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Belgique, les Pays-Bas sont le dernier pays d'Europe de l'Ouest concerné par les décisions prises par l'OTAN en décembre 1979 sur le déploiement des croissiers américains, et qui ne s'était pas encore prononcé définitivement. La Haye avait annoncé dès 1984 que le déploiement serait annulé si le nombre des SS-20 soviétiques déployés sur tout le territoire de l'URSS ne dépassait pas trois cent quarante-cinq unités, suite au 1^{er} novembre 1985. Cette condition n'ayant pas été remplie (le nombre total de SS-20 est, selon l'OTAN, de quatre cent quarante-huit), M. Lubbers, premier ministre, s'était prononcé le même jour pour l'installation des engins américains.

On notera que cette décision est appliquée avant que M. Gorbatchev, par son plan de 15 points, a modifié considérablement les positions soviétiques sur ce problème et qu'une négociation pourrait pouvoir engager sur le fond, pour la première fois depuis la suspension des pourparlers en 1983.]

Les électeurs ont

MT TRAVAUX

28 février SAMEDI 28
28 mars, et jours

MANTEAUX VESTES

14500	23800	16850
4800	7850	
6150	6350	4850
4850	9800	3850

MRRU

EUROPE

AMÉRIQUES

Danemark

56,2 % des électeurs ont approuvé la réforme de la CEE

De notre envoyé spécial

Copenhague. — 56,2 % des Danois ont approuvé, jeudi 27 février, par référendum, la réforme de la CEE, à la satisfaction du premier ministre conservateur, M. Poul Schlüter. « La victoire du oui est vraiment claire et indiscutable », a-t-il déclaré, « elle signifie que cette discussion est close pour de nombreuses années. Il s'agit maintenant, ensemble, de défendre au mieux les intérêts du Danemark dans la CEE. »

A l'issue d'une campagne courte, et qui s'est parfois déroulée sur un ton haineux, avec des excès de part et d'autre, le succès du « oui » est net, sans être tout à fait aussi massif que prévu. La plupart des instituts de sondage accordaient près de 60 %, voire davantage, aux partisans de l'« Acte unique ». Le « non » a obtenu même réuni 43,8 % des suffrages exprimés, soit environ 7 % de plus que lors du référendum de 1972 sur l'adhésion du Danemark au Marché commun. « C'est un résultat assez satisfaisant », a dit le leader de l'opposition, social-démocrate, M. Anker Jørgensen, « compte tenu du fait que le camp du « oui » a misé entre 60 et 70 millions de couronnes contre le « non ». En dépit de cette offensive, une grande partie du Danemark a dit « non », et il faudra en tenir compte. Pour ce qui nous concerne, nous entendons examiner de très près la mise en œuvre de toutes les propositions communautaires relatives à la relance de l'intégration européenne et au grand marché intérieur impliquant la libre circulation des marchandises. »

Les sociaux-démocrates et le Front national anti-CEE ont vivement critiqué les « mensonges » et la campagne « malpropre » du ministre des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen, et de son parti libéral, dans les jours précédant le référendum. Des affiches et des encarts dans la presse mettaient en garde, notamment, les Danois qui envisageaient de voter « non » contre les conséquences d'un tel choix : déflation de l'aide aux handicapés et des retraites, dépréciation de la couronne danoise, fer-

meture de milliers de fermes, chômage pour les deux tiers des pêcheurs, baisse du niveau de vie des Danois par rapport à celui des autres Européens, etc.

La gauche a répliqué, à la dernière minute, par des annonces dans les journaux avec une caricature du chef de la diplomatie — personnalité controversée — un gros cigare à la bouche et cette légende : « Aujourd'hui, il dit : « oui ». Les vrais Danois disent non ! » Il n'est pas exclu que M. Ellemann-Jensen change prochainement de porte-feuille.

Le taux de participation (74,8 %) au scrutin du 27 février est sensiblement inférieur à celui de 1972 (89,5 %). Mais la question posée a davantage intéressé les Danois que les élections au Parlement européen de 1979. Cette année-là, 53 % des inscrits s'étaient abstenus, et le Front national contre la CEE avait obtenu quatre des seize sièges impartis au Danemark.

Une bonne opération pour le gouvernement

Une analyse des résultats de ce référendum montre que les « anti-européens » ont une position très forte dans les villes. Ils sont même majoritaires dans la circonscription de Copenhague. En revanche, dans les régions agricoles et de pêche, directement concernées par les aspects économiques de la coopération européenne, la proportion de « oui » est souvent supérieure à 60 %, et atteint parfois 65 %. A l'évidence, les avantages économiques et commerciaux que la CEE ont déterminés le choix des Danois.

Il est clair que la coalition minoritaire de centre-droit de M. Poul Schlüter sort renforcée de la consultation du 27 février. Les quatre partis gouvernementaux (conservateur, libéral, chrétien populaire et centre-démocrate) ont fait preuve de cohésion durant toute la campagne, et leurs électeurs traditionnels les ont généralement soutenus. La tactique du premier ministre a pleinement réussi. Mis en minorité le mois

dernier au Parlement par la gauche sur la question de la réforme du Marché commun, il avait aussitôt proposé un référendum consultatif. L'opposition ne pouvait raisonnablement rejeter. En quelques semaines, M. Schlüter a donc retourné complètement la situation en sa faveur. « C'est été une catastrophe historique », disait-il jeudi soir, à Copenhague, « que de respecter sur ce problème particulier le vote du Parlement. »

Il atteint, par la même occasion, son deuxième objectif, à savoir diviser les syndicats et un parti social-démocrate déjà en crise qui, officiellement, faisait campagne pour le « non » à la réforme de la CEE, de peur que le Danemark ne perde progressivement sa « souveraineté ». Mais plusieurs personnalités de gauche ont désapprouvé publiquement la position de leur parti, et l'on estime qu'un électeur social-démocrate sur quatre n'a pas suivi les consignes de vote.

La position personnelle de M. Anker Jørgensen, qui a déjà surmonté de nombreux revers, ne paraît cependant pas menacée dans l'immédiat, car le score du « non » est finalement meilleur que prévu. L'ancien premier ministre estime que les divergences qui existent au sein de sa formation ne sont pas vraiment des « divisions » : « Il y a simplement des opinions différentes », déclare-t-il, « mais personne ne songe à quitter le parti. »

Toutefois, les sociaux-démocrates, partagés aussi dans le domaine de la politique de sécurité et des relations avec l'OTAN, voient leur audience stagner, tandis que les socialistes populaires, situés plus à gauche, progressent régulièrement dans les sondages. Dans les milieux syndicaux, certains estiment que le parti social-démocrate doit « profiter » de cette défaite du 27 février pour « remettre la pendule à l'heure », et définir une politique à la fois « conséquente et crédible ».

ALAIN DEBOVE.

AFRIQUE

La Libye recruterait des réfugiés tchadiens dans un camp au Bénin

Les Libyens encadrent et financent un camp de réfugiés tchadiens au Bénin, situé à Semé, près de la capitale, qui leur sert de centre de recrutement, a-t-on indiqué jeudi 27 février de source sûre étrangère à Cotonou, rapporte l'Agence France Presse. Ces réfugiés, venus du sud du Tchad, de tout jeunes gens pour la plupart, ayant transité par le Nigeria, touchent un pécule de 500 F CFA (10 FF) par jour et sont « remis en condition physique ».

Après un court séjour, ils sont emmenés par centaines en Libye à bord d'avions de la compagnie soviétique Aeroflot ou de la compagnie aérienne libyenne, où ils sont formés militairement puis enrôlés dans l'armée du gouvernement d'union

nationale de transition du Tchad (GUNT).

Contrairement à certaines rumeurs, démenties par le président Mathieu Kérékou, les Libyens (et encore moins les forces bérinoises qui n'en ont pas les moyens) n'entraînent pas militairement sur le sol libyenne des recrues pour l'armée du GUNT.

D'autre part, interrogé sur le Tchad alors qu'il recevait des journalistes jeudi à Paris pour faire le point sur la coopération franco-africaine, M. Christian Nucci a dit : « Il y a certes des Tchadiens autour de Goukouni Oueddei, mais nous savons qu'il y a aussi la légion islamique. Des appels à l'enrôlement ont été lancés dans les pays du Sahel et à Djibouti. »

Haïti

Le gouvernement va demander l'extradition de Jean-Claude Duvalier

Port-au-Prince (AFP). — Le ministre haïtien de la justice, M. Gérard Gourgue, a annoncé, jeudi 27 février, dans une déclaration télévisée, que le gouvernement allait demander l'extradition de l'ex-président Jean-Claude Duvalier. Cette demande sera également formulée pour l'ex-chef de la police, le colonel Albert Pierre, actuellement réfugié au Brésil. Le ministre a aussi confirmé que tous les citoyens haïtiens présumés « auteurs de crimes » étaient frappés d'interdiction de départ dans tous les ports et aéroports du pays. La justice a été mise en action contre ces citoyens, a précisé M. Gourgue, en nommant notamment MM. Edner Day, Paul Véreica, Théodore Achille et le colonel Samuel Jérémie.

Le ministre a, d'autre part, annoncé la prochaine mise sous séquestre des biens de plusieurs anciens ministres et dignitaires du régime de Duvalier. De son côté, le ministre de l'Intérieur, et de la Défense nationale, le colonel Régala, a annoncé la formation imminente d'un conseil consultatif de dix-neuf

membres chargé de procéder à la désignation des membres de l'Assemblée constituante. Comme il était prévu, tous les secteurs du pays (clergé, jeunesse, leaders politiques, membre de la presse, industriels, commerçants et professeurs) participeront à la formation de ce conseil.

● EN FRANCE, la mère de Jean-Claude Duvalier est arrivée, jeudi soir, à Paris, venant de Talloires, où résident toujours l'ancien dictateur et sa proche famille. « Mama Doc », accompagnée de plusieurs gardes du corps, a déclaré être malade et venir dans la capitale française pour des soins médicaux. Le ministre français de la coopération a, pour sa part, soutenu la formation d'une commission de presse, les difficultés rencontrées par Paris pour trouver un pays qui accepte de recevoir l'ancien président haïtien. « Les pays d'accueil ne se bousculent pas au portillon », a indiqué le ministre. M. Nucci a ajouté qu'il ne rugissait pas de ce que la France « a fait pour la population d'Haïti ».

Costa-Rica

Le président élu, M. Oscar Arias, a formé son gouvernement

San-José (AFP-Reuter). — Le président élu du Costa-Rica, M. Oscar Arias (social-démocrate), qui prendra ses fonctions le 8 mai, a fait connaître, jeudi 27 février, la composition de son futur gouvernement. M. Arias, qui avait remporté avec 53,3 % des voix l'élection présidentielle du 2 février dernier (le Monde des 4 et 5 février), a réaffirmé, en présentant son cabinet, la neutralité de son pays dans les conflits qui agitent l'Amérique centrale et notamment le Nicaragua voisin. Il a assuré de son soutien le groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama) et a affirmé que les relations avec les Etats-Unis restaient « cordiales ». Le portefeuille des relations extérieures est d'ailleurs occupé par M. Madrigal Nieto, un avocat et journaliste de soixante et un ans, qui

se dit très attaché au programme américain d'assistance économique. Voici la liste des ministres désignés : affaires étrangères : M. Rodrigo Madrigal Nieto ; finances : M. Fernando Naranjo ; sécurité : M. Herman Garro ; intérieur : M. Guido Fernandez ; santé : M. Edgar Mohs ; plan : M. Oton Solis ; agriculture : M. Alberto Esquivel ; transports et travaux publics : M. Guillermo Costa ; économie et commerce : M. Luis Diego Escalante ; énergie et mines : M. Calisto Chaves ; justice : M. Luis Paulino Mora ; commerce extérieur : M. Muni Figueroa ; culture : M. Carlos Echeverría ; logement et développement urbain : M. Fernando Zumbado ; éducation : M. Francisco Pacheco ; président de la Banque centrale : M. Eduardo Lizano (déjà en poste).

AVANT TRAVAUX

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

LIQUIDATION TOTALE

VENDREDI 28 février, SAMEDI 1^{er} MARS
DIMANCHE 2 mars, et jours suivants...

MANTEAUX VISON			
Vison pastel	38750 ^f	14500 ^f	Vison dark
Vison dark	32750 ^f	23800 ^f	Vison pastel
Vison dark	28750 ^f	16850 ^f	Vison dark
MANTEAUX			
Ragondin	8450 ^f	4800 ^f	Marmotte
Castor couleurs	14750 ^f	7850 ^f	Zorinos
VESTES			
Castor longs poils	10350 ^f	6450 ^f	Mouton
Loup et Renard	12850 ^f	6350 ^f	Renard d'Asie
Vison (petites mailles)	8750 ^f	4650 ^f	Renard roux
Opossum	6750 ^f	4850 ^f	Vison dark
Marmotte	14750 ^f	9600 ^f	Mouton
Renard bleu	1250 ^f	3850 ^f	Chevrette
Vison Koh-i-noor lustre	14750 ^f	8250 ^f	

Manteaux longs du Soir			
Vison pastel blanc	85000 ^f	35000 ^f	Vison lunaire
Renard roux noir	75000 ^f	30000 ^f	Lynx
			Vison dark
Pelisses			
Int. Castor	8750 ^f	4200 ^f	Int. Ragondin
ANORAKS	3250 ^f	1450 ^f	PANCHOS
Agneau réversible			toutes couleurs
HAUTE FOURRURE			
MANTEAUX			
Vison Blackglama	85000 ^f	55000 ^f	Vison blanc
Chat Lynx	145000 ^f	75000 ^f	Lynx canadien
Pékan	72350 ^f	35000 ^f	Castor Oyster
Zibeline	120000 ^f	55000 ^f	et Renard
			Vison tourmaline
BOLEROS			
Vison blanc	18750 ^f	13000 ^f	

FOURRURES GEORGE V

Magasin ouvert sans interruption de 10h. à 19h.

40, Av. George V. Paris. 8^e

مكتبة من الأصل

e, d'abord, a
ait un présid
anormal...
e paradoxal,
c'est une
clandestinité
le ne devrait
Histoire a ha
des
ction

L'AUTRE JOURNAL 20 F

L'entretien
Marguerite Duras
François Mitterrand

L'AUTRE JOURNAL CHAQUE MERCREDI, 20 F
UN AUTRE JOURNAL, UN NOUVEL HEBDO !

DIPLOMATIE

LES NOMINATIONS « POLITIQUES » ET LE MALAISE AU QUAI D'ORSAY

Une lettre de M. Roland Dumas

M. Roland Dumas nous a adressé, à propos de notre article du 21 février intitulé « Une journée de protestation au Quai d'Orsay - La carrière en proie au malaise », qui évoquait les réactions suscitées chez les diplomates par la multiplication des nominations « politiques » d'ambassadeurs, une lettre dont nous publions ci-dessous les principaux passages.

Le ministre des relations extérieures écrit : « Les cadres de mon ministère n'ont pas observé une journée de grève. En réalité, quatre associations professionnelles ont appelé leurs adhérents à une réunion d'information. Des membres de mon cabinet s'y sont d'ailleurs rendus ; je ne crois pas qu'ils aient eu l'intention d'observer un arrêt de travail, ni le sentiment de participer à un acte de protestation. Cette réunion a été l'occasion d'un dialogue, m'a-t-on dit, fructueux, et je me félicite personnellement que celui-ci ait pu avoir lieu. Je trouve tout cela assez normal. Peut-être est-ce cela aussi, le « changement ».

« J'en viens au fond de l'article. Votre journal semble reprendre l'idée à son compte (la « multiplication des promotions ») l'idée selon laquelle les nominations extérieures

auraient pris une dimension nouvelle depuis 1981. Je puis vous assurer que les statistiques démontrent le contraire. Je l'ai dit au Parlement. Depuis les débuts de la V^e République, un peu plus de cinquante personnalités n'appartenant pas à la carrière diplomatique ont exercé, à un moment donné, ainsi que cela se pratique dans la plupart des démocraties, les fonctions d'ambassadeur : quarante d'entre elles ont été nommées entre 1958 et 1981, trois autres depuis lors, dont certaines ne sont d'ailleurs plus en poste.

« Certes, une loi a été votée par le Parlement qui étend le corps, prestigieux, des ministres plénipotentiaires à quelques personnalités venues de l'extérieur. Cette loi a été contestée par certains. Je constate que, dans sa sagesse, le Conseil constitutionnel ne l'a pas jugée contraire aux principes de notre droit. A partir de là, il me semble que tout fonctionnaire républicain ne peut que s'incliner (...).

« Je lis aussi dans l'article de M. Brigueux que je suis souvent « invisible ». Il est exact que le ministre des relations extérieures n'est pas toujours derrière son bureau. Mais je crois aussi que j'ai

rencontré personnellement plus d'agents du ministère, au cours de mes voyages, comme au cours de réunions, petites ou grandes, que j'ai tenues à Paris, que quelques-uns de mes « grands prédécesseurs », qui n'étaient guère vus, m'a-t-on dit, au-delà d'un cercle très restreint de quelques directeurs et membres de leur cabinet. Je concède volontiers que j'évite de perdre mon temps dans les bavardages de couloir. Mais je rappellerai que j'ai tenu à rencontrer, en l'espace d'un an, les représentants de tous les syndicats, de toutes les associations professionnelles du département (...).

Je lis, enfin, dans votre article, que « naguère la politique étrangère de la France, c'était le général de Gaulle, M. Couve de Murville et... trois cents personnes ». Pour moi, aujourd'hui, la politique étrangère de la France, c'est François Mitterrand, moi-même, et les trente mille agents du ministère des relations extérieures, diplomates, agents consulaires, enseignants, coopérants, qui œuvrent, de par le monde, pour la grandeur et le rayonnement de notre pays, dont j'apprécie les qualités professionnelles et dont je m'honore d'être le ministre.

Le sommet franco-allemand

(Suite de première page.)

Cette déclaration émanant de trois domaines plus précis dans lesquels la coopération militaire franco-allemande pourrait être renforcée : « La coopération opérationnelle, la formation commune des officiers », et enfin d'éventuelles consultations « stratégiques » entre Paris et Bonn. Sur ce point le texte précise : « Dans les limites qu'imposent l'extrême rapidité de telles décisions, le président de la République se déclare disposé à consulter le chancelier de la RFA sur l'emploi éventuel des armes préstratégiques françaises sur le territoire allemand. Il rappelle qu'en cette matière la décision ne peut être partagée ».

Ce texte reprend donc assez exactement ce que M. Mitterrand avait dit à ce sujet lors de sa rencontre avec M. Kohl, le 16 janvier dernier, au quartier général des forces françaises en Allemagne à Baden-Baden.

Parmi les projets bilatéraux examinés figure celui qui a reçu l'appellation de PROCOPE, et au sujet duquel une convention a été signée ce vendredi matin, entre le ministère français des relations extérieures et le service allemand

d'échanges universitaires (DAAD). Il s'agit d'organiser les échanges de jeunes chercheurs d'avenir entre les deux pays, surtout lorsque leurs travaux sont liés à un projet particulier, non seulement pour qu'ils confrontent leurs expériences, mais aussi pour qu'ils apprennent à travailler dans les deux langues. La durée de tels échanges d'équipes serait d'un ou deux ans, selon les cas.

Ce projet, pour l'instant de caractère strictement bilatéral, n'en a pas moins un caractère « européen » très marqué. Il s'agit, pour ses auteurs, d'éviter que les jeunes chercheurs de haut niveau aillent presque systématiquement faire des stages aux Etats-Unis, et de faire en sorte qu'ils puissent trouver, au sein du Vieux Continent, ce surcroît de formation et cette ouverture vers l'extérieur auxquels ils aspirent très légitimement. Le projet pourrait être étendu à d'autres milieux professionnels, dont celui... des diplomates eux-mêmes.

BERNARD BRIGUEUX.

James Burnet (ACP), M^{me} Claudine Cametti (AFP), M. Jacques Chapuis (RTL), M. Edouard-Jean Guillon (AGEFI), M^{me} Lucienne Hubert-Rodier (la Gazette du Parlement), M^{me} Henri de Kergorlay (le Figaro), Patrick Le Dantec (Ouest-France), Xavier Panon (RMC) et Ralph Pinn (France-Inter).

M. Georges Broussine ayant annoncé qu'il ne solliciterait pas le renouvellement de son mandat, M. Georges Bortoli a été élu, à l'unanimité, président de l'association.

M. BERNARD BOCHET EST NOMMÉ AMBASSADEUR A ALGER

Le Journal officiel de ce vendredi 28 février annonce la nomination de M. Bernard Bochet, jusqu'alors ambassadeur de France à Mexico, comme ambassadeur à Alger. Il succède à M. François Scheer, récemment nommé représentant permanent auprès des Communautés européennes.

[Né le 21 mars 1926, breveté de l'Ecole nationale de France d'ourmer où il a servi jusqu'en 1955 avant d'être nommé chef de la mission d'aide économique et technique à Vientiane, M. Bochet a été intégré dans le cadre des secrétaires des affaires étrangères en 1958. Il a fait ensuite une longue carrière à l'administration centrale (affaires économiques), à partir de 1959, comme sous-directeur de 1968 à 1976, puis comme chef de service de 1976 à 1982, date à laquelle il a été nommé ambassadeur à Mexico.]

A TRAVERS LE MONDE SRI-LANKA

Premiers bombardements aériens

Colombo. — Des avions ont bombardé, jeudi 27 février, des « caches » de militants séparatistes tamouls aux alentours de Jaffna, dans le nord de l'île. Des témoins ont affirmé que les raids, vers 7 heures du matin, qui ont eu pour cibles des habitations à environ six kilomètres du centre-ville, ont été effectués pendant une heure par trois avions, sans doute des chasseurs-bombardiers Marchetti, de fabrication italienne, et trois hélicoptères de combat. Ils auraient fait au moins trois morts et cinq blessés. « Les attaques ont été effectuées par l'aviation, car les véhicules des forces de sécurité ont régulièrement été soumis dans le passé à des attaques aux lance-roquettes et à des explosions de mines », a déclaré, de son côté, le ministère de la défense. Cette première intervention de l'armée de l'air sri-lankaise suscite de vives protestations au Parlement indien, où l'opposition a dénoncé le bombardement de « la population civile tamoule ». — (Reuters.)

ROUMANIE

Vingt personnes autorisées à émigrer à l'Ouest

Washington. — La Roumanie a autorisé vingt personnes, dont trois religieuses, à émigrer à l'Ouest, a annoncé, le mercredi 26 février, à Washington, un responsable du département d'Etat, tout en estimant que cette décision ne constituait qu'un progrès « limité » en ce qui concerne les droits de l'homme dans ce pays.

Trois pasteurs baptistes interdits de culte en Roumanie pour avoir ainsi quitté le pays pour les Etats-Unis avant un mois, a indiqué M. Mark Palmer, sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires européennes devant une commission spécialisée du Sénat. Un citoyen roumain accusé d'activités syndicales illégales, ainsi que seize personnes désirant épouser des étrangers, ont également reçu l'autorisation d'émigrer.

D'autres cas de Roumains voulant quitter leur pays sont étudiés par les diplomates tant à Bucarest qu'à Washington. Ces négociations — décidées en décembre dernier au cours d'une visite en Roumanie du secrétaire d'Etat George Shultz — ont pour but de parvenir à une amélioration significative de la situation des droits de l'homme en Roumanie qui déclenche le Congrès à maintenir l'accroissement de ce pays de la clause de la nation la plus favorisée. — (AFP.)

ELECTIONS

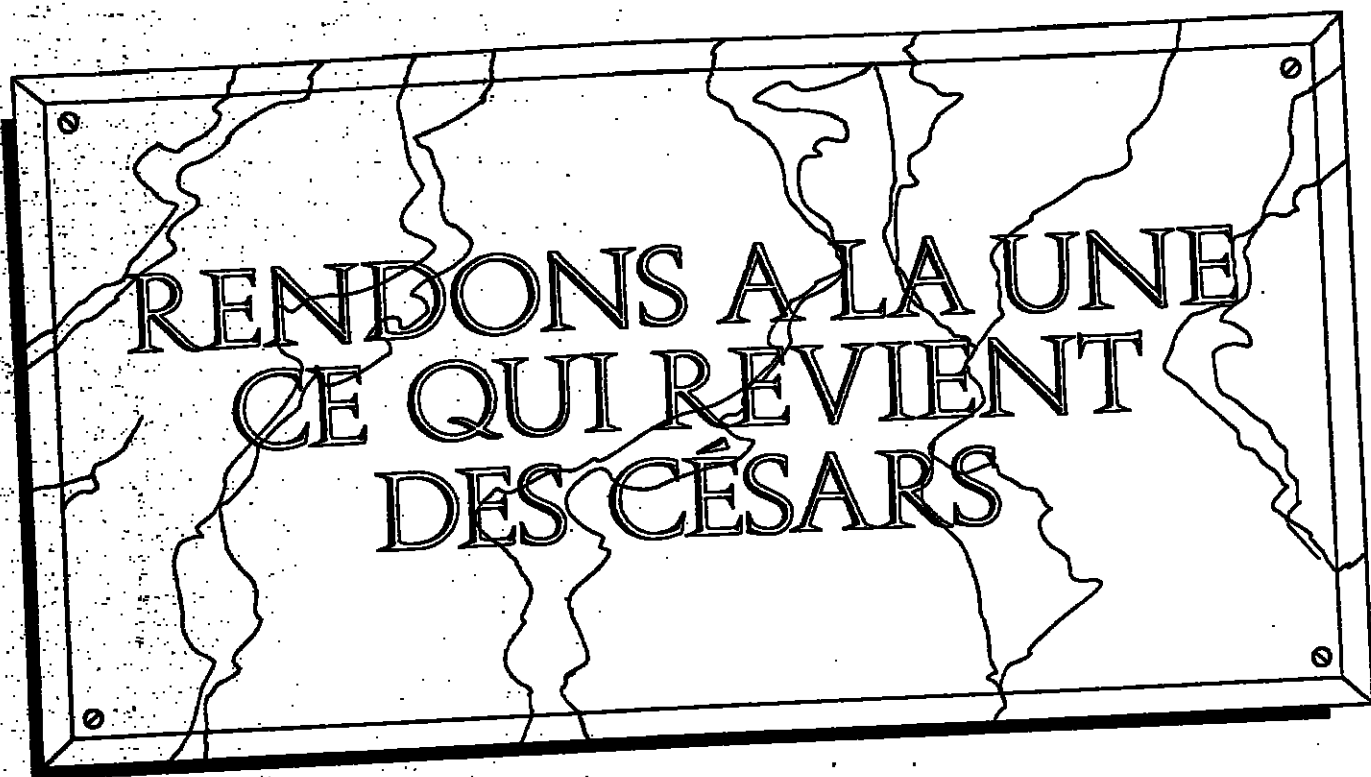
Bulletins de vote
Professions de foi
Journaux - Affiches
Bandes s/papier fluo
Auto-collants
24/72 h
Tél : 42.46.73.05

TENNIS

• Entraînements tous âges, tous niveaux avec moniteurs.
• 6 courts couverts aux Portes de Paris.

Tél. 345.22.20
PRO TENNIS
21, Bd Ponsotowski - 75012 PARIS
Pro tennis joue avec plaisir

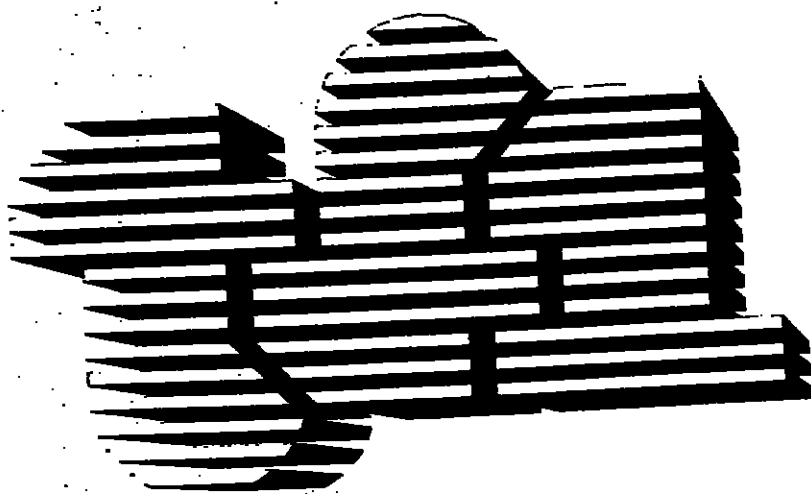
STAGE LECTURE RAPIDE
11-12-13 mars 1986
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris



10 CÉSARS POUR LA UNE.

Meilleur film français : "Trois hommes et un couffin" de Coline Serreau – Meilleur acteur : Christophe Lambert dans "Subway" – Meilleur second rôle masculin : Michel Boujenah, dans "Trois hommes et un couffin" – Meilleur réalisateur : Michel Deville, pour "Péril en la demeure" – Meilleur scénario : Coline Serreau, pour "Trois hommes et un couffin" – Meilleure photo : Jean Penzer, pour "On ne meurt que deux fois" – Meilleur décor : Alexandre Trauner, pour "Subway" – Meilleur son : Harald Maury, Harrick Maury, Luc Perini et Gérard Lamps, pour "Subway" – Meilleur montage : Raymonde Guyot, pour "Péril en la demeure" – Meilleur court métrage d'animation : "L'enfant de la haute mer" de Patrick Deniau.

Et le Prix du Public pour le meilleur film français diffusé à la télévision : "L'été meurtrier".



TF1 - TF1 FILMS PRODUCTION* - RÉGIE FRANÇAISE DE PUBLICITÉ TF1

*TF1 Films Production a coproduit 18 longs métrages et 10 courts métrages en 1985.

LINTASPARIS

مكتبة من الأصل

politique

M. MITTERRAND A TF 1 LE 2 MARS, A 19 HEURES

Le président de la République s'exprimera à la télévision, dimanche soir 2 mars, sur TF 1, au cours de l'émission d'Yves Mourousi - Ça nous intéresse, monsieur le président. Cette intervention, qui commencera à 19 heures pour s'achever à 20 heures, remplacera l'émission « Sept sur sept ».

M. Mitterrand avait indiqué dans un premier temps qu'il n'interviendrait pas pendant la campagne électorale officielle, ouverte depuis le 24 février. Puis il avait remarqué que cette promesse n'avait pas valeur de « serment sur l'Évangile ». Il s'était ensuite réservé la possibilité de s'exprimer publiquement jusqu'à l'ouverture, le lundi 3 mars, de la campagne officielle à la radio et à la télévision.

REINE D'UN JOUR

Comme beaucoup d'autres elle pourra se parer du titre si recherché d'ancien député. Mais sa danse parlementaire ne durera même pas un seul été. M^{me} Françoise Gastebais a fait une entrée remarquée, le jeudi 27 février, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, pour l'avant-dernière séance de la législature. C'était pour elle une « première » et, probablement, une « dernière », puisqu'elle ne compte pas user de ce nouveau droit lors de l'ultime séance et qu'elle ne figure pas sur la liste de son parti pour les prochaines législatives.

Cet honneur éphémère, elle le doit à la prolongation, au-delà de six mois, de la mission confiée par le gouvernement pour l'étude des conséquences de l'information des banques, à M. Manuel Escutia, député socialiste du XII^e arrondissement de Paris. M^{me} Gastebais en était la suppléante, et même à dix-huit jours des élections la Constitution doit être respectée.

Nullement intimidée, souriante et amusée, ce député « provisoire » s'est laissé guider par M. André Laignel, dont elle est la collaboratrice au PS. Mais sur les bancs de l'Assemblée nationale, elle n'a pas l'air de ceux que ce que vivent les roses... A.

Le projet sur la « flexibilité » définitivement adopté

Sauf imprévu, les députés élus en juin 1981 devraient siéger pour la dernière fois ce vendredi 28 février dans l'après-midi. Quelques minutes devaient leur suffire pour mettre fin à près de cinq ans d'un travail législatif acharné : le temps de constater qu'aucune motion de censure n'a été déposée après que M. Laurent Fabius eut, le jeudi 27 février, engagé la responsabilité de son gouvernement sur l'adoption, en dernière lecture, du projet modifiant le code du travail pour faciliter la flexibilité du temps de

travail. Ainsi était considérée comme adoptée la cent cinquante et unième loi de la législature.

Les communistes n'auront donc pas réussi à empêcher le vote de cette loi, dont ils ont tenté de démontrer qu'elle était la preuve que le gouvernement menait une politique conforme aux vœux du patronat. A l'inverse, les socialistes ont justifié leur acharnement à obtenir l'adoption de ce texte en expliquant qu'il limitait la marge de manœuvre des

chefs d'entreprise dans la mise en application de la flexibilité.

Si le pouvoir a pu obtenir gain de cause, malgré l'obstruction des parlementaires communistes, c'est grâce aux mécanismes constitutionnels qui lui permettent d'imposer les choix gouvernementaux aux députés et grâce à la passivité volontaire de la droite sénatoriale. La fin de la législature n'a guère rassemblé à son début.

Des partenaires sociaux tentés par l'application de la loi

Les différents épisodes qui ont conduit à l'adoption de la loi sur l'aménagement du temps de travail ont largement mérité de figurer dans le livre Guinness des records, pour reprendre l'expression d'un conseiller de M. Michel Delebarre. Avec près de trois mille amendements déposés au sein du Sénat par le groupe communiste, tous les scores ont été battus. Jamais, sous la V^e République, une bataille d'obstruction n'a autant fait rage que pour ce projet, au point que les sénateurs envisagent désormais de modifier leur règlement.

De cette invraisemblable course d'obstacles commencée le 4 décembre à l'Assemblée nationale, quatre articles sont finalement sortis indemnes. Une victoire inutile ? Même si la loi est promulguée, et elle le sera dans deux jours, une autre majorité pourrait bien défaire ce qui a été péniblement acquis.

Pourquoi, dans ces conditions, un tel acharnement ? Alors que l'on peut légitimement douter de l'avenir de l'aménagement du temps de travail tel que l'ont voulu le ministre compétent d'abord, le chef du gouvernement ensuite, ce terrain n'a pas été choisi par hasard pour tenter une dernière démonstration. A aucun moment, M. Michel Delebarre n'a voulu abandonner face à ses adversaires politiques (l'opposition, et surtout le PCF) et à ses détracteurs syndicaux (le CNPF, FO et surtout la CGT).

Tel qu'il était proposé, le projet de loi n'était qu'une réponse partielle à une exigence plus globale, celle de la flexibilité. Mais le pouvoir socialiste indiquait clairement qu'il ne refusait pas de s'engager dans un processus, et plus encore, soulignait la façon dont il estimait pouvoir concilier modernisation économique et modernisation sociale, et

il prenait date. Fallait-il laisser l'opposition libérale l'emporter de ce thème quand la mode de la déréglementation fleurit ?

Le label de la modernité

Le gouvernement a répondu par la négative, et en cette période pré-électorale, il a revendiqué le label de la modernité, renvoyant dos à dos les « archaïsmes » des communistes et de certains syndicats (CGT et FO). D'où la sévérité de l'accrochage, puisque, au-delà du contenu du texte, il s'agissait de l'emporter sur un principe.

Le PS, mais aussi la CGC et surtout la CFTD peuvent se féliciter d'avoir marqué quelques points. Le texte existe et ceux qui voudront le réviser devront annoncer qu'ils veulent aller au-delà sans concertation, imposer la négociation d'entreprise plutôt que par branches professionnelles, et revenir sur la contrepartie sous forme de réduction du temps de travail.

Très favorables au projet de loi et souvent très actives dans leur soutien, la CGC et surtout la CFTD auront le sentiment d'avoir pris une longueur d'avance dans la longue marche pour l'adaptation du syndicalisme. Persuadées que la loi sera utilisée, ces deux organisations syndicales font le pari qu'un nouvel espace sera ainsi ouvert pour la politique contractuelle. Faut-il que les entreprises ont besoin de souplesse, pensent-elles, les fédérations professionnelles de branches finiront par conclure les accords indispensables qui donneront consistance à la loi.

Déjà, la fédération des travaux publics, présidée par M. Jean-Louis Giral, qui a signé un accord l'an passé dans l'esprit de la loi, a

réclamé la reconnaissance de son protocole devenu légal pour l'essentiel. De même, la puissante fédération de la métallurgie, l'UIMM, pourrait être tentée de bouger... après les élections.

Y a-t-il de vrais perdants dans cette affaire aux nombreux rebondissements ? Une partie de l'opposition actuelle, et sans doute M. Four-

cade et M. Soisson, n'est pas vraiment fâchée d'avoir à subir un texte « peu satisfaisant » qui lui éviterait d'avoir à rouvrir de si tôt le débat sur la flexibilité. Au nom de la prudence et de la patience, on inciterait les partenaires sociaux à l'utiliser, sachant que toute intervention brutale en faveur de la déréglementation aurait pour effet de provoquer la remise en d'un front syndical uni. Même Force ouvrière, qui avait conservé cette carte pour l'échanger contre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement,

ne refusait pas de s'associer à une table de négociation. La CGT, elle aussi, préférerait ces discussions plutôt que d'avoir à supporter plus grave « atteinte » au Code du travail. Le patronat pourrait s'en satisfaire à son corps défendant. Tout dépendra donc des partenaires sociaux. Il leur échappait de faire de cette loi autre chose qu'une invitation à négocier et, en quelque sorte, de rédiger eux-mêmes les circulaires d'application que le ministère du travail n'a pas prévues.

ALAIN LEBEAUCHE



Michel Delebarre : un meunier au travail

dans chaque godasse. A Matignon, il s'impose sans efforts aux administrations centrales. « Je fais sérieux. C'est comme ça. » Dès son arrivée, en 1982, au poste de directeur de cabinet, le simple licencié en histoire-géo, arrivant de sa province, s'essaye sans aucun trac dans le fauteuil où tant d'autres avant lui se sont grisés de la certitude de gouverner la France.

L'ENA, il n'en connaît que le foyer des étudiants, où M. le directeur de cabinet, les premiers temps de son séjour à Paris, occupe une simple « piaule ». Qu'importe. A son poste, il calme miraculeusement la grande machine emballée de Matignon, au point de s'assurer - exploit ! - des amitiés de l'Elysée. Il est le plus efficace régulateur dont ait pu rêver Mauroy ou l'artiste, comme Delebarre l'appellait jadis affectueusement.

De son éducation provinciale - il est né à Baillou, père conseiller juridique, famille de quatre enfants - et catholique, il a gardé deux valeurs : le travail et la vie collective. Le travail, il s'y donne de 7 heures du matin à minuit : « Je n'ai pas de hobby. » La vie collective, il l'a pratiquée des colos à Matignon, en passant par le scoutisme et la JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) depuis l'âge de cinq ans. « Il s'agit de faire prendre les mauvaises habitudes », juge un de ses collaborateurs de Matignon. Avec cela, d'une absolue simplicité. Le tonnelement facile, presque obsessionnel, aussi bien avec les préretraités qu'avec les journalistes. Un des rares ministres à pouvoir entrer dans un café sans avoir l'air de Marie-Antoinette penchée sur les labours.

Au dos de l'affiche

Avec toutes ses qualités, comment expliquer que Michel Delebarre, pourtant chargé du portefeuille de l'antichômage, un des plus exposés du gouvernement, demeure si peu connu du grand public ? De la discrétion, comme devoir sacré. Pas question pour lui, par exemple, de participer à l'émission « Questions à domicile » : « Je ne vois pas au nom de quelle unicité des caméras viendraient se promener chez moi. S'il faut en passer par là pour être un homme politique, je pars cultiver mon jardin tout de suite. » Il faut bien le connaître pour savoir que, aujourd'hui encore, il fréquente la messe du dimanche dès qu'il en a le temps.

Pour rien au monde, il ne forcerait sa femme Jeanine, documentaliste dans un collège du Nord, et sa fille Caroline, douze ans - « elle distingue déjà très bien la droite de la gauche », - à quitter le domicile familial illico pour le rejoindre à Paris, « surtout pour venir dans un ministère aussi peu mondain ». Notre déraciné préfère, le soir, s'endormir « seul dans son ministère désert, au cœur d'un quartier décent, même si ce n'est pas toujours marquant ».

De la modestie comme devoir sacré ou... stratégie de carrière. Pourquoi forcer les choses ? « Jusqu'ici, ça s'est bien passé pour moi. Et vite. Les hommes politiques de ma génération sont dans la vie publique depuis plus de dix ans. Fabius bien avant le congrès de Metz en 1979, Chevènement depuis Episy en 1972. Moi, depuis juillet 1984. Alors... » Alors, il supporte sans trop

d'amertume de ne pas figurer sur la fameuse affiche gouvernementale des « super-ministres ». « Regardez bien ! Je suis au dos, avec Badinter. Attendez qu'on le retourne ! »

« Pour l'instant, Michel ne souhaite pas être trop brillant », confirme un proche. Voilà pour quoi, alors qu'il est en première ligne du combat pour la flexibilité du temps de travail, qui déchire le monde syndical entre modernes et archaïques, on ne l'entend guère se hasarder en grande discussion sur la société bloquée, ou avancer des vues originales sur la nécessité rénovatrice du syndicalisme. Agir d'abord. Fermer les yeux contre l'obstruction communautaire à l'Assemblée nationale et au Sénat, qui lui a dévoré ses nuits plusieurs semaines durant. Il en restera bien quelque chose : « Les gens retiendront que je me bats, que je n'ai pas peur de rentrer dans le tour de ceux qui sont contents. »

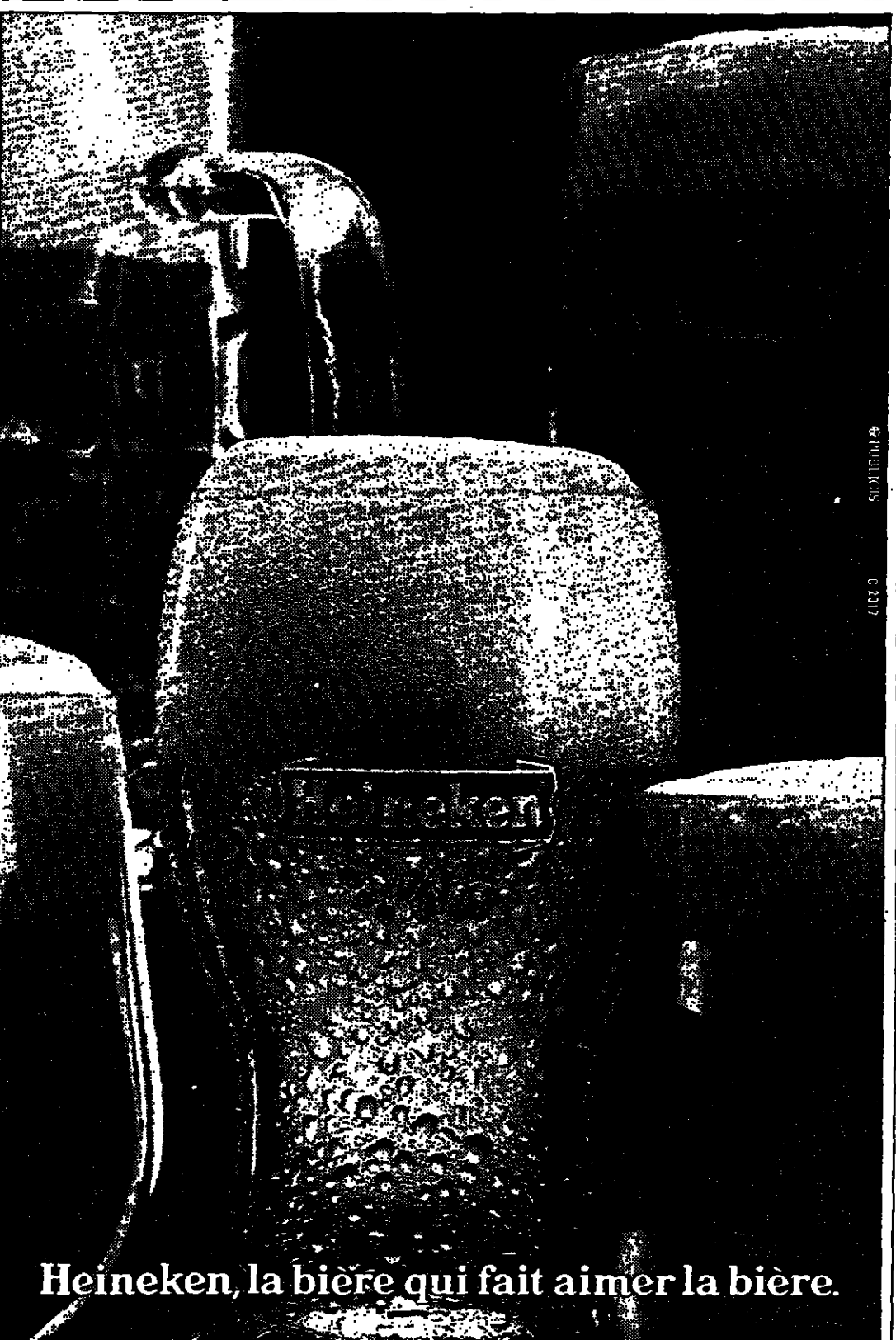
Mais que nul ne s'y trompe. S'illustrant ainsi sur un terrain qui lui est cher, Michel Delebarre lance de discrets signaux aux éléments épars de ce qui fut le deuxième gauche, autogestionnaire et décentralisateur, et qui, aujourd'hui déboussolée par les tournades rocardiennes, reste orpheline de chef. Il est là. Disponible. Et on saura se souvenir, le temps venu, que toute sa carrière s'est faite sous le signe de la décentralisation : directeur de cabinet d'un président de région qui s'appelait Pierre Mauroy, il fut au premier rang des bâtisseurs, dès 1972, dans le Nord-Pas-de-Calais.

Il est là. En train de mourir, sans qu'on y prête garde, un homme politique véritable. Lui qui procédait à qui voulait l'entendre en méfiance à l'égard des mandats électifs, conduit aujourd'hui le liste socialiste du Nord aux élections régionales. Et, surprise ! l'homme de l'ombre se révèle une bête de meeting, n'hésitant pas à plonger dans une table de symposiums pour « enner des culiers », repartir au premier coup d'œil la nomenclature qu'il embrassera devant les photographes.

Le voilà sous un buste de Jaurès à la tribune de la salle des fêtes de Rost-Warendin (Nord), devant cinq cents militants. Drôle : « Avez-vous vraiment envie aujourd'hui de retourner sur l'autre rive ? Regardez qui vous y attend : le grand, c'est Glacard, celui qui bouge encore plus qu'avant, c'est Chirac, et celui dont on ne distingue pas s'il est de face ou de dos, mais oui c'est Barre ! ». Pédagogue : « La lutte contre l'inflation, c'est faire en sorte qu'un billet de 100 F, deux ans après, vaille le plus possible de 100 F. » Concret : « La région, ce n'est pas abstrait. C'est la suppression des salles communes dans les hospices. » Dans la voiture, il souffle : « Les gens, il faut les prendre comme ils sont. A leur niveau. »

Efficace, allergique à l'idéologie, sympathique. Jusqu'où pourra aller Michel Delebarre ? « Fabius, Chevènement, ou Rocard, personne ne le considère encore comme un rival. Mais on pourrait bien s'apercevoir un jour qu'il est devenu un allié indispensable dans le PS. » Et après tout, même si son physique sans âge peut le faire oublier, il n'a que trente-neuf ans. Comme Laurent Fabius.

DANIEL SCHNEIDERMAN.



Heineken, la bière qui fait aimer la bière.

Handwritten text in Arabic script: "سبحان الله"

POLITIQUE

Propos et débats

M. Chevènement : bikini

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a déclaré, le jeudi 27 février, à Montbéliard (Doubs) : « La plate-forme RPR-UDF avait le même but qu'un bikini : montrer tout sauf l'essentiel, c'est-à-dire les divisions de la droite. »

M^{me} Dufoix : les mains dans les poches

M^{me} Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement, a déclaré, le jeudi 27 février, à Valence (Drôme) : « Maintenant que nous avons fait le sale boulot, que nous avons assaini le pays, maintenant que notre action commence à porter ses fruits, il ne serait pas juste que Jacques Chirac arrive les mains dans les poches pour récolter les fruits de nos efforts. »

M. Jospin : IV^e République

« M. Chirac se trompe de République. En croyant poser ses conditions, il passe tout bonnement de la V^e à la IV^e », a déclaré M. Lionel Jospin, le jeudi 27 février, à Belfort, en commentant les propos tenus la veille par M. Chirac à l'« Heure de vérité ». Cette appréciation rejoint celles formulées le même jour par MM. Mauroy à Sens (Yonne), Bérégovoy à Crest (Oise) et le vendredi 28 février par M. Gaston Delebarre dans son éditorial du Provençal.

M. Chirac : maire

« En deux années, on doit pouvoir voir la courbe du chômage s'inverser, notamment si la conjoncture internationale continue à être bonne », a déclaré M. Jacques Chirac, le jeudi 27 février, à Perpignan. Le même jour à Paris, le président du RPR a affirmé : « Je suis maire de Paris et qui qu'il arrive le restaurant. » Il répondait à une question sur son éventuel départ de premier ministre.

M. Giscard d'Estaing : antichoc

Dans une interview à Paris-Match, M. Valéry Giscard d'Estaing explique que l'« antichoc pétrolier » représenté en 1986 une économie d'environ 90 milliards de francs et une amélioration de notre indice des prix d'environ 1,5 % dans l'année qui vient. Selon lui, la France bénéficie d'une capacité de croissance supplémentaire d'un point dans les dix-huit prochains mois : « Tout cela rend possible la politique que nous voulons mettre en œuvre et que nous ne pouvions pas mener », ajoute-t-il.

M. Herzog (PC) : l'illusion

« La classe politique, à la suite de MM. Fabius et Giscard d'Estaing, développe en force l'idée que la « manne pétrolière » va nous faire sortir de la crise », a remarqué, le jeudi 27 février, à Nanterre (Hauts-de-Seine), M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PC. Selon lui, « on sème ainsi l'illusion pour faire diversion et mieux réussir à escamoter le problème crucial d'une politique économique de création d'emplois. »

M^{me} Garaud : humeurs

Selon M^{me} Marie-France Garaud, qui s'exprime, le jeudi 27 février, devant les journalistes de la presse diplomatique, la politique extérieure du chef de l'Etat est faite « d'habileté et pas de force ». « Jamais il n'a défini de ligne à long terme ni hiérarchisé les priorités de cette ligne. C'est une politique d'humeurs », a-t-elle ajouté.

M. FABIOUS A EPINAY

Le maire de Paris

a été un « médiocre » premier ministre

« Je le dis tout net : je suis pour le rattachement de la Seine-Saint-Denis à la ville de Paris », a déclaré M. Raymond Barre, le jeudi 27 février, à Epinay-sur-Seine, où, en 1971, M. Mitterrand a pris la direction du nouveau Parti socialiste.

M. Fabius a critiqué son concurrent direct pour Matignon. S'appuyant sur le jugement porté par M. Raymond Barre sur la situation qu'il avait trouvée en 1976, le chef du gouvernement a affirmé que M. Chirac avait été « incontestablement un des premiers ministres les plus médiocres que l'on ait connus ». Il lui a accordé les titres de « recordman, toutes catégories, de la hausse des impôts et des cotisations sociales » et de « grand inventeur de la taxe professionnelle ».

M. Fabius s'en est aussi pris vivement aux responsables institutionnels de M. Chirac : « Sous quel régime pense-t-il être ? Il n'appartient à personne de poser ses condi-

tions au président de la République (...). On ne gouverne pas un pays dans l'intérêt des poseurs de conditions. »

Puisque le maire de Paris avait affirmé que c'était au chef du gouvernement de décider de l'envoi de troupes françaises au Tchad, le premier ministre s'est voulu « grave » : « C'est le président de la République qui est le chef des armées. C'est à lui qu'il revient, après avoir informé le premier ministre, de décider ou non d'une intervention de l'armée française dans quelque territoire que ce soit ». Retenir l'analyse de M. Chirac se serait « introduire le désordre jusqu'à dans les armées. »

Enfin, M. Fabius a mis en doute les qualités de « pronostiqueur » du maire de Paris, rappelant qu'en 1975 il avait prédit la « sortie du tunnel », qu'en 1981 il affirmait qu'il serait « présent au second tour », qu'en 1982 il prévoyait que « l'on serait très près de 20 % d'inflation à la fin de l'année ». Pour M. Fabius, M. Chirac « vend la peau de l'ours avant de l'avoir mis par terre ».

M. ROCARD AUX ANTILLES

Pour le 16 mars et pour 1988

De notre envoyé spécial

Fort-de-France. — M. Michel Rocard est arrivé le jeudi 27 février à Fort-de-France, première étape d'une tournée électorale d'une semaine aux Antilles.

L'ancien ministre continue ainsi de prendre, en tant que dirigeant national du PS, une part à la campagne socialiste pour les élections législatives et régionales du 16 mars. Mais en rendant visite au département d'outre-mer, M. Rocard voit évidemment plus loin.

« Ce qui m'intéresse, c'est 1988. Ce n'est pas lui qui le dit mais l'un des responsables rocardiens de Martinique, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1). »

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Raymond Barre blanc de blanc

De notre envoyé spécial

Chouilly (Marne). — Quel doute bonhomme ! Vient soutenir un projet politique un peu malmené par les péripéties du moment et du lieu et s'offrir à son même, sans blanchir, le visage d'un héros caennais. C'est ça que s'est octroyé M. Raymond Barre le temps d'un voyage éclair dans la Marne, le jeudi 27 février.

L'ami, c'est M. Bernard Stasi, l'ancien ministre, député CDS, maire d'Epervain et président du conseil régional, n'est pas à la fête en ce moment (le Monde du 25 février). Les bouchons partent en tous sens et, selon toute vraisemblance, plutôt pour lui adorer le visage que pour le fêter. Distances du Parti républicain et luttes fratricides au sein de l'UDF, fibre autoritaire offensive du RPR, surcroisement d'un perturbateur supplémentaire en la personne d'un républicain Tétu, tout de listes superficielles : tout y est.

Du coup, M. Stasi appelle en renfort M. Barre pour que, les choses soient claires, pas toutes, à ne faut pas rêver. Mais au moins celle-ci : c'est lui, M. Stasi, et ses listes que M. Barre soutient dans la Marne, et nul autre. Chacun se le dit.

La parole était, pour ainsi dire servie sur un plateau, avec les listes pédonculées en ce pays de champagne. A l'Elysée, tel de vigneron, la cause est entendue : vous y êtes, affaire en ce moment à des gens qui sont à la vie publique ce que le raisin à peau rouge ou noire est au royaume de Bacchus. Cela donne du vin rouge. C'est clair et net. N'est-ce pas, monsieur Mitterrand ?

Aux antipodes, vous trouverez le raisin à peau blanche. Point de doute non plus sur ce dernier. Il vous donnera exclusivement du vin blanc de raisin blanc, autrement dit du blanc de blanc. On aura reconnu M. Raymond Barre.

M. CHIRAC A CHARTRES

La politique outre-mer est « irresponsable, incohérente et absurde »

De notre correspondant

Chartres. — M. Jacques Chirac a présidé, jeudi 27 février, un banquet de trois cents sympathisants à Chartres. Il venait soutenir son adjoint à la mairie de Paris, M. Michel Junot, secrétaire général du CNIP, qu'il a chargé de conduire la liste RPR aux législatives en Eure-et-Loir, celle des régionales étant dirigée par un conseiller municipal RPR de Chartres, M. Henri Herrera.

Le maire de Paris, qui avait refusé de saluer son collègue M. Georges Lemoine (PS), maire de Chartres, s'en est pris à la politique « irresponsable, incohérente et absurde » conduite par le gouvernement outre-mer. M. Chirac tient aussi M. Lemoine, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, pour responsable des troubles qui agitent les Antilles. Il accuse le gouvernement « d'encourager en Colombie les menées d'une poignée de terroristes et d'ignorer une majorité de Français qui ont manifesté avec courage leur fidélité à la République ». A propos de la Polynésie et de la Guinée, il lance : « Il faudra que les Néo-Zélandais choisissent leur camp. »

L'attaque en règle contre M. Lemoine, dans la ville qu'il dirige depuis 1977, n'était pas innocente localement. L'équipe dissidente (UDF) conduite par le député sortant et président du conseil régional, M. Maurice Doussset (PR), auquel s'était uni dès la première

heure le président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

Cette miraculeuse union n'est due qu'au fait que le PCM n'est pas exactement le PCF ; elle a permis au président du conseil général d'Eure-et-Loir, M. Martial Tanguy, d'être élu député de la région de la Seine-Normandie, ce qui a permis à M. Rocard de se retrouver pour la première fois sur une liste commune aux élections législatives, ce qui devrait leur assurer deux députés, M. Aimé Césaire et son second, M. Maurice-Louis-Joseph Dougès qui sera le premier député socialiste de Martinique depuis 1958 (1).

France Ménager : le magazine agréé pour l'électroménager.

Les prix compétitifs, les services, les conseils, la garantie et tous les avantages réservés aux adhérents France Ménager, 23, rue des Lombards, Paris 2^e. Téléphone : 48.57.73.37. Ouvert du mardi au samedi de 10 h à 19 h.

La presse et la propagande électorale

Le tribunal de grande instance de Dijon a condamné, jeudi 27 février, par une ordonnance de référé, une radio locale à poursuivre la diffusion des messages politiques payants de la liste régionale « Unir-Bourgogne » jusqu'au lundi 3 mars à 0 heure, date d'ouverture de la campagne pour les élections régionales.

Radio 2000, qui était liée par un contrat de publicité à « Unir-Bourgogne », avait interrompu les messages à partir du lundi 24 février à 0 heure (date d'ouverture de la campagne pour les élections législatives), en s'appuyant sur une lettre de la Haute Autorité de l'audiovisuel interdisant toute publicité relative aux élections législatives et régionales au-delà de cette date.

Le tribunal de grande instance de Dijon s'est référé pour prendre son ordonnance à l'article L. 52-1 du code électoral, qui précise que, pendant la campagne électorale, l'utilisation à des fins de propagande électorale de tout procédé de publicité commerciale par la voie de la presse est interdite. Mais il a tenu compte du fait que, si la campagne pour les législatives était ouverte depuis le 24 février, celle pour les régionales ne commençait que le 3 mars.

POUR QU'IDA NUDEL AIT LE DROIT DE PARTIR EN ISRAËL

A l'occasion du XXVII^e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, nous, femmes françaises, en appelons à vous, Mikhaïl Gorbatchev, pour que — au-delà de toute polémique et de toute ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS — Ida Nudel (qui attend son visa de sortie pour Israël depuis 1970) puisse enfin avoir le droit de rejoindre l'unique proche famille qui lui reste.

Cette attitude humanitaire vous honorerait et serait, aux yeux de tous ceux qui souhaitent la détente et la paix dans le monde, un signe, de votre part, de bonne volonté.

Nicole Avril (écrivain) ; Elisabeth Badinter (écrivain) ; Denise Cacheux (députée) ; Hélène Cloux (écrivain) ; Christine Collange (écrivain) ; Suzanne Ciron (comédienne) ; Nicole Fontaine (députée au Parlement européen) ; Martine Frachon (députée) ; Francine Gomez (PDG) ; Annie Kriegel (universitaire) ; Marie-France Lacur (députée) ; Marie-Claire Mendès France, Ariane Mnouchkine (directrice de théâtre) ; Silvia Monfort (directrice de théâtre) ; Yvonne Neiertz (députée) ; Paulette Nevoux (députée) ; Micheline Presle (comédienne) ; Germaine Ribièrre (universitaire) ; Anne Sinclair (journaliste) ; Simone Veil (ancienne ministre).

Comité féminin de soutien aux juifs d'URSS, c/o E. Ascor, 39, rue des Batignolles, 75017 Paris.

Vendredi 28 Février

St Romain

18 h

18 h 30

19 h

19 h 20

Dîner

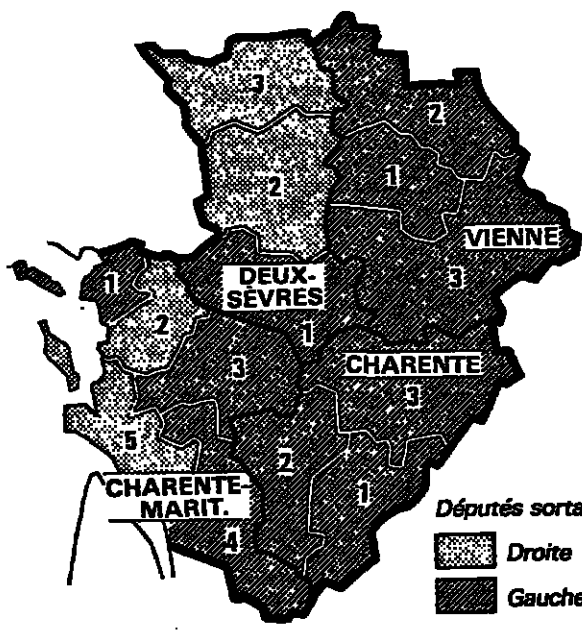
Ecouter LAURENT FABIOUS

19 h 20 "FACE AU PUBLIC"

France inter

هكذا من الأصل

POITOU-CHARENTES



Députés sortants :
■ Droite
■ Gauche

RÉGIONALES

Président du conseil régional : René Monory (UDF-CDS)

Nombre de sièges à pourvoir : 53

CHARENTE : 12 DEUX-SÈVRES : 12
CHARENTE-MARITIME : 17 VIENNE : 12

LÉGISLATIVES

Nombre de sièges à pourvoir : 17

CHARENTE : 4 DEUX-SÈVRES : 4
CHARENTE-MARITIME : 5 VIENNE : 4

DÉPUTÉS SORTANTS

CHARENTE	DEUX-SÈVRES
Jean-Michel Boucheron (PS) Bernard Villette (PS) André Soury (PC)	Michel Gayton (PS) suppléant de René Gaillard décédé le 28 décembre 1985 Jacques Fouchier (CNP, app. UDF) Albert Brochard (CDS, app. UDF)
CHARENTE-MARITIME	VIENNE
Colette Chaigneau (MRG) suppléante de Michel Crépeau, ministre de la justice Jean-Guy Branger (NI) Roland Beix (PS) Philippe Marchand (PS) Jean de Lipkowski (RPR)	Jacques Sautrot (PS) Marc Verdun (PS) suppléant d'Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur Raoul Cartraud (PS)

REPÈRES

CHARENTE	DEUX-SÈVRES
PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981) Ins. 245 614 ; abst. 17,14 % ; suff. ex. 200 187. MARCHAIS, 32 051 (16,01) ; MITTERRAND, 55 733 (27,84) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 65 403 (32,57) ; GISCARD D'ESTAING, 48 486 (24,22) ; CHIRAC, 37 138 (18,35) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 42 622 (21,29).	PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981) Ins. 240 274 ; abst. 15,95 % ; suff. ex. 197 958. MARCHAIS, 16 142 (8,15) ; MITTERRAND, 53 503 (27,02) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 61 932 (31,28) ; GISCARD D'ESTAING, 65 792 (33,23) ; CHIRAC, 31 635 (16,99) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 40 707 (20,56).
LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981) Ins. 247 721 ; abst. 22,22 % ; suff. ex. 173 409. PC, 29 975 (17,28) ; PS, 72 759 (41,95) ; UDF-RPR, 55 296 (31,88).	LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981) Ins. 240 599 ; abst. 27,30 % ; suff. ex. 172 094. PC, 10 262 (5,96) ; PS-MRG, 76 181 (44,26) ; UDF-RPR, 85 651 (49,76).
EUROPÉENNES (17 juin 1984) Ins. 247 721 ; abst. 43,32 % ; suff. ex. 134 169. PC, 17 033 (12,69) ; PS, 32 105 (23,92) ; UDF-RPR, 57 473 (42,83) ; FN, 8919 (6,64).	EUROPÉENNES (17 juin 1984) Ins. 243 958 ; abst. 44,09 % ; suff. ex. 129 427. PC, 6 669 (5,15) ; PS, 30 134 (23,28) ; UDF-RPR, 65 118 (50,31) ; FN, 6 935 (5,35).

CHARENTE-MARITIME	VIENNE
PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981) Ins. 246 595 ; abst. 20,07 % ; suff. ex. 288 717. MARCHAIS, 37 149 (12,86) ; MITTERRAND, 70 496 (24,41) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 104 980 (36,36) ; GISCARD D'ESTAING, 76 083 (26,33) ; CHIRAC, 47 263 (16,37) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 54 915 (19,02).	PRÉSIDENTIELLE, 1^{er} tour (26 avril 1981) Ins. 259 373 ; abst. 16,91 % ; suff. ex. 211 292. MARCHAIS, 28 171 (13,53) ; MITTERRAND, 56 615 (26,79) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 64 479 (30,51) ; GISCARD D'ESTAING, 58 254 (27,57) ; CHIRAC, 39 792 (18,83) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRE, 46 400 (21,96).
LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981) Ins. 366 955 ; abst. 32,23 % ; suff. ex. 244 100. PC, 31 832 (13,04) ; PS-MRG, 108 803 (44,57) ; UDF-RPR, 98 727 (40,44).	LÉGISLATIVES, 1^{er} tour (14 juin 1981) Ins. 259 678 ; abst. 28,65 % ; suff. ex. 182 056. PC, 20 343 (11,17) ; PS-MRG, 81 097 (44,54) ; UDF-RPR, 74 861 (41,11).
EUROPÉENNES (17 juin 1984) Ins. 371 537 ; abst. 46,61 % ; suff. ex. 190 505. PC, 18 668 (9,79) ; PS, 42 140 (22,12) ; UDF-RPR, 86 799 (45,56) ; FN, 15 140 (7,94).	EUROPÉENNES (17 juin 1984) Ins. 266 350 ; abst. 43,12 % ; suff. ex. 144 283. PC, 13 645 (9,45) ; PS, 33 368 (23,12) ; UDF-RPR, 66 147 (45,84) ; FN, 9 416 (6,52).

INITIATION À L'IMAGE NUMÉRIQUE

« Formation de formateurs »

11-12-13-14 MARS 1986

TECHNIQUES GRAPHIQUES INTERACTIVES

« Applications industrielles »

14-15-16-17-18 AVRIL 1986

Actions expérimentales soutenues par le Fonds de l'innovation technologique

Inscript. & doc. : UNIVERSITÉ DE NANTES

(16) 40-74-01-11 Chemin Sensée-du-Terron - 44300 NANTES

Quel de commun entre le bassin des Miniers et ses vallées et la terre touchée par les montons du Confolentais ? Quel lien entre les ordinateurs des nombreuses usines installées à Niort et les vignobles du Cognac ? Terre d'équilibre, dit-on du Poitou-Charentes. Peut-être pour ne pas avouer qu'il s'agit d'un terroir contrasté.

L'identité régionale s'y cherche encore, et surtout que par une solidarité interdépartementale faite seulement de la volonté de se donner bonne conscience. Même s'il n'est pas unique dans la région, le dossier du Futuroscope est assez révélateur de quelques-uns de ces antagonismes nés de vieilles racines et d'opposi-

sions franchement politiques. Penser donc, au parc de l'avenir installé en plein champ, entre Poitiers et Châtelleraut, le tout à l'initiative de M. René Monory (UDF-CDS) qui en a lancé la réalisation au nom du conseil général de la Vienne, dont il est le président. Depuis à peine un an qu'il est devenu président du conseil régional, voilà que l'ensemble du Poitou-Charentes se doit de s'efforcer au projet. Les communistes sont les plus hostiles à cette « vitrine de l'avenir ». Pour leur leader régional, M. Paul Fromentel, il s'agit d'une vitrine pour « grosses sociétés japonaises et américaines ». Non seulement il y décèle un « gouffre financier », mais

surtout il ne partage pas « cette conception de la culture ». Les socialistes sont à peine plus rassurés. Pour M^{me} Edith Cresson, « c'est bête », et le ministre du redéploiement industriel pose « la problématique des parcs » : nécessité d'un chef de projet, d'un pool bancaire et d'un statut juridique. Le tout manquant, M. Jacques Sautrot, maire socialiste de Poitiers, conclut : « Le dossier est mené de façon négalomane, et techniquement il est incohérent ». Ces critiques laissent de marbre M. René Monory qui, à la tête de la liste régionale dans la Vienne, en fait l'un des thèmes forts de sa campagne.

Un RPR dominé, une UDF éclatée, un PS troublé...

De notre envoyée spéciale

Poitiers. - Quatre députés d'opposition pour dix de gauche : c'était le résultat de 1981. Neuf élus de l'opposition pour cinq de gauche : c'est le résultat qui semble acquis avant même le scrutin du 16 mars. Restent trois sièges incertains : en Charente, en Charente-Maritime et dans la Vienne. Pour arriver à « matelas », les formations politiques ont connu des difficultés, grincements de dents et n'ont pu toujours éviter des dissidences ouvertes ou larvées.

Côté opposition René Monory avait choisi et déclaré l'union. Maire de Loudun, sénateur et président du conseil général de la Vienne, président du conseil régional, l'ancien ministre se devait d'abord de mettre de l'ordre dans le camp UDF : deux prétendants, l'ancien député tombé devant Edith Cresson en 1981, Jean-Pierre Abelin (CDS), et Jean-Pierre Raffarin (PR), qui avait essuyé son premier revers électoral en 1978 dans la circonscription de Poitiers. « Raff », un diminutif qui est resté de son passage chez les jeunes giscardiens, a d'autant mieux accepté de s'effacer que l'abandon par Jean-Pierre Abelin de son mandat européen peut lui faire espérer un siège à Strasbourg avant le prochain renouvellement de 1989.

Ensuite, il fallait à René Monory éviter le désordre au RPR. La formation de Jacques Chirac est bien servie aux législatives, puisque, derrière Jean-Pierre Abelin, l'ancien député du Montmorillonais Arnaud Lepoerq est assuré d'être élu, et que Jean-Yves Charnard, conseiller général de Poitiers se voit donner une chance. Mathématiques à l'appel, il a calculé que, en obtenant deux fois et demi le total du PS, l'opposition gagnerait trois députés. Mal servi, en revanche, aux régionales sur la liste du « shérif » Monory (deux députés sur sept ou huit espérés, dont Louis Gory, président de la Mutualité sociale agricole, adhérent de fraîche date), le RPR s'inquiète d'un sondage qui ne répond pas à ses attentes législatives. Alerté par le voisin de Charente-Maritime, Jean de Lipkowski et par des militants locaux, l'état-major RPR a décidé d'abandonner de présenter une liste autonome aux régionales sous la houlette de Dominique de la Martinière. Et de ne plus le soutenir, à la veille de la clôture des listes. Jean-Yves Charnard se persuade que cette péripétie ne laissera pas de traces. D'autant, dit-il que « de la Martinière n'a pas milité au RPR depuis quinze ou vingt ans dans le département », et que si Jean-Henri Carreau, une des figures gaullistes de Poitiers, « était partie prenante » à cette opération, il est seulement « un peu vexé mais loyal ».

Cet épisode peut-il profiter à Jacques Sautrot, deuxième derrière Edith Cresson ? Le maire de Poitiers compte surtout sur l'appel au vote utile auprès des électeurs communistes. Le principal intéressé, tête de liste, Paul Fromentel, assure que l'électorat de gauche qui a voté Miterrand et PS en 1981 est prêt à changer son fusil d'épaule pour donner un député communiste à la Vienne qui en a déjà connu : à la Libération, puis entre 1945 et 1947, et enfin entre 1956 et 1958.

« Lip », « Raff », et les autres

Puisque à toute règle il faut une exception, la Charente-Maritime est la. Officiellement investi par l'UDF, Dominique Bussereau, ancien comme son copain « Raff » - des jeunes giscardiens, n'a en fait que l'appui de la plus grande partie du PR, et d'un CDS placé en dernière position sur sa liste régionale. L'autre partie de la confédération fait cause commune avec Jean de Lipkowski. « Lip », radical-mendésiste-gaulliste, reste un mystère pour beaucoup de ses amis, comme pour ses adversaires. A l'exception de Michel Crépeau, qui confie : « Nous sommes deux étudiants attendus qui ne chassons pas dans le même marigot ». La dernière en date des interrogations sus-

citées par Jean de Lipkowski remonte à moins d'un an : bien que le RPR ait été majoritaire au sortir des cantonales de mars 1985, c'est un CDS, François Blaizot, qui a été élu président du conseil régional.

« Lip » répond : « Même Chirac m'a enlevé, mais j'avais promis à Blaizot notre appui ». Prendre la présidence de région n'est plus dans ses projets. Il faut dire que, quand la question s'est posée il y a un an, René Monory, adjoint d'Il, « a désigné et tiré sur tout ce qui bougeait ». Pas de région donc : « Je n'en mourrai pas. Député, maire, conseiller général, peut-être du prochain gouvernement... »

Quant au « petit Bussereau », qu'il a, « comme un imbécile », pris sur ses listes aux municipales, l'ancien ministre est formel : « Il ne mobilise pas ». De cette division, les communistes sont les premiers à se frotter les mains. En espérant que la liste menée par un élu de La Rochelle, Léon Bely, dépassera celle dudit Dominique Bussereau, condition minimale pour avoir un siège.

« Deux points de mieux »

L'hypothèse d'un député communiste ne retient guère l'attention de Michel Crépeau. Le PC subit une « érosion sociologique inéluctable », et quand Georges Gosnat (aujourd'hui décédé) était député de ce département, son parti rassemblait un électeur sur quatre, rappelle le tout nouveau garde des sceaux. Cette nomination à la chancellerie « nous veut deux points de mieux ». « Nous avons deux points de mieux », Roland Beix (rocardien), troisième de la liste commune PS-MRG, menée par le maire de La Rochelle, suivi de Philippe Marchand, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale. Roland Beix (sans doute celui qui avait le plus de chance de conserver, dans le cadre du scrutin d'arrondissement, un siège à la gauche) constate que Dominique Bussereau s'est « planté » dans le dernier virage, et « patine » dans l'opinion. Le siège, estime-t-il, se jouera entre lui-même et Jean Harrel (RPR), troisième de la liste Lipkowski. A

défiant de revenir au Palais-Bourbon, il reviendra au conseil régional lui aussi avec quelques idées bien précises sur le Futuroscope.

Vous avez dit Futuroscope ? La mine étonnée de Jean de Gaulle révèle qu'il n'en a pas - encore - entendu parler. Dur pour un paysan charentais qui refuse ce qualificatif. Le petit-fils du général a décidé fin 1984, « pour la France et la défense des libertés », de se lancer dans la politique. Récusant la proposition d'une candidature en Haute-Marne (où se trouve Colombey-les-Deux-Églises) « pour ne pas profiter d'une image qu'il n'a pas créée », il a choisi les Deux-Sèvres, dont sa mère est originaire. Né le 13 juin 1953 (cinq jours trop tôt d'après certains), il ne souhaite pas devenir « un professeur de la politique », ni mettre un terme à son métier d'auditeur expert-comptable. Campagne simple : « Se faire connaître car le nom ne suffit pas. »

Même s'il s'entend dire avec une belle régularité par ses futurs électeurs : « J'ai bien connu votre grand-père ». Jean de Gaulle rencontre les élus locaux, mais aussi les « gens » sur leur lieu de travail (entreprises, marchés, exploitations agricoles). Que les responsables locaux se soient « interrogés », c'était normal, reconnaît le troisième fils de l'ancien. Mais maintenant tout va bien. D'autant mieux qu'à l'UDF les renous se sont également tassés.

Pas de parachutage, avait affirmé Albert Brochard (UDF-CDS), député plus que bien implanté dans le nord du département. Mais devant un de Gaulle en s'effaçant, le laissant à la deuxième place.

L'union répondant au souhait de l'électorat n'a pas été simple à réaliser à l'UDF. Début novembre, le bureau national avait investi en troisième position (éligible) Janine Lucas, conseillère générale radical de Niort, ancienne radicale de gauche. Jusqu'à la mi-février Albert Brochard, toujours sur le thème « pas d'utopie parisienn », ne pèse pas, et c'est finalement Janine Lucas qui renonce, au profit de Jean Pineau, qui, avant 1981, avait un temps remplacé à l'Assemblée nationale Jacques Fouchier (CNP), alors secrétaire d'Etat à l'Agriculture.

ANNE CHAUSSEBOURG.

Georges Chavanes ou la vie commence à soixante ans

De notre correspondant

Angoulême. - Il n'attendait que cela. A soixante ans, Georges Chavanes a confié son entreprise à une petite équipe d'où sortira son véritable successeur, et il est entré en politique. Deuxième sur la liste d'union de l'opposition en Charente, il est sûr d'être élu. Ce combat gagné d'avance le frustre d'une vraie victoire, alors il fait campagne « comme si ». Ne serait-ce que pour apprendre : il y aura d'autres élections.

Georges Chavanes, dans le petit monde des grands patrons, on connaît. Il a été vice-président du CNPF, président de l'IDJ, président de l'association Ouest atlantique, président de l'Agence nationale pour la création d'entreprises. C'est aussi l'homme qui a fait d'une bonne PME un grand groupe industriel. Embauché comme ingénieur - et en réalité comme dauphin - en 1956 par le « père Laroy », il trouve une entreprise qui était alors la soixante-dix-huitième constructeur français de moteurs électriques (sur quatre-vingts). En trente ans, il en fait le premier constructeur mondial dans le domaine des alternateurs, le premier européen dans celui des petits moteurs électriques. La PME est devenue un groupe de huit mille salariés, dont trois mille cinq cents en Charente.

C'eût pu n'être qu'une réussite industrielle. Mais Georges Chavanes a été court. Il est chrétien.

Et ce que la Charente connaît de lui est d'abord une certaine pratique des rapports humains dans l'entreprise directement inspirée de la doctrine sociale de l'Eglise. La participation existait chez Laroy bien avant qu'elle ne soit obligatoire. « C'est un mélange de paternalisme sincère et de recherche du consensus », dit de lui un adversaire.

« Barre à raison »

C'est cet homme-là qui entre en politique. Adhèrent tout récent au CDS. Il a accueilli Raymond Barre en Charente en 1983, mais, sur toutes les affiches des prochaines élections, il figure en compagnie de deux RPR, Francis Hardy, maire de Cognac, tête de liste, et Pierre-Remy Housain, président du conseil général (numéro trois). Un seul slogan : « Union de l'opposition ». La Charente est même le seul département du Poitou-Charentes où l'union n'a posé aucun problème, où l'on n'a observé aucun coup de canif dans le contrat. L'explication ? Georges Chavanes montre l'effacement et désigne deux têtes, celle de Francis Hardy et la sienne. Le microcosme charentais ne s'y est pas trompé : l'union s'est faite au sommet, et chacun a mis de l'ordre ensuite dans son propre camp.

Francis et Georges se sont apparemment partagés le travail. Au premier l'attaque en règle contre le pouvoir socialiste, au

second les propositions économiques.

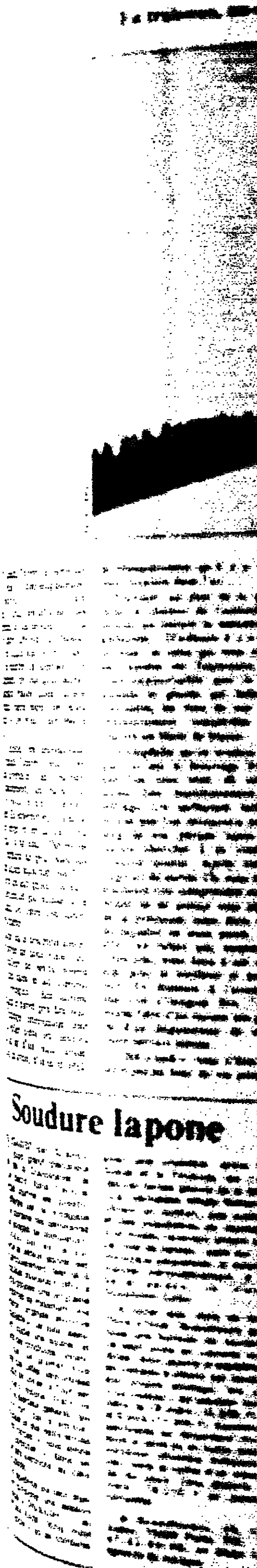
Les discours, pourtant, n'est pas seulement industriel. La collaboration ? « Comment voulez-vous que je ne soutienne pas un gouvernement qui applique la plate-forme de l'opposition ? Mais Barre a raison. Ce sera infernal. Et même si on le lui proposait, Georges Chavanes refuserait de participer à ce gouvernement « ingouvernable ».

Francis Hardy, Georges Chavanes et le tête de liste du PS, Jean-Michel Boucheron, maire d'Angoulême, ne peuvent pas être bêtus. La quatrième siège se jouera entre Pierre-Remy Housain (RPR) et André Soury, député sortant (PC), avec Jérôme Lambert jeune numéro 2 de la liste socialiste (et petit-neveu de François Miterrand) dans le rôle de l'outsider. En réalité, chacun se prépare pour les véritables échéances, qui sont le retour éventuel au scrutin majoritaire, et surtout les élections municipales de 1989. Elu « par hasard » en 1977 (c'est lui qui le dit, brillamment réélu en 1983, mais devant une opposition inexistante), Jean-Michel Boucheron, maire d'Angoulême (PS courant) n'a jamais eu d'adversaire à sa mesure.

Or Georges Chavanes habite Angoulême depuis trente ans, et l'ancien PDG de Laroy-Somer bénéficie d'une cote certaine non seulement chez les électeurs traditionnels de l'opposition, mais aussi chez ceux qu'il continue à appeler « les gens de l'usine ».

JEAN-PIERRE DUFRENNÉ.

Derrière



Derrière la meute par un froid de loup

En traîneau, au-delà de Jukkasjärvi, dans la neige et le vent, aux confins de la civilisation.



EN Suède, l'hiver, le premier « plus », touristique parlant, c'est un « moins ». Celui qu'affiche, en permanence, le thermomètre. Le soir de notre arrivée, à Stockholm, il ne faisait que - 3°. Juste de quoi se mettre en jantes. Un échauffement, en quelque sorte. Le lendemain matin, dans l'air qui montait plein nord, on nous annonçait - 16° pour l'arrivée à Kiruna.

Par le hublot, on découvrait, bien au chaud, l'autre « plus » de la Suède hivernale : sa couleur. Voilà, assurément, un pays qui dépayse plus blanc. Avec constance. En novembre, il enfle sa petite neige et ne la quittera qu'en mai. Vu de haut, l'hiverme vire au camaïeu de gris, ponctué de larges taches blanches que l'on devine être des lacs gelés. Un paysage anesthésiant qui pousse à la somnolence. Du coton très doux. Un pays-coquette.

Mais une fois la descente amorcée on survole un tapis blanc criblé de milliers de petits points noirs, fichés dans le sol comme autant d'épingles : des sapins plantés dans le duvet gris des boueux. Etrange impression que celle de frôler ainsi les pointes acérées du lit d'un fakir lapon. Comme si on avait, d'ores et déjà,

le pressentiment qu'il y a de la mortification dans l'air... Pourtant, au pied de la passerelle, la chaleur de l'accueil fait oublier un instant la température ambiante. D'ailleurs il y a froid et froid : et celui qui vous accueille en Laponie est finalement bien plus supportable que la bise humide et glacée qui balait, à l'occasion, les rues de nos villes prétendument tempérées. Sec comme un blanc de blancs.

N'empêche qu'on avalera presque cul sec le breuvage brillant que l'on vous tend, où café et alcool font manifestement bon ménage. Un carburant riche en octane que l'on retrouvera tout au long de son périple lapon sans jamais chercher à en connaître l'exacte teneur. Après tout, il s'agit ici de survie. On vous le fera d'ailleurs vite comprendre en vous priant de ne jamais vous séparer de la précieuse tasse dans l'anse de laquelle on aura passé, à cet effet, un ruban qui, suspendu à votre cou, vous liera à cet ostensible, pour le meilleur et pour le pire. En dormant à l'aventurier que l'on s'imagine être l'altère moins fièvre d'un curiste des glaces ou d'un dégustateur de mystérieux nectars lapons.

Côté « look », vous n'êtes d'ailleurs pas au bout de vos peines. A

présent, en effet, il faut vous équiper. Et sans perdre de temps, car traîneaux et chiens piaffent. A voir comment ces derniers ont, à votre arrivée, faussé compagnie à leurs maîtres pour disparaître, comme une traînée de poudre, derrière l'aérogare, vous aurez déjà compris que ces animaux-là ont - entre autres - le diable au corps. Et que, même pour des experts, leur maniement n'est pas de tout repos.

A défaut de vous adouber trappeur et coureur des bois, la cérémonie à laquelle vous prenez part vous fait penser au harnachement du cavalier avant un tournoi, voire à la préparation du cosmonaute avant un vol spatial. A la tenue « sports d'hiver améliorée » (sacopette matelassée, anorak et caleçon long) dans laquelle vous débarquez, on ajoute la touche polaire (vous avez, sans vous en rendre compte, franchi le cercle du même nom) : une combinaison thermique bleu marine utilisée, dans ces contrées, par ceux qui travaillent sur les pistes des aéroports et dans laquelle on se glisse, non sans mal, comme dans une seconde peau. Sans oublier une drôle de casquette de tankiste.

Des ours balourds

Une fois constaté qu'il, comme ailleurs, le ridicule ne tue pas... on se risque, ainsi boudiné et emmaillotté, à quelques pas maladroits, conscient toutefois qu'une simple pichenette suffirait à vous déséquilibrer. C'est ainsi que grâce au tourisme la faune laponne s'accroît régulièrement d'étranges colonies de pingouins, manchots et d'ours balourds. Les chiens tréignent et hurlent à la mort. Mais il s'agit seulement pour eux, vous rassure-t-on, de manifester leur hâte de s'élancer sur la piste.

Les traîneaux qui vous « accueillent » ressemblent à d'étroites pirogues. Rien à voir avec les engins confortables dans lesquels, enfouis dans des fourrures, on glisse entre les sapins, au son des clochettes de paisibles attelages. Plutôt le genre tape-cal. Malheur à celui qui, des trois passagers, aura, pour ce baptême du feu, choisi de jouer les figures de proue. Il vivra en effet ses premiers kilomètres dans la hantise de dents déchaînées, de véritables tasses et d'intestins décrochés ! Inattendue leçon d'anatomie infligée par ce hors-bord des neiges dont le fond plat frappe avec violence toutes les bosses de pistes qui ne font pas de cadeaux.

Ceux qui croient prioreront pour que le cauchemar s'achève : les autres serreront les mâchoires et apprendront à ménager des et fessier en utilisant leurs bras comme amortisseurs : exercice exténuant qui met notamment les poignets à rude épreuve. tous, cependant, finiront par reconnaître que cette mortification vaut la peine d'être vécue. Epargnés, les planqués de l'arrière, la vue plus ou moins obstruée, mobiliseront surtout leur énergie à lutter contre le froid pour sombrer ensuite dans un second, mi-hibernation mi-réverie.

Agressés, ballottés par ce rodéo polaire, ceux de l'avant, au contraire, se saouleront de grand air et d'espace. A eux l'ivresse des étendues immaculées, la grisaille d'une course folle, les frissons d'un galop à perdre haleine dans des décors d'une beauté à couper le souffle. Le sentiment, difficile à exprimer, de se trouver seul face à une nature figée dans une solidité glacée. A la fois si paisible et apaisante, mais aussi inhumaine et hostile, pouvant, comme un piège, se refermer sur vous. Belle et dangereuse comme la lame d'un couteau.

Terre d'aventure, la Laponie l'est d'abord par sa façon d'exister, malgré vous, envers et contre vous : mieux, de vous ignorer, indifférente à la meute qui passe et dont elle efface, à peine tracées, les empreintes. Un instant troublé, l'ordre immuable des éléments se fige de nouveau dans un silence glacé. Presque méprisant à l'égard de ces incursions un tantinet faufarmones qui s'en viennent perturber la retraite hivernale des troupeaux de rennes.

Elle l'est ensuite par son caractère implacable, cette inaptitude à cohabiter. Ici, on ne triche pas. Malheur à celui qui baisse sa garde. Un défaut dans la cuirasse et la mort douce menace. Un pied qui s'engourdit et que bientôt on ne sent plus ; des joues imprudemment exposées et que le froid, peu à peu, efface du visage et ce peut être, au bout du compte, le gel et la gangrène. D'accord, à jouer les Jack London en peau de lapin l'imagination vagabonde, gambège et en rajoute. Mais quand le thermomètre, fixé à l'extérieur du refuge, indique - 30°, on se rapproche inconsciemment du feu. En rêvant de sable blond dans ce Sahara blanc.

Terre d'aventure, la Laponie l'est, enfin et surtout, par sa capacité à vous écraser d'une beauté de fée. Beauté de contes de fées, de forêts pétrifiées sous une épaisse gangue de neige où les traîneaux se faufilent à vive allure, dans de profonds sillons, entre des arbres de cristal. Beauté infinie des lacs gelés où le froid se fait encore plus mordant, comme si, soudain, de la glace coulait dans vos veines. Sans oublier cet

élément inattendu, l'étrangeté, dans laquelle Baudelaire voyait le condiment indispensable de toute beauté. Ainsi cette voûte céleste où dansent des aurores boréales. A tomber à la renverse.

Paysage d'éternité

A l'aube, on sort tout frêlé d'une nuit passée serrés les uns contre les autres, recroquevillés et pelotonnés sur des peaux de rennes, pour découvrir, dans une somptueuse lumière, un paysage d'éternité. Avec l'impression d'avoir peut-être découvert, à son tour, dans ce hameau perdu d'un triangle coincé entre Norvège et Finlande, à une vingtaine de kilomètres de Jukkasjärvi, ce fameux pôle d'insaisissabilité, géniale invention d'un ethnographe suédois pour qualifier le point le plus éloigné de la civilisation.

Pour découvrir aussi, lovés dans la neige, les chiens qui, après avoir passé la nuit à la belle étoile et croqué leur brique d'aliments congelés, hurleront, une fois harnachés, leur rage de galoper, nez au vent, queues dressées comme des flambeaux, en hâtant au vol des lampées de neige fraîche. Attelage un peu fou courant droit devant lui. Une force telle que le maître-chien, arobouté sur sa bête, aura toutes les peines du monde à en stopper

l'élan. Et, à l'arrêt, il faudra ancrer le traîneau à un arbre pour contraindre les chiens au repos. Une force qui va ; on ne sait où. Dix chiens pour un rêve (1). Nous en avions treize. De quoi être comblé !

Encore que le rêve ait ses limites... A peine le traîneau lancé, une odeur, en effet, vous enveloppe, tenace, pour s'estomper avant de remonter au premier obstacle. Intrigué, on découvre bien vite que les héros de la fête ne pêchent pas seulement le feu, mais lâchent également force vents... Surtout au départ, mais aussi à chaque effort soutenu. Ainsi gazés et boucanés, on aura une pensée émue pour les London, Scott et autres Amundsen ; ainsi que pour les intrépides businessmen qui, à l'occasion d'originaux voyages de stimulation (voir encadré), se verront offrir pareil « after-shave ». Il est vrai que les plus délicats pourront toujours aller jouer les rois fainéants sur des remorques tractées par de bruyants motoneiges. Piètre retraite. Mieux vaut, assurément, en bayer. Avec panache ! D'autant que les chiens, eux, ne tombent jamais en panne.

PATRICK FRANCÈS.

(1) Titre du livre qui raconte l'expédition de François Vargus au cœur du Grand Nord canadien. Albin Michel, 85 F.

Soudure lapone

ORGANISÉ par Scanditours, grand spécialiste de la Scandinavie, le périple décrit dans l'article entendait illustrer les possibilités offertes par ce voyage dans le domaine des séminaires et des voyages de stimulation. Un produit qui, en ce qui concerne sa version laponne, est plus particulièrement destiné à des sociétés souhaitant offrir à de petits groupes (une vingtaine de personnes au maximum) une expérience originale, exotique et inoubliable. De quoi, assurément, souder une équipe, et ce dans des conditions climatiques que l'on promet plus douces que celles rencontrées au début de février. « Tout est possible » insiste François Weill, le directeur général, qui se fait fort, par exemple, d'organiser un vrai festin arrosé de vins français - nous avons pu le constater - dans un refuge sans électricité, au cœur de la Laponie.

Une expédition qui peut également compléter une session studieuse à Stockholm - au somptueux Royal Viking Hotel par exemple - ou se combiner

avec une croisière, entre la Suède et la Finlande, sur l'un des ferries géants de la Silja Line, véritables hôtels flottants offrant un confort, une cuisine et des possibilités de réceptions d'un niveau rarement atteint sur ce type de bateau, voire sur de nombreux paquebots. A recommander particulièrement, à la belle saison, le trajet Stockholm-Turku.

A noter que, dans sa brochure d'hiver, Scanditours propose une formule de tourisme de sept jours en Laponie suédoise, dont quatre d'expédition en traîneau à chiens (on conduit son propre attelage, tiré par trois chiens) : en pension complète, le 16 mars (10 930 F) et le 6 avril (11 300 F). Expédition semblable au Groenland (mais sous la tente ou en hutte, bonne condition physique indispensable), dans le cadre d'un voyage de dix jours. Cinq départs en mars : 18 210 F en pension complète.

Scanditours, 10, rue Anber, 75009 Paris. Tél. : (1) 47-42-89-99, et dans les agences de voyages.

VAUX-LE-VICOMTE
Exceptionnellement, le domaine de Vaux-le-Vicomte sera fermé le samedi 1^{er} mars, mais ouvert à la visite le dimanche 2 mars de 14 h à 17 h.
VAUX-LE-VICOMTE - 77950 MAINCY - Tél. : 60-66-87-09

KENYA

à partir de

7980 F*

PARTEZ EN

Rev'Vacances



* Rev'Vacances vous propose 6 safaris de 10 à 14 jours au Kenya de 7.980 F à 17.540 F. Ces prix comprennent : transport aérien, la pension complète, safari, les assurances et même les frais de visa. La brochure Rev'Afrique est remise gratuitement dans toutes les Agences de Voyages et au Supermarché Vacances 46, bd de Sébastopol 75003 Paris.

Truites à la carte

Avec l'ouverture de la pêche, une nouvelle loi entre en vigueur : la carte sera obligatoire pour tous mais les prises autorisées seront de plus grande taille.

L'OUVERTURE de la truite, contrairement aux élections, s'effectue encore en deux tours : les premier et troisième samedis de mars. Trois tours même en comptant la poignée de départements du Centre-Est et du Sud-Est qui attendent le premier samedi d'avril.

Encore une fois, en 1986, la tradition est sauve : une partie au moins des ouvertures coïncident avec une consultation électorale... Si, par quelque phénomène politico-climatique, l'abstention venait à croître, c'est encore le pêcheur de truites qui se verrait traiter d'incivique irresponsable !

Cette ouverture de mars 1986 rassemblerait donc peu ou prou à de nombreuses autres si la fameuse loi-pêche de 1984 dont on parle depuis des années ne

venait d'entrer en vigueur. C'est en effet fin 1985 et au tout début de 1986 seulement qu'une rafale de décrets d'application a déferlé soudain sur l'art halieutique, juste à temps pour l'ouverture... et l'échéance électorale !

Cette loi-pêche était déjà une vieille histoire. Elaborée, rappelons-le, au tout début de l'actuel septennat, sous l'égide du premier en date des ministres de l'environnement, elle avait connu un début prometteur, votée à l'unanimité par la Chambre, ce qui reste une performance rarissime sous la V^e République... Le but de cette loi consistait d'ailleurs surtout à harmoniser, à rassembler et à réactualiser d'anciens articles très bien conçus, mais éparpillés dans un code rural de plus en plus impres-

sionnant. Oubliés, égarés, certains articles pourtant indispensables à la protection d'équilibres naturels avaient parfois tendance à tomber, de fait, en désuétude.

Pourtant, au titre des nouveautés spectaculaires, il en est une dont les effets devraient se remarquer immédiatement : l'obligation faite à tous les pêcheurs de posséder une carte de pêche. Quelques explications : un pêcheur « normal », majeur, est obligatoirement inscrit à une Association agréée de pêche et de pisciculture (AAPP), qui lui délivre en échange de sa cotisation une carte de pêche annuelle. Pour être valable, cette carte doit porter au minimum un timbre-taxe « ordinaire ». Eventuellement, un timbre-taxe « supplément » si ce pêcheur prend des carnassiers.

Son conjoint (1) était jusqu'ici exempté de toute formalité, de même que ses enfants de moins de seize ans (sauf pour la pêche dite « au lancer », qui concerne justement les carnassiers). Avec la nouvelle loi, c'est seulement du timbre-taxe qu'on est exempté, mais on doit être porteur d'une carte de pêche délivrée par une AAPP.

Selon les régions, on pense que le prix de ces cartes pourra varier entre la gratuité pure et simple et quelques dizaines de francs. Rien de bien important, sinon qu'aux deux millions trois cent mille pêcheurs actuellement recensés par les fédérations d'AAPP devraient s'ajouter, en principe, tous les exonérés actuels, qu'on évalue à un million sept cent mille. Aux exonérations d'ordre familial s'ajoutent en effet les titulaires d'une carte d'économie (guerre ou travail) pensionnés à 85 % ou plus, les appelés pendant la durée du service national et les mineurs de moins de seize ans.

Il va être intéressant d'observer quelle proportion de ces pêcheurs oubliés souscriront à la loi, et surtout la manière dont cette nouvelle disposition va être appliquée : souple ou autoritaire. On imagine mal, par exemple, un



garde-pêche verbaliser un enfant de cinq ans qu'on initie à la pêche en lui faisant attraper des perches-soleil (poisson officiellement classé parmi les indésirables, et très vorace)...

A l'inverse, cette disposition est devenue moins contraignante en remplaçant l'expression « ligne flottante » (avec « bouchon », par opposition au « lancer ») par celle, plus large, de « ligne équipée de deux hameçons simples ou plus ».

Une décentralisation de fait

Un autre article de la loi-pêche modifie la taille minimale de plusieurs poissons. Le brochet, en tout premier lieu, devra mesurer de 40 à 45 centimètres avant de passer à la casserole. Modification assez bien accueillie par les pêcheurs, car un brochet de

40 centimètres, c'est encore un poisson tout en longueur, plutôt décharné. 5 ou 10 centimètres de plus font toute la différence ; la plupart du temps, c'est entre 40 et 60 centimètres que le brochet grossit le plus, pour devenir le beau poisson de table qu'on connaît. Une autre augmentation de taille, infiniment plus spectaculaire, passe presque inaperçue : 1,80 mètre pour l'esturgeon au lieu de 1,40 mètre. De toute façon, l'espèce ayant presque disparu, sa pêche est totalement fermée pour au moins cinq ans encore !

En revanche, l'aménagement de nombreuses passes à saumons ayant favorisé la remontée en nombre de... truites de mer, une taille minimale vient d'être instaurée pour ce poisson. Quant aux truites indigènes (fario), leur taille légale reste inchangée, avec une norme générale de 23 centi-

mètres. La grosse différence, c'est que les dérogations qui étaient prises jusqu'ici au ministère, à Paris, deviennent du ressort du préfet (commissaire de la République).

Effectivement, dans une région de montagne où les truites dépassent rarement 20 centimètres, il paraît logique que la décision de ramener la taille légale à 18 centimètres soit prise sur place. De même, le préfet pourra décider de modifier par exemple la taille légale de la truite arc-en-ciel (d'origine américaine et surtout élevée en pisciculture pour des déversements) si l'équilibre écologique des cours d'eau du département est mis en péril par cette espèce.

C'est également par arrêté préfectoral qu'on pourra, à l'inverse, limiter le nombre de captures par pêcheur et par jour. Seul effet éventuellement discutable de cette décentralisation des responsabilités : on est loin d'être sûr que chaque préfecture abrite un spécialiste de la pêche. On peut souhaiter du moins que les rapports soient constructifs entre la préfecture et la fédération départementale des AAPP, qui, elle, compte forcément nombre de spécialistes aguerris. D'autre part, toujours au chapitre de la décentralisation, il faut compter avec la mauvaise habitude qu'ont les cours d'eau d'arroser plusieurs départements, voire plusieurs régions différentes. Mais ce problème n'est pas nouveau, et le cas des rivières moyennes a été réglé de manière efficace et expéditive par la nouvelle loi-pêche : « Sauf accord entre les deux départements, ce sont toujours les dispositions les plus restrictives qui s'appliquent ».

MICHEL DROULHOLE.

RÉSIDENCES

PLACE DU MIDI
Locations tous types. Département gratuit.
M. Balesat, 34 VALRAS. 67-37-33-34.

STATION DE SKI ALPIN, FOND
Locations tous types. Tarifs avantageux.
Ag. Nicolas CHARLOT 1600. T. 92-50.48.45.
65260 SAINT-MICHEL-DE-CHAULIOL.

LES NOUVELLES

Littéraires
La Création La Vie Le Plaisir

Un grand jeu-concours
150 VOLUMES
DE LA PLEIADE A GAGNER

- Les merveilles de La Villette
- Le Clézio raconte ses amériques
- Les graffitis, art ou saleté ?
- Voyage à Madrid
- Jeanne Folly : la soupe Coluche

MARS

N° 4 en vente chez votre marchand de journaux

SAHARA PASSION
Des escapades insolites...
à pied... à cheval...
à vélo...
NOMADE
Brochure à 500 F. 75000 PARIS
Téléphone : 32-24-24-24 (11 h - 19 h)

TIBET
LES PREMIERS TREKKINGS
Ghasse - Nammandou - Mont Kailash
Kham - gorges du Tsangpo
A partir de 15 500 F
TERRES 16 rue St-Victor
75005 PARIS
D'ADVENTURE
Tél. : 43-29-94-50

PHILATÉLIE n° 1937

Saint-Germain-de-Livet
...manoir normand, dans le Calvados, premier timbre de la série « touristiques » de l'année. Situé au sud de Lisieux, ville qui est la propriété de ce manoir typiquement de l'art normand. Son histoire repose sur une légende du XI^e siècle en rapport avec les seigneurs Tournemine. Le château actuel construit de 1561 à 1578 a appartenu encore au début du XIX^e siècle aux descendants des Tournemine. En 1920, il devint la propriété de M. Pillant, apparenté à Reims et à Delacroix.
— Vente générale le 3 mars (15/86).

La typographie par...
...Raymond Gid, dessinateur et typographe, né à Paris en 1905. Au
REPUBLIQUE FRANÇAISE
TYPOGRAPHIE
5,00

220 F. brun, bleu-gris, vert et...
Format 36x22 mm. F. 50. Dessin et gravure de Claude Haley, Taille-douce, Périgueux.
Mise en vente anticipée les :
— 1^{er} et 2 mars, de 9 à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au Château de Saint-Germain-de-Livet (Calvados). — Oblitération « P.J. ».
— 1^{er} mars, de 8 à 12 h, au bureau de Lisieux. Boîte pour « P.J. ».

fjords d'islande
avec votre voiture
car-ferry "Norrøna" de la SMYRIL LINE
Départs du Danemark
Norvège ou Suède
Votre agent de voyages ou agent général
Voyages AGREPA
42, rue Étienne-Maurois
75002 Paris Tél. : 45.08.81.50

tour de nombreuses affiches pour le cinéma et la publicité, ainsi que d'une trentaine de médailles frappées à la Monnaie de Paris. Maintenant que la photocomposition a supplanté le plomb, ce timbre rappelle avec nostalgie les caractères en bois de Coster et les « romains du roi » de Ph. Grandjean, C. Garamond, Gresset, Auriant, etc. Vente générale le 3 mars (14/86).
5,00 F. noir, rouge.
Format 36,85x48 mm. F. 25. Gravé par Claude Andréotto, d'après une maquette de Raymond Gid. Taille-douce, Périgueux.
Mise en vente anticipée les :
— 1^{er} et 2 mars, de 9 à 18 h, au bureau temporaire de l'imprimerie nationale, 27, rue de la Convention, Paris-13^e (entrée 8, rue du Capitaine-Ménard). Obl. « P.J. ».
— 1^{er} mars, de 8 à 12 h, à la R.P. 52, rue du Louvre, Paris-1^{er}, et au bureau de Paris 41, 5, av. de Saxe, Paris-7^e; de 10 à 17 h, au Musée de la poste, 34, bd. de Vaugirard, Paris-15^e. Boîtes pour « P.J. ».
— 1^{er} et 2 mars, de 9 à 18 h, au bureau de poste temporaire ouvert à la salle Omnisports, place du Champ-de-Mars, Rennes (Ille-et-Vil.). Obl. sans mention « P.J. ».
— 1^{er} mars, de 8 à 12 h, à la R.P. de Rennes. Boîte aux lettres pour l'oblitération « P.J. ».

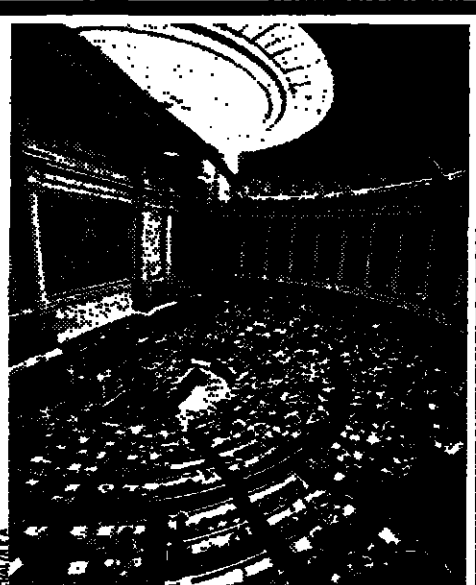
● ASCENSION (lieu) : série des fleurs sauvages de pays, quatre timbres, 12 p., clercodendrum fragrans ; 15 p., Shell Ginger-Alpinia zerumbet ; 20 p., Cape Daisy - Vinosa rosea ; 70 p., Ginger Lily - Hedychium gardenium. Maquettes de Jacqueline Martin.

ADALBERT VITALYOS.

DEMAIN DANS LE SUPPLÉMENT DU « MONDE »

PARLEMENT PAS MORT

Bilan d'abord. Celui du travail effectué par le Parlement : considérable. Le Monde évoque les grands débats de la législation : peine de mort, nationalisations, loi sur la presse, décentralisation, enseignement. Analyse ensuite. Pourtant fidèle au président, l'Assemblée nationale sortante a su tenir son rôle. La nouvelle, il faut s'y attendre, voudra amplifier le mouvement. Et la politique se fera plus encore à la tribune.



Egalement au sommaire :
Michel Mohrt
reçu par Jean d'Ormesson
à l'Académie française

Les grandes enquêtes
de la rédaction
Le Monde
AUJOURD'HUI

AIR HAVAS
BAS LES PRIX!

AVIAS VOYAGES
Envoyez vos
déclarations

Londres.

Londres, rive gauche

Le quartier de Chelsea peuplé d'artistes et d'acteurs ne cesse de se transformer sous le regard impassible de la population.

LONDRES, d'année en année, se ressemble. Alors que d'autres villes, à l'image de certaines personnes, transforment peu à peu leur visage jusqu'à en être méconnaissables, Londres, elle, garde intacte sa structure et ses espaces, sa couleur et ses volumes. Ce qui n'exclut pas une adaptation à la modernité, particulièrement perceptible à Chelsea, probablement le seul village « branché » de la planète.

Oubliant la ville même, le visiteur venu ici pour quelques jours fera bien de s'installer dans l'un des trois agréables hôtels de ce quartier si propice à la flânerie et à la découverte. Du petit village saxon du septième siècle, blotti autour de son église (à l'emplacement même de l'actuel Chelsea Old Church), à l'élégant quartier qui n'appartient à la ville que depuis le 12 novembre 1964, nombreux sont les événements qui en jalonnent l'histoire ainsi que les hommes célèbres qui y vécurent.

Le seizième siècle vit ainsi s'installer à Chelsea le roi Henry VIII, suivi des riches et ambitieux dignitaires de sa cour descendant la ville de Westminster, où ils se sentaient trop à l'étroit pour venir, plus à l'ouest, construire les palais de leurs rêves, immenses et extravagants. Sir Thomas More, l'un des favoris du roi, fut le premier à y faire bâtir une agréable maison, Beaufort House, entourée d'un vaste jardin descendant jusqu'à la Tamise, sur le site même de l'actuelle Beaufort Street. Erasmus et Holbein lui rendirent visite dans cette maison, le dernier devenant ensuite peintre attitré de la cour.

Après s'être débarrassé de Thomas More (il lui fit couper la tête en 1535), Henry VIII se fit, à son tour, construire un manoir sur Cheyne Walk, où la future reine Elizabeth I^{re} devait passer une partie de son enfance.

Au dix-septième siècle, le roi Charles II, qui rendait souvent visite à des amis habitant Chelsea, décida d'ouvrir une route plus rapide et plus confortable que le chemin existant. La route fut baptisée The King's Private Road, et tout autre qui lui devait payer pour l'emprunter.

C'est en 1666, au moment de la Grande Peste, que commença la construction de la vieille église de Chelsea, sur le site de l'église précédente. Avant que le dix-septième siècle ne soit achevé, Sir Christopher Wren, le génial architecte, avait, lui, terminé l'un de ses chefs-d'œuvre. L'Hôpital royal, commandé du roi Charles II, qui souhaitait copier l'idée des Invalides de Paris.

Les magnifiques bâtiments de briques, parés de pierres blanches, abritent cinq cents vétérans de



l'armée britannique qui parcourent le quartier dans leur uniforme particulier (rouge l'été, bleu marine l'hiver), dont le modèle est resté le même depuis l'époque du duc de Marlborough. Les pensionnaires, très accueillants, accompagnent volontiers les visiteurs pour leur faire découvrir le réfectoire, le grand hall (où se trouve un portrait du roi fondateur traversant à cheval une masse grouillante d'anguilles), le beau vestibule octogonal et la chapelle.

Bals, concerts et mascarades

Au terme de sa visite, l'ami touriste d'uniformes et autres « gadgets » militaires ne manquera pas de jeter un coup d'œil au Musée national de l'armée. On quittera l'Hôpital royal par les jardins du Ranelagh, ouverts en 1742 sur les terres du lord du même nom, et où se tenaient bals, concerts, mascarades et autres réjouissances. « Beaucoup de noblesse, beaucoup de peuple », disait Horace Walpole de ces jardins de plaisirs, qui devaient être fermés en 1805.

Plus calme et tout proche, un autre jardin attire aujourd'hui davantage de visiteurs : le jardin de physique (Physic Garden), second plus vieux jardin botanique d'Angleterre après celui d'Oxford. Fondé en 1673 par la société des pharmaciens pour y

faire pousser des plantes médicinales, ce jardin était connu au dix-huitième siècle dans toute l'Europe et on y venait de très loin faire des recherches médicales.

Aujourd'hui, il constitue une véritable bibliothèque vivante de toutes les plantes médicinales et de quelques autres, pour la cuisine ou la teinture. Ouvert au public depuis 1983, il garde encore tout son charme et son secret.

Sortant du jardin, on arrive sur Cheyne Walk, alignement de merveilleuses maisons dans lesquelles vécurent tant de peintres, d'écrivains et de poètes. George Eliot mourut au 4, Dante Gabriel Rossetti, chef de file du mouvement préraphaélite, s'installa au 16 en 1862, avec deux amis : George Meredith et Algernon Swinburne. La maison devint bien vite un des centres de la vie artistique de l'époque. Lewis Carroll, Ruskin, Walter Dutton et Burne Jones en étaient les habitués. Dans les jardins, devant la maison, se trouve une fontaine à la mémoire de D.G. Rossetti, dont on admire le buste, œuvre de Ford Brown, préraphaélite lui aussi.

C'est dans cette même rue que se trouvait le vieux manoir transformé par Henri VIII pour en faire un palais. Le dernier qui l'habita fut Sir Hans Sloane. Souhaitant qu'il fût transformé en musée, il le légua, avec toutes ses collections, à la ville. Mais les autorités de l'époque démolirent la demeure, dont les collections servirent de base au British Museum. De l'époque Tudor, il ne subsiste qu'un pan de mur, visible au fond des jardins de ces maisons. Quant au souvenir de Thomas More, il est entretenu par

une jolie statue, un peu plus loin, en face de Chelsea Old Church.

Après avoir traversé Oakley Street, on arrive sur Cheyne Row, où un immeuble du seizième siècle abrite un pub animé et confortable : le Kings Head and Eight Bells. Au n° 24 de Cheyne Row habitait Thomas Carlyle. On visite cette maison magique où toute la famille semble habiter encore. Lorsque l'écrivain devint célèbre grâce à son livre sur la Révolution française, les visiteurs se firent si nombreux qu'il fallut aménager, au rez-de-chaussée, un second salon où défilèrent, entre autres, Tennyson, Dickens, Chopin...

En empruntant Cheyne Walk, rue parallèle à la Tamise, on arrive à la vieille église de Chelsea Old Church. Whistler y conduisit sa mère chaque dimanche. Très simple, elle est néanmoins impressionnante par toutes les reliques qu'elle renferme. Le grand peintre Turner, le poète Hilaire Belloc, Henry James et T.S. Eliot habitèrent cette rue. Oscar Wilde lui aussi vécut longtemps à Chelsea, au 34 Tite Street, où il s'installa avec sa femme en 1884. Lorsqu'il apprit qu'il allait être arrêté, Wilde, qui refusait de quitter le pays, alla attendre la police à l'hôtel Cadogan, Sloane Street.

De la fin du dix-huitième à la fin du dix-neuvième, Chelsea, plus densément peuplée, presque pauvre, changea de « look ». Après la dernière guerre, il retrouva une partie de sa gloire et attire à nouveau artistes et acteurs renommés. Aujourd'hui, Chelsea est le royaume des Sloane Rangers, qui partagent le quartier avec les punks et les touristes.

ELISABETH SZIGETI

Les Sloane Rangers : BCBG londoniens

Contrairement aux punks, les « SR » sont à l'aise dans leurs baskets, satisfaits de leur existence et peu soucieux de la changer. Ils adorent le passé et tout ce qui s'y rapporte : la campagne, l'aristocratie, les institutions... Dénudés de tout sens artistique, ils rêvent plutôt du coup de Bourse qui leur permettra de racheter le château familial pour s'y installer et s'y consacrer enfin à l'élevage des faisans... En attendant, ils peuplent la partie chic de Chelsea, entre Kensington High Street et la Tamise.

Pour tout savoir sur eux, un livre pseudo-ethnologique amusant : The Official Sloane Rangers Handbook (Harpers and Queens). Pour les rassembler, quelques magazines :

- General Trading Company, Sloane Street : la « Samaritaine » des SR.
- Hackett, 65 b, New King's Road : vêtements d'égitation d'occasion et autres tweeds.
- Tatters, 74, Fulham Road : robes du soir, fantaisies edwardiennes et volants victoriens.
- Et, pour vous procurer la veste de chasse indispensable à tout SR, écrivez à Husky, Stowmarket, Suffolk.

City pass

HOTELS

11 Cadogan Gardens, Sloane Square, SW 3, 730-34-28. Construit en 1897, il y règne une atmosphère très victorienne : boiseries et meubles d'époque. Service raffiné, 48 £ pour une personne, 98 £ pour deux personnes, environ.

Blake's 33, Roland Gardens, SW 7 370-67-01. Amusant et pittoresque, très « à la mode ». Entre 85 et 110 £ pour une personne ou deux personnes.

The Alexander, 9, Suné Place, SW 7. Dans une rue aux façades XD*. Classique. Entre 40 et 60 £ pour une ou deux personnes.

RESTAURANTS

Cuisine française. — La Tante Claire, 68, Royal Hospital Road, SW 3, 352-60-45. Un « deux étoiles » à Londres. Et Thierry's, 342 King's Road, SW 3, 352-98-32.

Cuisine indienne. — Good Earth, 233, Brompton Road, SW 3, 584-35-58. Bombay Brasserie, 140, Gloucester Road, SW 7, 370-40-40.

Cuisine anglaise. — Read's Restaurant, 152, Old Brompton Road, SW 5, 373-24-45. The English House Restaurant, 3, Miner Street, SW 3, 584-72-72.

Cuisine asiatique. — T'ang, 294, Fulham Road, SW 10, 351-25-98. Non Ya, 73, Old Brompton Road, SW 7, 584-43-23.

Cuisine simple. — Fox Trot Oscar, 79, Royal Hospital Road, SW 3, 352-71-79.

A noter enfin que la cafétéria du magasin Habitat, sur King's Road, n'est pas mal non plus.

POUR S'Y RENDRE

Rapide : les week-ends Jet Tours. De Paris, Bordeaux, Lyon ou Nantes : 1 090 F à 2 370 F selon l'hôtel. Ce prix comprend l'aller et retour en avion sur Air France et deux nuits d'hôtel. De Marseille et Toulouse, possibilité de trois nuits d'hôtel : de 2 080 F à 3 050 F. Dans toutes les agences Air France et agences de voyages agréées.

Plus luxueux mais plus lent : l'Orient-Express. Les départs de Paris ont lieu les jeudis et les dimanches matins, à 9 h 30. Arrivée à Londres à 16 h 50. Prix : 2 350 F par personne.

Renseignements et brochures : 11, rue de Surène, 75008 Paris. Tél. : (1) 47-42-38-28.

DES GUIDES

Deux nouveaux guides. Chez Gallimard, dans la série « Les carnets du voyageur » : un format pratique et léger, un petit livre complet et vivant. Il dit tout, de l'histoire au shopping, des hôtels aux musées en passant par les pubs. Avec, en prime, des plans particulièrement clairs.

Chez Hachette, dans la collection « Les Petits Bleus », Londres expliqué aux enfants, à partir de huit ans. Animé, rempli de devinettes, instructif bien qu'un peu fouillis, ce livre est néanmoins assez complet.

Sur Chelsea, le Chelsea Visitor's Guide, de Philippe Bernard, publié par Chelsea Rare Books, 313, King's Road SW 3. On le trouve dans la plupart des grandes librairies de Londres. Très complet, avec un bon plan et les rues de Chelsea maison par maison. En anglais.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06310 BEAULIEU-SUR-MER

LE VICTORIA **

80 chambres SDB/WC. Pension 1/2 pension - élect. Jardin. Ascenseurs. 2 salons TV - Bar. Tél. (93) 01-02-20. Télex 470303 F.

06500 MENTON

HOTEL DU PARC ***

Tél. 93-57-66-66. Près mer. Centre ville. Parking. Grand jardin. Cuisine réputée. Dépliants sur demande.

HOTEL MODERNE ***NN

Près mer. Sans pension. Tél. 93-57-20-02. Réouverture depuis mi-janvier.

06500 MENTON

PASSEZ L'HIVER AU SOLEIL à L'HOTEL-VILLA NEW-YORK ** dominant le bain de Carcassonne, à 100 m des plages et du port. Cadre romantique. Chamb. et conf., bain, douche, w.c., TV coul., tél. direct. Parc exotique. Parking. Cade. du patron. FORFAIT HIVER à part. de 1 150 F (7 jrs 7 nuits en 1/2 pers.). Doc. et réserv. 93-35-78-69. Av. K. Mansfield, « Logis de France ».

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES

(près du Théâtre la Fenice) 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés. Réservation : 41-32-333 VENISE. Tél. : 411150 FENICE 1. Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1250 - 2000 m. La station suisse la plus proche de Paris (4 h 30 par le TGV). Accueil et qualité suisses à prix français. Hôtels très cat. 1/2 pension dès 185 FF env. Forfaits ski : hôtel 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques env. 1.405 FF. 10 % de réduction janv. et mars. Renseignements par OFFICE SUISSE DU TOURISME 11 bis, rue Scribe, F-75009 PARIS

TA (1) 4742-45-45 en offre détaillées

OFFICE DU TOURISME

CH-1854 LEYSIN.

Tél. : 19-41/25/34-22-44

HOTEL MONT-RIANT **

40 lits. Confort. Ascenseur. Accueil chaleureux, soins attentifs. Cuisine de haute qualité. Pens. compl. 55/73 FF selon chambre et période (env. 200/270 FF). Tél. 19-41/25/34/1235, CH-1854 LEYSIN.

LAC MAJURA - LOCARNO

GRAND HOTEL

COMPLÈTEMENT RENOVÉ. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dir. dès 1985 A. COTTI. Téléphone : (1941) 93/33-02-82. Télex : 846143.

TOURISME

11210 PORT-LA-NOUVELLE

Magnifique plage sable fin du Midi. Ses meubles, ses hôtels, ses résidences SLOTT - B.P. 20. Tél. 68-48-00-51.

SKIEZ QUEYRAS ! ALT. 1 640 mètres

Le rêve ! Skieurs, écoutez-vous dans nos forêts de mélèzes, fondue, patinage dans un paysage fabuleux, randonneurs, usiez vos peaux une apulie en QUEYRAS, l'autre en ITALIE, ou tout simplement... soleil, cuisine gourmande, valise feu de bois... « LES ETROUPOUS », *** NN 05460 RISTOLAS - 92-45-78-07.

COTE ATLANTIQUE

BAIE D'ARCAHON

VILLAGE VACANCES grand confort

CAMPING-CARAVANING

LE ROOMINGUE - 33138 LANTON

Tél. 56-82-97-48

Pension complète et demi-pension (vin compris) - Self-service - Buffet

DETENTE - REPOS - ANIMATION

Distractions variées adultes et enfants. Plage priv. et sur - Mini-golf - Tennis. Initiation pêche à voile - Excursions. Soirées dansantes - Club - T.V. - Pêche. Réductions au juin et septembre.

PRINTemps ETE

AIR HAVAS BAS LES PRIX!

Tunis	à partir de 1275 F*
Athènes	à partir de 1650 F*
Istanbul	à partir de 1990 F*
New York	à partir de 2200 F*
Montréal	à partir de 2350 F*
San Francisco	à partir de 3800 F*

*Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours - Conditions générales dans le catalogue Air Havas. Prix au 1.03.86. En vente chez Havas Voyages - 27, rue de Passy, 75016 PARIS - Tél. : 42.88.59.85 et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES L.A. 596

Les Sloane Rangers : BCBG londoniens

Contrairement aux punks, les « SR » sont à l'aise dans leurs baskets, satisfaits de leur existence et peu soucieux de la changer. Ils adorent le passé et tout ce qui s'y rapporte : la campagne, l'aristocratie, les institutions... Dénudés de tout sens artistique, ils rêvent plutôt du coup de Bourse qui leur permettra de racheter le château familial pour s'y installer et s'y consacrer enfin à l'élevage des faisans... En attendant, ils peuplent la partie chic de Chelsea, entre Kensington High Street et la Tamise.

Pour tout savoir sur eux, un livre pseudo-ethnologique amusant : The Official Sloane Rangers Handbook (Harpers and Queens). Pour les rassembler, quelques magazines :

- General Trading Company, Sloane Street : la « Samaritaine » des SR.
- Hackett, 65 b, New King's Road : vêtements d'égitation d'occasion et autres tweeds.
- Tatters, 74, Fulham Road : robes du soir, fantaisies edwardiennes et volants victoriens.
- Et, pour vous procurer la veste de chasse indispensable à tout SR, écrivez à Husky, Stowmarket, Suffolk.

Halie

VENISE

HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)
1250 - 2000 m. La station suisse la plus proche de Paris (4 h 30 par le TGV). Accueil et qualité suisses à prix français. Hôtels très cat. 1/2 pension dès 185 FF env. Forfaits ski : hôtel 7 jours 1/2 pension + 7 jours remontées mécaniques env. 1.405 FF. 10 % de réduction janv. et mars. Renseignements par OFFICE SUISSE DU TOURISME 11 bis, rue Scribe, F-75009 PARIS

Envoyez vos petits mots ou vos grandes déclarations avec votre Minitel

Nouveau sur Funitel : une messagerie électronique avec boîtes à lettres personnelles. Faites le 36.15.91.77, tapez FUNI, puis BAL.

FUNITEL

50 jeux pour vous divertir avec votre Minitel.

هكذا من الأصل

échecs

N° 1166

Une mauvaise idée

(Demi-finale du Tournoi des candidats, septième partie du match, janvier 1984, Tcherny)

Blancs : Youssouper
Noirs : Timman
Défense Grünfeld.

1. d4 Cf6 11. Fb3 Dc7
2. c4 g6 12. b4 (6) c5
3. Cc3 d5 13. h5 exd4
4. exd5 Cxd5 14. exd4 gxf5 (1)
5. d4 Cxd5 15. Txd5 (6) Fb7
6. h3 Fg7 16. Dd3 Td8
7. Fc4 b6 (a) 17. Dxb7+ Rb6
8. Df3 (b) a-b 18. Cc2 (h) Txd4
9. e5 Fd6 (g) 19. Fd3 abandon.
10. Fd5 (d) g6

(Nouveaux du match. Même début)

Blancs : Youssouper
Noirs : Timman

NOTES
a) Dans cette position de l'ouverture, on poursuit généralement par 7... d4 ou par 7... c5, les Noirs n'ayant pas d'autre choix. La continuation 7... b6, qui n'est

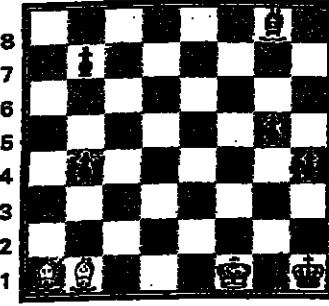
pratiquement jamais jouée, apparaît comme une variante de Simangine accablée (7... d4 : 8. Cc3, b6) mais en conserve plus les inconvénients que les avantages et semble être une arme bien douteuse dans un tel match.
b) La bonne réponse, qui n'est pas possible dans la variante de Simangine puisque le C-R se trouve interposé en e2 ; or, dans cette variante, le plan des Blancs consiste à profiter de la perte de temps (8... b6) en attaquant sur l'aile R via h2-h4 et en passant la D sur l'aile - R via d5 et g5. Maintenant, la D blanche amorce ce plan sans perte de temps.
c) Après 9... c6 : 10. Cc2, Dd7 ; 11. b4, Dg4 ; 12. Dxb7, Fg4 ; 13. h5 les Blancs s'emparant de l'initiative (Baltchouk-Rice, Wijk aan Zee, 1973). Les Noirs sont déjà obligés d'offrir la qualité pour trouver du contre-jeu.
d) Mais les Blancs refusent naturellement de s'engager dans la voie dangereuse : 10. Dxa8, Fxg4 ; 11. Df3, f6 ; 12. e6, Dd6 ; 13. Cc2, Dxb6+ ; 14. Fd3, 15 et les Noirs dominent (Kane-Benko, championnat des Etats-Unis de 1973).

10. Fb3 est aussi jouable : 10... Dd8 ; 11. Cc2 (et non 11. Dxb7, Fb7) ; 12. Dg3, c5 ; 13. b4, exd4 ; 14. h5, Df5 ; 15. h3, Dxb6 ; 16. e6, f5 ; 17. Dxb6, h3 ; 18. Cc4 ! avec un clair avantage aux Blancs.
e) L'attaque habituelle, dans cette position, sur l'aile - R donne aux Blancs un élan irrésistible.
f) Les Blancs menaçaient de gagner immédiatement par 15. h3, g6 et 16. Dh3 mais il n'y a déjà plus de défense sérieuse.
g) Et non 15. Dxb5 à cause de 15... Dg3+ ; 16. Rd1, Fd3.
h) Interdit l'échec de la D Noire en g3.
i) La sévère correction de la septième partie n'a pas suffi aux Noirs.
j) Un autre traitement, également fort.
k) 9... Fd6 semble meilleur.
l) Et, à nouveau, l'attaque de mat commence sur le R Noir, privé de son C défenseur.
m) 14... Dg4 est plus prudent bien que la suite 13. Dxb6, Fxg4 ; 16. f3

laisse aux Blancs un net avantage positionnel.
n) Après la fermeture du centre, les Blancs ont les mains libres pour chasser le R noir.
o) Timman est méconnaissable. Mieux valait 16... c4 ; 17. Fb1, Dd7.
p) Si 17... Fxb6 ; 18. h3, g6.
q) Si 19... Td6 ; 20. Fd7.
r) Si 20... h3, g6 ; 21. Txb8+, Rxb8 ; 22. Df6+.
s) Tous les coups des Noirs sont forcés.
t) Si 24... f5 ; 25. exf5, Txd8 ; 26. Dxb6+, Rb8 ; 27. Dd6 mat.
SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1165
A. M. Gbeka, 1984.
(Blancs : Rg7, Tf1, Pg6 et h2. Noirs : Rg8, Fd1, Pg2. Nulle.)
A noter que 1. Rh5 ne va pas à cause de 1... g1-d2 ; 2. g7, Dd6+ ; 3. Tf6+, Rh5 ; 4. Tf5+, Rh4 ; 5. Tf4+, Rh3 ; 6. Rh6, c1-d1 ; 7. g7, Dd6+ ; 8. h4, Rh3 ; 9. h5, Fxb5 ; 10. Tg4, Dd1 ; 11. Tg1, Dd2 ; 12. Tc2, Dd6 ; 13. Tg4, Nulle.

ÉTUDE

V. VLASSENKO
(1984)



a b c d e f g h
BLANC (3) : Rf1, Fd1 et b1.
NOIRS (6) : Rh1, Fg8, Fb7, b4, g5 et h4.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1164

Un stratagème rare

Le contre d'appel d'Est et l'entame d'Ouest permettent de reconstruire les mains adverses et d'utiliser un pique dans lequel il est difficile de ne pas tomber.

♠ A85
♥ V43
♦ R10
♣ AR932

Am. : E. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
- - - - -
passe 1♣ contre sure.
1♥ passe passe 2♣
passe 4♣ passe passe...

Cœur pour le 6 d'Est, comment Lignier, en Sud, a-t-il gagné le contrat de QUATRE PIQUES qui était infaisable ?

Réponse :
Il paraît normal de prendre l'entame avec l'As, puis de battre tout en faisant l'impatte à la Dame de Pique après avoir tiré l'As, mais le contre d'appel d'Est (qui n'a aucun honneur à Cœur) permet de supposer qu'il a la Dame de Pique quatrième, certainement avec l'As de Carreau et un singleton ou un doubleton à Trèfle. Ainsi, quand le déclarant, après trois coups d'atout, jouera Trèfle, il sera coupé au troisième tour et Est donnera la main à Ouest en jouant Cœur. Alors la contre-attaque à Carreau fera chuter le contrat avec un atout, la Dame de Cœur et deux Carreaux.
Comment éviter cette issue ? Lignier laisse passer l'entame du Roi de Cœur et Ouest rejoue le 2 de

Cœur avec la conviction que si Sud avait eu l'As il aurait pris l'entame puisqu'il y a au mort le Valet de Cœur (bien placé). Après avoir fait l'As de Cœur au second tour à Cœur, Lignier a joué quatre fois atout en faisant l'impatte. Est a pris avec la Dame de Cœur et il a continué Cœur. Sud coupe, puis il joue le 10 de Trèfle pour le Roi et ensuite le 2 de Trèfle pris par la Dame. Après s'être ainsi protégé contre un éventuel Valet de Trèfle quatrième en Ouest, le déclarant réalise les trois autres Trèfles...

Rectification
immédiate

Qu'appelle-t-on la « rectification du compte » et comment l'utiliser ?
La donne suivante jouée dans un championnat interclubs en est une illustration.

♠ R9853
♥ D74
♦ RD
♣ A62

Am. : S. don. Tous vuln.

1. Piquet, 1 061 : 2. Corinne Kramer, 1 047 : 3. Françoise Lambros, 1 041.

Notes sur les enchères :
La réponse de « 2 Cœurs » était un Texas, et la réponse de « 2 SA » (au lieu de « 2 Piques ») promettait trois atouts par deux gros hommes et un Sans Atout maximum, les enchères ensuite montraient des contrôles, et « 4 SA » permettait de vérifier qu'il n'y avait pas deux As dehors.

COURRIER DES LECTEURS
« Une convention sans danger » (n° 1156).
« Sans une entame désastreuse et une défense imparfaite au début, le déclarant n'aurait pu gagner le contrat de 4 Piques, écrit P. Schaffhauser, et j'en déduis que la convention Truscott n'est pas sans danger... »
Il est certain que le contrat de 4 Cœurs était trop élevé, mais le « Truscott » n'est pas en cause car la main de Nord avec quatre atouts et un doubleton, valait 11 points. En revanche, Sud, qui avait une ouverture minimum, aurait dû se contenter de dire 3 Cœurs, un contrat final raisonnable.
PHILIPPE BRUGNON.

scrabble®

N° 236

Un Q
précieux

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉP.	PTS
1	SELAVIF	EVASIF	H7	32
2	L+KADILU	KALI	G9	53
3	LUD+TEEL	DELITE	11E	14
4	LLU+WASE	WUS	K9	40
5	LLAE+EBT	BETEL	F10	32
6	LAE+HOMA	HUMA	10J	29
7	LAED+HIN	ANOLIE	N5	74
8	AEEROP	ROBE	8L	21
9	APER+TAS	SATRAPE (a)	15F	88
10	EEESICA	SCIES	O11	32
11	EA+LINC	ENUCLEAI (b)	7C	63
12	NOUIMVN	VOTIE (c)	12D	25
13	NUUMT+AI	MAINTENU	C2	70
14	EGIGFIO	FOENE	D4	35
15	GUI+NNOS	UNES	13D	29
16	IGON+TAR	IGNORAT (d)	K1	77
17	OERLTZ	LOTIR (d)EZ	1E	263
18	HJUEDMO	JEU	10B	36
19	MYRESIT	DYNES	8A	41
20	MRE+DEX	DIX	C13	38
21	MRRE+QUP	EUX	15A	36
				1 068

« Le Scrabble est un jeu où le Q vaut encore plus cher que dans la vie courante. » Ce jugement de Jacques Sternberg (Dictionnaire des idées reçues, Denoël) marque l'entrée, par la bande, du Scrabble

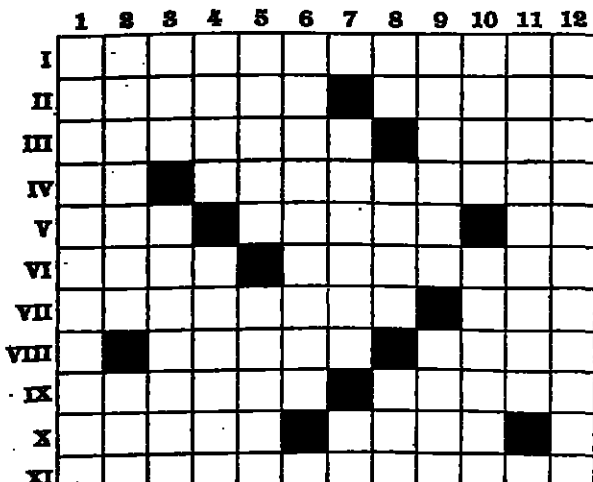
dans la littérature française ; son style amer et agressif est typique d'une éclipse récente de recueils de réflexions « bêtes et méchantes » : outre l'ouvrage cité plus haut, signons le *Petit Bouvard illustré* (Presses de la Cité), et le *Grand Méchant Dictionnaire* (Seghers) de Jérôme Dubamel, qui, lui, s'est contenté de citer devanciers et contemporains. Nous vous proposons quelques-uns de ces aphorismes, dont nous avons caviardé certains mots en les remplaçant par leur tirage (solutions en fin d'article).
1. Il n'est qu'un esprit ADEELRZ pour avoir des ouvertures sur l'au-delà (E.-M. Cioran).
2. Munissez-vous toujours de bagages lorsque vous allez en Anvergne. Tout y est AEEGILRT : le « fond de l'air », le fromage, le vin, le son de la vielle (A. Vialatte).
3. Il faudrait dire « de fille en AEGILLNU » ; comme cette dernière, beaucoup de filles sont sèches, humides, retorses, et toujours prêtes à vous filer entre les doigts (Sternberg). 4. Pour ne rien arranger, les AEEGLSUV lisent en brail-

lant, au risque de réveiller les sourds (P. Desproges). 5. BEEILSUX : un homme inverti en vant deux (Bouvard). 6. Juché sur son perron, Bouvard ne perd pas un pouce d'une hauteur dont la cruelle CEDIMOT trouble ses nuits et empoisonne ses jours (M. Cray). 7. Les biographes sont des CENOPRSU tapis dans le pli de pourpre de quelque célébrité (J. Barbey d'Aurevilly). 8. Balzac : une lecture AAEILMNS et corruptrice (Pierre Larousse). 9. Bernard est un chirurgien Don Juan dont la main tremble moins, paraît-il, dans les ACEGORSS que dans les blocs opératoires (Bouvard). 10. A propos des Fleurs du mal : l'DEIOUX Y CDEIOOU, l'BEGILNO (G. Bourdin, 1857).
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tirage qui précède parfois un tirage signifie que le reliquat du tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse Illustré (PLI) de l'année.

(a) On SEPARAT.
(b) L'anagramme LEUCANIE, 7 A, perd un point.
(c) On VONT, K4.
(d) On ROGNAT.
1. Piquet, 1 061 : 2. Corinne Kramer, 1 047 : 3. Françoise Lambros, 1 041.
Solutions des tirages : 1. LEZARDE, 2. AIGRELET, 3. ANGUILE, 4. AVEUGLES, 5. BISEXUEL, 7. PUCERONS, 8. MAISAINIE, 9. COR-SAGES, 10. ODEUX, COUDEUX, IGNOBLE.
MICHEL CHARLEMAGNE.
* Prière d'adresser toute correspondance concernant cette rubrique à M. Charlemagne, FFS, 96, bd Pereire, 75017 Paris.

MOTS CROISÉS

N° 395



s'emmêle les pieds. Fait la grimace. - XI. Ont encore quelque ressort.

Verticallement
1. Qu'on le loue ou qu'on le traite de vendu, il sert à la cohabitation. - 2. Jetons. Roule à l'envers. - 3. En plein désert. Un peu tordu, mais ça se tient. - 4. Arbustes. Fendent la vague. - 5. A son maximum. Possessif. - 6. Sert. - 7. Quand on déplore le mauvais sort. Note. - 8. Pour deux sons de cloches. Là, c'est être très, très fléchi. Mal. - 9. Italienne. Ne peut engager le dialogue. - 10. On saillant, on enfonce, c'est selon. Sert toujours. - 11. Ça va venir. - 12. Fient des traits.

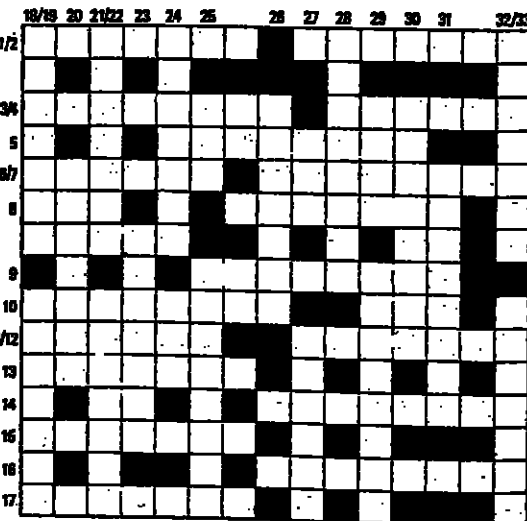
SOLUTION DU N° 394
Horizontallement
I. Chirurgiennes. - II. Ramenait. Iota. - III. Impair. Allial. - IV. Mal. Telle. Tus. - V. Icure. Aigne. - VI. Co. Vieil. PS. - VII. Evadées. Tétas. - VIII. Lebon. M. E. - IX. Lulu. Tremplin. - X. Eternuement.
Verticallement
1. Crimelle. - 2. Hampe. Vaut. - 3. Imposable. - 4. Ré. Rodent. - 5. Unité. Eu. - 6. Rare. Vertu. - 7. G. Lais. Ré. - 8. Italie. Mer. - 9. Légima. - 10. Nil. Ule. Pi. - 11. Noire. Tété. - 12. Etan. Patin. - 13. Saissant.

FRANÇOIS DORLET.

ANACROISÉS®

N° 395

Horizontallement
1. ADEESUV. - 2. ABHOPK. - 3. ACEILNUV. - 4. ABINRU (+ 2). - 5. BEIMORUU. - 6. CEINT. - 7. ABENRTU. - 8. AAEFIR (+ 1). - 9. AAEENRSV. - 10. CEBENRSU. - 11. EMORSU (+ 4). - 12. AACSUUX. - 13. AAAMRSY. - 14. AABHINU. - 15. AIIIMST. - 16. AEEGIPST (+ 1). - 17. EEEERSX.
Verticallement
1. ADEINOS (+ 1). - 2. ENRSUY. - 3. CEISSV. - 4. BEIMORS (+ 2). - 5. ACENMTU. - 6. CESTUV. - 7. ABEINRSV (+ 3). - 8. BEINRSU. - 9. ACPLT (+ 1). - 10. EINOO. - 11. AACEGHRU. - 12. ABEINRS. - 13. AAIINNS. - 14. AAEINNSU (+ 1). - 15. ACEERV.



Horizontallement
1. DIPLOME. - 2. PLOMME (POMMELE). - 3. ALLURES. - 4. HORIONS. - 5. INSERTS (RISSENT. SINTERS). - 6. FUTILITE. - 7. GRIGNON. - 8. MINON (IN-NOMES). - 9. ASSISTE (ASSITES). - 10. SAISIE. - 11. GEBERAS (ABROGES, ROBAGES). - 12. SOUPESAT (SOUPATES). - 13. BICRES. - 14. BENTROPE (OB-VIES). - 15. ENFERME. - 16. ROGATON. - 17. EXTASE. - 18. EGOISME.
Verticallement
19. INSPIRE (EPINIERS). - 20. ILLUVIAL. - 21. FLATRES (PE-LATES, PETALES, SEPTALE, PE-PALES). - 22. GUICHER. - 23. LUCITES. - 24. IMBERBE. - 25. MEDUMS. - 26. LITERATIF. - 27. NEGATIVE (VENGE. IT). - 28. LONDRES. - 29. INACTIF. - 30. MORENES (ENORMES, MO-NERES, NORMES). - 31. DE-FAUTS. - 32. ENTROPIE (EPER-RONT, EPOINTER, PROTEINE). - 33. PEGROM. - 34. ESSENIE (IN-SENES). - 35. SCIENE (CHINE, NIECES).

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

TELEVISION

Pierre le Grand

Le défi de Peter Ustinov.

L'ORS du Festival international de télévision à Monte-Carlo, début février, il n'était question dans les couloirs de l'Hôtel de Ville que de l'arrivée de Pierre le Grand. Il s'agissait d'une série américaine de huit heures, version NBC de la saga du plus grand des tsars, interprétée par une constellation de stars internationales : Maximilian Schell, Vanessa Redgrave, Laurence Olivier, Omar Sharif, Trevor Howard, etc.

Or les confrères attendaient avec encore plus d'impatience l'arrivée d'un autre Pierre le Grand : Pierre le Gros, Pierre le Merveilleux, Peter Ustinov. Il est arrivé dans la principauté pour la présentation de deux séries qui feront quel que bruit : « Le défi mondial », six émissions d'une heure chacune, d'après le best-seller de Jean-Jacques Servan-Schreiber, réalisé par Daniel Bertolino et Daniel Creusot et commenté par Ustinov, puis six autres émissions, tirées de son récent livre *Ma Russie*, dans lesquelles l'acteur retourne dans la patrie de ses ancêtres pour retracer l'histoire de ce pays fascinant.

Nous avons rendez-vous à l'Hôtel de Paris, énorme gâteau rococo qui surplombe la Méditerranée, dans lequel Ustinov, plus Hercule Poirot que jamais avec son gilet et son nœud papillon, respicendit comme dans un écran fait sur mesure. Pas question de lui poser des questions à la peine assis, il commence à raconter des histoires, en anglais, en français, en russe, et même si on voulait l'interrompre la chose serait impossible tellement on est écroulé de rire. Tout comme le barman et les autres clients qui ont le bonheur d'entrer dans son orbite.

Né il y a soixante-cinq ans, de parents russe et français, à Londres, où il habite quand il n'est pas en train de courir le monde, Peter Ustinov exerce ses multiples talents, dont chacun suffirait à remplir une vie. Pour le grand public, il est avant tout un acteur, qui immortalisa Nérone dans *Quo vadis* ? ainsi que le détective belge d'Agatha Christie, en passant par *Spartacus* et *Topkapi*, qui lui valurent deux Oscars. Mais il est également auteur dramatique (*L'Amour des quatre colonels*, *Romanoff et Juliette* et



Hosseme-orchestre.

Comme de mal entendu, qui se joue actuellement à Paris). Metteur en scène, producteur, musicien, réalisateur, dessinateur, il a aussi monté des opéras à Covent Garden, à Hambourg et à la Scala de Milan. Sans oublier ses écrits : nouvelles, romans et une autobiographie, devenue best-seller, *Cher moi*.

Un grand bourgeois d'une grande bonté

Comme si cela ne l'occupait pas assez, il consacre le temps qui lui reste à l'UNICEF (il a reçu « l'ordre du Sourire » pour l'aide qu'il apporte aux enfants malheureux), après avoir passé six ans comme recteur de l'université de Dundee (Ecosse). Il est commandeur de l'Ordre de l'Empire britannique. Il ne se prend pas au sérieux pour autant. Alors que d'autres acteurs, tel Yves Montand (1), d'autres auteurs, tel Yves Montand (1), semblent tentés par la politique, Peter Ustinov ne se fait aucune illusion.

Après le succès des « shows » Montand, sur la crise et la guerre, les réalisateurs du « Défi mondial » avaient songé à lui comme commentateur avant de choisir Ustinov pour les deux versions, anglaise et française, puisqu'il est bilingue. Ne risque-t-il pas de se prendre pour

un homme politique et vouloir influencer sur l'opinion publique ? « Absolument pas, répond-il. Je n'ai aucune ambition pour changer l'opinion des gens ! J'ai appris un script — que j'ai quelque peu modifié, car je refuse de dire quelque chose que je ne crois pas — mais je me considère avant tout comme un comédien. » Il se trouve simplement que cette série d'émissions sur la faim dans le monde, la course aux armements, le chômage et le conflit Nord-Sud correspond réellement aux préoccupations de « ce grand bourgeois, d'une grande bonté » (comme l'appelle Daniel Creusot), qui met ses convictions en pratique en aidant les enfants du tiers-monde.

En fait, l'émission qui tient Ustinov le plus à cœur est la deuxième, « La Russie de Peter Ustinov », produite par la télévision canadienne. A la lecture de son livre *Ma Russie*, on a pu accuser Ustinov d'être trop pro-soviétique. « C'est plutôt une réaction contre l'anticommunisme primaire, dit-il. Après avoir tourné soixante-dix-sept heures de film à travers toute l'Union soviétique, je peux seulement dire que j'étais soufflé par la liberté qu'on nous a accordée, qu'il s'agit des églises orthodoxes ou du centre de recherches atomiques à Novosibirsk, en Sibirie. J'ai dû même insister pour que les Soviétiques acceptent de visionner deux heures de ce que j'avais filmé ! Pour moi, la Russie est une pitule dont le sucre se trouve au milieu ! »

L'humour est la qualité qu'Ustinov a le plus prise chez les Russes. « Les meilleures histoires antisoviétiques, dit-il, sont celles que m'ont racontées les Soviétiques eux-mêmes. Comme celle de l'officier du KGB chargé de dépister un espion parmi les membres du Politburo. Après avoir assisté à plusieurs séances de celui-ci, il désigne un des membres. Comment l'avez-vous trouvé ? demandent les autres. Facile, répond-il, j'ai vu qu'il appliquait le vieux dicton : L'ennemi ne dort jamais ! »

ALAIN WOODROW.

(1) Que nous reverrons, avec plaisir, dans une émission non politique : « Montand à la une », sous forme de « Chroniques à domicile », vendredi 7 mars, 20 h 35, sur TF1.

Samedi

1^{er} marsTELEVISION
FRANÇAISE

1

7.45 RFE : Le temps de vivre ; 8.00 Bonjour la France ; 9.00 A votre service (et à 9.45) ; 9.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Reprise : Performances (diff. le 19 fév.) ; 11.00 Heures de gammes, magazine de la musique en simultané avec France-Musique ; Avec le chef d'orchestre J.-C. Malgoire, J.-P. Le Pavec... ; 12.00 Tournez... manège.

13.00 Journal ; 13.50 La séquence du spectateur ; 14.25 Série : La croisière s'annule ; 15.15 Dessin animé : Astro le petit robot ; 15.45 Tiers à Saint-Cloud ; 15.55 Temps X, magazine de la science-fiction ; 16.55 Série : Blanc, bleu, rouge ; 17.50 Trentes millions d'amis ; 18.25 La route bleue, magazine de la route ; 18.30 Auto-moto ; 18.55 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.05 Les trois premières minutes ; 19.40 Cocoricochoc.

20.00 Journal ; 20.35 Tirage du Loto.

20.40 Série noire : Piège à flics.

D'après le roman de J. Ashford, adapt. de P. Fabre et D. Othenin-Girard. Avec W. Stanczak, J.-P. Ecoffey, E. Caron... Sombre histoire de hold-up sanglant, à Genève. Violence, sexe et sadisme : Les affinités électives.

22.15 Droit de réponse ; Les émissions électorales.

Emission de Michel Polac.

Débat pour qui tu votes, je te dirai qui tu es. Avec les comédiens R. Lamoureux et J.-P. Daras, les écrivains G. Matzneff, P. Bruckner, C. Manceaux, D. Tilliac, le journaliste en chef du « Magazine littéraire » J.-J. Brochier, les cinéastes C. Chabrol, Ph. de Broca, P. Granier-Deferre, l'ancienne championne de ski M. Gotschel. Il n'y a plus d'isolement ! Les hommes du spectacle, les écrivains s'engagent, quand ils ne se prennent pas carrément pour des hommes politiques !

0.00 Journal.

0.15 Ouvert la nuit. Série : Les incorruptibles (redif.).

ANTENNE

2

10.40 Journal des sourds et des malentendants ; 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bériot. Edition 1941 ; 12.00 A nous deux.

12.45 Journal ; 13.25 Série : Cosmos 1999 ; 14.15 Réoré A2, Les mondes engloutis. Téléchat ; 14.50 Les jeux du stade (rugby) : Galles-France ; Angleterre-Irlande ; 15.00 Série : Loterie ; 15.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Jeu : La trappe.

20.00 Journal.

20.35 Champs-Élysées.

De M. Drucker.

Avec Michel Berger, Linda de Suza, Yves Duteil, Indochine, Chantal Goya.

21.55 Alfred Hitchcock présente : « Accident ».

De R. Price. Avec J. Heard, A. Garcia...

Un trafiquant de cocaïne transformé en... mort-vivant !

22.25 Magazine : Les enfants du rock (et à 23.45).

Rockline, avec Bronski Beat, Propaganda, The Cure, Sade, Lloyd Cole, Talk Talk...

à 23 h 45 Concert Huey Lewis : Fils de beatniks, cet ancien hippy, exilé en Angleterre, est aujourd'hui le représentant d'un certain rock américain.

23.30 Journal.

FRANCE
RÉGIONS

3

11.45 Samedi vision ; 12.00 Des cadres et des entreprises ; 12.30 Les pieds sur terre, magazine agricole ; 13.30 Horizon, magazine des armées ; 14.00 Le forum de gestion des PME-PMI ; 14.15 Le CIC Tour ; 14.30 Caisse nationale d'assurance-maladie.

17.30 Emissions régionales.

Programmes autonomes des douze régions, sauf à 18.55, où l'on verra sur tout le réseau Mighty Mouse ; et à 19.55, Les recettes de Gili et Julie.

20.05 Disney Channel.

Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... le célèbre feuilleton « Davy Crockett ».

22.00 Journal.

22.25 Feuilleton : Dynastie.

Un épisode très moraliste où la belle Krystle préfère renoncer à un amour plutôt que de nuire à sa famille !

23.10 Musichub.

Le 9^e Symphonie en ré mineur, opus 125, de Beethoven, interprétée depuis les Panathénées pompéiennes, par l'Orchestre philharmonique de Londres, dirigé par L. de Klaus Tennstedt, sol. : E. Wiens, H. Schwartz, R. Versalle, H. Solin.

5

7.30 à 19 h 30, redif. des émissions de la veille (7.30, C'est beau la vie ; 8.30 Pentathlon ; 10.15 Arabesque ; 11.30, C'est beau la vie ; 12.30, Flamingo road ; 14.15 Arabesque ; 15.30 C'est la belle la vie ; 16.30 Flamingo road ; 18.30 Arabesque.

19.30 Cinq sur cinq, programme musical ; 20.30, Cherchez la femme, variétés ; 22.30, Le grand show du sport, magazine sportif.

23.30 Redif. des programmes de la soirée.

PÉRIPHÉRIE

● RTL, 20 h, Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : Ville sans loi, film de J.-H. Lewis, ou Dix hommes à abattre, film de B. Humbertson ; 22 h 25, Blue nuit.

● TMC, 20 h, Knight Rider ; 21 h, Voyage en enfer (1^{re} partie) ; 22 h 45, Monte-Carlo zozo ; 23 h 5, Sky Trax.

● RTL, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, le Trésor de la montagne magique, film de K. Connor ; 22 h 15, Le mot de la fin.

● TSR, 20 h 5, Feuilleton : Maguy ; 20 h 40, Série : Columbo ; 22 h 40, Sports ; 23 h 40, El Dorado, film de H. Hawks.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

■ A VOIR

■ GRAND FILM

DIMANCHE 2 MARS

L'Horloger de Saint-Paul ■
Film français de Bertrand Tavernier (1973), avec P. Nolère, J. Rochefort, J. Denis, S. Ruyter, C. Pascal.
TF 1, 22 h 35 (105 mn).

Un horloger lyonnais essaie de comprendre pourquoi son fils adolescent a commis un meurtre. Un roman de Georges Simenon, dont l'action était située aux Etats-Unis, adapté par Aurenche et Bost, pour le premier long métrage — film d'auteur, belle étude sociale et psychologique — de Bertrand Tavernier.

Voici le temps des assassins ■
Film français de Julien Duvivier (1955), avec J. Gabin, D. Delorme, L. Bogaert, G. Blain, G. Kéfer, G. Fontan (N.).
FR 3, 22 h 30 (110 mn).

Une fille parvenue, au visage d'ange, séduit, par intérêt, un restaurateur des Halles. Etude de mœurs poussée au paroxysme d'un style naturaliste où Duvivier fait merveille. En dehors des mœurs et des genres, une vision sans pitié d'un monde où les femmes seraient possédées par le mal, où le crime peut devenir monnaie courante, où s'effondre le mythe de Gabin, ce qui n'empêche pas l'interprétation d'être formidable.

LUNDI 3 MARS

La Tête du client

Film français de Jacques Poitrenaud (1985), avec S. Desmarest, M. Serrault, J. Poiret, F. Blanche, D. Cowl (N.).
TF 1, 15 h 25 (90 mn).

Un chapelier de Vaucluse ouvre un tripot clandestin, avec son beau-frère. Les acteurs apportent un peu d'humour noir dans un veudeville bien de chez nous.

Pouio-Pouio

Film français de Jean Girault (1983), avec L. de Funès, J. Maillet, M. Darc, G. Tréjau, P. Nicoud, R. Dumas (N.).
TF 1, 20 h 35 (90 mn).

Un homme d'affaires cherche à revendre les droits d'une concession pétrolière qui ne vaut rien. Encore un vaudeville bien de chez nous, et trop souvent diffusé à la télévision. Louis de Funès s'y déchaîne.

La Cible étoilée

Film américain de John Hough (1978), avec S. Loren, J. Cassavetes, G. Kennedy, R. Vaughn, P. McGowan.
FR 3, 16 h (105 mn).

Allemagne 1945. Vol d'un trésor de guerre de la Wehrmacht, saisi par les alliés. Cette affaire aurait été, d'après un roman de Frederick Nolan, la cause de l'assassinat (camouflé) du général Patton. Une action romanesque, parfaitement menée dans le genre.

Un meurtre est un meurtre

Film français d'Etienne Périer (1972), avec S. Audran, J.-C. Brialy, C. Spaak, R. Hossein, M. Serrault.
FR 3, 20 h 35 (100 mn).

Un homme soupçonné d'avoir tué sa femme infirme est aux prises avec la police et un maître-chanteur. Suspense criminel qui n'arrête pas de rebondir. Une double personnalité pour Stéphane Audran.

MARDI 4 MARS

Kim

Film américain de Victor Seville (1951), avec E. Flynn, D. Stockwell, P. Lukas, R. Douglas, T. Gomez.
FR 3, 20 h 45 (110 mn).

Un orphelin d'origine européenne, déguisé en hindou, aide un marchand de chevaux afghan à renseigner les services secrets britanniques. L'Inde de Rudyard Kipling et la puissance coloniale anglaise contre les vides impérialistes de la Russie des tsars. Une imagerie désuète, un enfant-espion qui vole la vedette à Errol Flynn.

Capitaine Blood

Film américain de Michael Curtiz (1935), avec E. Flynn, O. de Havilland, L. Atwill, B. Rathbone, R. Alexander (v.o. sous-titrée).
FR 3, 23 h 25 (95 mn).

A la fin du dix-septième siècle, un médecin irlandais, condamné politique, vendu comme esclave aux Antilles, devient corsaire. Le vent du large souffle sur les grandes voiles de l'aventure. Ici, Errol Flynn connaît son premier succès, dans un rôle de héros qui allait devenir, pour lui, une spécialité.

MERCREDI 5 MARS

La Trace

Film français de Bernard Favre (1983), avec R. Berry, B. Bonvoisin, S. Chemineau, M. Perron, R. Renucci.
FR 3, 22 h 50 (105 mn).

Un paysan du royaume de Savoie se fait colporteur l'hiver, jusqu'en Italie. Mais l'hiver 1859-1860 n'est pas comme les autres. Reconstitution en forme de conte pour la veille, intrusion des événements historiques dans le quotidien.

JEUDI 6 MARS

Pain, amour et fantaisie

Film italien de Luigi Comencini (1953), avec G. Lollobrigida, V. De Sica, R. Rizzo, M. Merini, V. Riento (N.).
A 2, 20 h 35 (95 mn).

Un maréchal de gendarmerie nommé dans un village du sud de l'Italie courtise la sage-femme, tout en lorgnant la fille la plus pauvre, et la plus belle, de l'endroit. Comédie « italienne », satirique et sociale, qui passe, à tort, en France, pour un folklore sonnant le glas du néoréalisme.

Parfum de femmes

Film italien de Dino Risi (1974), avec V. Gassman, A. Momo, A. Belli, M. Orfei, F. Ricci, E. Veronesi.
FR 3, 20 h 35 (100 mn).

Un ancien capitaine d'infanterie, aveugle et mutilé, obéissant par les femmes, voyage en Italie avec un jeune homme qui lui sert d'ordonnance et qu'il tyrannise. Humour noir, bouffonnerie gringante puis, peu à peu, révélation douloureuse d'une solitude morale, des secrets d'un comportement. Maîtrise de Dino Risi dans le mélange des genres, interprétation prodigieuse de Gassman.

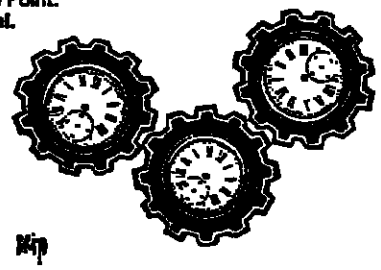
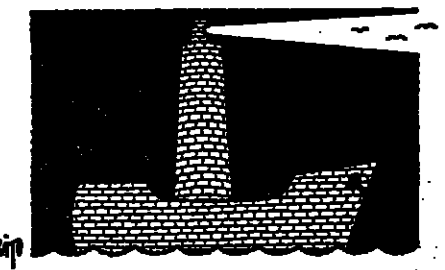

VENDREDI 7 MARS

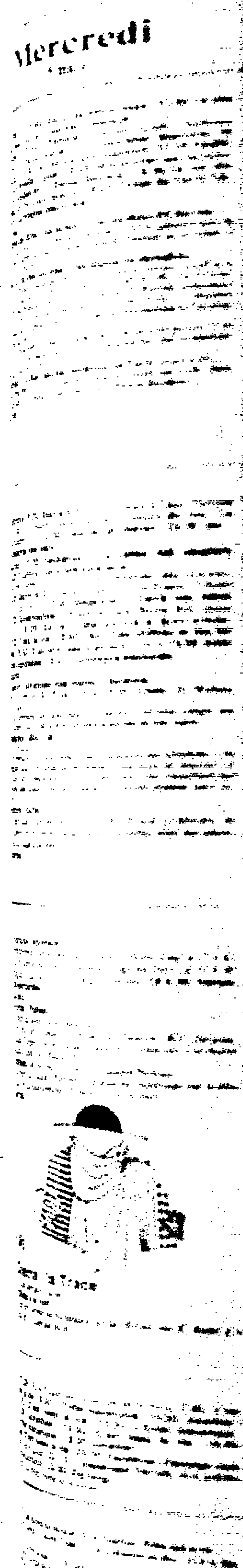
Le Million

Film français de René Clair (1931), avec Annabella, R. Lefèvre, V. Greville, L. Albert, P. Olivier (N.).
A 2, 22 h 55 (80 mn).

Un artiste désargenté gagne un million à la loterie. Mais son billet est dans la poche d'un veston que sa fiancée a prêté à un vieux bonhomme en fuite. Il court, il court, le veston, et tous les personnages à sa poursuite dans ce charmant et poétique film-ballet, avec couplets chantés dont le style cinématographique fait la nique à la pesanteur théâtrale. Un grand classique.

هكذا من الأصل

	Dimanche 2 mars	Lundi 3 mars	Mardi 4 mars
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France; 9.00 Emission islamique; 9.15 La source de vie; 10.00 Présence protestante; 10.30 Le jour du Seigneur; 11.00 Messe célébrée à l'église Saint-Vincent-de-Paul, prédicateur: Père D. Nicolas; 12.00 Téléfoot.</p> <p>13.00 Journal. 13.25 Série: Starsky et Hutch (redif.). 14.20 Les habits du dimanche. 15.05 Alice au pays des merveilles. 15.30 Tiercé à Autouil. 15.45 Sports dimanche. <i>Cyclisme, Paris-Nice, en direct de Vincennes; Athlétisme: championnat de France de cross en différé d'Angers.</i> 16.45 Scoop à la une. Avec Serge Gainsbourg et Françoise Hardy. 17.30 Les animaux du monde: les habitants du miroir, ou la surface d'une mare. 18.05 Série: Pour l'amour du risque.</p> <p>19.00 7 sur 7. Magazine de la semaine de J. Lauzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Jean Lauzi.</p> <p>19.15 Claude Imbert, cofondateur en 1972 de l'hebdomadaire le Point.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p></p> <p>20.35 Cinéma: l'Horloger de Saint-Paul. Film de Bertrand Tavernier.</p> <p>22.20 Sports dimanche soir.</p> <p>23.55 Journal.</p> <p>0.10 C'est à lire.</p>	<p>9.00 RFE: Kickers en avant marche; 10.30 FIOM: magazine du poisson; 11.15 ANTIOPE 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal; 13.50 Série: Dallas (redif.); 14.35 La maison de TF 1: de la cuisine au jardin, du bricolage aux loisirs, rien n'échappe à l'équipe du magazine de la maison; 15.25 Cinéma: le Tête du client, film de Jacques Poitrenaud; 17.00 La chance aux chansons; 17.25 Feuilleton: La famille Cigale; 18.25 Météo-Journal, pour les jeunes; 18.40 Feuilleton: Santa Barbara; 19.05 La vie des Botes; 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma: Pouic-Pouic. Film de Jean Girault.</p> <p>22.05 Etoiles et toiles. Emission de F. Mitterrand et M. Jonando.</p> <p>Au sommaire: extrait de la conférence de presse à Paris de Bette Davis; rencontre avec Gordon Park, réalisateur noir; Henri Vidal: évocation de la vie du comédien et extraits de films; interview de l'actrice Debbie Reynolds; Jean Negulesco, extraits de ses films; interview du réalisateur Jerzy Skolimowski pour son dernier film <i>Light Ship</i>. De nombreux sujets, ce soir, pour les fous du cinéma.</p> <p></p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à lire.</p>	<p>10.55 Le Chemin des écoliers; 11.15 Antiope 1; 11.45 La Une chez vous; 12.00 Tournez... manège.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série: Dallas (redif.). 14.35 Transcontinental, magazine des voyages: spécial - cinéma du réel - pour ce festival annuel, soixante films, réalisés dans vingt-six pays du monde, ont été sélectionnés. 15.55 Reprise: Contre-enquête (diff. le 28 janvier). 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton: La famille Cigale. 18.25 Météo-Journal, pour les jeunes. 18.40 Feuilleton: Santa Barbara. 19.05 La vie des Botes. 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Feuilleton: Grand Hôtel. D'Anne-Marie Denuarme. Réal. Jean Kerchbron. Avec D. Mesguich, P. Ouer, S. Sanders.</p> <p>Si au dernier épisode le thème de l'espionnage se compliquait à souhait, il semble que pour cet avant-dernier numéro les histoires de famille ou belle-famille prennent le relais.</p> <p>21.35 Documentaire: La grande aventure de l'industrie. Série de J.-R. Albertin, J.-P. Cotet, M. Jaeger, G. Lauzun, présentation R. Gicquel, réal. Francis Bochet.</p> <p>La fin des adjutants. Dans les années 60, l'industrie française se développe largement, mais elle fonctionne encore sur le modèle d'une division du travail taylorienne. Cette deuxième émission s'attache à montrer comment les mentalités et les habitudes ont dû être secouées. La naissance de la formation continue.</p> <p>22.25 Performances. Magazine de l'actualité culturelle de M. Cardon.</p> <p>Invité: Paolo Conte, chanteur italien à l'affiche du Théâtre de la Ville du 4 au 8 mars.</p> <p>Au sommaire: Aux chapeaux chics: le retour du chapeau féminin; Les hommes « murs », qui sont ces silhouettes d'hommes qui se promènent sur les murs parisiens? Jazz instantané, évocation du jazz à travers les œuvres de Theolonious Monk, Count Basie, Charlie Parker.</p> <p>22.55 Journal.</p> <p>23.10 C'est à lire.</p>
ANTENNE 2	<p>9.00 Informations et météo; 9.10 Gym tonic; 9.45 Les chevaux du tiercé; 10.00 Récré A2 (Biblic: Zorro; Mafalda; L'empire des cinq); 11.30 Dimanche Martin; Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal. 13.20 Tout le monde le sait. 14.30 Série: Magnum (redif.). 15.20 L'école des fans. 16.15 Kiosque à musique. 17.00 Les Cinq dernières minutes: Dynamite et compagnie. 18.30 Stade 2. 19.30 Feuilleton: Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret: Maigret et l'indicateur. D'après G. Simonen. Avec J. Richard, M. Blanc, C. Carlier.</p> <p>Un gangster « à la retraite » reçoit un mystérieux coup de téléphone avant d'être retrouvé mort, à Montmartre...</p> <p>22.05 Magazine: Projection privée. Marcel Julien reçoit le peintre Bernard Buffet.</p> <p>Tout le monde croit connaître Buffet, tellement sa peinture « anguleuse » est reconnaissable, alors que...</p> <p>22.45 Musiques au cœur. Magazine d'E. Ruggieri.</p> <p>Sous le signe de Furtwängler.</p> <p>En hommage au célèbre compositeur et chef d'orchestre né voici cent ans, le Nouvel Orchestre philharmonique, dirigé par Marek Janowski, interprète « Ainsi parlait Zarathoustra », de R. Strauss. Ce concert a été enregistré au TNP en juin 1985.</p> <p>23.25 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 9.30 Antiope; 10.20 Reprise: Apostrophes; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.50 Itinéraires, de S. Richard; Bressil, les Yanomami de la rivière du miel; 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'Académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton: La vallée des peupliers. 14.00 Aujourd'hui la vie (un regard sur la 2); 15.00 Feuilleton: Hôtel; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi; 17.30 Récré A2 (Lulu et Liréli, Cobra, Téléchat); 18.00 Série: Ma sorcière bien-aimée; 18.30 C'est la vie; 18.40 Jeu: Des chiffres et des lettres; 19.00 D'accord, pas d'accord (INC); 19.05 Emissions régionales; 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal. 20.30 Loto sportif.</p> <p>Série: A l'est d'Eden. D'après J. Steinbeck, adapt. R. Shapiro, réal. H. Hart. Avec J. Seydoux, T. Bertone. (dernier épisode).</p> <p>Adam a enfin oublié Cathy et vit avec ses deux fils jumeaux, Cal et Aaron, qui reproduisent, inconsciemment, les tensions qui existaient entre leur père et son demi-frère.</p> <p>22.15 Série documentaire: Nombre et lumière. Quatre émissions sur les nouvelles images, proposées par P. Quesau.</p> <p>Les images de synthèse, ou « nouvelles images », exploitées au public - l'initiative est à encourager à un moment où le télévision en est de plus en plus envahie. Cette première émission définit le rôle de l'ordinateur dans la fabrication de l'image électronique.</p> <p>23.10 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2; 11.55 Les carnets de l'aventure (Christophe Profit escalade le massif du Mont-Blanc); 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu: L'Académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton: La vallée des peupliers. 14.00 Aujourd'hui la vie (le l'homme enfant); 15.00 Feuilleton: Hôtel; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi; 17.30 Récré A2 (Image imagine: C'est chouette; Superdoc; Lulu et Liréli; Téléchat; Les mondes engloutis); 18.00 Série: Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.40 Jeu: Des chiffres et des lettres. 19.05 Emissions régionales. 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.00 Journal et Loto sportif.</p> <p>20.35 Les dossiers de l'écran: Un printemps de glace. Têlém de R. Cowen et D. Lipman, réal. J. Erman, avec A. Quinn, G. Rowlands, B. Gazzara, S. Sidney.</p> <p>Le titre anglais de ce téléfilm, « An early frost », veut dire en fait « une gèle précoce », car le sujet est la vie pleine de promesses du héros, interrompue, avant de pouvoir éclore, par le SIDA. Ce drame familial sur l'homosexualité est largement supérieur aux téléfilms américains habituels. A voir.</p> <p>22.00 Débat: le SIDA ou le peste du XXI^e siècle. Avec le professeur J.-P. Escande, les docteurs W. Rosenbaum, D. Seux, J. Ruffié et D. Defert, président de l'association Aides, M^{me} O. Zemor, journaliste, et un malade.</p> <p>23.20 Journal.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants. 10.00 Musique. La régionale de l'Est.</p> <p>13.00 Emissions régionales. 16.20 Emission pour les jeunes. Les Entrechats, Lucky Luke, Génies en herbe. 17.30 Décibels. Le rock italien avec Litfiba, Violet Eves, Passion Fodder... 18.00 Culture clap. Le magazine de la culture qui bouge, signé Populus, avec Jérôme Clément, directeur général du Centre national du cinéma. 18.30 Documents secrets. Jeu de Pierre Bellemare. 19.15 Emissions pour les jeunes. Le Manège enchanté, Mackintosh, La minute de spirale. 19.30 RFO hebdo.</p> <p>20.00 Série: Fousaures. Une sélection des meilleurs dessins humoristiques mondiaux.</p> <p>20.35 Document: la Rivière des pluies. D'A. Karijea.</p> <p>L'ethnologue Jacques Lizot, chargé d'une mission pour le CNRS, part en 1968 au Venezuela. Puis il décide de vivre dans la région du haut Orénoque parmi les Indiens Yanomami. Ce Blanc devenu presque Indien parle de lui pour la première fois. Une aventure étonnante et fascinante.</p> <p>21.30 Aspect du cœur: témoignage français.</p> <p>« Lift Show », de Christian Le Remonet; « Cher Alexandre », d'Anne Le Monnier; « Les Trois Huit », de Dominique Théron.</p> <p>21.55 Journal.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit: Voici le temps des assassins. Film de Julien Duvivier (cycle Duvivier).</p> <p>Prélude à la nuit.</p> <p>Etude de F. Sor, par M. Nordman, à la harpe.</p>	<p>13.30 Espace 3: A travers champs; 16.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 16 h, où l'on verra sur tout le réseau le film la Châle étoilée, de John Hough; à 17 h 45, la Cuisine des marins; à 18 h 55, Mighty Mouse; 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.05 Les jeux.</p> <p>20.35 Cinéma: Un meurtre est un meurtre. Film d'Etienne Périer.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>Boîte aux lettres.</p> <p>Emission littéraire de Jérôme Garcin.</p> <p>Spécial Françoise Sagan. Rediffusion d'une émission sortie en 1984, où l'on découvrait la ville natale de l'écrivain, où l'on entendait les témoignages de quelques comédiens, d'une jeune lectrice...</p> <p>23.45 Prélude à la nuit.</p> <p>« Prélude » (2^e livre) et « Feuilles mortes », de Claude Debussy, par A. Ader au piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale.</p> <p>Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau: l'Age en fleur; à 17 h 15 Dynastie; à 18 h 55 Mighty Mouse; 19.30 Campagne électorale.</p> <p>20.05 Les jeux. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 La dernière séance: soirée Errol Flynn.</p> <p>Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui, présentée par Jacques Villaret.</p> <p>Actualités des années 50; à 22 h 35 publicité des années 50; à 22 h 40 Tom et Jerry et Tex Avery; à 22 h 55 attraction.</p> <p>20.45 Premier film: Kim. De Victor Saville.</p> <p>23.00 Journal.</p> <p></p> <p>23.25 Deuxième film: Capitaine Blood. De Michael Curtiz.</p>
LA 5	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30, Cinq sur cinq; 8.30, Cherchez la femme; 10.30, Le grand show du sport; 11.30, Cinq sur cinq; 12.30, Cherchez la femme; 14.30, Le grand show du sport; 15.30, Cinq sur cinq; 16.30, Cherchez la femme; 18.30, Le grand show du sport).</p> <p>19.30 Les Schtroumpfs; 20.30, Film: Ça va pas être triste, de P. Sissier (1982) avec D. Cowi, D. Privat; 22.30, La Cinq en concert, concert de l'Orchestre philharmonique du Théâtre de la Scala, œuvres de Beethoven, dir. R. Muti; 23.30, l'Homme de l'Atlantide, série américaine.</p> <p>0.30 Redif. des programmes de la soirée (0.30, Film: Ça va pas être triste; 2.30, La Cinq en concert).</p>	<p>7.30 à 19.30, redif. des émissions de la veille (7.30, l'Homme de l'Atlantide; 8.30, film: Ça va pas être triste; 10.30, la Cinq en concert; 11.30, l'Homme de l'Atlantide; 12.30, film: Ça va pas être triste; 14.30, la Cinq en concert; 15.30, l'Homme de l'Atlantide; 16.30, film: Ça va pas être triste; 18.30, la Cinq en concert).</p> <p>19.30 Jeu: C'est beau la vie; 20.30, Film: Blues Brothers, de J. Landis (1980).</p> <p>23.30 Redif. des programmes de la soirée.</p>	<p>7.30 à 19.30, Redif. des émissions de la veille (7.30, C'est beau la vie; 8.30, film: Blues Brothers; 11.30, C'est beau la vie; 12.30, film: Blues Brothers).</p> <p>19.30 Jeu: C'est beau la vie; 20.30, film: L'Enfer mécanique, de E. Silverstein (1977); 22.30, Jonathan, magazine de l'aventure.</p> <p>23.30 Redif. des programmes de la soirée.</p>
PÉRIPHÉRIE	<p>RTL, 20 h, le Dernier Baiser, film de D. Grassian; 21 h 50, Journal; 22 h 45, Grand écran.</p> <p>TMC, 20 h, Série: « V »; 21 h, Le pigeon; 22 h 40, Forum; 23 h 5, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h, Téléfilm: le Bon, le Beau et le Savant; 22 h 15, Cargo de nuit; 22 h 30, Finale du prix Eurovision de la chanson.</p> <p>TSR, 20 h, Série: Au nom de tous les miens; 20 h 55, Tickets de première; 21 h 50, Le film d'Arjane, ou Une petite histoire de femmes (1925-1980); 23 h, Table ouverte.</p>	<p>RTL, 20 h, Dynastie; 21 h, French Connection, film de J. Frankenheimer.</p> <p>TMC, 20 h, Dynastie; 21 h, Cycle cinéma australien: Eglantine, film de J. Hanson; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h, Ecran-témoignage: le Trou noir, film de G. Nelson suivi d'un débat sur la comète de Halley.</p> <p>RTS - TELE 2, 20 h 5, Le temps retrouvé: des coups de cœur; 20 h 35, Radjov: André Hancore; 21 h 45, PME: des tremplins pour l'expansion.</p> <p>TSR, 20 h 15, Spécial cinéma.</p>	<p>RTL, 20 h, Chénania: Est-ce bien raisonnable, film de G. Lauzier.</p> <p>TMC, 20 h, Les deux fous la paire; 21 h, Mort à Venise, film de L. Visconti; 22 h 45, Sky Trax.</p> <p>RTB, 20 h 5, Mille et une nuits: les Femmes savantes, de Molière; 22 h 5, Le Louvre, le plus grand musée du monde.</p> <p>RTS-TELE 2, 20 h, Rox Box; 21 h, Cinéma espagnol: Les Saints Innocents, film de M. Cuenca.</p> <p>TSR, 20 h 10, Série: Vice à Miami; 21 h 5, Vous avez dit « Dantesque » (la Divine Comédie revisitée); 22 h 5, Cadences; 22 h 45, Hockey sur glace.</p>



Mercredi
5 mars

10.15 Antiope 1 ; 10.45 Salut les petits loups ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.
13.00 Journal. 13.50 Vitrine (dessins animés, feuilletons, vidéos). 16.00 Série : Les nouvelles aventures de Vidocq. 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton : La famille Cigale. 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.30 Feuilleton : Santa Barbara. 19.00 La vie des Botes. 19.15 Loto sportif. 19.20 Tirage du Tao-O-Tan. 19.30 Campagne électorale.
20.00 Journal.
20.30 Football en direct de Milan : Inter de Milan-FC Nantes. Quarts de finale (aller) de la Coupe de l'UEFA, commentaires de Thierry Roland et Jean-Michel Laroque. Pendant la mi-temps, à 21 h 15, tirage du Loto.
22.20 Par la force des choses : Des éléments déchirants. Série de Raoul Combes. Avec le concours d'Haroun Tazieff et la participation du colonel M. Eygloff, chef du PC For-Circoc, A. Bordes, propriétaire forestier landais, B. Roland, propriétaire forestier, maître adjoint de Saint-Maxime (Var), C. Menelet, directeur de l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets.
Pour ce deuxième numéro d'une émission en trois parties, il est question des incendies de forêts, des avalanches, des inondations, de la pollution en mer.
23.15 Football : FC Barcelone-Juventus de Turin (à 20 h 10). Sous réserve, ce match de la Coupe d'Europe des clubs champions, quart de finale (aller), sera en direct de Barcelone.
0.00 Journal.

6.45 Télématin. 9.00 Récit A2 (Heldi : Latala et Liré) ; Gertrude en Chine ; Le monde selon Georges ; L'empire des cinq ; Les Schtroumpfs... ; 12.00 Journal et météo. 12.05 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers. 14.00 Téléfilm : Un crime pure laine. Meurtre parmi les éleveurs de moutons néo-zélandais. 15.30 Récit A2. (Les Schtroumpfs ; Les Roups ; Clémentine ; Flip boso). 17.00 Magazine : Terre des bêtes. 17.30 Superpétite : Atlantide, Jane Birkin, Billy Ocean, Gold... 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.00 D'accord, pas d'accord (INC). 19.05 Émissions régionales. 19.30 Campagne électorale.
20.00 Journal.
20.35 Téléfilm : Attendez que maman revienne. De B. Eyre et B. Penky. Avec P.-M. Glaser, D. Wallace, P. McKay...
— Ou comment un papa poule « mûche » se rend compte que s'occuper d'un foyer et trois enfants n'est pas de tout repos.
22.10 Magazine : Moi... je... De B. Bouthier.
Au sommaire : Le téléphone rose (l'émission par téléphone) ; Ils vendent tout (les attachés de presse) ; La main de masseur (le « kiné » des comédiens) ; Stars à mi-temps (les travailleurs qui mènent une double vie, en chantant et jouant pendant leurs loisirs).
23.10 Histoire courte.
« Tant que l'enfant » de R. Souza (l'histoire de « Roméo et Juliette » à la sauce paysanne, avec des amoureux de quarante ans).
23.45 Journal.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau L'Age en fleur ; à 17 h 30, Fragile rock ; à 18 h 55, Mighty Mouse. 19 h 30, Campagne électorale.
20.05 Les jeux.
20.35 Variétés : Pollen.
Émission de Jean-Louis Foulquier.
Avec Michel Jonasz, Véronique Sanson, Bill Deratme, Claude Engel, Jean-Claude Vannier et, bien sûr, l'orchestre du Bataclan : les Raoul-Félie.
21.35 Thalassa. Magazine de la mer de Georges Pernoud.
En direct de Saint-Pierre-et-Miquelon, reportage sur le plus froid des départements français d'outre-mer.
22.20 Journal.



22.50 Cinéma : la Trace
Film de Bernard Favre.
0.30 Prélude à la nuit.
Pièce en forme de habanera, de M. Ravel, par E. Redel à la flûte et N. Lee au piano.

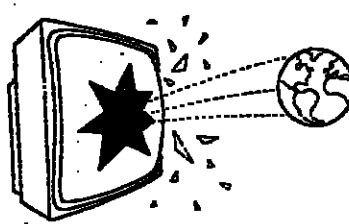
7.30 à 19.30. Rediffusion des émissions de la veille. 7.30, C'est beau la vie ; 8.30, L'Enfer mécanique ; 10.30, Jonathan ; 11.30, C'est beau la vie ; 12.30, L'Enfer mécanique ; 14.30, Jonathan ; 15.30, C'est beau la vie ; 16.30, L'Enfer mécanique ; 18.30, Jonathan.
19.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30, Feuilleton : Flamingo road ; série américaine ; 22.15, L'inspecteur Derrick, série policière ouest-allemande ; 22.30, Big bang.
23.30 Rediff. du programme de la soirée.

● RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, Téléfilm : Prête-moi ta vie.
● TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, Carnaval de Rio ; 23 h 5, Sky Trax.
● RTL, 20 h, Strip tease ; 21 h, Série : Miami vice ; 21 h 45, Coup de film ; 21 h 55, Cargo de nuit.
● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.
● TSR, 20 h 10, Sports ; 22 h 5, Télé Scope : l'hypertension ; 22 h 55, Football.

Jeudi
6 mars

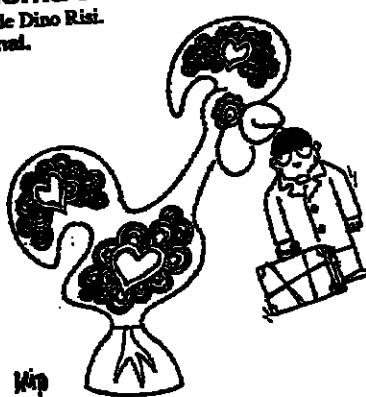
11.15 ANTIOPE 1 ; 11.45 La une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.
13.00 Journal. 13.50 Série : Les animaux nordiques au temps des naissances. 15.05 A votre service. 15.25 Quarté en direct de Vincennes. 15.35 A cœur ou à raison : reflets de la danse. 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton : La famille Cigale. 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 Feuilleton : Santa Barbara. 19.05 La vie des Botes. 19.30 Campagne électorale.
20.00 Journal.
20.35 Partie de campagne.
Par Alain Duviers et Jean Offredo.
A l'heure où nous imprimons, le choix des invités n'avait pas encore été arrêté. L'émission pourrait être remplacée par le magazine Infovision.
21.50 Feuilleton : Maître du jeu.
De K. Connor et H. Hart, scénario et dialogues J. Nation et P. Yurich, avec D. Cannon, H. Hallin, L. Langland...
Bassesse, orgueil, jalousie, tentative de meurtres, sont, décidément, les ingrédients principaux de ce feuilleton américain.
23.05 Journal.
23.20 C'est à lire.

6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 La télévision des téléspectateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers. 14.00 Aujourd'hui la vie. (A lire).
15.00 Feuilleton : Hôtel. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récit A2. (Image imagine : Mes mains ont la parole...). 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie. 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.05 Émissions régionales. 19.30 Campagne électorale.
20.00 Journal.
20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
20.35 Cinéma : Pain, amour et fantaisie.
Film de Luigi Comencini.



22.05 Magazine : Planète foot.
La Coupe d'Europe et la Coupe du monde : rétrospective : l'histoire des joueurs par poste.
23.10 Journal.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau L'Age en fleur ; à 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; à 18 h 55, Mighty Mouse. 19.30 Campagne électorale.
20.05 Les jeux.
20.35 Cinéma : Parfum de femmes.
Film de Dino Risi.
22.20 Journal.



22.45 Itinéraires portugais.
Série d'Yvon Lemaire, réal. P. Courtemanche.
Cette troisième promenade au Portugal nous emmène dans le Minho, « jardin du Portugal », situé dans le nord du pays. Un endroit très pauvre mais qui, malgré la dureté du travail, n'empêche pas les habitants de faire la fête. Découverte d'un artisanat très riche.
23.10 Prélude à la nuit.
« Sérénade pour cordes » de Tchaïkovski, par l'Orchestre de chambre national de Toulouse, dir. G. Armand.

7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille. 7.30, C'est beau la vie ; 8.30, Flamingo road ; 10.15, L'inspecteur Derrick ; 11.30, C'est beau la vie ; 12.30, Flamingo road ; 13.30, L'inspecteur Derrick ; 14.30, Big bang ; 15.30, C'est beau la vie ; 16.30, Flamingo road ; 17.30, L'inspecteur Derrick ; 18.30, Big bang.
19.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30, Jeu : Pentathlon ; 22.30, Mode, etc.
23.30 Rediff. des programmes de la soirée.

● RTL, 20 h, Dallas ; 21 h, Téléfilm : Prête-moi ta vie.
● TMC, 20 h, Cinéma ; 20 h 25, Série : Max la Menace ; 21 h, Une certaine façon d'aimer, film de M. Stuart ; 23 h 30, Sky Trax.
● RTL, 20 h, Autant savoir : le droit à la sécurité ; 20 h 25, Un dimanche à la campagne, film de B. Tavernier ; 22 h, Le monde du cinéma.
● RTL-TÉLÉ 2, 20 h, Histoire : la collaboration.
● TSR, 20 h 15, Temps présent : une région à l'heure des élections françaises ; 21 h 20, Dynastie ; 22 h 25, Helmut.

Vendredi
7 mars

8.55 ANTIOPE ; 10.55 Le Chemin des écoliers ; 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.
13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (rediff.). 14.35 Temps libres : l'Orient Express (à 16 h 25), il est possible (avec de bons économistes) de retrouver le luxe, le romantisme de ces trains de rêve, à bord du Vaisseau-Simplon Orient-Express, restauré à la perfection. 16.00 Série : Au nom de la loi. 17.00 La chance aux chansons. 17.25 Feuilleton : La famille Cigale. 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 Feuilleton : Santa Barbara. 19.05 La vie des Botes. 19.30 Campagne électorale.
20.00 Journal.
20.35 Variétés : Yves Montand à la Une.
Émission conçue et réalisée par Yves Montand.
L'illustre chanteur-comédien reçoit dans son appartement parisien Anne Sinclair, non pas pour une émission politique, mais simplement pour parler de lui et de ses amis, des êtres chers disparus, Simone Signoret, Picasso, Prévert... Près d'un feu de cheminée, il interprétera quelques-unes de ses grandes chansons, accompagné de son pianiste Bob Castella. Une douce et belle soirée au parfum de nostalgie.
22.05 Film : Claire.
De Lazare Iglić, d'après le roman de J. Chardonne, adaptation R. Lenzhardt. Avec Y. Folliot, J.-M. Bory, M. Vitold...
Une banale histoire d'amour, avec si peu de heurts qu'elle en devient carrément ennuyeuse.
23.35 Journal.
23.45 Télévision sans frontière.

6.45 Télématin. 10.30 ANTIOPE ; 11.30 Les rendez-vous d'Antenne 2 ; 11.35 Magazine : Terre des bêtes (répète) ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : L'Académie des neuf.
12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : La vallée des peupliers. 14.00 Aujourd'hui la vie. (En forme) ; 15.00 Feuilleton : Hôtel. 15.50 C'est encore mieux l'après-midi. 17.30 Récit A2 : Superdoc, etc. ; 18.00 Série : Ma sorcière bien-aimée. 18.30 C'est la vie ; 18.40 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.05 Émissions régionales ; 19.30 Campagne électorale.
20.00 Journal et loto sportif.
20.35 Feuilleton : Espionnage et taise-toi.
De L. Lippman et C. Walton, réal. C. Boisso. Avec G. de Capitani, C. Demer, S. Grimaldi, J. François.
Premier épisode d'un nouveau feuilleton (français !) décapitant, sur l'espionnage et les imbroglios qu'il provoque. Détente et fantaisie assurées.
21.30 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Pivot.
Sur le thème : pendant la campagne électorale, lisez des romans. Sont invités : Hervé Claude (l'Enfant à l'oreille cassée), Anne Garreta (Sphinx), Max Genève (le Saloon), Gilles Lapouge (la Bataille de Wagram), Jacques Laurent (le Dormeur debout), Pierre Magnan (les Courriers de la mort).
22.45 Journal.
22.55 Ciné-club : le Million.
Film de René Clair (cycle : la France de l'avant-guerre).

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau L'Age en fleur ; à 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; à 18 h 55, Mighty Mouse. 19.30 Campagne électorale.
20.05 Les jeux.
20.35 Série : Madame et ses filles.
De Roland Bernard, scénario et dialogues de R. Caron et D. Van Cauwelaert. Avec F. Dorner, E. Colin, J.-P. Castaldi...
Sixième et dernier épisode de cette première série. Espérons que la deuxième série, qui débute vendredi prochain, est moins « mûche » que celle-ci...
21.35 Face à la Troïka.
Émission d'Audrey Campana et Geneviève Guichenev.
M.M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, et François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, député UDF-PR du Var, répondront à un groupe de jeunes composé de chômeurs, tucistes, créateurs d'entreprise et élèves de terminale.
22.40 Journal.
23.00 La Montagne.
Magazine mensuel de la montagne de P. Orsian et J.-P. Locatelli.
L'émission a été tournée dans le massif du Sancy avec le chansonnier de « L'oreille en coin », Jacques Mailhot. Au sommaire : le ski de fond, le salon des sports d'hiver à Grenoble, les liaisons inter-stations, la transhumance d'hiver dans les Cévennes... et l'actualité du mois.
23.55 Prélude à la nuit.
« Bis », de P.-M. Dubois, et la « Marche de l'amour des trois oranges », de Prokofiev, par D. Erlih, violon, et P. Casard, piano.

7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille. 7.30, C'est beau la vie ; 8.30, Pentathlon ; 10.30, Mode, etc. ; 11.30, C'est beau la vie ; 12.30, Pentathlon ; 14.30, Mode, etc. ; 15.30, C'est beau la vie ; 16.30, Pentathlon ; 18.30, Mode, etc.
19.30 Jeu : C'est beau la vie ; 20.30, Feuilleton : Flamingo road ; 22.15, Armesques, série de suspense ; 22.30, Grand prix, magazine auto-moto.
23.30 Rediff. des programmes de la soirée.

● RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, L'ami Manpassant ; 22 h 5, Folles bourgeois, film de C. Chabrol.
● TMC, 20 h, Série : Espion modèle ; 21 h, Voyage en enfer (2^e partie) ; 22 h 55, Sky Trax.
● RTL, 20 h 5, Feuilleton : la Taspe ; 21 h, Grand écran : la Félina, film de P. Schrader.
● TSR, 20 h 10, Tell quel ; 21 h 50, la Mandarine, film d'E. Molinaro ; 23 h 30, Cliff and the Shadows.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE

1

ANTENNE

2

FRANCE
RÉGIONS

3

LA

5

PÉRIPHÉRIE



Cinq nouvelles « canailles »

Humour, parodie et petits-bourgeois. La magazine « biéca » des 7-13 ans, « Canaille Plus », change d'équipe. Les cinq nouvelles « canailles » affichent une bonne dose d'enthousiasme, d'énergie et de gaieté pour présenter ce « journal ». Les guillemets s'imposent : « Canaille Plus » se veut une caricature du journal télévisé des adultes. C'est un show télévisé de clips, de reportages, hors des sentiers battus. Bref de l'« info » extravagante, burlesque. Un magazine sans adulte à l'écran où le rire est présent ou sous-jacent. Scolarité obligatoire obligée : les enfants ne tombent pas dans les pièges du star-system, le magazine est réexaminé régulièrement, d'autres pourront passer leur candidature pour cette aventure hors du commun.

Pas facile que de prendre le relais d'une équipe dont le succès était grandissant. Mais c'est bien parti pour les futures vedettes. Clothilde (Miss Cio), la super-rédactrice en chef, est une habituée de la caméra (elle jouait Clara dans « Effrontés »). Professionnelle, Miss Cio est

douée d'esprit et d'à propos. Erwan, malgré sa faiblesse à couper la parole aux autres, d'où son surnom Tootoc, écorche parfois quelques mots. David, alias Picou, plus réservé, calme et pondéré, est l'homme de l'argent. Il sait à combien sont cotés le « Mars », le « Malesbar ». Plus difficile de faire tenir en place Jimmy ou Jimmy roller. Son rôle de régisseur lui sert de corps, roi des gags, même si ceux-ci ne sont pas toujours reconnus. Quant à la benjamine, Vanessa (11 ans), dite Fossette, elle cultive son rêve de championne olympique de gymnastique en présentant les pages sportives.

Plus que des journalistes en herbe, ce sont des comédiens. Ils apprennent les textes par cœur. Des textes écrits, hors caméra, par une équipe d'adultes, avec parfois quelques remaniements lors des répétitions.

C. Ur.

« Canaille Plus », tous les dimanches, en clair, à 12 h 5.

Les films

THE DEVIL IN MISS JONES ■. — Film américain de Gérard Damiano (1973), avec G. Spelvin, H. Reems. Le 1^{er} à 0 h 20, le 3/4 à 1 h 10, le 7/8 à 5 h 10.

Une femme collabataire et quadragénaire obtient du diable, après son suicide, la possibilité de refaire sa vie dans la luxure. Pornographie fantastique par le cinéaste de *Gorge profonde*.

UN DIMANCHE DE FLOTS ■. — Film français de Michel Vianey (1982), avec V. Lanoux, J. Rochefort. Le 2 à 17 h 50, le 5 à 9 h 30, le 6 à 23 h 50.

Deux fils de haut rang, très amis, perdent pour eux l'argent destiné à payer un collier d'héroïne qu'ils ont assés. Un « polar » à la française, traditionnel, bien fait.

FURYO ■. — Film anglo-japonais de Nagisa Oshima (1982), avec D. Bowie, T. Conti. Le 2 à 20 h 30, le 5 à 22 h 45, le 7/8 à 3 h 15.

En 1942, à Java, le cruel chef japonais d'un camp de prisonniers est fasciné par un major anglais. Affrontement de deux cultures, de deux conceptions de l'honneur et de la vie. Très étonnant.

LES COMPÈRES ■. — Film français de Francis Veber (1983), avec P. Richard, G. Depardieu. Le 4 à 20 h 35, le 6 à 8 h 25.

La mère d'un adolescent en fugue fait appel, pour le retrouver, à deux anciens amants, chacun croyant qu'il est le père. Le tandem comique de la *Chèvre* reformé, pour le meilleur.

MON DIEU, COMMENT SUIS-JE TOMBÉE SI BAS ? ■. — Film italien de Luigi Comencini (1974), avec L. Antonelli, M. Piacido. Le 5 à 21 h.

Une noble sicilienne des années 1900 n'a pu consommer son mariage. Elle calme ses frustrations avec son chauffeur. Suite des romans de d'Annunzio : dimension historique et politique.

BOY MEETS GIRL ■. — Film français de Leos Carax

(1984), avec D. Lavant, M. Perrier. Le 6 à 20 h 35.

Un garçon de vingt-deux ans, qui a perdu son amour, erre dans Paris. Film d'auteur tourné en noir et blanc, abondant en références cinématographiques. Manifeste d'une nouvelle génération.

DÉLIT DE FUTE ■. — Film américain de Chuck Braverman (1982), avec P. Perri, C. Cron. Le 7 à 21 h.

Un chauffeur de taxi de Manhattan est plongé dans un cauchemar à cause d'une mystérieuse cliente. Suspense d'angoisse, habilement réalisé.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

POURQUOI PAS ? ■. — Film français de C. Seneau (1977). Le 1^{er} à 8 h 40, le 2 à 0 h 30, le 7 à 0 h 15.

LE RUFFIAN ■. — Film français de José Giovanni (1983). Le 1^{er} à 10 h 10, le 4 à 8 h 30, le 6 à 15 h 45.

LE DERNIER COMBAT ■. — Film français de L. Besson (1983). Le 1^{er} à 1 h 15, le 4 à 15 h 25, le 5/8 à 1 h 25.

L'ABOMINABLE DOCTEUR PHIBES ■. — Film anglais de R. Fuest (1971). Le 1^{er} à 2 h 40, le 3 à 8 h 45, le 6 à 22 h 20, le 7/8 à 1 h 45.

RAFAELS ■. — Film américain de L. Spiegel (1979). Le 1^{er} à 4 h 15, le 4 à 14 h.

L'EXPRESS DU COLONEL VON RYAN ■. — Film américain de M. Robson (1966). Le 2 à 8 h 30, le 7 à 15 h 35.

VIVE LES FEMMES ■. — Film français de C. Confortes (1984). Le 2 à 10 h 30, le 4 à 22 h 15, le 7 à 1 h 45.

L'INCONNU DE LAS VEGAS ■. — Film américain de L. Milestone (1960). Le 2 à 22 h 30, le 4 à 23 h 40, le 6 à 10 h.

LA FEMME FLAMBÉE ■. — Film allemand de R. von Ackner (1982). Le 3 à 10 h 15.

LES RESCAPÉS DU FUTUR ■. — Film américain de R. T. Heffron (1976). Le 3 à 20 h 35, le 6 à 14 h, le 7 à 10 h 15.

TV 6

Les programmes de TV 6, qui débuteront le 1^{er} mars, ne comporteront ni film ni émission en direct, dans un premier temps. Il n'y aura pratiquement que de la musique, mais, contrairement à la « 5 », aucune rediffusion. Les programmes définitifs seront établis le 1^{er} septembre, mais commenceront progressivement dans les mois à venir.

— **Tous les jours** : de 14 h à 17 h, 6-Tonic, des clips qui s'enchaîneront sans interruption et sans animateur ; de 17 h à 18 h, *Musique 6*, réservé aux enfants et aux adolescents, avec des dessins animés et des chansons ; de 18 h à 19 h, *Système 6*, chansons et dessins animés à la demande des téléspectateurs, par courrier, puis par téléphone, en direct ; à 19 h, *Hit parade*, NRJ 6, qui se transformera, le samedi, en NRJ-Super 6, et le dimanche en *hit parade européen* (Euro-6) ou mondial (US-6).

— **Le mardi** : 6-Beat, autour d'une vedette ou d'un thème (le reggae, le jazz, etc.).

— **Le mercredi** (jusqu'à 22 h) : *Sixties*, qui reproduira l'image des années 60, avec des tubes de l'époque.

— **Le jeudi** : 6 sur 6 il était une fois, le tour d'horizon d'une vedette ou d'une époque.

— **Le vendredi** : *Chances 6* permettra à six jeunes de se lancer en interprétant leur première chanson.

De 21 h à 22 h, tous les jours (sauf le mercredi) TV 6 retransmettra un concert, qui pourrait être un concert classique le dimanche soir. Enfin, de 22 h à minuit, 6-Tonic, la suite de clips, reprend ses droits.

France-Culture

SAMEDI 1^{er} MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Fréquence buissonnière.
- 8.05 Littérature pour tous, avec Michel Déon.
- 8.30 *Musique à se réveiller couché*.
- 9.05 Les temps modernes : l'Intelligence artificielle ; à 10 h, *Voix du silence* ; le *Palestina*.
- 10.40 La mémoire en chantant.
- 11.00 Grand angle : y a-t-il une vie dans la mort ?
- 12.00 *Panorama*.
- 14.00 La méthode des autres : à Arlequin et le roi des singes ; à 10 h 50, *Le bon plaisir de...* Georges Rein-
- 15.30 *Caroline protestant*, avec le pasteur P. Bertrand.
- 19.20 Samedi soir.
- 20.00 Le cas « Sting » : portrait d'une star du rock.
- 20.30 « Simone Weil, 1903-1943 » (spectacle enregistré au Théâtre du Lucernaire).
- 22.10 *Démarches*.
- 22.30 *Musique* : Récit de l'Occident et le contrepoint (1430-1495), avec l'ensemble A. del Vold et le Maître de Radio-France.
- 0.00 Clair de nuit.

DIMANCHE 2 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Journée internationale des chasseurs de son (et à 11 h).
- 7.15 Horizon, magazine religieux.
- 7.25 La fenêtre ouverte.
- 7.30 Littérature pour tous, avec Françoise Karmine.
- 8.05 Dites et réécoutez.
- 8.30 Protestantisme.
- 9.05 *Ecoute Israël*.
- 9.35 Divers aspects de la pensée contemporaine : le Grand Orient de France.
- 10.00 *Musica*, à Méliès (lieu-à-Vieille).
- 12.00 Des papous dans la tête.
- 13.40 Edmond Charlot, la passion d'édition.
- 14.00 Le temps de se parler.
- 14.30 La Comédie Française présente « la Suite du menteur », de Corneille. Avec F. Salazar, A. Frelon, C. Hég-
- 17.15 La tasse de thé : la volonté de puissance du Japon.
- 19.10 Microfilms.
- 20.00 *Repérages* : découverte de nouveaux talents de la chanson française.

- 20.30 Atelier de création radiophonique : *Flash Crackewell*.
- 22.30 Radio-France, amitié de l'Inde : percussions indiennes (concert enregistré le 15 mars 1985 à Brindéval).
- 0.00 Clair de nuit.

LUNDI 3 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : l'histoire et l'imagination ; (et à 10 h 50) la reine de Saba).
- 9.05 Les lendes de l'histoire : de l'entreprise familiale à la société de distribution : la Redoute à Roubaix.
- 10.30 *Musique* : Don Juan dans le miroir (et à 17 h).
- 11.10 *Passage pour l'avenir* : les milieux du dessin.
- 11.30 *Feuilleton* : l'autisme à Pékin.
- 12.00 *Panorama*.
- 13.40 La quatrième coup.
- 14.00 Un livre, des voix : « Demain le paradis », de René Barjavel.
- 14.30 La Sédalgie à travers les mutations de l'Europe.
- 15.30 Les arts et les gens : mise au point sur l'architecture ; à 16 h 15, *Osaka Kokochi*, 1886-1890.
- 17.10 *Be-de-France*, chef-fus Paris : Paris à vol d'oiseau (à propos de l'exposition de photographie américaine R. Cameron).
- 18.00 *Subjectif*.
- 19 h 30 *Perspectives scientifiques* : la psychologie transpersonnelle.
- 20.00 *Montagne* mode d'emploi, feuilleton musical.
- 20.30 « Du grand malheur d'être trop belle », de R. Menard, d'après l'œuvre de Boccaccio.
- 21.30 *Lectures*, musiques traditionnelles.
- 22.30 La nuit sur un plateau.

MARDI 4 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 9.05 La méthode des autres : au pays des zébus (élevage traditionnel dans le Sud-Ouest malgache).
- 10.30 *Un livre, des voix* : « La loi des vainqueurs », de W. de Spinoza.
- 11.10 L'écologie des parents et des éducateurs : les chemins qui mènent à la naissance du lien parental.
- 11.30 *Feuilleton* : l'autisme à Pékin.
- 12.00 *Panorama*.
- 13.40 *Instantané* : magazine musical.
- 14.00 *Black and blue* : à 18 h, concert des vainqueurs, de W. de Spinoza.

France-Musique

SAMEDI 1^{er} MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : Comment l'entendez-vous ?.
- 7.02 *Avis de recherche* : Mozart, Schmitt, Staël, Indy.
- 9.10 *Carnet de notes*.
- 11.00 *Musique musicale* : œuvres de Beethoven, Paganini, Schumann.
- 12.05 *Discographie* : (enregistré au centre Pompidou, dans le cadre de l'exposition « Vienne 1880-1938 ») : œuvres de Znamensky, Gellert, par le Quatuor La Salle ; Debussy : « Vienne, avant-garde et critique ».
- 15.00 Le temps du jazz : jazz n'est pas si simple ; Hexagonal.
- 16.00 Opéra : œuvres de Strauss.
- 18.05 Les chœurs du monde : ultra-phonos ultra-chiens, avec Georges Oudard, Yvel, Ter-Abramoff et son orchestre.
- 20.04 *Avant-dernier*.
- 20.30 *Concert* (donné à Severance Hall) : « Symphonie n° 25 en mi mineur », de Haydn ; « Passacaille », de Weber ; « Sieben Frühen Lieder », de Albenberg ; « Lieder », de Berg ; « Symphonie n° 6 en ut mineur », de Schubert, par l'Orchestre de Cleveland, dir. P. Boulez, sol. H. L. Kornik, soprano.
- 22.25 Les soirées de France-Musique : concert en direct du centre Pompidou, par le Quatuor Kronos ; à 0 h, *Archives* : Mahler ; à 1 h, *Champ d'étoiles*, voyage à travers la chanson.

DIMANCHE 2 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : musique traditionnelle de l'Inde du Sud.
- 7.02 *Concert promenade* : musique viennoise et musique légère.
- 9.10 *Musiques sacrées* : œuvres de Charpentier, Messiaen, Poulenc.
- 10.00 *Musique* : 1791-1988 : la renaissance néoclassique, Munich, Richard Strauss.
- 12.05 *Magazine international*.
- 14.05 *Top laser*.
- 17.00 *Comment l'entendez-vous ?* : le vie d'un chef d'orchestre, œuvres de Strauss, Tchaikovsky, Poulenc, Puccini.
- 19.05 *Jazz vivant* : jazz étranger en France.
- 20.04 *Avant-dernier*.
- 20.30 *Concert* (en direct du Théâtre musical de Paris) : « La Donna del Lago », opéra de Rossini, par l'Orchestre de chambre de Lausanne, les chœurs de Radio-France, dir. H. Lewis, chef des chœurs, M. Tranchesi, chef de chant, M. Pichon, sol. L. Coudé, R. Blake, C. Merritt, L. Valentini-Terrani, M. Fletcher, S. Lott, J.-C. Orlis.
- 22.00 Les soirées de France-Musique : *Ex-Libris*, la musique à Cuba ; à 1.00 *Black and blue*, les crooners.

LUNDI 3 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 *L'imprévu* : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 *Le matin des musiciens* : cinq visages de Londres, de Haendel à Mendelssohn.
- 12.10 Le temps du jazz : les Ellingtoniens buissonniers.
- 12.30 *Concert* (donné le 10 novembre 1984) : œuvres de Schubert, Stravinski, Sato, Ravel.
- 14.02 *Repères contemporains* : Malines.
- 15.00 Les chants de la terre : magazine des musiques populaires et traditionnelles.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : histoire d'une œuvre, Tannhäuser de Wagner ; à 17.00 œuvres de Schubert, Tchaikovsky, par l'ensemble André et son orchestre.
- 18.02 *Avis aux amateurs* : spécial « Musiciens ».
- 19.10 *Premières loges* : œuvres de Gounod.
- 20.04 *Jazz d'aujourd'hui* : vient de paraître.
- 20.30 *Concert* (donné à Severance Hall, Cleveland) : « Deux Portraits », opus 5, concerto pour violoncelle et orchestre (transcription du concerto pour alto et orchestre de Bartok) ; « Symphonie n° 8 en sol majeur » de Dvorak, par l'Orchestre de Cleveland, dir. C. von Dohnanyi, sol. J. Starker, violoncelle.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Rachmaninov, un pianiste adulé, un compositeur dédaigné ; à 1.00 *Black and blue*, les crooners.

MARDI 25 FÉVRIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 *L'imprévu* : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 *Le matin des musiciens* : cinq visages de Londres, œuvres de Gibbons, Stravinski, Tavernier.
- 12.10 Le temps du jazz : les Ellingtoniens buissonniers.
- 12.30 *Concert* (donné le 5 novembre 1985) : œuvres de Mendelssohn, Poulenc, Franck, Brahms, Liszt, par l'ensemble vocal Michel Piquemal.
- 14.02 *Repères contemporains* : Williams, Penderecki.
- 14.30 Les enfants d'Orphée : le technique de radio.
- 15.00 *Côté jardin*, magazine de l'opéra.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : histoire d'une œuvre, Boris Godounov de Moussorgski ; à 17 h, œuvres de Saint-Saëns, Honegger par Janine Andrade, violoncelle ; à 18 h, concert (donné le 25 juillet), Une heure avec... Gino Quinco, baryton et E. Cooper, piano.

- œuvres de Duparc, Ravel, Poulenc, Gounod, Thomas, Bizet.
- 19.12 *Interlude* : Prokofiev.
- 20.04 *Jazz d'aujourd'hui* : lecture au théâtre.
- 20.30 *Concert* : récital d'orgue Michel Chapuis, orgue historique Calinet de l'église des Cordeliers de Louvain-la-Neuve. Œuvres de J.-S. Bach, J. Boyvin, J. Blanc.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Rachmaninov.

MERCREDI 5 MARS

- 6.00 *Musique légère* : Reuber, Weber, Beethoven/Carulli, Suppé, Fuchs.
- 7.10 *L'imprévu* : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 *Le matin des musiciens* : cinq visages de Londres, œuvres de Haendel, Weber, Meyerbeer, Wagner, Moussorgski, Bizet, Liszt.
- 12.10 Le temps du jazz (en direct de « Musiciens ») : les Ellingtoniens buissonniers.
- 12.30 *Concert* (en direct du Grand Palais) : œuvres de Schubert, Krommer, Beethoven, Mozart, par l'Orchestre à vent français.
- 14.02 *Tempo primo* : Liszt.
- 15.00 *Interlude* : la bouche du haut-parleur, un diège de la voix hors-champ, l'invasion du vide.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : histoire d'une œuvre, « Orléans » de Verdi ; à 16 h 30 *Spécial « Musiciens »* : à 18 h : *Concert* (en direct du Grand Palais) : œuvres de Mendelssohn, Liszt, Sato, Ravel ; de M. Moussorgski, par l'Orchestre national de France, dir. E. Svetlovski, sol. V. Tretakov.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Jazz-club, en direct du New Morning.

JEUDI 27 JANVIER

- 2.00 Les nuits de France-Musique.
- 7.10 *L'imprévu*, magazine d'actualité musicale.
- 9.05 *L'oreille en collusion*.
- 9.20 *Le matin des musiciens* : cinq visages de Londres (œuvres de Haendel, Weber, Meyerbeer, Wagner, Moussorgski, Bizet, Mozart, Verdi, Strauss, Puccini).
- 12.10 Le temps du jazz (en direct de « Musiciens ») : les Ellingtoniens buissonniers.

- 14.30 « Deux heures pour Sarah », de J. Rols. Avec S. Flou, M. Serey, M. Oulmet, J. Girard (Radio).
- 15.30 *Mardi du cinéma* : Marion Brando.
- 17.10 Le pays d'Ici, au Croisic.
- 18.00 *Subjectif*.
- 19.30 *Perspectives scientifiques* : la médecine générale.
- 20.30 *Montagne*, mode d'emploi.
- 20.30 Le journal du corps.
- 21.30 *Diagonales*, ou l'actualité de la chanson.
- 22.30 *Nuits magnétiques* : gros plan sur Angèle Garnet.
- 0.10 Du jour au lendemain.

MERCREDI 5 MARS

- 8.00 Boris Vian, du jazz à l'opéra.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 9.05 *Matinée la science et les hommes* : Sociologie de la recherche scientifique.
- 10.30 *Musique* : Don Juan dans le miroir (et à 17 h).
- 11.10 *Un livre, des voix* : « L'Enfant roi », de Dominique Rolin.
- 11.30 *Feuilleton* : l'autisme à Pékin.
- 12.00 *Panorama*.
- 13.40 *Avant-dernier* : portrait de Mario Sot.
- 14.00 *Un livre, des voix* : « L'Enfant roi », de Dominique Rolin.
- 14.30 La littérature technique actuelle.
- 15.00 *Musique de chambre* : le Quatuor Suk de Prague.
- 15.30 *Lectures* : magazine littéraire.
- 16.00 Le pays d'Ici, au Croisic.
- 18.00 *Subjectif*.
- 19.30 *Perspectives scientifiques* : études de linguistique, structures et morphogènes.
- 20.00 *Montagne*, mode d'emploi.
- 20.30 *Pour ainsi dire*, avec Bruno Roy, Portrait de Robert Walter, poète, écrivain, ténor.
- 21.30 *Musique* : Muzak ou la Carve, œuvre électro-acoustique d'A. Savournet.
- 22.30 *Nuits magnétiques*.

JEUDI 6 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 9.05 *Musique* : une vie, une œuvre : Ernst Wichert.

- 10.30 *Musique* : Don Juan dans le miroir.
- 11.10 *Repérages*, dit le maître : la rétrospective en seconde passe-t-elle par le réel ?
- 11.30 *Feuilleton* : l'autisme à Pékin.
- 12.00 *Panorama* : le Sibirique ; l'URSS.
- 13.40 *Palmiers et étoiles* : Thomas Dufresne.
- 14.00 *Un livre, des voix* : « David et Olivier », de Robert Sabatier.
- 14.30 *Rencontre avec Sois Rykyl*, styliste.
- 15.30 *Muséologie* : Karol Szymanski, le rénovateur de la musique polonaise ; avant-propos du Salon Muséologie au Grand Palais.
- 17.10 *Le pays d'Ici* : au Croisic.
- 18.00 *Subjectif*.
- 19.30 Les progrès de la biologie et de la médecine : le chantage vasculaire.
- 20.00 *Montagne*, mode d'emploi.
- 20.30 « L'Amazone », de J.-C. Mouyon.
- 21.30 *Nuits en marge*, ou l'actualité du livre.
- 22.30 *Nuits magnétiques*.
- 0.10 Du jour au lendemain.

VENDREDI 7 MARS

- 1.00 Les nuits de France-Culture.
- 7.00 Culture matin.
- 8.15 Les enjeux internationaux.
- 8.30 Les chemins de la connaissance : voir lundi.
- 9.05 *Matinée de temps qui change* : signes extérieurs de consommation.
- 10.30 *Musique* : Don Juan dans le miroir (et à 17 h).
- 11.10 *École hors les murs* : des locaux qui se vivent long.
- 11.30 *Feuilleton* : l'autisme à Pékin.
- 12.00 *Panorama*.
- 13.40 *On commence...*
- 14.00 *Un livre, des voix* : « Colibri », de Severo Sarduy.
- 14.30 *Sélection par l'Italie* : récit de Severo Sarduy.
- 15.30 *Les échappées belles* : reportage (escalade, nouveaux styles) ; à 16 h 35, *Terra des merveilleux* (Bougainville) ; Tahiti ou la nouvelle Cythère.
- 17.10 Le pays d'Ici, au Croisic.
- 18.00 *Subjectif*.
- 19.30 Les grandes avenues de la science moderne : les comètes.
- 20.00 *Montagne*, mode d'emploi.
- 20.30 *Espace éducation* : tous bacheliers, où, mais à quel prix ?.
- 21.30 *Black and blue* : « Vibrations blues », nouvelle revue musicale.
- 22.30 *Nuits magnétiques*.
- 0.10 Du jour au lendemain.

VENDREDI 7 MARS

- 2.00 Les nuits de France-Musique : intégrale des sonates de Beethoven.
- 7.10 *L'imprévu* : magazine d'actualité musicale.
- 9.05 *Le matin des musiciens* : cinq visages de Londres, œuvres de Haendel, Weber, Meyerbeer, Wagner, Moussorgski, Bizet, Liszt.
- 12.10 Le temps du jazz (en direct de « Musiciens ») : les Ellingtoniens buissonniers.
- 12.30 *Concert* (en direct du Grand Palais) : œuvres de Schubert, Krommer, Beethoven, Mozart, par l'Orchestre à vent français.
- 14.02 *Tempo primo* : Liszt.
- 15.00 *Interlude* : la bouche du haut-parleur, un diège de la voix hors-champ, l'invasion du vide.
- 15.30 Les après-midi de France-Musique : histoire d'une œuvre, « Orléans » de Verdi ; à 16 h 30 *Spécial « Musiciens »* : à 18 h : *Concert* (en direct du Grand Palais) : œuvres de Mendelssohn, Liszt, Sato, Ravel ; de M. Moussorgski, par l'Orchestre national de France, dir. E. Svetlovski, sol. V. Tretakov.
- 23.00 Les soirées de France-Musique : Jazz-club, en direct du New Morning.

Hausse

L.T.

Faussaires

Hausse des crus

Les vins sont de plus en plus chers dès leur millésime, d'où la difficulté de se faire une cave de choix.

CHACQUE année, au mois d'août, alors que l'actua-
lité fait relâche, il se
trouve quelques quotidiens pour
nous annoncer, au nom de la
future vendange, que ce sera « le
millésime du siècle ». Les ! Des
siècles, il n'y en a un que tous les
cent ans ! Et, sans chercher les
années du siècle, celles dites
« exceptionnelles » ne sont pas si
courantes. Dans ces quarante der-
nières années sont notées ainsi
(carte de la Compagnie des
courtiers-jurés piqueurs de vins de

Paris) 1945, 47, 49, 61, 70, 75 et
82 pour les bordeaux rouges ;
1945, 61 et 67 pour les blancs ;
1949, 59, 61 et 78 pour les bour-
gognes rouges ; 1970 et 79 pour
les blancs, 1947, 70 et 78 pour les
côtes-du-rhône ; 1959, 71, 76 et
83 pour les alsaces... Un autre
classement donne ce qualificatif
d'exceptionnel à tous les vins de
tous les vignobles pour 1947 (y
compris le beaujolais, ce qui peut
faire sourire).

Mais comment se présente le
millésime 1985 ? Quarante ans
après ce 1945 que l'Académie du
vin cote, selon les régions, entre
16 (bourgognes blancs) et 20/20
(médoc et graves) ! Les vigneron-
s du Bordelais sont satisfaits : cou-
leur, tanin, acidité sont ce qu'ils
doivent être, la puissance « sera
au rendez-vous », mais, bien
entendu, on ne sait pas encore ce
que sera l'évolution. Exception-
nel, certes, mais mieux encore, on
se préjuge point !

En Bourgogne, on est aussi fort
satisfait. Nul doute que le millé-
sime sera grand (mais moins que
les prix, car au pays du montra-
chet, voir du pouilly-fumé, on sait
calculer... trop peut-être !).

Dans les Côtes du Rhône (où
l'on joue à présent sur les « pri-
meurs » — la réussite beaujolaise
est tentatrice), le vin se présente
généreux, équilibré, donc « de
garde ». Et un connaisseur m'a
soufflé : « Tablez surtout sur les
blancs ! ».

Blancs que l'on appréciera
aussi en Val de Loire, dans quel-
ques mois. Les rouges de Tou-
raine doivent être entre la bonne
et la grande année.

Satisfaits, les vignerons du
Sud-Ouest, ceux de Provence
(dont les vignes n'ont pas été
gelées lors du rigoureux hiver der-
nier), ceux du Midi en général. Et
ceux du Beaujolais, qui le sont
toujours, mais cette fois avec rai-
son : ce sera une année « à crus »
pour les amateurs de julinas,
moulin-à-vent et autres morgon,
ceux qu'aime choisir l'ami Paga-
doy en son *Relais Beaujolais* (3,
rue Milton, 9°).

Restent la Champagne et
l'Alsace, où il a fait froid, très
froid. Trop froid ? En Alsace, le
beau temps et l'été ont tout
arrangé, et l'on peut parler
d'année exceptionnelle, notam-
ment chez les gewurztraminers.
En Champagne, on dira « année

jalousie » selon une expression pro-
fessionnelle. Les assemblages ne
sont pas encore faits. Et l'on aura
donc un millésime (on le réserve,
on le sait, aux bonnes années).

Bon millésime donc que le
1985. Las ! ce vin, il faut l'ache-
ter, pour le garder et s'en faire,
dans quelques années, une cave de
choix. Mais cela représente une
immobilisation de capitaux trop
importante si le vin est cher dès
son millésime. La dernière vente
des Hospices de Beaune a montré
la folie des prix.

C'est le moment de se persua-
der du bon sens d'André Daguin,
dont la carte des vins (*Hôtel de
France* à Auch en Gascogne)
prône cet axiome : « Il faut boire
les grands crus dans les petites
années et les crus modestes dans
les grandes. »

LA REYNÈRE.

P.S. — Jusqu'au 31 mars, les deux
Pruvier (Pruvier Madeleine et Prunier
Elyse) appliquent le « tarif couple ».
C'est-à-dire que la dame accompagnée
trouve bénéfice d'une réduction de 50 %
sur les plats. Le croirez-vous, une dame
accompagnée d'une autre dame a
demandé de fêter de la même manière
le cent quarantième anniversaire de la
maison. Le patron a refusé mais offert le
champagne.

Vins et écrivains

ON écrit beaucoup sur le
vin aujourd'hui. A dire
vrai, on écrit d'autant
plus que c'est, à tout coup ou
presque, un joli succès d'édi-
tion. Flammarion ne dit pas le
contraire, qui, après avoir vu en
quelques semaines disparaître
les 4 000 exemplaires du
Yquem de Richard Olney, an-
nonce un nouveau tirage de ce
luxe ouvrage (250 F). Mieux,
Flammarion réédite. Dans un
nouveau genre avec le *Vin mode
d'emploi* de Hugh Johnson. Un
petit opuscule pour lequel
on regrettera que l'éditeur fran-
çais n'ait pas cru devoir conser-
ver l'idée du titre original (*How
to Enjoy your Wine*).

Les meilleurs tire-bouchon,
dit-on, sont britanniques, les
meilleurs auteurs le sont peut-
être. Hugh Johnson, qui après
avoir fait plusieurs fois avec
succès le tour de notre planète
vineuse rentre à domicile. Le
sien autant que le nôtre. Cela
donne 140 pages délicieuses,
appétissantes autant que bri-
tanniques, au sortir desquelles
on sait comment ne plus être
idiot devant un bouchon, une
cave ou une carte de restaurant.
Avec en prime la recette du
« King's Pad », le remontant
royal des professeurs fatigués
de Cambridge, un champagne
millésimé additionné d'un peu
de vieux cognac. Merci, Cam-
bridge !

Hachette-Cassini même com-
bat. Le royaume du vignoble de
France a des contours indé-
finis ? Ou à cela ne tiens, on
va le mettre en carte. Un travail
et un succès de titan : déjà plus
de 100 000 exemplaires
vendus. Pari gagné en somme
pour ceux qui entendent
construire le guide Michelin des
vins français. Le pari est gagné,
soit. Est-il pour autant réussi ?
Pour n'être pas sans vraies qua-
lités (présentation, lisibilité, in-
dépendance publicitaire), ce
guide n'est pas non plus sans
défauts. De fond d'abord, la
prétention d'exhaustivité se
heurte à la méthode retenue
au départ pour sélectionner les
vins.

En d'autres termes, on de-
mandait aux propriétaires et aux
vignerons de collaborer en
adressant des échantillons de
leur production. Ceux qui ne
l'ont pas fait ne se retrouvent
pas dans le guide. Sauf les plus
célèbres, qui ne pouvaient pas
être absents et pour lesquels on
a fait comme si... « Les choses

se sont passées de manière cor-
recte pour 90 % des adresses
citées », nous a confié un des
collaborateurs de l'ouvrage.

Reste, pour la prochaine édi-
tion, à réduire ces 10 % litigieux
et à gommer quelques en-
sures, comme celle concernant
M. Edouard Pisan-Ferry au châte-
au de Targé, à Parnay près de
Montsoreau (Maine-et-Loire)
que l'on a classé en saumur
alors qu'il ne fait que du cham-
pigny. Ou encore celle consi-
dérant à tort à la maison Paul
Jaboulet aîné 100 hectares de
côte-rhône, alors que si elle com-
mercialise bien ce vin, cette
maison ne possède pas de vi-
gne. Deux coquilles ennuyeuses
pour deux excellents produc-
teurs.

Avec Suzanne Blanchet,
c'est autre chose : 1 087 pages
sur papier bible pour parler des
vins de Bourgogne, de Sancerre
et de Pouilly. Là encore une vo-
lonté quelque peu obsession-
nelle d'exhaustivité et une carte
des vins et des hommes comme
il n'en existe aucune autre. Une
sorte de Férét en somme pour
les vins de Bourgogne après
ceux de la Loire. Une entreprise
heureusement, ce qui ne va pas
parfois sans un mélange des
genres le lecteur ne sachant
plus ce qui est publié et ce
qui ne l'est pas.

JEAN-YVES NAU.

● Le *Vin mode d'emploi*, de
Hugh Johnson. Flammarion.
143 pages, 95 F.

● Guide Hachette des Vins
de France. Hachette, Guides
Bleus. 816 pages, 125 F.

● Les Vins de Bourgogne, de
Suzanne Blanchet. Editions
Jama S.A. (Meilhac-sur-
Garonne, 47200 Marmande)
1 087 pages, 425 F.

● A noter l'ouverture d'une
annexe de la librairie « Le Verre
et l'Assiette » (1, rue du Val-de-
Grâce, 75005 Paris), tél. : 48-
33-45-96) au 25, de la rue
Royale, cité Berryer. A noter en-
core à cette même adresse,
dans les locaux de l'Académie
du vin les passionnés « dé-
gustations comparatives » or-
ganisées tous les lundis à
18 heures sous la délicate
houlette pédagogique et gusta-
tive de M^{me} Patricia Gestaud-
Gallagher et de M. Michel Bet-
tane. (Académie du vin, tél. :
42-65-08-47 ou 42-65-
10-72.)

Les Tables de la Semaine

Au Régent

Robert Benoist, installé en pro-
vince, cuisinier autant modeste
que de qualité, sera, en reprenant
ce petit restaurant-bouche sans
histoires, vite mieux connu à
Paris. Grâce à sa cuisine, bien
sûr ! Mais aussi par un menu à
150 francs net, ce qui, avec
d'honorables bouteilles, fait à
moins de 200 francs, un remar-
quable repas. Mon menu ce jour-
là : soupe de poissons, tourmados
béarnais, fromage blanc à la
crème et feuilleté chaud aux
fruits. Le menu de mon invité :
œufs en meurette aux truffes,
saumon-jacques beurre blanc,
fromage et cocktail de sorbets au
coulis. Le tout arrosé d'un franc
bourguignon bien agréa-
ble (73 francs). A la carte, j'ai
noté le foie gras maison au tor-
chon, j'ai goûté les escargots
(80 francs la douzaine), particu-
lièrement légers en leur assaisonne-
ment bien bourguignon ; une blan-
quette de lotte aux ris de veau
(70 francs) ; l'escalope de filet
de veau aux morilles (70 francs), etc.
Bon service sous la houlette de
M^{me} Benoist, attentionnée. Dans

cette rue riche en bonnes mai-
sons, Au Régent va rapidement
s'imposer.

● Au Régent, 97, rue du
Cherche-Midi (8^e). Tél. : 42-22-
32-44. Fermé dimanche et lundi.

Le Verger Wagram

Une nouvelle incarnation de
Claude Verger (en place de
l'ancien Cotti). Mais quelle idée
d'idée de peindre tout ça en rouge
agressif ! Bon, passons sur le
menu à 56 francs pour aborder la
carte, où les entrées sont com-
plètes entre 12 et 45 francs, les
plats entre 45 et 70 francs, le fro-
mage à 18 francs et les desserts
entre 15 et 23 francs. Un exem-
ple de déjeuner : belles de royan
au vinaigre de framboises, lapereau
de Gâtinais rôti, fromage du jour
et tarte légère aux pommes. Avec
une demi de bordeaux de chez
Coste et le café, l'addition monte
à 170 francs pour une cuisine de
très honnête qualité. Mais pour-
quoi diable ce rouge affreux, san-
guinolent ?

● Le Verger Wagram,
12, avenue de Wagram (8^e).
Tél. : 42-27-69-82. Tous les
jours et jusqu'à 11 heures du soir.

Epicure 108

C'est toujours la même petite
salle élégante, ornée de tableaux
et pâtisseries (en vert). Et tou-
jours aussi la très élégante cuisine
du chef Bernard Bergouroux.
Deux menus « déjeuner sugges-
tion » à 185 francs net et « dî-
nant du soir » à 220 francs. Beaux
choix de deux et trois plats et
dessert, mais... pas de fromage !
En plus, le soir, une demi-bouteille
de vin par convive. Mieux vaut
donc la carte, à mon goût, mais
de toute façon, les huîtres
chaudes au beurre rouge, le vinal-
grette de calamars, le poileé de
saumon-jacques moussé de cresson,
le filet de bœuf à la crème de
écamé, sont de remarquables
plats. Et les fromages (45 francs
à la carte) viennent de chez
Dubois, rue de Tocqueville. C'est
une bonne adresse pour les déjeu-
ners d'affaires qui ne veulent pas
avoir l'air de déjeuners d'affaires.
C'est aussi le cadre de rendez-
vous d'amitié. Epicure chez lui, en
quelque sorte.

● Epicure 108, 108, rue Car-
dinet (17^e). Tél. : 47-63-50-91.
Fermé dimanche et lundi.

Le Manoir normand

Le voici bien assis dans la réus-
site, Rémi Pommerai, dans ce
cadre de manoir bien apprécié
autrefois des gourmets parisiens.
La Normandie n'y trône plus en
maîtresse, certes, mais les beaux
poulets de ferme tournent encore
sur la broche et sur commande,
un soufflé belle Angevine termi-
nera le repas en fanfare. Les plai-
sirs du jour (notez la poularde aux
morilles du mardi, le rognon barri-
chonne du mercredi, la cotriade
du vendredi, entre autres), le
regard de saint-jacques aux lar-
dens fumés, le baron de lapereau
aux patés fraîches, le simple mor-
ceau du boucher à l'échalote sont
de qualité. C'est une adresse pour
le soir, à l'orée des bruyères de
l'avenue de Wagram, dans la
quiétude confortable qui permet
(autre un petit menu à
100 francs) de se régaler chez un
membre de l'Académie culinaire
de France pour 250/300 francs.

● Le Manoir normand,
77, boulevard de Courcelles (8^e).
Tél. : 42-27-38-97. Fermé
dimanche.

L. R.

MAISON

Faussaires de charme

L'Italie sur une porte blindée.

DES marbres qui sont de
bois, une draperie en
papier peint, un ciel de
printemps au plafond, tels sont les
artifices proposés par des magi-
ciens du décor. Tromper l'œil
pour le séduire est le point com-
mun à deux boutiques originales.

Laure Welfling s'est lancée
dans la création de meubles insou-
lites il y a cinq ans. Jeune, brune,
l'allure décidée, elle déclare : « Je
déteste le design pur, dur, noir.
Et les fausses tons pastel.
J'aime les bois précieux, les
pierres dures. » Mais elle les
recompose à son idée, par des
trompe-l'œil éclatants de cou-
leurs. Les vraies et d'autres, ima-
ginaires. Elle s'inspire, très libre-
ment, des styles du passé. Non
par nostalgie mais en téléscopant
les époques, pour inventer un style
réflétant sa fantaisie créatrice.

La façade jaune de la boutique
de Laure Welfling attire le regard
et préfigure le kaléidoscope des
meubles, lampes et objets qu'elle
y expose. Une table ronde à pied

central (très Russie du dix-
neuvième siècle) est en bois peint
d'un vert vif et diapré imitant la
malachite ; au centre, un dessin
géométrique en faux onyx noir
(30 000 F environ, sur com-
mande). Un guéridon en bois
laqué, à rosace en camaïeu de
jaune et d'or, est monté sur trois
pieds fuselés, surmontés de têtes
aillées en bois noir sculpté. Un
ensemble de console et de table,
baptisé « Etrusque », est en
fausse pierre corallée de bronze en
trompe-l'œil.

Laure Welfling a éparpillé
quelques cartes à jouer pour faire
d'amoureux plats et cendriers en
céramique. Tout nouveau, des
couvre-lits et des dessus de table
sont en flanelle, ou en feutre, de
ton écru, d'un vert profond ou
rouge, avec des applications de
motifs « ferronnerie » en tissu
noir (3 500 F le dessus de table).

Dans le quartier du Marais,
tout près du musée Picasso, une
boutique intrigue par son enseigne

« Armelle et ses créateurs ». Der-
rière sa façade à peinture mar-
brée, c'est la découverte d'un uni-
vers en trompe-l'œil.

Armelle, forte d'une expérience
de vingt-cinq ans dans le monde
des tissus et des papiers peints,
s'est entourée d'une équipe de
douze jeunes artistes-artisans aux
talents divers. Il y a les créatrices
en textiles, les peintres en panora-
miques, les verriers et ceux qui
travaillent le bois ou le miroir.
Lorsque Armelle a déniché, en
septembre dernier, un local déla-
bré dans ce Marais qu'elle aime,
ils se sont tous mis à l'ouvrage. La
meilleure façon de montrer ce
qu'ils sont capables de créer.

Parmi ces faussaires du décor,
l'un d'eux peint, directement sur
plafond, un ciel délicatement
pommelé (500 F environ le mètre
carré). Un autre réussit à trans-
former une porte d'entrée blindée
en paysage d'Italie ou en vue de
Paris. Les murs de la boutique ont
une peinture à patine imitant le
parchemin, et, pour donner l'illu-

sion de l'espace, des panorami-
ques — sur papier ou sur stores en
bois tissé — ont des effets de pers-
pective. Pour créer un panneau
translucide, un trompe-l'œil de
vitrail est fait de deux feuilles de
verre feuilleté enserrant un film
décoré (3 000 F environ le mètre
carré).

Armelle fait le lien entre les
clients (qu'elle conseille sur le
choix d'un élément de décor) et
son équipe. Elle répartit les tra-
vaux selon la technique et la sensi-
bilité des artistes-artisans. Ceux-
ci réalisent eux-mêmes le projet,
dont ils présentent une maquette
avant la commande. Une manière
raisonnable de s'offrir une
« folie » sans prendre le risque de
la regretter.

JANY AUJAME.

● Laure Welfling, 30, rue
Jacob, 75006 Paris. Tél. : 43-25-
17-03. — Armelle et ses créateurs,
11, rue du Perche, 75003 Paris.
Tél. : 42-77-54-31. Du mardi au
vendredi de 10 h à 18 h ; les samedis
et dimanches, de 14 h à 18 h.

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEIL 51200 EPERVAY, 78 26-58-48-37
Vin vieilli en foudre. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C.
12 novembre 1982 : 440 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE - Tél (86) 47-13-94
Louis Modrin, viticulteur, 71660 Mercurey.

SAUTERNES 1^{er} GRAND CRU
« CHATEAU LA TOUR BLANCHE »
Ecole de viticulture
BOMMES, 33210 LANGON
Tél. : 16 (56) 63-33-01

Tarif sur demande Vente directe
PRÉSENT AU SALON DE L'AGRICULTURE,
stand n° 881, allée N, bât. 3.

Rive gauche
LES MARRONNIERS
53 bis, bd Arago (13^e) - 47-07-58-57
Son andouillette
Ses volailles de la ferme
Ses poissons (arrivée direct)
TOUS LES JOURS
UN NOUVEAU PLAT
FERMÉ LE DIMANCHE

FAITES VOS INVITATIONS
SANS VOUS RUINER
le soufflé
Sa cuisine française
et ses soufflés
36, rue du MONT-THABOR
(coin de la place Vendôme)
Réservation : 42-60-27-18
Fermé le dimanche

Rive droite
42-27-82-14 Dessirier 43-80-50-72
MAÎTRE-ÉCAILLER RESTAURATEUR
9, PLACE DU MARECHAL JUIN (ex place Péreire) 17^e

Il y a des femmes qui vous servent à dîner
jusqu'à 3 heures du matin.
Huîtres, fruits de mer, coquillages toute l'année,
chouchoutes de la mer, choucroutes paysannes.
LE BAYERN
La grande terrasse de la mer
avec coquillages toute l'année
Samedi de 18 h à 10 heures
Place de Châteaux
Métro : 42-53-48-44
LA CHAMPAGNE
La grande terrasse de la mer
avec coquillages toute l'année
Samedi de 18 h à 10 heures
Place de Châteaux
Métro : 42-53-48-44
CHEZ HANSI
La grande terrasse de la mer
avec coquillages toute l'année
Samedi de 18 h à 10 heures
Place de Châteaux
Métro : 42-53-48-44

هكذا من الأصل

Le Monde SPORTS

JEUX OLYMPIQUES

Les Savoyards dans le marathon

De notre correspondant

Grenoble. — Michel Barnier, président du conseil général de la Savoie, et ancien champion du monde de ski Jean-Claude Killy, triple médaillé olympique à Grenoble en 1968, ont rendu, vendredi 28 février à Lausanne, au président du Comité international olympique (CIO), M. Juan Antonio Samaranch, les documents officiels requis pour la candidature d'Albertville aux JO d'hiver de 1992.

Le dossier, présenté sous la forme de trois livres luxueux de 250 pages, réunit l'ensemble des éléments techniques de la candidature. Il permettra aux quatre-vingt-onze membres du CIO d'effectuer leur choix, le 17 octobre 1986, parmi les sept villes postulantes : Albertville (France), Anchorage (Etats-Unis), Berchtesgaden (RFA), Cortina d'Ampezzo (Italie), Falun (Suède), Lillehammer (Norvège) et Sofia (Bulgarie).

Depuis l'annonce officielle, il y a deux ans, de la candidature d'Albertville, la « Savoie olympique » vit à l'heure de « ses » JO : son emblème, une flamme aux couleurs du département, trône sur la plupart des automobiles et se reflète déjà dans les très nombreux documents des stations qui accueillent les visiteurs en 1992 les compétitions. C'est donc sans mal que Michel Barnier peut dès aujourd'hui affirmer que « trois cent vingt mille Savoyards sont déjà entrés dans la compétition ».

Pour les promoteurs du projet olympique qui rêvent dès 1981 de faire revivre en France les JO d'hiver, la candidature de la Savoie a pris tous les aspects d'une performance. Gérant leur « affaire » comme une PME, le tandem Barnier-Killy a réuni autour de lui une petite équipe de décideurs et de techniciens qui ont monté au fil des mois un solide dossier appuyé par une

campagne habile et efficace de promotion de la Savoie. Quinze importantes entreprises françaises (parmi lesquelles Matra, Thomson, EDF et le Club Méditerranée) se sont transformées en généreux mécènes d'une ambition régionale. Vingt-cinq millions de francs étaient en effet nécessaires pour financer un dossier de candidature coûteux dans lequel l'Etat a apporté 4 millions de francs, la région Rhône-Alpes 2,5 millions et les stations de la Tarentaise 2 millions.

Des ambassadeurs

Barnier et Killy se sont également transformés en ambassadeurs de la Savoie et ils ont parcouru le monde pour séduire les responsables des différents comités olympiques. Bahrein, Hongkong, le Pakistan, la Malaisie, le Portugal furent quelques-

unes des étapes des deux hommes, qui ne ménagent ni leur temps ni leur énergie car, expliquent-ils, une candidature sérieuse est d'abord une affaire d'endurance...

Mais c'est aussi une compétition de haut d'obstacles qu'ils ont, semble-t-il, parfaitement surmontée la Savoie en recevant successivement, au cours du mois de février, le président du Comité international olympique, M. Samaranch, des membres de la commission du CIO chargée d'établir un rapport détaillé sur le site, afin d'éclairer la « famille olympique », puis les responsables des fédérations internationales de sports d'hiver et enfin ceux des comités nationaux olympiques. « Tout ce que nous pouvons dire, c'est que nous n'avons décelé aucun point négatif dans le dossier », ont souligné fort diplomatiquement les membres de la commission technique du CIO. Enfin, ultime conquête obtenue à

l'arraché par Michel Barnier, la veille de l'arrivée en Savoie du président du CIO, la signature avec l'Etat d'un protocole d'accord pour la construction dans la vallée de la Tarentaise d'une route à deux fois deux voies à la place de l'étroite et sinueuse RN 90.

Désormais bouclé, le dossier technique de la candidature savoyarde risque toutefois de devenir avant le 17 octobre prochain une « épave politique » pour le jeune député RPR, également président du conseil général de la Savoie. Le soutien régional massif apporté à son projet olympique ne dépasse pas en effet les frontières de Rhône-Alpes et se heurte désormais à la candidature de Paris pour les JO d'été de 1992 et au maire de la capitale Jacques Chirac. Michel Barnier ne cachait pas récemment sa détermination de mener à son terme une entreprise qui a déjà permis à la Savoie de « gagner en notoriété et en unité » et qui a entraîné une formidable mobilisation des forces politiques, économiques et sportives du département. Il récite : « Nous nous battons pour vaincre. La double candidature est le meilleur moyen pour que la France soit présente aux JO de 1992 ».

Se battre, mais jusqu'où ? Michel Barnier laisse planer un doute lorsqu'il déclare souhaiter « une concertation » entre la Savoie et Paris, probablement un ou deux mois avant l'échéance du 17 octobre, « pour faire le point sur les deux candidatures et examiner toutes les hypothèses qui se posent ». Mais aussitôt il se rétracte et souligne que, au cas où la double candidature risquerait d'entraîner un échec pour Paris et Albertville, « il faudrait attendre la mi-juin prochain ». Pour M. Barnier le doute n'existe pas, ce sera alors la « candidature montagnarde » qui l'emportera.

CLAUDE FRANCHILLON.

Trois milliards de francs

Si Albertville est désignée ville olympique, les compétitions de ski alpin auront pour cadre les stations de Val-d'Isère (descente hommes), de Tignes (slalom géant et slalom spécial hommes), des Menuires (descente dames) et de Méribel (slalom géant dames et slalom spécial dames). Les épreuves de ski de fond et de biathlon se dérouleront sur le vaste plateau nordique des Saisies (massif du Beaufortin). Courchevel accueillera les sauteurs. Le ski artistique, qui devrait être inscrit au programme des compétitions olympiques de 1992, aura lieu aux Arcs. Pour le bobsleigh et le luge, une piste réfrigérée sera construite en aval de la station de La Plagne. Enfin, les équipes de hockey s'affronteront sur les patinoires de Courchevel et de Méribel, tandis que les pat-

neurs se produiront sur la glace d'Albertville. Cette ville organisera également les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques.

Afin de réaliser des JO financièrement équilibrés, le Comité d'organisation utilisera d'une façon optimale les équipements et les hébergements existants. C'est ainsi que le quart du potentiel d'accueil des stations de la Tarentaise - 250 000 lits - sera mobilisé pour les JO. Le village olympique sera installé dans les « murs » de la station thermale de Brides-les-Bains, qui seront largement rénovés et modernisés. Le centre de presse sera installé à Moutiers. Quant au coût des JO, il a été évalué à 2 930 millions de francs.

C. F.

SQUASH, DISCIPLINE INTERNATIONALE

Le gentleman de la balle verte

Les meilleurs joueurs mondiaux de squash vont s'affronter du 2 au 8 mars durant les Internationaux de France. Un absent de marque, le Pakistanais Jahangir Khan, invaincu depuis près de cinq ans, donc un tournoi plus ouvert. Parmi les participants, le numéro deux français, Sean Flynn.

Sean Flynn est un joueur spectaculaire. Loin des bûcherons du court alignant des parallèles sans imagination, à l'opposé des robots taillés pour les épreuves sans cœur, Sean joue au squash avec le plaisir en plus, celui qui donne au public ! C'est le squash vivant, véritable jeu d'échecs sportif pratiqué par un gentleman de la balle verte à l'élégance rare. Longiligne, les cheveux bruns frisés en

aurole autour du visage, le regard bléni, la démarche souple, Sean joue comme d'autres font de la danse jazz ou de l'expression corporelle. Mais ce n'est pas un tendre : la pureté de son geste — ample et quasiment parfait, — un entraînement draconien, lui ont apporté une frappe très violente. Un œil sur son adversaire, l'autre sur la balle, un regard presque toujours gentiment ironique, une raquette diabolique qui plane avant de frapper comme une pale d'hélicoptère, il ne se départit jamais d'un calme anglo-saxon. Normal, Flynn est originaire d'une petite ville située près d'Oxford... Issu d'une famille de sportifs, comme seule l'Angleterre sait en concocter — deux frères

internationaux de cricket et de badminton, — Flynn pratique un peu tous les sports avant de découvrir le squash à treize ans, à l'école. C'est le coup de foudre, et l'enfant passe désormais une grande partie de sa vie entre les quatre murs blancs. A quatorze ans, le champion d'Angleterre juniors lui donne une leçon en forme de trois 9/0. Sean la retient, et un an plus tard — seulement ! — lui rend la pareille en devenant le plus jeune champion juniors de l'histoire de l'Angleterre.

Entre-temps, le prodige n'a pas chaboté : entraîné en solitaire — « j'observais les grands joueurs et je m'entraînais à frapper le plus possible » — quatre heures par jour dans le cadre des miraculeuses écoles anglaises avec une heure de footing le matin et le soir. Le week-end est passé en totalité dans les clubs à jouer contre les partenaires de tous niveaux « qui se présentent... »

Le travail et le talent conjugués conduisent Sean à rester le meilleur joueur jusqu'à dix-neuf ans. Les voyages commencent, et il se frotte aux grands de ce sport tout en continuant à travailler : footing, saut à la corde... Et fabrique, avec les jeunes de son équipe, un appareil pour muscler les chevilles composé d'un demi-ballon de football gonflé, avec une planche de bois collée dessus ! Il travaille son geste tous les jours devant une grande glace de la chambre de ses parents, raquette en main. Aujourd'hui, à vingt-six ans, bien qu'il n'ait jamais arrêté le squash, il n'a connu aucune blessure et n'est pas saturé. Peut-on en vivre ? « Les quinze meilleurs mondiaux vivent des tournois, moi je vis du squash ! »

En effet, en 1979, Pierre Etcheverry, un des pionniers du squash en France, découvreur de talents comme on était chercheur d'or autrefois, demande à Sean, alors

assistant de l'entraîneur de son équipe, de donner des cours dans son club, Le Front de Seine. Depuis lors, l'« Anglais » est resté, s'est marié à Paris et a pris la nationalité française. Il organise tous les ans des stages aux Belaires et a trouvé des sponsors : « ELF, avec lequel je collabore pour la conception des raquettes, et Marcel Favard, un pâtissier industriel, amoureux des sports ». Il s'entraîne dur pour les championnats de France où il retrouve, en mars prochain, un adversaire de taille en la personne d'Eric Claudel, le numéro un français — « un joueur très sérieux, qui est en train de rentrer dans le circuit international » — avec lequel il aimerait bien jouer en équipe de France, aux championnats d'Europe d'Aix.

Au programme, 18 kilomètres de footing par jour en deux « prises », trois heures d'entraînement avec des joueurs de son niveau, et toujours les fameux entraînements solitaires. Il pense pouvoir occuper le devant de la scène pendant encore une dizaine d'années, mais voudrait mettre son bilinguisme au service des télévisions à la recherche de commentateurs. « Car l'année 1986 est une année squash en France avec les Internationaux, les championnats d'Europe par équipes et les championnats du monde. La Fédération possède un président jeune, Pierre Gehenne, qui fait beaucoup pour le squash. Tout cela devrait accélérer le mouvement ! »

— Année squash donc, en espérant que ce sport restera à l'image des gestes de Sean Flynn, inventif, spectaculaire et artistique. « J'aime ce sport pour le spectacle, d'ailleurs, j'aurais aimé être acteur... » Taper dans une raquette ne suffit pas, il faut le talent, l'intelligence et le plaisir en plus.

DOMINIQUE GAUTRON

PARIS-NICE

Le cycle américain

La mondialisation du cyclisme constitue un phénomène sans doute irréversible. Aujourd'hui, les routiers français inscrivent le Tour de Colombie à leur programme, et les Colombiens deviennent des vainqueurs possibles du Tour de France, ce qui eût été inconcevable il y a quelques années. Le Tour du Colorado attire les Européens : les grandes équipes professionnelles recrutent aux Etats-Unis ou en Australie, voire au Canada ; les pisteurs du Vieux Continent vont à Mexico, à La Paz, à Santiago-du-Chili pour battre des records ; les féminines s'affrontent sur les routes du Japon, du Texas et des montagnes Rocheuses. Bref, on pédale sous toutes les latitudes. De plus en plus vite.

Evénement sans précédent : douze coureurs américains s'aligneront dimanche 2 mars à Bercy au départ de Paris-Nice. Le plus célèbre d'entre eux, Greg Lemond, qui fut champion du monde, sera le leader du groupe La Vie Claire en l'absence de Bernard Hinault, et il retrouvera à ses côtés Andrew Hampsten, un surdoué auquel Hinault lui-même prêterait une brillante carrière. Mais, surtout, la « course au soleil » accueillera pour la première fois une équipe cent pour cent US, portant le maillot vert espérance de Seven-Eleven.

Son chef de file nous est connu. Il s'agit du pittoresque Jonathan Boyer, qui avait fait ses classes à

Paris dans les inter-clubs d'amateurs avant de faire son chemin dans l'import-export. En dépit d'une activité dévorante, ce businessman du vélo trouve le temps de s'entraîner, de courir, de visiter tous les Salons du cycle de la planète et d'élever des crotales dans son ranch de Californie, sans négliger de lire plusieurs versets de la Bible le jour du sabbat car il est adventiste. L'an dernier, il a renoncé au Tour de France pour gagner l'Across America, la plus longue épreuve du monde, entre la côte du Pacifique et New-York.

Il nous revient escorté de quelques solides cow-boys : Aléd Grevat, champion olympique à Los Angeles ; Eric Heiden, le meilleur partenaire de vitesse de sa génération, qui s'est... recyclé après avoir obtenu cinq médailles d'or ; Doug Shapiro, une des révélations du Midi libre 1985 ; Davis Phinney, le plus rapide des routiers d'outre-Atlantique, dont on attend la confrontation avec les sprinters flamands.

Douze nations seront représentées dans Paris-Nice, qui a pris depuis quelques années l'aspect d'une balade irlandaise. Sean Kelly tentera d'y remporter une cinquième victoire consécutive. Nous sommes loin de l'époque où l'épreuve se résumait à un match franco-belge.

JACQUES AUGENDRE.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Championnat de France de cross-country. A Angers, dimanche 2 mars (TF 1, à 15 h 45).

Automobilisme

Rallye du Portugal. Troisième manche du championnat du monde, du 5 au 8 mars. Lancia, qui a gagné au Monte-Carlo, et Peugeot, vainqueur en Suède, partent favoris.

Basket-ball

Championnat de France. Phase finale (troisième tour aller), samedi 1^{er} mars. Journées des derby, avec Villeneuve-Saint-Etienne, Antibes-Monaco, Limoges-Challans et Tours-Orthez.

Cyclisme

Paris-Nice. Du 2 au 9 mars (TF 1, dimanche 2 à 15 h 45).

Football

Championnat de France. Première division (trente et unième journée), samedi 1^{er} mars. Programme réduit à cause des intempéries : Toulon-Nancy, Monaco-Marseille, Bastia-Bordeaux, Toulouse-Lille, Lens-Auxerre, Rennes-Nice.

Coupe de France. Huitième de finale (matchs aller), le mardi 4 mars. Chaumont-Bordeaux, Strasbourg-Tours, Paris-SG-Mulhouse, Laval-BRC Paris, Marseille-Bienod, Breck-Auxerre, Rouen-Rennes et Limoges-Lens.

Coups d'Europe. Quarts de finale (matchs aller), le mar-

credi 5 mars. Inter de Milan-Nantes (TF 1, direct à 20 h 30). Barcelone-Juventus de Turin (TF 1, différé à 23 h 30).

Handball

Championnat du monde. En Suisse, jusqu'au samedi 8 mars. La Yougoslavie, championne olympique, tentera de ravir le titre à l'URSS.

Jeu à XIII

Grande-Bretagne-France, le dimanche 2 mars à Wigan.

Natation

Championnats de France d'hiver. A Rennes, du jeudi 6 au dimanche 9 mars.

Rugby

Tournoi des cinq nations. Pays de Galles-France à Cardiff (A 2, direct à 15 h 30) et Angleterre-Irlande à Londres, le samedi 1^{er} mars (A 2, deuxième mi-temps en différé à 17 h 5).

Ski alpin

Coupe du monde. Descente (le 1^{er} mars) et super-géant féminin (le 2) à Furano. Slalom masculin (le 2) à Gaiola (Norvège).

Ski nordique

Vasaloppet à Mora (Suède), le dimanche 2 mars.

Squash

Internationaux de France. Stade Géo-André à Paris (porte de Saint-Cloud). Du lundi 3 au samedi 8 mars.

• Tennis : tournoi de La Quinta. — Yannick Noah et Thierry Tulasne se sont qualifiés, jeudi 27 février, pour les quarts de finale du tournoi de La Quinta, doté de 405 000 dollars, en battant respectivement les Américains Dan Goldie (6-3, 7-6) et Jimmy Arias (6-3, 6-4). Ils rencontreront en quarts de finale les Suédois Michael Pernfors et Mats Wilander.

• Ski alpin : Coupe du monde. — Le Suédois Ingemar Stenmark s'est

remporté, jeudi 27 février, sa quatrième victoire, victoire en slalom géant de Hemsedal (Norvège). Il a devancé l'Allemand de l'Ouest Hans Shuster et l'Autrichien Hubert Strolz.

• Basket-ball : Coupe d'Europe. — Limoges a été battu à Tel-Aviv par l'équipe du Maccabi (115 à 96), jeudi 27 février, en phase finale de la Coupe d'Europe des clubs champions.

FOOTBALL

Jean Sadoul : le championnat en été

Personne n'avait pris très au sérieux les travaux de la commission du calendrier menés par Jean Sadoul, le président de la Ligue professionnelle de football. Jusqu'à ce que le froid et la neige ne perturbent sérieusement le championnat. Les responsables des clubs ont parfaitement pris conscience de l'inconvénient de jouer dans des stades vides.

Le projet de Jean Sadoul est dès lors devenu très intéressant puisqu'il s'agit d'organiser une compétition qui débuterait en mars pour se terminer fin novembre. Avantages : les conditions climatiques seraient plus favorables pour le public, donc pour les finances des clubs. Inconvénients : le calendrier des rencontres internationales serait difficile à organiser. Mais les premiers sont supérieurs au second pour Jean Sadoul, qui a réussi à convaincre presque tous les membres de l'UEFA (Union européenne de football association) de l'intérêt de la formule, à l'exception de l'Italie et de l'Espagne. Le président de la Ligue pense même que cette réforme pourrait être réalisée dès 1987.

Toutefois, Jean Fournet-Fayard, le président de la Fédération de football, ne partage pas le même enthousiasme. Pour des raisons d'harmonisation des compétitions amateurs et professionnelles, il souhaite plutôt que l'hiver soit l'occasion d'une longue trêve entre le 15 décembre et le 15 février. La RFA et la Grande-Bretagne ont des projets analogues. Mais, de toute façon, rien ne se fera avant 1988. Et en attendant les matches de première division continueront d'avoir lieu devant quelques milliers de spectateurs gelés.

société

SELON DES STATISTIQUES DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

La criminalité a diminué de 2,78 % en 1985

Pour la première fois depuis 1976, les crimes et délits ont globalement baissé de 2,78 % en 1985, passant de 3 681 en 1984 à 3 579 en 1985, soit une diminution de 102 259 infractions, a annoncé, le jeudi 27 février à Epinay (Seine-Saint-Denis), le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, M. Pierre Joxe.

Le recul de 2,78 % n'a connu qu'un précédent depuis vingt ans, en 1976 - moins 4,62 %, - année où une nouvelle législation écartait de la statistique les chèques sans provision d'un montant inférieur à 100 F, a souligné le ministre. Ils confirment, en l'augmentant, la tendance au ralentissement qui se manifestait depuis deux ans (+ 4,40 % en 1983 et + 3,20 % en 1984), alors que, de 1972 à 1982, les crimes et délits progressaient de 10,25 % par an en moyenne.

Les statistiques du ministère de l'Intérieur, catégorisées par catégorie, font apparaître certaines variations.

Les vols simples ont globalement enregistré une très légère hausse (+ 1,37 %), moins marquée qu'en 1984 (+ 3,54 %). Parmi ces infractions, les vols « à la roulotte » restent pratiquement stables (+ 0,09 %), alors que les vols sans violence progressent de 7,06 %, mais que régressent les vols des deux roues : - 11,38 %.

Les cambriolages de lieux d'habitation ont régressé de 0,19 %, après une hausse de 11,41 % en 1984. Les autres cambriolages enregistrent pour leur part une baisse de 1,32 %, alors qu'ils avaient progressé en 1984 de 10,70 %.

Les vols avec violence enregistrent une légère diminution en 1985 (- 0,03 %) : ils avaient subi une hausse de 12,32 % en 1984. Les homicides crapuleux enregistrent une nouvelle diminution en 1985, plus importante encore qu'en 1984 : - 10,85 % au lieu de - 5,14 %.

homicides non crapuleux ont diminué de 8,84 % alors qu'ils avaient augmenté de 3,52 % en 1984.

La toxicomanie a enregistré une légère hausse (+ 0,72 %) mais sensiblement moindre que celle de 1984 (+ 8,06 %). Les trafics de stupéfiants subissent une augmentation plus marquée : + 23,54 % contre + 19,74 % en 1984.

D'autre part, les vols sont en baisse de 1,26 % après une hausse de 2 % en 1984.

Enfin, les attentats à l'explosif contre les biens privés sont en régression de 13,65 % - ils avaient enregistré une plus légère baisse en 1984 (- 0,46 %) - ainsi que ceux perpétrés contre les biens publics : - 6,48 % (+ 1,41 % en 1984).

Il est à noter que, dans la région parisienne, le nombre de crimes et délits a diminué de 8,45 % en 1985. La région de Marseille (10,28 % de la criminalité globale) a enregistré une progression de 1,48 % du nombre des crimes et délits. Cette région passe du troisième rang de la criminalité au deuxième rang.

Les indices sont suspects, surtout en période électorale. Aussi M. Robert Pandraud, directeur de cabinet du maire de Paris et tête de liste RPR aux élections législatives en Seine-Saint-Denis, a-t-il logiquement démenti les statistiques du ministère de l'Intérieur comme une « tentative de travestissement de la réalité ». Selon cet homme de l'art, M. Pandraud fut plusieurs années durant directeur général de la police nationale - « cet optimisme officiel repose sur des statistiques partielles », tandis que l'ensemble des données les plus récentes, émanant tant de la gendarmerie nationale que des compagnies d'assurances contredisent totale-

ment l'embellie soudaine dont fait état M. Pierre Joxe. Des statistiques « volontairement faussées », renchérit M. Jacques Godfrain, député RPR de l'Aveyron et secrétaire national pour les problèmes de sécurité.

Si la polémique est de bonne guerre, elle passe pourtant sous silence deux faits : le chiffre rendu public (- 2,78 %) par M. Joxe dans nos colonnes (le Monde du 25 février) tient compte du bilan des crimes et délits établis par la gendarmerie nationale puisqu'il est, justement, le résultat du croisement des statistiques de la police et de celles de la gendarmerie ; le mode de calcul, à quelques modifications près, n'a pas changé depuis le début des années 70, quand la direction centrale de la police judiciaire commença à collationner tous les indices statistiques de la criminalité annuelle.

Ces chiffres, pas plus hier qu'aujourd'hui, ne disent l'état réel de la délinquance - d'où les polémiques : ils en offrent une photographie, celle produite par l'activité des policiers et des gendarmes, celle des crimes et délits « constatés ». Mais le mode de calcul n'ayant pas varié, l'évolution ainsi dégagée, d'année en année, est un bon indice de la pression de la délinquance sur la société.

De ce point de vue, il n'est pas notable qu'après deux années de ralentissement de la progression des crimes et délits, le recul de 1985 confirme un tassement d'une courbe exponentielle depuis vingt ans. S'il se prolonge et s'accroît, il est aussi probable qu'une fois aux affaires, l'opposition d'aujourd'hui saura, à son tour, s'en féliciter.

E.P.

L'attentat contre une librairie d'extrême droite

UNE ERREUR DE CIBLE ?

M. Patrick Lebois, (il s'agit d'un pseudonyme) qui assure être l'auteur d'un pamphlet contre M. Raymond Barre, indique dans un communiqué diffusé le jeudi 27 février, que l'attentat commis dans la nuit de mercredi à jeudi contre la Librairie Grégoire à Paris (6^e) (le Monde du 28 février), visait probablement la société Avenir international, editrice de la brochure intitulée l'Autre visage de Raymond Barre.

Cette plaquette, comportant des attaques sur la vie publique et privée de M. Barre, a été diffusée à des milliers d'exemplaires la semaine dernière. Elle ne porte aucune adresse indiquant le siège de la société Avenir international mais elle n'avait jamais été mise en vente par la librairie française qui n'en a reçu livraison que le 27 février dans la soirée, c'est-à-dire après l'attentat. Contrairement à ce que nous avons écrit dans nos précédentes éditions, cette librairie n'est pas gérée par le Front national, mais appartient à M. Jean-Gilles Malliarakis, militant d'extrême droite, animateur du mouvement Troisième voie (ex-Mouvement nationaliste révolutionnaire).

M. Lebois affirme que sa société continuera à diffuser la brochure.

Un chèque de Hassan II pour le cœur artificiel. - Le roi Hassan II du Maroc a remis, jeudi 27 février, un chèque de 2,5 millions de francs pour l'achat d'un cœur artificiel par le professeur Christian Cabrol, chef du service de chirurgie cardiaque à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière. Ce « don personnel » inscrit dans le cadre de la souscription lancée le 17 février par le Figaro (le Monde du 20 février) qui atteint aujourd'hui les 3 millions de francs.

AU TERME DE DEUX ANS D'ENQUÊTE

Un réseau international de trafiquants de drogue est démantelé par la police dans la région niçoise

Trois personnes - un Néerlandais et deux Français - appréhendées

De notre correspondant régional

Nice. - Au terme de plus de deux ans d'enquête, un vaste réseau international de trafic de haschich vient d'être démantelé par la brigade des stupéfiants du service régional de police judiciaire de Nice, grâce à une opération coordonnée par Interpol.

Les trafiquants avaient mis au point une organisation complexe qui leur a permis d'acheminer la drogue dans des fûts de boyaux salés entre le Pakistan, le Liban, le Maroc et plusieurs pays d'Europe. Une vingtaine de tonnes de haschich, d'une valeur de plus de 200 millions de francs, auraient été écoulées entre 1982 et 1984 par l'intermédiaire d'une dizaine de sociétés fictives d'import-export.

Des boyaux de tripe « farcis » de drogue

Plusieurs saisies importantes ont été effectuées en Allemagne, aux Pays-Bas, au Portugal, en Grande-Bretagne et trois personnes ont été arrêtées sur la Côte d'Azur, dont le cerveau présumé de l'organisation, Willem Vintgès, un ressortissant néerlandais âgé de cinquante-cinq ans.

Le trafic reposait sur un commerce apparemment légal de salaisons de tripe. La marchandise achetée et conditionnée à Arad (Roumanie) était dirigée ensuite vers le Pakistan, le Liban

ou le Maroc, où certains fûts étaient « farcis » de drogue, puis expédiés en Europe par des circuits longs et compliqués. La multiplicité des intervenants, la diversité des moyens de transport utilisés et l'étalement dans le temps des livraisons expliquent les difficultés auxquelles se sont heurtés les policiers pour démanteler ce réseau. Le fumer puissant des boyaux en conserve était d'autre part de nature à décourager les habitués contrôles douaniers.

Les enquêteurs estiment que l'organisation comprenait plus d'une centaine de personnes. Willem Vintgès, arrêté à l'aéroport de Nice dès le mois de décembre 1984, était propriétaire de cinq casinos aux Pays-Bas et dirigeait une société de production de films publicitaires. Il vivait de temps à autre dans une somptueuse villa à Mougins (Alpes-Maritimes), qui a été évaluée par les douanes à 17 millions de francs.

Deux trafiquants français ont également été appréhendés et incarcérés à Grasse. Il s'agit de Jean-Louis Brillaud, trente-huit ans, résident à Biot, près de Nice, et de Philippe Leclerc, le neveu de Willem Vintgès, trente et un ans, domicilié à Mougins. Deux autres trafiquants, les frères Schoutten, ont en revanche échappé au coup de filet des policiers et se seraient réfugiés au Costa-Rica.

GUY PORTE.

Au Conseil supérieur de la magistrature

TROIS JUGES CHAPARDEURS SANCTIONNÉS

Trois magistrats marseillais accusés d'avoir « emprunté » des appareils haute-fidélité ou des armes à feu dans le local des pièces à conviction du tribunal ont été sanctionnés, jeudi 27 février, par le Conseil supérieur de la magistrature statuant disciplinairement sous la présidence de M^{me} Simone Rozès, premier président de la Cour de cassation.

M. Henri Frayssinhes, président du tribunal de Marseille, est mis à la retraite d'office. Il a soixante-trois ans. M. Henri Aldemar, premier vice-président du tribunal, et M. Pierre Garcia, vice-président, font l'objet d'une mutation d'office.

Les décisions disciplinaires du Conseil supérieur de la magistrature sont en principe secrètes et susceptibles d'un recours devant le Conseil d'Etat.

Le quatrième magistrat en cause, M. Jean-Louis Pélissier, juge d'instruction, n'a pas été traduit devant le Conseil supérieur.

M. Frayssinhes avait, à la demande de M. Badinter, rendu en juin 1983 un rapport sur la sécurité physique et morale des magistrats, dans lequel il s'inquiétait que les locaux « affectés aux pièces à conviction » soient « insuffisamment protégés ».

B.L.G.

Malgré l'appel à minima du parquet

LA COUR D'APPEL DE RIOM CONFIRME LA CONDAMNATION DE L'ANCIEN COMMISSAIRE AMBROSI

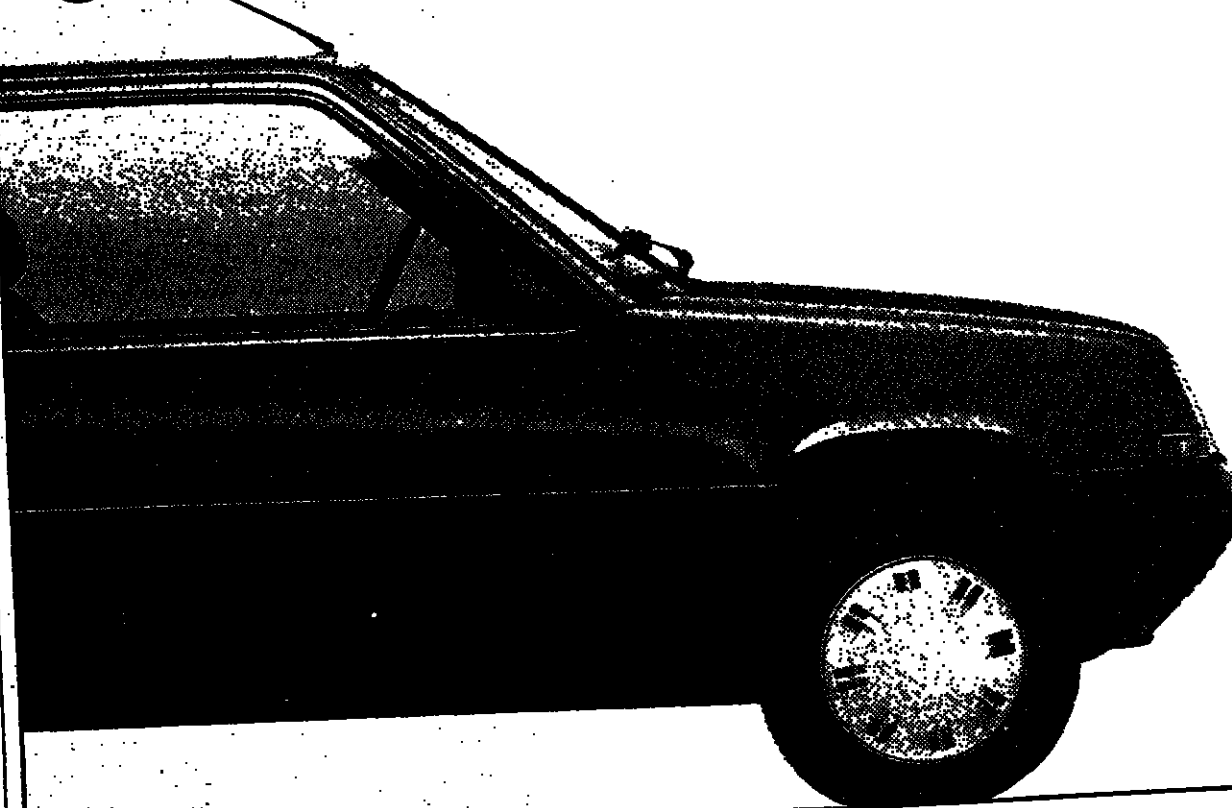
(De notre correspondant)

Riom. - La cour d'appel de Riom a confirmé le jugement rendu le 20 décembre par le tribunal de grande instance de Clermont-Ferrand à l'encontre de l'ancien commissaire Gilbert Ambrosi (le Monde daté 22-23 décembre 1985), accusé d'avoir torturé un jeune Algérien dans les locaux du commissariat d'Annonay.

La peine de trente mois de prison, dont deux mois fermes, avait été alors prononcée, mais le parquet avait fait appel à minima. En la rejetant, jeudi 27 février, la cour de Riom ne suit donc pas la demande de l'avocat général, faite au cours de l'audience du 30 janvier, qui avait requis une sanction de deux ans de prison, dont un ferme. Cependant, il faut relever une atténuation avec la réduction sensible des dommages et intérêts accordés à la victime, M. Karim Ramdani : dix mille francs au lieu de vingt mille.

L.T.

SUPERCINQ POUR TOI, GTL POUR MOI.



la vie ça roule en Supercinq

RENAULT DES VOITURES A VIVRE

LUI, moteur 1108 cm³, 47 ch DIN (34 kW ISO), allumage transistorisé, boîte 5 vitesses, freins à disques à l'avant, amortisseurs arrière horizontaux, consommations aux 100 km ; 4,1 L à 90 km/h, 5,6 L à 120 km/h, 5,8 L en ville (normes UTAC).

MOI, sièges avant à dossier inclinable et appui-tête, banquette arrière rabattable en deux parties (1/3-2/3), moquette aiguilletée chinée, mini-console pour autoradio, essuie-glace arrière, lunette arrière chauffante et feu de recul. Le tout pour 54 000 F seulement !

Modèle présenté : Renault Supercinq GTL 3 portes. Prix clés en main au 26/12/85 : 54 000 F. Millésime 86. Renault Supercinq à partir de 41 200 F. Diac : votre financement. RENAULT présente et

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

LES Français disent, au travers des sondages, que M. Jacques Chirac est le plus sympathique des hommes politiques. Comment leur donner tort ? Il a éternellement l'air de l'élève du lycée Papillon « qui sait tout ça par cœur ». Mais c'est vrai que, tout en récapitulant des questions de cours, il ne cesse jamais d'avoir l'air sincère. Certains hommes politiques ont toujours des têtes de faux jetons, même lorsqu'ils disent que deux et deux font quatre ; lui, c'est exactement le contraire. On a beau se rendre compte qu'il n'a d'autre conviction, à quelques respectables exceptions près, que celle du dernier courant d'air, le courant d'air en acquiesce une force de conviction. La sympathie, c'est comme la bonne mine, on l'emporte jusqu'à la tombe.

Un exemple, un seul : il annonce la suppression des contrôles des prix. Il n'est pas besoin de sortir de Harvard pour craindre qu'une telle mesure ne soit fatale au petit commerce, qui forme une importante fraction de la clientèle électorale de M. Chirac. Il n'importe, plus d'un bourgeois l'aura trouvé sublime alors qu'il préconisait le risque.

Ne compliquons pas les choses plus qu'il n'est nécessaire. A propos de M. Chirac, il n'est qu'une question et une seule. D'ici au 16 mars, il y a encore une quinzaine de jours. Comment va-t-il faire pour empêcher de hurler à la face du monde : « Je veux être premier ministre, celui de François Mitterrand ! » On ne peut pas vraiment dire que ce serait une révélation, mais ce serait un aveu attendrissant. Un peu de fraîcheur dans la campagne électorale, qui songerait à s'en plaindre ? Mais ne craint-il pas, politiquement parlant, de jouer à la roulette russe ?

SANS que son visage en paraisse vieillir, la sagesse vient à M. Jospin. Ou du moins la lucidité, si ce n'est l'humilité. Car c'est un geste peu courant de la vie politique que cet acte de contrition qu'il a vécu, lundi dernier, dans la banlieue parisienne, à l'occasion d'un « banquet républicain ».

Soyons juste, la contribution fut brève et se réduisit à une phrase. Mais laquelle ! Les gens expliquent le premier secrétaire du PS, « sentent que ce ton de superbe, que ce ton un peu catégorique, c'est vrai, que nous avons adopté il y a quelques années, peut-être parce que c'était pour nous si nouveau, si extraordinaire, un changement si profond de se retrouver aux responsabilités du pays, [les gens savent] que ce ton nous ne le reprendrons plus. » Cochon qui n'est dédit !

Mais les coupables sont-ils bien ceux que la mémoire ramène à la surface, ce Robespierre et ce Jozsef-Marigné, président de la commission des lois du Sénat ; lorsque le général de Gaulle appelle à la présidence M. Gaston Palewski, qui fut son ministre, peut-on, sans rire, soutenir que ce sont là des nominations neutres ?

Lorsque M. Roger Frey lui-même raconte que Georges Pompidou l'a désigné à la présidence « en mission » ; lorsque M. Gaston Monnerville, pour céder sa place de président du Sénat à M. Poher, ou Achille Peretti, qui avait laissé la sienne à M. Edgar Faure, sont nommés membres du Conseil constitutionnel, s'agit-il encore de la désignation de sages ?

Bien sûr que la nomination de M. Badinter comme président est un tour de passe-passe, et comme tel condamnable, même si juridiquement cela tient debout. Mais quand cessera-t-on de considérer que le caractère politique d'une nomination fait nécessairement de son bénéficiaire un malhonnête et un incompétent ?

Quand cessera-t-on de dire, les hommes politiques les premiers, que « politique » est *ipso facto* synonyme de « peu rigoureux » ? Et comment voudrait-on que ne soit pas politique une juridiction politiquement désignée pour être le juge des décisions politiques ?

Cela n'implique nullement qu'il soit fait litière du droit. Même si, le rappellerait-on assez, il n'y a pas de lecture évidente de la loi et que, dès lors, il y en a au moins deux, entre lesquelles chacun choisit selon sa conscience ! Oui, entre la politique et le partisan, il y a non pas le socialisme, que vantait M. Fabius au congrès de Metz, mais le droit.

Depuis qu'il s'est effranchi de la tutelle de l'exécutif — en 1971, par une décision sur la liberté d'association, — le Conseil n'a jamais, globalement, manqué à sa tâche. Quoi qu'on pense, d'autre part, de ce qui fut jugé lors des lois de nationalisation, ou des incohérences de censure sur les textes relatifs à la Nouvelle-Calédonie.

République ; quelques-uns à espérer que la morgue passée avait vécu ; qu'il allait aussi se glisser une pointe d'ascèse. Ah ! s'il fallait tout dire. Ou s'interroger, par exemple, sur ce qu'il adviendra de telles des cent dix propositions qu'il émet, sur fond de vertu, le candidat de la gauche (au deuxième tour).

C'est aussi cela que contient le propos de M. Jospin sur la « superbe » des dirigeants actuels. Le premier secrétaire du PS s'adressait-il, alors, aux militants, aux électeurs, au pays, ou plutôt à ses compagnons de jeu, dont il connaît mieux que personne les désirs, les appétits et les défaillances ?

Le Conseil constitutionnel, on pourrait le symboliser par un sandwich : une tranche de droit entre deux tranches de politique. Mais cette instance illustre une fois de plus la répugnance des Français à appeler un chat un chat. Il faudrait que ce juge de la politique fût aussi étranger à celle-ci qu'un séducteur à la planche bleue, c'est-à-dire la nôtre.

Les choses sont pourtant claires. Les autorités de nomination sont au nombre de trois, investies, chacune, du pouvoir de désigner trois des membres du Conseil. Il s'agit du président de la République, de celui du Sénat et de celui de l'Assemblée nationale, tous aussi étrangers les uns que les autres à la vie politique, bien sûr.

Désirs

Lorsque, exemples parmi bien d'autres, M. Poher envoie au Palais-Royal M. Léon Jozsef-Marigné, président de la commission des lois du Sénat ; lorsque le général de Gaulle appelle à la présidence M. Gaston Palewski, qui fut son ministre, peut-on, sans rire, soutenir que ce sont là des nominations neutres ?

Lorsque M. Roger Frey lui-même raconte que Georges Pompidou l'a désigné à la présidence « en mission » ; lorsque M. Gaston Monnerville, pour céder sa place de président du Sénat à M. Poher, ou Achille Peretti, qui avait laissé la sienne à M. Edgar Faure, sont nommés membres du Conseil constitutionnel, s'agit-il encore de la désignation de sages ?

Bien sûr que la nomination de M. Badinter comme président est un tour de passe-passe, et comme tel condamnable, même si juridiquement cela tient debout. Mais quand cessera-t-on de considérer que le caractère politique d'une nomination fait nécessairement de son bénéficiaire un malhonnête et un incompétent ?

Quand cessera-t-on de dire, les hommes politiques les premiers, que « politique » est *ipso facto* synonyme de « peu rigoureux » ? Et comment voudrait-on que ne soit pas politique une juridiction politiquement désignée pour être le juge des décisions politiques ?

Cela n'implique nullement qu'il soit fait litière du droit. Même si, le rappellerait-on assez, il n'y a pas de lecture évidente de la loi et que, dès lors, il y en a au moins deux, entre lesquelles chacun choisit selon sa conscience ! Oui, entre la politique et le partisan, il y a non pas le socialisme, que vantait M. Fabius au congrès de Metz, mais le droit.

Depuis qu'il s'est effranchi de la tutelle de l'exécutif — en 1971, par une décision sur la liberté d'association, — le Conseil n'a jamais, globalement, manqué à sa tâche. Quoi qu'on pense, d'autre part, de ce qui fut jugé lors des lois de nationalisation, ou des incohérences de censure sur les textes relatifs à la Nouvelle-Calédonie.

Si le Livre des records ne contient pas de rubrique consacrée au culot, l'occasion lui est donnée de combler cette lacune. Trois noms pourrout y être inscrits, ceux des magistrats du tribunal de Marseille qui poursuivent le *Canard enchaîné*.

Ces magistrats, qui ne sont rien de moins que le président, le premier vice-président et un vice-président, sont extrêmement mécontents que l'hebdomadaire ait rendu publics leurs malversations. Ils avaient tout bonnement pris au greffe, pour leur usage personnel, à leur domicile, des objets saisis, téléviseurs et autres magnétoscopes (1).

Pour cette conduite non seulement délictueuse mais extravagante, compte tenu de leurs fonctions, les coupables (ils ne nient pas les faits) ont comparu jeudi 27 février devant le Conseil supérieur de la magistrature, statuant en matière disciplinaire, donc présidé par M^{me} Simone Rozès, premier président de la Cour de cassation.

Pour être ce qu'ils sont, ces magistrats n'en restent pas moins des juristes, assez pour savoir jouer avec les mots. Comme il aurait été décevant de poursuivre le *Canard enchaîné* pour avoir révélé l'affaire, ils l'accusent d'avoir reculé les documents qui en fournissent la preuve. Colossale finesse !

Ce n'est pas la première fois qu'une procédure est engagée de la sorte contre le *Canard enchaîné*. Un juge d'instruction de Nanterre avait même eu le riche idée d'inculper Louis-Marie Horeau, collaborateur de l'hebdomadaire, de complicité de recel de violation du secret de l'instruction. Le juge avait dû prendre son souffle pour notifier cela.

Il ne suffit pas de rire à ces facéties qui relèvent de Dandin. S'il n'y est pas mis le hoïa, c'est l'exercice de la profession de journaliste qui devient impossible. A moins de vouloir la réduire à la reproduction des communiqués officiels, d'où qu'ils viennent.

D'abord, pour l'évidence raison que toute information extra-officielle est, au minimum, obtenue à partir d'indiscrétions, et que celles-ci peuvent prendre la forme de documents dont le journaliste n'est pas le destinataire naturel.

Il faut aussi observer ceci : la loi fait obligation au journaliste de détenir, préalablement à toute publication, la preuve de ce qu'il publie. Comment le pourrait-il si l'on suit certains magistrats sur le terrain de leur moralité ?

La République ne pourrait pas loger « Bébé Doc » au château de Vizille, pour la bonne raison qu'elle n'en est plus propriétaire. (Le Journal d'un amateur » du 22 février, « Hôtes »).

C'est ce qu'écrivait M. Jacques Godechot, président de la commission internationale d'histoire de la Révolution française.

« Le général de Gaulle, après y avoir couché une nuit, décida qu'il n'y reviendrait plus, et le président Pompidou le cita en 1972, à titre gracieux, au département de l'Aube. Le conseil général de ce département, après de multiples tergiversations, arriva, en juillet 1980, qu'il deviendrait un musée, et la décision d'en faire un musée permanent de la Révolution française fut prise en juillet 1982. »

De son côté, M^{me} Yvonne Picot, de Paris, doute que l'hôtelier de Talloires soit si mécontent de son hôte. « Ne faisons pas, écrit-elle, un martyr de ce directeur d'hôtel qui aurait très bien pu refuser cet hôte. On ne l'a pas dit, mais je ne serais pas étonnée que d'autres hôteliers aient été pressentis et aient, judicieusement, refusé ce tueur et sa sinistre suite. »

Notons toutefois que, aux dernières nouvelles, ledit hôtelier a demandé à la justice de le libérer de son client.

(1) Le tribunal de Marseille n'est pas le seul à prendre des libertés avec des objets gardés dans des greffes ouvertes à tout vent, ces derniers étant, notamment, d'irremplaçables fouteurs où l'on trouve, pêle-mêle, de la fausse monnaie par milliards, de la drogue par kilos, et des armes. Mais il est clair qu'en la circonstance les pouvoirs publics ont voulu faire un exemple. Il semble qu'il soit déjà prévu, puisque, à ce qu'on dit, les objets abusivement soustraits des greffes par d'autres magistrats, d'autres tribunaux, y retourneront à grande allure.

هكذا من الأصل

LES CRIMES DE GUERRE ET LES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

« Imprescriptibles »

Après la publication dans le *Monde* de 20 février d'un article intitulé « Le procureur général de Lyon critique la définition des crimes contre l'humanité adoptée par la Cour de cassation dans l'affaire Barbie », une lectrice de Lons-le-Saunier, M^{me} Maryse Jolyon, ancienne résistante, nous a adressé la lettre suivante :

Professeur de philosophie (en retraite depuis un an), chevalier de la Légion d'honneur et médaillé de la Résistance, c'est à ce double titre que je voudrais répondre au procureur général de Lyon, M. Truche : j'étais agent de liaison dans un réseau de résistance, à Lyon, en hiver et au printemps 44 (le réseau « Périclès », dépendant d'Henri Fresnay). Mon réseau a été décimé par Barbie. Des camarades arrêtés par lui ont été atrocement torturés : « Christian », à sa cellule avec une fourchette ; d'autres ont été obligés de lécher leur sang sur le parquet, dans l'immeuble de la Gestapo, place Bellecour. D'autres ont été enterrés vivants, à Saint-Genis-Laval ; d'autres, comme

j'avais été Jean Moulin, torturés à mort. Je pense qu'il y a là, en même temps, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, imprescriptibles. Peu importe le premier paragraphe de l'article 6 du tribunal de Nuremberg.

Faisant vingt ans à l'époque, et, quand nous appréhensions ces actes inhumains, nous restions muets d'horreur. Je pense que ce qui est en jeu dans le procès Barbie, c'est l'utilisation de la torture contre des combattants, « illégaux », clandestins, des « francs-tireurs », de guérilleros. Et c'est pour cela que le procès de Barbie ne concerne pas seulement le passé, son terrible passé, mais aussi le présent et l'avenir. On ne peut admettre, pour l'honneur de l'espèce humaine, que des combattants, même illégaux, soient torturés, même dans le but de leur arracher d'utiles renseignements. Tout s'est passé pendant la guerre. Ce problème ainsi clairement et moralement posé ne peut, me semble-t-il, comporter qu'une seule réponse, dont je mesure bien les conséquences.

SCIENCES

L'ENQUÊTE SUR L'EXPLOSION DE CHALLENGER

M. William Rogers accuse la NASA

Correspondance

Washington. — Après les ingénieurs de Thiokol, M. Gleicher, vice-président de Rockwell, la grande compagnie aérospatiale, vient de déclarer qu'il avait recommandé aux responsables de la NASA de ne pas procéder au lancement. Il a affirmé les avoir avertis qu'il ne pouvait garantir la sécurité du vol, compte tenu de la glace formée sur le pas de tir. M. Gleicher a précisé qu'il avait exprimé ses craintes à plusieurs reprises jusqu'au matin même du lancement du 28 janvier. M. William Rogers, président de la commission présidentielle d'enquête sur l'explosion de Challenger, s'en est pris, de son côté, à plusieurs responsables de l'Agence spatiale américaine, leur reprochant d'avoir « éliminé les éléments du bon jugement et du sens commun » et de ne pas avoir tenu compte des avertissements lancés par des ingénieurs de Morton Thiokol (le constructeur des fusées d'appoint) et des responsables de Rockwell International.

Ces propos de M. Rogers, très sévères pour la NASA, concluaient trois journées d'audiences publiques à Washington et faisaient suite aux déclarations du numéro deux du programme navette, M. Arnold Aldrich. Celui-ci avait expliqué qu'il n'avait pas considéré les avertissements comme des « objections » à un lancement.

« Pour le meilleur ou pour le pire, je n'ai pas perçu le besoin d'en référer à l'échelon supérieur », a déclaré M. Reimartz, un des directeurs du programme des satellites du centre spatial de Marshall dans l'Alabama. M. Reimartz en effet n'a pas rapporté à ses supérieurs hiérarchiques l'intense discussion qui, la veille même du lancement, avait opposé les ingénieurs aux dirigeants de Thiokol. M. Reimartz n'était pas au courant des discussions intérieures chez Thiokol et ne savait pas que les ingénieurs étaient unanimes dans l'opposition au lancement.

Comme après une longue conversation téléphonique le directeur de Thiokol était revenu sur sa recommandation d'ajourner le lancement, M. Reimartz en resta là. Il ne jugea pas nécessaire de faire part à l'échelon supérieur des graves préoccupations des ingénieurs concernant les effets potentiellement très dangereux du froid sur les joints des lanceurs. « Après coup, j'aurais mieux

fait d'informer le niveau 2 » (l'échelon supérieur), a dit M. Reimartz.

« Il est inconcevable que les inquiétudes des ingénieurs n'aient pas été communiquées à ceux qui avaient à prendre l'ultime décision », s'est écrié M. Rogers. En fait, les enquêteurs auront du mal à fixer les responsabilités individuelles. En revanche, l'enquête a déjà mis en évidence les méfaits d'une structure bureaucratique trop rigide, paralysant la communication entre les divers échelons de la NASA.

L'échelon supérieur, en l'occurrence M. Mulloy, ayant la responsabilité du programme des lanceurs, a démenti catégoriquement avoir fait pression sur les dirigeants de Thiokol pour les amener à revenir sur leur décision initiale (Le Monde du 28 février).

En plus d'un mauvais fonctionnement de la communication, les sessions de la commission ont fait ressortir que le problème de l'érosion des joints avait été bien identifié. Aussi bien, les ingénieurs de Thiokol avaient recommandé d'étudier les modifications nécessaires. Mais, sur la base des dépositions des divers experts de la NASA, plusieurs membres de la commission d'enquête estiment que l'urgence du problème et les effets du froid n'avaient pas été suffisamment appréciés et assimilés par la NASA. Ils insistent que les vols des navettes seraient dû être suspendus dès l'été dernier.

Les préoccupations commerciales ruissellent d'ailleurs sur tout face à la compétition de la fusée européenne Ariane. Ainsi la NASA a dû envisager d'accélérer le programme des lancements qui devait attendre vingt-quatre jusqu'en 1990, ce qui oblige les techniciens à travailler vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Dans ce climat de compétition, les préoccupations scientifiques passent au second plan. Beaucoup d'actions de la NASA le regrettent, estimant que l'organisation du sonneuse d'accomplir son programme à temps, finit par porter moins d'attention aux risques courus. Le professeur de physique spatiale, Cloutier a déclaré : « L'objectif de la NASA aujourd'hui est d'obtenir un maximum de tonnage par an, au prix le plus bas possible ».

HENRI PIERRE.

APRÈS LA PUBLICATION DE PHOTOS DE M. FABIUS ET DE SON ÉPOUSE

L'action judiciaire — sans effet — sur « Minute »

A la demande de M. et M^{me} Laurent Fabius, l'hebdomadaire *Minute* a été condamné, jeudi 27 février, à retirer de son dernier numéro des photos portant atteinte à leur vie privée. Décision purement symbolique, puisque l'hebdomadaire a été mis en vente normalement, vendredi, avec ces photos. L'une d'elles, publiée à la « une » de l'hebdomadaire (numéro daté 28 février-6 mars), représentait M^{me} Françoise Castro, l'épouse du premier ministre, les seins nus. Un gros titre accompagnait ce cliché : « Les photos qui expliquent pourquoi Fabius étouffe l'affaire Boutboul ».

La « démonstration » de l'hebdomadaire s'appuie sur les liens d'amitié qui unissaient M. Fabius et M. Jacques Perrot, assassiné à Paris il y a deux mois. L'avocat traversait, à l'époque, une épreuve difficile : sa séparation d'avec sa femme, Darie Boutboul. Comme le remarque l'ordonnance de référé rendue par M. François Hanne, vice-président du tribunal de Nanterre, le commentateur de *Minute* laisse entendre

qu'en raison de mystérieuses affaires auxquelles M^{me} Perrot aurait pu être mêlée, le premier ministre ne souhaitait pas que les auteurs de l'assassinat soient identifiés. Parmi ces affaires, *Minute* cite, avec un point d'interrogation, Greenpeace et « d'autres affaires où la finance internationale et la diplomatie secrète s'entremêlent inextricablement ».

Un « plus »

pour la vente de « Minute »

L'une des autres photos publiées par l'hebdomadaire montre le premier ministre et sa femme faisant la sieste, endormis l'un contre l'autre. Comment *Minute* s'est-il procuré ces clichés, des photos de vacances selon toute évidence ? Après de Darie Boutboul, a affirmé vendredi sur Europe 1, M. Guillaume Marais, ami et associé de Jacques Perrot. Si Darie Boutboul est bien à l'origine de cette fuite, elle a pu livrer à *Minute* d'autres photogra-

phies et d'autres détails sur la vie privée du premier ministre. Les deux couples, bien que les Fabius n'aient pas beaucoup apprécié Darie Boutboul, se voyaient régulièrement.

Ces photos annoncent-elles une campagne de *Minute* contre le premier ministre ? Les péripéties judiciaires de jeudi montrent en tout cas que, face à de telles attaques, les tribunaux ne sont que d'un secours relatif. C'était l'heure où l'hebdomadaire cherchait à gagner du temps. C'était l'heure où l'hebdomadaire commençait à être diffusé, il importait que sa distribution ne fût pas perturbée. Une manœuvre dont se défend M. Jean-Claude Goudreau, directeur de la publication. Si l'hebdomadaire a trouvé porte close, affirme le patron de *Minute*, c'est que le

jeudi, après le « bouclage », l'équipe du journal a complet « se repose ».

C'est seulement à 21 heures que le tribunal de Nanterre a rendu son ordonnance. Celle-ci oblige *Minute* à supprimer les photos contestées sous peine d'avoir à payer 100 F par numéro mis en vente. A cette heure-là, la distribution de *Minute* continuait normalement. Vendredi matin, l'hebdomadaire était dans les kiosques, offert à la curiosité des lecteurs, un intérêt aiguillé par la publicité donnée à cette affaire.

On peut ainsi prédire que, loin d'avoir perturbé les ventes de *Minute*, le référé les aura stimulées. Face à cette situation, le premier ministre n'avait d'autre ressource que de faire constater par huisier le nombre d'exemplaires mis effectivement en vente dans chaque kiosque. Une opération impossible à mener à bien dans des délais et avec une rigueur suffisante pour dissuader *Minute* de récidiver.

BERTRAND LE GENDRE.

Ariane, vent en poupe

Arianespace se porte bien. Forts du récent succès de la mise en orbite du satellite Spot par Ariane, la société chargée de la promotion et de la commercialisation du lanceur européen a, indiqué, jeudi 27 février, que son carnet de commandes s'élevait à quelque 8,6 milliards de francs, dont 41 % en dehors de l'Europe dans les trois prochaines années — représentant vingt-neuf satellites à lancer. En 1988, a dit son président, M. Frédéric d'Allest, « nos résultats bruts ont été de 170 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de francs ».

Malgré le retard pris à la suite de l'échec essuyé en septembre par la fusée européenne, la société Arianeespace, qui va ouvrir un bureau de représen-

tation à Tokyo, espère quand même effectuer huit lancements en 1986 et respecter ainsi ses prévisions. Programme ambitieux dont la mise en œuvre devrait être facilitée par la prochaine entrée en service d'un nouveau pas de tir à Kourou (Guyane) appelé ELA-2.

Conséquences de cette politique, Arianeespace pense, en rapprochant au maximum les tirés prévus pour les années 87 et 88, pouvoir proposer à la clientèle huit places de satellites supplémentaires. Ce qui permettrait ainsi de lancer une Ariane supplémentaire, mais surtout de corriger celles dont la charge utile n'était pas encore totalement réservée. Prochain tir le 12 mars avec un satellite de télécommunications brésilien Brasilsat et un autre, américain, G-Star.

Une grande am...



Comment être sûr...
de marquer les moments des...
événements...
à l'aide de photographes...

Numéro de mars, 1986

ÉDUCATION

MÉDECINE

Une grande ambition pour l'Université

(Suite de la première page.)

Il est intéressant de noter que la droite, après avoir voté cette loi à contrepeu, est aujourd'hui convertie à la notion d'autonomie et l'habille aux couleurs outrancières du libéralisme sauvage.

Je ne méconnais certes pas la nécessité de donner à chaque établissement supérieur davantage de responsabilités. L'exemple des grandes écoles, qui ont acquis leur autonomie depuis longtemps, et qui se passent même le plus souvent de diplômes nationaux, est assez démonstratif. Comment les universités pourraient-elles par ailleurs tirer parti de leur environnement économique, régional, si leur action était constamment soumise à des décisions ou à des règlements pris par l'administration centrale ? Le développement de l'enseignement supérieur implique la responsabilité des universités.

On ne peut pas se passer, pour autant, d'une politique nationale. L'enseignement supérieur, en effet, doit mieux articuler ses formations avec les besoins du pays et de son économie.

Des actions prioritaires doivent pouvoir être engagées nationalement : comme c'est le cas aujourd'hui avec succès pour la filière électronique, ou demain, par exemple, pour multiplier le nombre des « vendeurs ».

D'autre part, il n'y a pas place en France pour autant de politiques de recherche qu'il y a d'universités (soixante-dix-sept) ou de régions (vingt-deux). Les moyens matériels et humains nécessaires doivent être coordonnés, pour le moins à l'échelle d'un pays comme la France. Qui pourrait le nier, alors que nous cherchons une coordination européenne pour faire face au condominium technologique des États-Unis et du Japon ?

L'outil de cet équilibre entre la responsabilité des universités et une politique nationale, c'est la politique contractuelle. C'est elle qu'il faudra développer, à la lumière des rapports et

des avis du Comité national d'évaluation.

2) **Diversifier les premiers cycles.** — Ce que nous avons entrepris pour les lycées, il faudra l'entreprendre, dans des conditions évidemment différentes, pour les premiers cycles de l'enseignement supérieur. C'est en effet dans les premiers cycles que l'augmentation souhaitable du nombre des étudiants sera la plus importante. Nous prévoyons quatre cent mille bacheliers à l'horizon de l'an 2000. Si les bacheliers professionnels, pour la majorité d'entre eux, sont destinés à entrer aussitôt dans la vie active, la plus part des autres auront vocation à poursuivre des études supérieures, et d'abord dans les premiers cycles. Ceux-ci devront évidemment être adaptés aux besoins de la société : ils devront aussi s'appuyer sur les aspirations, les talents et les aptitudes nécessairement variées des jeunes. Le pari d'un enseignement supérieur en expansion est inséparable de la diversification des premiers cycles. Allant au-delà des réformes engagées pour le premier cycle, il faudra multiplier à la fois :

— des premiers cycles professionnalisés, comme les instituts universitaires de technologie ou les sections de techniciens supérieurs ;

— des premiers cycles mieux répartis sur l'ensemble du territoire et permettant à un beaucoup plus grand nombre de jeunes de poursuivre des études supérieures longues ;

— des premiers cycles de haut niveau, enfin, comme les classes préparatoires aux grandes écoles, notamment en lettres et en économie.

3) **Orienter les étudiants.** — S'il y a plus d'étudiants, si les formations sont plus clairement diversifiées par leur contenu et le niveau des aptitudes requises, il faut prendre franchement le parti de l'orientation. On peut orienter avec des examens, des concours, des dossiers ou des entretiens. Mais on ne peut se passer de le

faire. Et mieux vaut le faire ouvertement, avec des procédures connues de tous, que de le faire hypocritement, aux dépens de ceux — on voit bien lesquels — qui ne connaissent pas la musique.

Cela n'a rien à voir avec je ne sais quelle attitude restrictive, bien au contraire. C'est précisément parce que nous voulons qu'un plus grand nombre de jeunes, dès lors qu'ils seront bacheliers, poursuivent leurs études au-delà du baccalauréat qu'il est nécessaire qu'ils s'orientent vers des formations adaptées à leurs capacités, autant qu'à leurs goûts et aux besoins de la nation.

Dans l'enseignement supérieur aussi, nous devons appliquer le principe : « la sélection des meilleurs par la promotion de tous ».

4) **Assurer les financements.** — Les Français sont justement attachés à la gratuité de l'enseignement. Nous n'avons pas négligé les moyens pour que la qualité du service public de l'éducation nationale en pâtisse. Le budget de l'enseignement supérieur est passé de 13,2 milliards de francs en 1981 à plus de 21 milliards en 1985. Le volume des crédits de la recherche universitaire a doublé en cinq ans. Ces crédits doivent, en toute hypothèse, croître bien davantage, si nous voulons atteindre l'objectif des deux millions d'étudiants au début du vingt et unième siècle.

Mais nous nous heurtons ici à deux limites : celle de nos capacités budgétaires et celle de la justice sociale.

L'enseignement supérieur coûte cher. Indépendamment même de l'augmentation des effectifs, il suffit de se promener dans quelques universités françaises pour se rendre compte qu'elles ne disposent pas d'autant de moyens que beaucoup d'universités étrangères. Qui croira que, dans les dix à quinze années à venir, un quelconque gouvernement, qui devra, bon an mal an, se soumettre à une discipline budgétaire, pourrait à la fois corriger

ces insuffisances et subvenir aux besoins créés par l'augmentation des effectifs ?

Mais il y a plus. Quand le quart seulement d'une classe d'âge accède à l'enseignement supérieur, et quand on sait ce qu'il en est, malgré nos efforts, de l'origine sociale des étudiants, est-il juste que l'enseignement supérieur soit entièrement financé par le budget de l'État ?

Est-il juste qu'un ouvrier dont les enfants ont quitté leur lycée professionnel pour aller travailler à l'usine ou qu'un employé dont les enfants n'auront pas eu la chance d'entrer dans l'enseignement supérieur, aient pour son fonctionnement ? Non, cela n'est pas juste.

Dans ces conditions, il nous faudra bien réfléchir à la diversification des ressources de l'enseignement supérieur. Nul ne doit en être écarté parce qu'il n'en aurait pas les moyens. Aussi faut-il impérativement élever en conséquence le nombre et le niveau des bourses. Mais pour les autres, il ne serait pas inconvenant de demander une contribution raisonnable. Cela se fait dans certaines de nos écoles d'ingénieurs. La compétition est vive pour y pénétrer. Le recrutement y est souvent plus démocratique qu'ailleurs.

Ces défis ne peuvent être relevés que dans une perspective dynamique et que s'il y a une volonté politique forte dans l'opinion publique et dans l'État, à l'opposé de la perspective restrictive et élitiste dans laquelle s'inscrivent les projets de la droite.

Il n'est pas possible de porter une grande ambition pour l'avenir de nos universités sans que le pays en ait d'abord fait son affaire. C'est à cela que, à plusieurs reprises dans l'histoire de la recherche et de l'enseignement supérieur en France, ont servi de grands colloques nationaux : faire mûrir une volonté collective. Le temps d'une telle initiative n'est-il pas venu ?

J.-P. CHEVENEMENT.

INCUPLÉE D'ESCROQUERIE ET D'EXERCICE ILLÉGAL DE LA MÉDECINE

La « Pythie » est en prison

De notre envoyé spécial

Tours. — M^{me} Monique Laurin, quarante-trois ans, vient d'être écrouée à Orléans, après avoir été inculpée par M. de Jona, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Tours, d'escroquerie, de publicité mensongère et d'exercice illégal de la médecine. La « pythie » est en prison et les Tourangeaux n'en reviennent pas, découvrant d'un coup à quel point ils connaissent bien le « mage Monique », comme M^{me} Laurin avait pris l'habitude de se faire connaître.

Monique, il est vrai, n'avait guère légal, investissant une part de son chiffre d'affaires dans une auto-publicité intensive. Dans les publications gratuites d'abord, où elle monopolisait régulièrement de plénières pages, dans la presse régionale aussi et dans celle — nationale — dite du cœur. Une réclame qui donne, aujourd'hui, la pleine mesure de ses prétentions d'hier.

Car M^{me} Monique Laurin n'était pas une magnétisatrice ordinaire. En quelques mois — les débuts de sa pratique remontent à 1983 — elle avait envahi le champ complet des pratiques occultes : les tarots, l'astrologie, la « magnétisme puissant » bien sûr, mais aussi la divination, la radiesthésie, les problèmes de couple et sa « spiritualité » : les chiens et les chats. Elle dispensait aussi de diplômes romanesques tant que fantaisistes (elle assurait être titulaire du diplôme de docteur honoris causa).

Mieux — ou plus grave — le mage Monique « soignait » par imposition des mains l'hémiplégie, l'épilepsie, les grosseurs du sein et celle de la thyroïde, l'asthme et l'hyperlipémie. Elle prescrivait aussi des gélules de plantes

ainsi qu'une potion de sa composition.

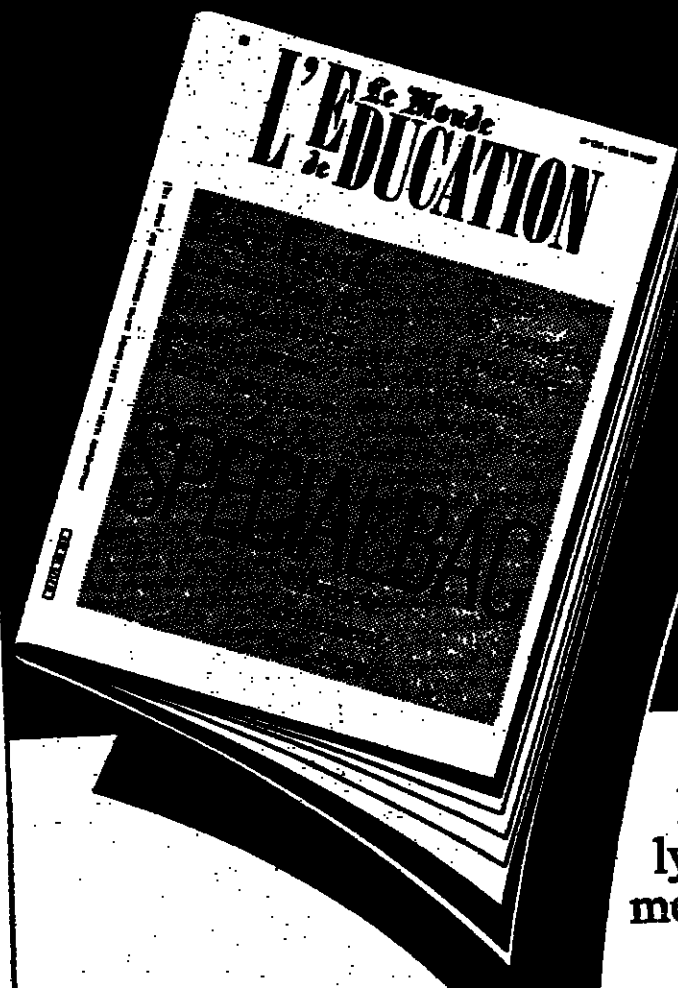
Une PME de l'occultisme, en somme. Une PME en pleine expansion à dire vrai, avec un important travail par correspondance, des secrétaires « à la petite semaine » et, surtout, des revenus quotidiens de 30 000 francs environ : 500 000 à 600 000 francs par mois, soit au total, en deux ans, un chiffre d'affaires de 12 millions de francs.

Événement chimérique

Mais, magnétisme ou pas, le petit commerce a ses règles auxquelles on ne déroge pas sans risque. Il y a eu d'abord l'intérêt manifesté par les services de police et de gendarmerie. Puis une amende pour exercice illégal de la médecine. M^{me} Laurin, visiblement, ne voyait rien venir. Les plaintes affluèrent auprès du procureur de la République, débouchant sur l'ouverture d'une information et une instruction menée tambour battant.

« Pour qu'il y ait escroquerie, précise M. de Jona, juge d'instruction, il faut impérativement qu'il y ait manœuvre frauduleuse pour faire croire à un événement chimérique. » L'événement chimérique ne pose guère de questions. Restent les manœuvres frauduleuses. La publicité intensive, les chèques non-datés demandés aux clients suffiront-ils à l'établir ? Le conseil départemental de l'ordre des médecins, pour l'heure, ne s'est pas manifesté, soucieux sans doute de ne pas faire une publicité gratuite au mage. Rue Elise-Dreux à Tours, dans la maison que le mage, ancienne fille de salle de l'hôpital pour enfants de la ville, venait d'acquérir, les lettres, chèques et photos continuent d'arriver de France, d'Europe et, assure-t-on, d'Afrique.

JEAN-YVES NAU.



SPÉCIAL BAC LES RÉSULTATS 85 LYCÉE PAR LYCÉE

EXCLUSIF : Paris, province. Public, privé. Les résultats au bac 85 lycée par lycée, section par section. L'analyse du cru 85. Le classement des Académies.

Comment être reçu ? Matière par matière, les conseils des correcteurs. Comment réussir l'épreuve de philosophie.

A quoi sert le livret scolaire ? Donne-t-il des indications fiables ? Ce qu'en font les examinateurs ? Que contiendra le nouveau livret ?

Paris : dix conseils pour bien choisir son lycée. Comment se faire admettre dans le lycée de son choix. Le mode d'emploi réfléchi des lycées parisiens.

Numéro de mars, 150 pages, chez votre marchand de journaux

L'Éducation

هكذا من الأصل

culture

CINÉMA

AU CENTRE POMPIDOU

Les surprises du cinéma italien

Ce cinéma-là, on croit bien le connaître et puis, souvent, on en découvre des aspects inconnus, méconnus, insolites. Au mois de janvier, c'était, au Centre Georges-Pompidou, une exposition et trente trois films sur les auteurs et acteurs de la ville de Trieste. La manifestation qui a pris le relais et qui va durer jusqu'au 28 avril a pour titre : « Le cinéma italien de la prise de Rome (1905) à Rome ville ouverte (1945) ». Quarante ans d'histoire, dont une bonne moitié sous le régime fasciste. Une exposition et deux cent trente films muets et parlants. Les archives de Rome, Turin, Milan et Londres ont prêté leur concours à cette rétrospective dont on ne saurait trop dire qu'elle est un événement.

Voici que revivent les charmes ténébreux des divas, femmes fatales couvertes de perles et de plumes, Francescas Bertini, Lydia Borelli, Pina Menichelli. Au parant, Isa Miranda fut leur héritière, moins excessive mais tout aussi belle et mythique. Voici, avec la *Prise de Rome*, le début du courant de films historiques qu'on dira plus tard « à peplums », passant par *Quo Vadis* (1913) et *Cabiria* (1914), fresques à grand spectacle que Hollywood n'a pas inventées, qui connaîtront, sous Mussolini, une nouvelle fortune pour exalter la grandeur de l'empire. A défaut de génie, *Scipion l'Africain*, de Carmine Gallone (1937), se distingue par son enflure oratoire, son gigantisme et les charges d'éléphants à la bataille de Zama. Mais les différentes versions des *Derniers Jours de Pompéi*, les inventions baroques de Blasetti (*Une aventure de Salvo Rosa*, la *Force tragique*, la *Couronne de fer*) ont

d'autres charmes. Blasetti exalta la naissance du fascisme avec *Matilde Garibaldi* avec 1860, tourné en décors naturels au milieu des années 30. Il a parcouru à grand fracas plusieurs époques du passé, et apporté sa pierre au néoréalisme naissant avec *Quatre Pas dans les nuages* (1942). Après la guerre, *Fabrizio*, épaisse pâisserie sur les chrétiens persécutés, c'est encore lui.

Les comédies avec Vittorio de Sica, acteur, les mélodrames en tous temps, avec d'illustres interprètes dont la Duse, les drames romantiques à costumes tels le splendide *Petit Monde d'autrefois*, de Mario Soldati (1941), où brille le lumineux visage d'Alida Valli, le fantastique *Malombra* du même Soldati (1942) où la Miranda est la proie aux aléas de la réincarnation, les premiers films de Renato Castellani traçant des arabesques de style sur *Un coup de pistolet*, de Fouchkine, ou sur *Zaza*, mélo venu de France ; et bien sûr, l'éclosion du néoréalisme. L'ampleur du panorama révèle de multiples paysages, comme si l'on était dans un train traversant des régions où les plaines deviennent brusquement montagnes, les lacs fleuves au long cours. En se penchant un peu, on peut même voir la mer.

Pour se guider, il y a le catalogue. Un gros livre édité par le Centre Georges-Pompidou (1) avec tableau synoptique, chapitres par périodes, analyses cinématographiques et sociologiques, biographies, et, bien sûr, des photos. L'érudition n'est pas forcément embêtante. Il est vrai que dans la direction de la collection où se situe cet ouvrage, Jean-Loup Passek possède une longue pratique.

Un autre livre, paru l'an dernier, retombe à pic dans l'actualité, grâce à la rétrospective : « L'Italie de Mussolini et son cinéma », de Jean A. Gili (2). Comment le régime fasciste s'est emparé de l'industrie cinématographique pour le contrôler, la

de compte le « néoréalisme » devait profiter puisque les cinéastes de talent étaient déjà là et n'attendaient que l'occasion de s'exprimer librement.

Lire Jean A. Gili, c'est suivre le fil d'Ariane au long duquel le



Senza cielo (Alerte aux blancs) D'Alfredo Guarini (1940)

faire servir à son idéologie, mais aussi - et peut-être surtout - pour créer un cinéma d'évasion, de divertissement, qui ne se réduit d'ailleurs pas aux fameuses « comédies à téléphones blancs » : c'est effectivement toute une histoire rassemblée, regroupée, minutieusement étudiée sans parti pris. Moins rigide et fanatique que le cinéma nazi de Goebbels, le cinéma italien de l'époque mussolinienne, s'il ne néglige pas la propagande, réussit à satisfaire son ambition de créer un art national.

Après l'effondrement industriel des années 20, ce fut la renaissance (en particulier avec la construction des studios modernes de Cinecittà, l'école de cinéma où se formèrent techniciens et acteurs), dont en fin

(1) *Le Cinéma italien 1905-1945*, sous la direction d'Aldo Bernardini et Jean A. Gili. Collection « Cinéma/Pusset », dirigée par Jean-Loup Passek. Editions Centre Georges-Pompidou, 280 p. ill., 120 F.

(2) Editions Henri Veyrier, 1985, 208 p. ill., 120 F.

VO : GAUMONT COLISÉE
GAUMONT LES HALLES
MONT-PARNASSE BIENVENUE
LA PAGODE
SAINT-GERMAIN HUCHETTE
SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
14 JUILLET BEAUGRENELLE
14 JUILLET BASTILLE
ESCURIAL
OLYMPIC ENTREPOT
VF : GAUMONT OPÉRA



ROBERT DUVALL KLAUS MARIA BRANDAUER

LE BATEAU PHARE
JERZY SKOLIMOWSKI
La mise en scène est admirable
Profondément Intensement
LE MONDE
Une vraie pièce d'orfèbre
LE POINT
Un chef-d'œuvre
LE NOUVEAU OBSERVATEUR
Angoisse, suspens, tension...
A voir absolument.
ACTUEL

LES FOLLES ANNÉES DU TWIST, de Mahmoud Zemmouri

Les Vitelloni de Bab-el-Oued

Il ne s'agit pas d'une biographie de Richard Anthony, mais d'un film très divertissant sur la guerre d'Algérie. Est-ce possible ? C'est même vrai. Avec une candeur rusée, une franchise désabusée, Mahmoud Zemmouri raconte, comme il l'a vécu à Boufarik, sa petite ville natale, la guerre d'indépendance de son pays. Pas de promesses de mise en scène, mais des dialogues piquants comme le harissa, des scènes « à effets », à la lisière du théâtre, à la manière du cousin de Marseille, Pagnol. C'est la guerre sans mérite, au jour le jour, de la « semaine des barricades », début 1960, au référendum, le 1^{er} juillet 1962.

Toutes les forces et surtout toutes les faiblesses sont en présence, le FLN, l'OAS, les paras, les pieds-noirs. Mais la bombe de la tragédie a été désamorcée et c'est le pétard de la comédie qui explose, lancé par Boualem (Malik Lakhdar Hamina, le fils du « patron » du cinéma algérien) et Salah (Fawzi B. Saïchi). Les deux frimoures patentes, moulés dans leurs chemises à carreaux et leurs jeans rapiécés chic, écoutent siffler le train de leurs rêves et vivent de rien, d'oranges volées au colon, de combines mesquines, de maigres rapines. Les Vitelloni de Bab-el-Oued sont très lâches et très sympas, et ce sont eux qui donnent le ton, amer et joyeux, à ces *Folles Années du twist*. Un harki est tué, discrètement, on ne voit pas son cadavre. Le cordonnier (délicieux Mustapha El Anka) est torturé par le commandant (Jacques Villaret) dit « John Wayne », mais au lieu de suffoquer il boit l'eau de la bassine...

Ce que dit Mahmoud Zemmouri, il le disait déjà dans son premier long métrage, en 1981, *Prends*

10 000 balles et casse toi, le retour en Algérie d'émigrés contaminés chez nous par le virus petit-bourgeois. Zemmouri dit qu'il n'y a pas de héros, nulle part, ni de complais salauds, jamais. Dans une même indulgence goguenarde, il aboie les peurs, les collabos, les opportunistes de tous bords. Avec lui la courtoisie n'a pas de passeport. Et ce qu'il dit ne plaît pas en Algérie, où son film est toujours interdit. Une révolution, n'est-ce pas, ne peut être que glorieuse, et ce n'est pas avec l'encre de la déraison qu'on écrit les noms des martyrs sur les monuments aux morts.

Les ennemis de Zemmouri ont commencé dès le tournage. Il filme une scène où le cordonnier, résistant de la dernière minute, vend des drapeaux étoilés dès que les résultats du référendum sur l'autodétermination sont connus. Mais les étoiles ont six branches au lieu de cinq. L'étoile de David, même pour plaisanter, jamais ! Le tournage est interrompu, jusqu'à ce que Zemmouri renonce à son gag. Les étoiles des drapeaux ont désormais quatre branches.

Les *Folles Années du twist* sont terminées depuis plus de trois ans. Depuis, le film erre de festival en festival (Venise, Montréal, Médaille d'or TF1 à Chamrousse, Grand Prix du public à Grenoble). Mais, banni par son pays (qui l'a produit à 80 %), il n'en est pas pour autant accueilli par les distributeurs de sa patrie d'adoption UGC voulait changer son titre et le baptiser *Les Beurs Brothers*. La question était simple : pouvait-on oser dire la guerre d'Algérie ? La réponse est enfin sur les écrans. C'est lui.

DANIELLE HEYMANN.

AUBERVILLIERS
GROUPE TSE
Deux pièces de
COPI
du 11 au 23 mars et du 18 au 27 avril
LA FEMME ASSISE
mise en scène Alfredo ARIAS
avec Marilù MARINI, Alain SALOMON
du 25 mars au 16 avril
LA NUIT DE MADAME LUCIENNE
mise en scène Jorge LAVELLI
avec Facundo BO, Françoise BRION, Maria CASARÉS,
Miloud KHETIB, Liliane ROVERE
THEATRE DE LA COMMUNE
Tel. 48.33.15.15

ROBERT DUVALL KLAUS MARIA BRANDAUER
LE BATEAU PHARE
JERZY SKOLIMOWSKI
La mise en scène est admirable
Profondément Intensement
LE MONDE
Une vraie pièce d'orfèbre
LE POINT
Un chef-d'œuvre
LE NOUVEAU OBSERVATEUR
Angoisse, suspens, tension...
A voir absolument.
ACTUEL

VARIÉTÉS

L'escale de Renaud au Zénith

« La chanson sauvage » (la trèche sauvage) est de retour, proclame en verlan l'affiche placardée sur les murs de Paris et au fronton du Zénith, où il vient de prendre ses quartiers pour un mois dans un amant au bureau connu des lecteurs de *Tintin* : « Karaboudjan ».

Porté par l'enthousiasme d'une salle pleine à craquer, Renaud, champion de vente des disques depuis quatre ans, arrive sur scène. Naturel, avec son infinie pudeur et une paradoxale timidité.

« Alors, vous êtes toujours là ? », lance-t-il aux spectateurs retrouvés dans le même lieu après deux ans d'absence et qui lui répondent aussitôt d'une seule voix. Renaud prend plaisir à jouer avec sa spontanéité, sa fantaisie, sa liberté :

« Je ne vous ai pas déçus pendant ces deux années ? »

« Non, répond le chœur de la salle. »

« Même quand j'ai été en Russie ou aux States ? »

« Non. »

« Vous êtes de droite ? »

« Non. »

« Je ne vais pas vous chanter Hexagone. Ça me gêne un peu de reprendre cette chanson : depuis cinq ans, j'ai moins honte d'être Français. »

Qu'on se s'y méprenne pas. Celui qui a convaincu tous les publics, des intellectuels aux gosses du béton, avec un mélange de colère et de tendresse, d'humour et de gouaille, ne rente pas pour autant son penchant pour les deux amérindiens. Après Villon, Brant, Brel et Brassens, Renaud perpétue à sa manière une tradition frondeuse de la chanson

française, où l'insolence sous-tend la fraternité, où, derrière le brocard, il y a des personnages qui ont une grande délicatesse, une vive humanité.

Libre, ou plutôt indépendant dans le sens où personne ne lui demande des comptes, Renaud a, comme Ferré, repéré la parole *amour* qui se battrait un beau matin du dictionnaire et il l'a saisie et depuis cela coule en lui, cela lui a donné l'occasion d'écrire de belles chansons : *Pierrot*, en forme de dialogue avec un fils à naître et à grandir ; *Monsi*, autoportrait bouleversant ; *P'tite comte*, épitaphe d'une « enfant perdue » qui « casse sa pipe d'opium » et repasse à présent « tout près de Morrison » ; *Miss Magie*, hymne à la femme derrière le croche-pied au premier ministre britannique.

Depuis son premier album, il y a dix ans, Renaud a su garder le ton juste, une authenticité dans les mots, un style direct, sans concession.

Le très beau spectacle que le chanteur offre au Zénith est d'abord placé sous le signe du plaisir de se retrouver face au public et de se livrer au jeu de l'échange, tant par des livres propos que par les chansons de son nouvel album, des titres plus anciens et une reprise d'un succès de Bruce Springsteen. La mise en scène repose sur quelques idées simples et efficaces. Les lumières et le son sont impeccables. Et Renaud lui-même ne reste plus planté devant le micro. Il évolue à l'aide du Timonier plateau du Zénith. Heureux.

CLAUDE FLÉOUTER.

* Zénith, 20 h 30.

THÉÂTRE

Difficultés au Théâtre de Nanterre

Le conseil général des Hauts-de-Seine, présidé par M. Paul Graziani (RPR), a voté le jeudi 27 février une importante réduction de la subvention qu'il attribue pour 1986 au Théâtre des Amandiers, dirigé par Catherine Tasca et Patrice Chéreau. La subvention qui, par l'effet de l'actualisation, aurait dû être portée de 1 159 000 F à 1 290 000 F sera ramenée à 700 000 F. Cette diminution intervient à un moment où la saison est engagée et les contrats signés.

Les établissements culturels du secteur public sont financés selon des pourcentages variables par l'Etat et les collectivités locales, mais le conseil général des Hauts-de-Seine estime qu'il n'a plus à subventionner un théâtre « à vocation nationale » et envisage de supprimer tous subsides en 1987.

Cette attitude peut apparaître comme une sanction à l'égard d'un théâtre dont la vocation est effectivement nationale, la notoriété, internationale, et qui remplit sa fonction en attirant un public nombreux, dont plus d'un tiers du département. La décentralisation administrative accordant des pouvoirs accrus aux collectivités locales, on est en droit de s'interroger sur l'avenir des organismes du secteur public mis en place par André Malraux, qui entraînent aujourd'hui tous les mouvements artistiques.

C. G.

LE PRIX ERASME 1986 A VACLAV HAVEL. — Le prix Erasme 1986 a été décerné par la Fondation du même nom à Václav Havel et à son épouse Tereza Havelová, l'un des signataires de la Charte 77, pour l'ensemble de son œuvre « plaidoyer pour la dignité humaine et la liberté d'expression ». Doté de 200 000 florins (542 000 F), le prix sera remis à V. Havel l'automne prochain. — (AFP)

EXPOSITIONS

TITUS-CARMEL

Ombres romanes

Après dix années de dessins d'objets incommensurables, faits de bâtons et de tissus ficelés évoquant des instruments usuels ou culturels de tribus primitives, Gérard Titus-Carmel s'est laissé tenter par le démon de la peinture brossée large, coulante et généreuse. Et glissa du même coup vers d'autres horizons. Et ce fut au début des années 80, le grand déploiement des *Caparacons*, aquarelles et toiles de grands formats, comme des rideaux de scène tenus par des planches, crenelés d'ombres, qui faisaient plonger le regard dans je ne sais pas quelles coulisses d'exploits chevaleresques et moyenâgeux.

L'éclat d'une lampe chromée, écorchée en images anamorphiques, le *Casque de Nikko*, ses clous, ses allers, son bestiaire cuivré, peint sous toutes les coutures, « dévisagé » en pensant peut-être à Kurosawa, les *Ombres* et les *Nuits* encadrés dans un climat de grande tempête, ont suivi, par série, comme toujours chez l'artiste qui ne lâche jamais sa proie qu'après épuisement.

Et vint cette *Suite Chénier*, de 1985, qui prolonge les *Nuits*. Elle aurait pour origine le visage humain, mais il n'en reste que figures géométriques, triangles et arcs de cercle, qu'ouvrures et plis de formes en éventail ; qu'architectures de volutes, portes en plein cintre et piliers à chapiteaux en forme de lotus ; que croisement de halberdes et de

franciscains, à moins qu'il ne s'agisse de balanciers de pendules, de coqueurs de heures.

En tout cas, c'est un beau jeu de construction qui fait penser à un campement de sauvages dans une vieille église romane. Le fait que le lieu d'exercice soit avant tout le papier y est pour beaucoup : papiers collés, déchirés, pourfendus, en tons neutres, lourds et légers, épais et transparents, solidaires des couleurs, des éclats de blanc, du clair et de l'obscur. Titus-Carmel connaît bien ce terrain et c'est toujours dans le papier qu'il sait élever les débordements grandiloquents et se faire le plus convaincant.

GENEVIEVE BREERETTE.

* Gérard Titus-Carmel, *Suite Chénier*, galerie Magno-Lelong, 13, rue de Valenciennes, jusqu'au 9 mars.

Commenté : le T.A.R. organise dans le cadre de son Festival de jazz (du 22 mai au 4 juin) et avec le concours du ministère de la Culture un stage de musiciens. Ce stage s'adresse aux musiciens en fin de formation, amateurs confirmés ou semi-professionnels.

Date de stage : du 24 avril au 25 mai. Renseignements et inscriptions : Théâtre de Boulogne-Billancourt, 60, rue de la Belle-Peille, 92100 Boulogne.

ODIF
ORCHESTRE NATIONAL D'ILE DE FRANCE
DIRECTEUR JACQUES MERCIER
RIMSKI-KORSAKOV LA GRANDE PAQUE RUSSE
(OUVERTURE)
SIBELIUS CONCERTO POUR VIOLON
STRAVINSKY L'OISEAU DE FEU
DIRECTION
VLADIMIR FEDOSSEIEV
IVRY GITLIS VIOLON
vendredi 23 février 20 h 30
samedi 1^{er} mars 21 h
samedi 4 mars 20 h 30
samedi 5 mars 20 h 45
jeudi 6 mars 21 h
vendredi 7 mars 20 h 30
samedi 8 mars 20 h 45
dimanche 9 mars 15 h
ISSY-LES-MOULINEAUX
ELANCOURT
PARIS
RUEL-MALMAISON
ENGHUEN
EVRY
CORBEIL
VILLERJUIF
Théâtre Municipal
Maison pour tous
Salle Pleyel
Théâtre A. Molière
Théâtre de la Courbe
Salle Hexagone
C.A.C. Pablo Neruda
Théâtre Romane Rolland

LUCERNAIRE Tel. 48.24.51.34
LES LARMES AMERES
DE
PETRA VON KANT
DE FASSBINDER
Mise en scène
EZIO MARIA CASERTA
Coryphée, Mario CEROLI
Avec coop
THEATRE LABORATOIRE DE VERONE
et LE THEATRE DE L'ELAN VITAL

VAUTRIN BALZAC
création
2 spectacles en alternance
1^{er} spectacle : Les illusions perdues
2^e spectacle : Les passions et les rêves
Théâtre du CAMPAGNOL
Centre Dramatique Rhône-Sud
14, rue de la République, 69001 Lyon
CHATELAIN ALBERTY
Rég. Min. 14.000.000
Mise en scène de Jacques Lecoq
Mise en scène de Jacques Lecoq

COMMUNICATION

LA « PUB » ET LES NOUVELLES CHAINES

A nouveau l'aventure

Hou-roux ! Les annonceurs et les publicitaires sont « heureux » ! Ils exultent. Ils triomphent. Trois nouvelles chaînes de télévision en moins de deux ans : de l'espace à acheter, des audiences à découvrir ! Les réactions se succèdent dans les agences. On tente d'évaluer les chances des nouvelles chaînes, de prévoir les réactions des télé-spectateurs, on glisse le maximum d'informations sur les conditions d'accès à la « 5 » et la « 6 » (tarifs, écrans, sponsoring), sur la couverture réelle de leurs émetteurs, et surtout leurs programmes, leur grille et leur tonalité.

C'est sans doute le plus grand succès qu'ait connu depuis longtemps une profession qui paffait devant l'étréoussé du marché télévisuel et les rigidités imposées par les chaînes publiques (calendrier, contingentement...) et qui se plaignait aujourd'hui devant les données offertes par les nouvelles venues : l'ouverture à des secteurs jusqu'alors interdits (bière, presse...) et la coupure des émissions « Vingt à l'aventure ! », s'enthousiasme un publicitaire.

Qui dit aventure dit incertitude, risque, danger. Incertitude sur la nouvelle répartition des budgets de publicité entre les différents médias. Chacun s'accorde à reconnaître la sur-utilisation en France de certains supports, auxquels l'arrivée des nouvelles chaînes risque de porter un coup sévère. D'abord, par la multiplication des espaces et par le nouveau rôle que vont jouer les télévisions : « Plus souples, explique M. Christophe Riboud, elles interviendront dans les campagnes comme une arme tactique, soucieuse d'agir sur le comportement, et non plus comme une arme stratégique destinée à fabriquer l'image d'un produit. » Plus ciblé, la « 5 » permettra de cibler un public (les jeunes), celui-là même que n'atteint pas la télévision traditionnelle. C'est sans doute ce qui explique que Coca-Cola, Buffalo, Nescafé, Philips, Heineken et Renault aient plongé immédiatement sur TV 6.

Les risques, ce sont les bouleversements entraînés dans l'achat d'espace et le travail des « médias-plans ». Le danger enfin

avec la multiplication soudaine des écrans publicitaires et peut-être leur moindre qualité - pourrait être le développement d'une véritable phobie. « Nous avons toujours été favorables aux interruptions « naturelles » des programmes (interruptions d'un match, fin d'une séquence par les télé-spectateurs, déclare M. Patrick Barthélemy, directeur de l'AACP (1). Mais la multiplication des coupures dans un film risque d'assombrir rapidement la publicité à un piège et à un matriage. » Un risque dont sont conscients les publicitaires, certains allant même, comme M. Jean-Marie Drut, de l'agence BDDP, jusqu'à demander une limitation du volume horaire de publicité. « Finirait, déclare en revanche M. de Bonneville, faisons confiance aux responsables des chaînes pour sentir eux-mêmes le seuil à ne pas dépasser, l'autorégulation sera plus efficace. »

(1) Association des agences-conseils en publicité.

M. Christophe Riboud (« 5 ») : à regarder en famille

« Quel est actuellement le montant de votre portefeuille de publicité ? »

Il dépasse largement nos prévisions : environ 170 millions de francs de commandes fermes confirmées par télé, 230 millions si l'on compte les ordres dont les télé ne sont pas encore arrivés. Les annonceurs jouent le jeu avec enthousiasme, les plus gros plongent tout à fait, parfois de façon très substantielle. L'espace est bonifié jusqu'à la mi-mars, et l'enregistrement de commandes pour la rentrée d'octobre et de novembre. Un démarrage largement satisfaisant pour un objectif publicitaire qui, en 1987, devrait dépasser le milliard.

Quelle est la cible sur laquelle repose votre argumentation publicitaire ?

Une cible à 360 degrés ! Une cible tous publics, la « 5 » doit être consommée en famille et éviter de provoquer des conflits entre les membres du foyer. Le moyen, il est vrai, est plutôt féminin, et plutôt âgé de plus de vingt-cinq ans. Cela nous impose donc de créer quelques créneaux plus particulièrement destinés aux hommes (le sport) et aux jeunes (la musique). Personne en tout cas, ne doit jamais se sentir exclu.

Les ouvriers du Livre contre « Télé-Loisirs ». L'autoroute A 3 a été bloquée tout, ce vendredi 28 février, à l'entrée de Bagneux (Seine-Saint-Denis), par des manifestants du Livre CGT qui ont arraché des camions venus d'Allemagne chargés de 800 000 couvertures du numéro 1 de samedi hebdomadaire « Télé-Loisirs », dont le lancement est toujours prévu pour le 3 mars. « Télé-Loisirs » est édité par la filiale française, dirigée par M. Axel Ganz, du groupe Bertelsmann. Les manifestants ont éparpillé les exemplaires du magazine sur la chaussée, provoquant un immense embouteillage. Un autre « commando » a détruit 50 000 exemplaires en cours de brochage à l'imprimerie de Wismes (Seine-et-Marne). Par cette action, le Livre CGT entend protester contre la situation faite aux 540 ouvriers de l'imprimerie Del Duca à Maisons-Alfort, en dépit de bilan, et soulignent que leur action est destinée à lutter contre les difficultés de l'imprimerie française, alors que des travaux sont effectués à l'étranger pour des magazines destinés au public français.

Les budgets qui vous sont confiés proviennent-ils déjà d'un accroissement du marché publicitaire ou bien d'un transfert d'un support à un autre ?

Il est trop tôt pour analyser finement l'origine des commandes. Sans doute certains budgets viennent-ils de la fameuse liste d'attente des annonceurs sur les chaînes publiques, dont je suis persuadé que les estimations chiffrées étaient trop optimistes. D'autres, visiblement nouveaux, semblent indiquer qu'on sous-évaluait au contraire la capacité et le désir des annonceurs de recourir au support télévision dès que les circonstances et les conditions offertes le leur permettraient. Les écrans de publicité à l'intérieur des programmes, la souplesse de l'instrument et la rapidité d'exécution ont joué à cet égard un rôle décisif. Enfin, il y a certainement des amorces de déplacements de budgets publicitaires d'autres médias vers le nôtre. Certains de nos clients ont fort été bruyamment pour tcher de négocier des tarifs préférentiels sur notre antenne, mais cela reste difficilement vérifiable, même si une redistribution des budgets est aujourd'hui inéluctable.

Que deviendra alors la presse écrite ?

Je suis convaincu que le développement des nouvelles télévisions aura sur elle des retombées positives. Encore devra-t-elle s'adapter à de nouvelles pratiques et règles de l'achat d'espace. La presse quotidienne est un relais idéal dans une campagne de publicité dite « de comportement », c'est-à-dire visant à contraindre ponctuellement l'offensive d'un concurrent ou lancer une opération de promotion sur un produit. A la presse de devoir ainsi faire preuve de souplesse et d'imagination.

Craignez-vous la privatisation d'un ou deux chaînes publiques ?

Bien sûr, car je ne suis pas certain que la France puisse se payer trois chaînes d'envergure nationale, commerciales et généralistes... Si le problème devait cependant se poser, il resterait à savoir laquelle serait la plus vulnérable. Celles qui démarraient avec un déficit structurel (TF 1, A 2, FR 3) ? Ou celle qui se lancerait avec un déficit conjoncturel, comme c'est aujourd'hui notre cas ?

M. Maurice Lévy (« 6 ») : le plus grand média des jeunes

« Quel est l'objectif publicitaire de TV 6 ? »

Entre 100 millions de 120 millions de francs en 1986, 200 millions en 1987, 300 millions en 1988. Cette année-là, le marché publicitaire devra dégager 1,8 milliard de francs, la cinquième chaîne ayant besoin d'environ cinq fois plus de ressources que TV 6.

Votre cible précise ?

Les vingt millions de jeunes âgés de douze à trente-quatre ans. Une génération nouvelle qui n'a pas encore son média, et qui considère la pub comme partie intégrante de sa culture.

Les clients attendent ?

Une télévision appelée à devenir très vite le plus grand média des jeunes se révèle forcément attractive pour les annonceurs. Il y a ceux dont les produits concernent expressément le jeune : la mode, la hi-fi, la vidéo, l'alimentation, la confiserie, les boissons sans alcool, les produits d'hygiène et de beauté... Il y a ceux dont les produits concernent un public un peu plus âgé, mais venant sur la « 6 » par ricochet, par exemple les parents qui veulent continuer à communiquer avec leurs enfants. Enfin, les produits qui veulent se

donner une image jeune : compagnies d'assurances, groupes bancaires, etc.

Cela impliquera une redistribution des budgets, et fera des victimes.

Il y aura à la fois redistribution des budgets entre les différents médias : la radio, l'affichage, les magazines, sont les plus menacés - et accroissement du marché. La presse quotidienne ne subira de contrecoup que lorsque le secteur de la distribution sera autorisé à la télévision.

La privatisation des chaînes publiques menacerait-elle votre entreprise ?

Une privatisation modifierait radicalement le paysage audiovisuel et déstabiliserait le marché, incapable de financer autant de chaînes commerciales. Les chaînes privatisées porteraient incontestablement avec les avantages énormes d'une image et d'une audience bien assises, d'un fort potentiel publicitaire. Mais la spécificité de TV 6, sa cible pointue et sa vocation de « complément » plus que de « concurrent » devraient faire d'elle la moins fragile des nouvelles chaînes.

Propos recueillis par ANNICK COJEAN

TÉLÉVISION LOCALE

Quand Port-Saint-Louis parle à la Provence

Dimanche 2 mars, à 12 h 5, Télé-Monte-Carlo offrira son réseau et ses trois millions de télé-spectateurs à une émission de télévision locale en direct de Port-Saint-Louis-du-Rhône (Bouches-du-Rhône). Sur le plateau improvisé d'un immense dock, Claude Viller et Luis Rego animeront un plateau de rediffusion et de personnalités locales. Aux commandes de ces trois heures de direct, un virtuose du genre, Raoul Sangla.

La production est signée Communauté, une association qui, avec Port-Saint-Louis, regroupe Miramas, Port-de-Bouc et Saint-Mitre, cinq communes qui se sont unies en juin dernier avec les PP

un accord sur le câblage. Sans attendre son réseau, qui doit être achevé en 1989, Communauté s'est attaquée à un des problèmes les plus épineux du câble : le programme local, souhaité par la majorité des abonnés mais fort difficile à financer. Pour sortir de l'impasse, Communauté a inventé une solution originale. Tout d'abord les cinq communes ont opté pour le rattachement de tous les habitants à un lourd investissement de départ, qui s'amortit ensuite par l'exploitation de services payants mais qui permet aussi d'avoir suffisamment de télé-spectateurs pour trouver de la publicité locale.

Ensuite, Communauté a renversé l'idée de la « fenêtre locale », solution proposée par le rapport Breda pour assurer la viabilité des télévisions locales. Les cinq communes proposent à tour de rôle un programme original gratuit à Télé-Monte-Carlo, à condition qu'elle le diffuse sur tout son réseau. Cette « syndication » à l'envers a séduit la station périphérique, mais aussi les financiers, les régisseurs publicitaires et les institutions locales. L'opération coûte 1,8 million de francs et est financée par les communes (8,5 %), la Caisse des dépôts et consignations, les mutuelles et, à 50 %, par la publicité recueillie par Havas et Euro-Sud (régie du Provençal et de Télé-Monte-Carlo).

Aussi, le 2 mars à Port-Saint-Louis, Michel Hidalgo, Sapho et le Walker Jazz Band voisineront avec des guitaristes camarguais. Le 30 mars, à Miramas, le sport succédera aux variétés et le perchiste Patrick Abada invitera ses copains de stade et ses amis du show-business. A Martigues, le 18 mai, c'est le cinéma qui sera à l'honneur avec tous les films tournés dans la région, du Tony de Jean Renoir jusqu'à cet inédit de Fernandel que Prosper, le pâtissier du coin, détenteur de l'unique copie, remettra solennellement aux responsables de la Cinémathèque nationale. Un mélange surprenant de spectacle professionnel et de convivialité bon enfant.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

DANS LE CADRE DES MANIFESTATIONS « VENISE A PARIS »

MURANO L'ART DU VERRE

du 1^{er} au 22 mars 1986 (tous les jours de 11 h à 17 h)

Grand Foyer du Théâtre National de l'Opéra de Paris (entrée par la façade)

EXPOSITION DE 400 ŒUVRES DES PLUS GRANDS MAÎTRES VERRIERS

CLAUDEL PAUL

du 27 février au 20 avril

LA VILLE

Théâtre des Amandiers Nanterre

Location: 47.21.18.81

Mise en scène: Bernaro SOBEL

Coproduction: Nanterre Amandiers & Théâtre de Gennevilliers

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

En coproduction avec les Ateliers Contemporains

LE PARC

Botho Strauss • Claude Régy

28 février au 23 mars à 19h30 • Dimanche à 15h • 47.27.81.15

typ CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

ballet de l'opéra de shanghai

du 4 au 23 mars 1986

en collaboration avec les spectacles d'opéra et les spectacles d'opéra

Programme: du 4 au 23 mars 1986. Location: 47.27.81.15. Tél. 47.27.81.15. Tél. 47.27.81.15.

AUBERVILLIERS GROUPE TSE

DERNIERE LE 8 MARS

LA VIE DE CLARA GAZUL

de Danielle VEZOLLES et Alfredo ARIAS

d'après Prosper Mérimée

Mise en scène: Alfredo ARIAS

Jean-Marc Bory est un vice-roi redoutable et truculent. Marilù Marini est divine.

On sort de là, léger... Cette fête nous fait le coup de la barbe à papa, ce fou-rire à la fois nageux, inconsistant, délicieux, gamin et irréfutable.

du 11 au 23 MARS et du 18 au 27 AVRIL

LA FEMME ASSISE

de COPI

Mise en scène: Alfredo ARIAS

avec Alain SALOMON et Marilù MARINI

(Grand Prix de la Critique pour ce spectacle)

du 25 MARS au 16 AVRIL

LA NUIT DE MADAME LUCIENNE

de COPI

Mise en scène: Jorge LAVELLI

avec Facundo BO, Françoise BRION, Maria CASARÈS, Miloud KHETIB, Liliane ROVERE

(En coproduction avec le Festival d'Avignon)

THEATRE DE LA COMMUNE

2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS

Location: (1) 48.34.57.57

هكذا من الأصل

théâtre

[illegible]

INFORMATIONS « SERVICES »

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 1^{er} mars
ILE-DE-FRANCE
 Pontoise, 14 heures : argenterie, mobilier, atelier de Henriette Morisot.

Dimanche 2 mars
 Nogent-sur-Seine, 14 h 30 : œuvres de Louis Latapie ; L'Isle-Adam, 11 heures et 14 h 30 : affiches ; Rambouillet, 14 h 30 : argenterie, tableaux, objets d'art, mobilier ; Versailles-Cheval-Légers, 11 heures et 14 h 15 : Extrême-Orient ; Versailles (Palais des Congrès), 14 heures : tableaux modernes ; 15 heures : tableaux anciens, objets d'art, mobilier.

PLUS LOIN
Samedi 1^{er} mars
 Reims, cartes postales, jouets, appareils photographiques anciens.

Dimanche 2 mars
 Reims, bronzes, tableaux modernes ; Charleville-Mézières, 14 heures : bibelots, tableaux, bijoux, meubles ; Gien, 14 heures, tableaux, argenterie, mobilier, objets d'art ; Nogent-le-Rotrou, 10 heures : cartes postales, 14 heures : bibelots, céramiques, tableaux, mobiliers ; Roissy, 14 h 15 : tableaux, objets d'art,

mobilier, argenterie ; Tonnerre, 14 heures, tableaux, objets d'art, mobilier.

FOIRES ET SALONS

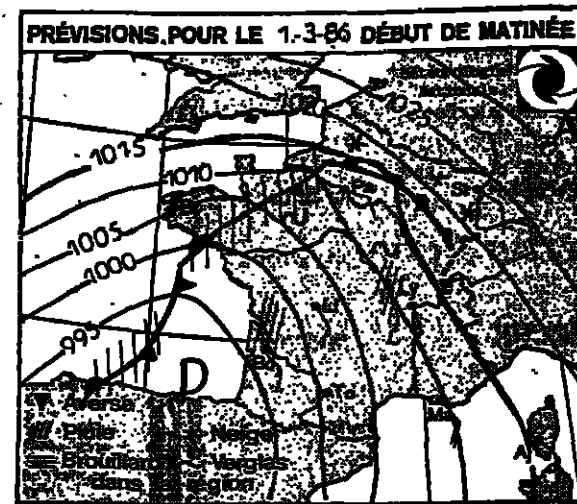
DIMANCHE 2 MARS

Angers (dimanche seulement) : Brest, Comptoir (dimanche seulement), bourse aux armes ; La Roche-sur-Yon et Paris, (marché du Printemps) (samedi seulement).
 Paris (Parc Floral de Vincennes) : 4-16 mars ; Toulouse : 5-9 mars ; Verdon (44) : 6-10 mars ; Ivry-sur-Seine : 7-16 mars ; Chartres : 7-16 mars ; Paris (musée Jacquemart-André), 7-23 mars ; Bruny-en-Artois : 8-10 mars ; Grandvilliers : (60) 8-9 mars ; Mont-de-Marsan : 9-10 mars ; Montesson (42) : 9 mars ; Lyon : 15-23 mars ; Rouen : 21-23 mars ; Tours : 21-24 mars ; Limoges : 22-23 mars ; Savigny-sur-Orge : 22-23 mars ; Saint-Germain-en-Laye (Salon de l'Armée Ancienne) : 22-24 mars ; Antibes : 22 mars-7 avril ; Orange : 27-30 mars ; Bernay : 28-31 mars ; L'Isle-sur-Sorgues : 28-31 mars ; Perpignan : 28-31 mars ; Arcachon : 29-31 mars.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 28 février à 0 heure et le samedi 1^{er} mars à minuit.
 La dépression située au large du Maroc va remonter vers le golfe de Gascogne en se comblant légèrement. Les vents de sud-est vont se renforcer dans le sud du pays samedi avec une tempête en Méditerranée.
 Samedi : Le ciel sera très nuageux sur l'ensemble du pays. Il pleuvra du sud de



la Loire à la région lyonnaise. Ces pluies seront modérées dans le sud-ouest. Par contre, elles seront abondantes dans les Pyrénées orientales au Languedoc-Roussillon et au sud du Massif Central le matin, de la vallée du Rhône au sud des Alpes et à la Corse l'après-midi. Il neigera sur les Alpes au-dessus de 1500 mètres. De plus, sur ces régions, le vent de sud-est soufflera assez fort dans l'intérieur, et sera fort sur les côtes. Par contre, les températures seront douces atteignant 10 à 15 degrés dans l'après-midi. Plus au Nord, des chutes de neige et de verges se produiront encore. Sur ces régions, les températures resteront négatives toute la journée, avec le matin, des gelées de -2 à -5 degrés.

Sondages pour dimanche :
 Dans le sud du pays, le vent faiblira. Dans la journée, des passages nuageux nombreux accompagnés de pluies alternent avec des rares éclaircies. Les températures seront stationnaires. De la Bretagne, au Centre, à l'Alsace et au Nord, le ciel sera couvert. Avec la légère hausse des températures (de 1 à 2 degrés), les précipitations devraient se transformer progressivement en pluies, sauf du Nord au Nord-Est où l'on observerait encore des chutes de neige ou de verges.
 (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 27 février :

DES DÉCRETS

● Du 18 février 1986 portant application au commerce des produits en cuir et similaires du cuir de la loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes et falsifications en matière de produits ou de services.

● N° 86-259 du 18 février 1986 modifiant le décret n° 76-671 du 13 juillet 1976 relatif à la qualification professionnelle en matière de brevets d'invention et portant organisation et régime disciplinaire de la profession de conseil en brevets d'invention.

● N° 86-267 du 18 février 1986 modifiant le régime complémentaire obligatoire d'assurance-vieillesse des travailleurs non salariés des professions artisanales.

● N° 86-268 du 18 février 1986 instituant le contrôle des véhicules gravement accidentés et modifiant le code de la route.

DES CIRCULAIRES

● Du 10 février 1986 relative à la gestion des biens et droits des individus entre plusieurs communes.

● Du 18 février 1986 relative à l'application du décret n° 86-228 du 18 février 1986 relatif à la titularisation des agents des collectivités territoriales des catégories A et B.

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 28 février :

DES DÉCRETS

● N° 86-271 du 27 février 1986 portant statut particulier du corps des interprètes du ministère des relations extérieures.

● N° 86-273 du 27 février 1986 modifiant et complétant le décret n° 86-4 du 3 janvier 1986 portant réorganisation de la chambre de commerce et d'industrie de la Nouvelle-Calédonie.

● N° 86-274 du 27 février 1986 portant statut du personnel de la Caisse nationale du Crédit agricole.

● N° 86-278 du 26 février 1986 relatif au programme d'équipement des bibliothèques centrales de prêt.

● N° 86-279 du 24 février 1986 portant création d'une commission départementale de coordination en matière de jeunesse.

DES ARRÊTÉS

● Du 18 février 1986 fixant la composition et l'appel de la fraction de contingent 1986/87.

● Du 20 février 1986 portant fixation de la période d'heure d'été en 1986, 1987 et 1988.

● Du 18 février 1986 portant application du décret n° 78-404 du 17 mars 1978 relatif au régime de subventions d'investissement accordées par l'Etat aux établissements d'enseignement privés sous contrat.

UNE CIRCULAIRE

● Du 4 février 1986 relative à la mise en œuvre de transferts de compétences en matière d'enseignement public. Utilisation des locaux scolaires par le maître. Application de l'article 25 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983. Cas des établissements d'enseignement agricole public.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde Loisirs » page 14

RADIO-TÉLÉVISION

VU

Du rêve pour les chaumières

La « 5 » n'est pas seulement la chaîne des shows et des jeux, elle est pédagogique : elle nous apprend ce que c'est qu'être riche. Avec « Mode, etc. », le magazine des mille et un rêves.

Premier sujet, le rallye de Monte-Carlo. Musique disco, voitures dérapant sur les verges en faisant voler la neige. Soit de la principauté, concours d'élégance, aucun nom du Gotha n'est oublié... « Et qui est là ? Mais oui, c'est bien elle, Sylvie Parpagnan, la sexy symbol des années 50 », se réjouit en voix off le commentateur peu galant. Il s'appelle Jacques Chambon.

Il y met le ton, évoque « Borsellino, le film qui faisait revivre Manolella des années 30, et au fait, vous souvenez-vous des interprètes ?... Jean-Paul Belmondo et Alain Delon, mais oui, bravo messieurs ! » Bourdais et clichés s'alignent, les femmes sont charmantes, les voitures magnifiques, le champagne coule à flots, la

chaleureuse poignée de mains du prince sera conservée comme un souvenir de famille...

D'abord on pense à une parodie. Au second sujet, on s'interroge. Vente aux enchères mondiale des fourrures à Leningrad, « ville fascinante, qui, chose importante, a gardé l'empreinte de la culture européenne ». Visite touristique, le « lent écoulement du fleuve », les canaux de la Venise du Nord, l'Ermitage, dont on ne voit que les escaliers, les moulures dorées, les touristes ils n'ont pas dû obtenir l'autorisation de tourner dans les salles. La commentatrice poursuit ses explications historiques. On croirait un documentaire ancien pour émission rétro. La vente elle-même est réduite à quelques images de messieurs renfrognés.

Au troisième sujet, on espère : ils ont passé deux jours à la Scala, où Luca Ronconi répétait Aida. Revisite commentée de « la

machine merveilleuse à donner vie à l'illusion ». Question à Lorin Maazel : « Pourquoi cette œuvre obtient-elle toujours autant de succès ? ». Et à la cantatrice : « Amnésie s-t-elle le rôle de la méchante ? Les figurants tirent des pans de murs : « Ils miment l'effort. En réalité le décor est en polyester ».

Le dernier sujet est « cent pour cent français » : la haute couture printemps-été, où « la féminité triomphe ». Chanel, Ungaro, Patou, Alaïa. Qu'est ce que ça donne quand on coupe le son ? Pas grand-chose de plus, une impression de vide, de quelques robes égarées. Filmer un défilé n'est pas simple. Le mode sur la « 5 » n'est pas même le hors mode, c'est Dali et Dyrnasty, où tout le monde s'aimait bien et ferait partager le bonheur d'être riche, de loin, juste pour des rêves de seconde main.

COLETTE GODARD.

Vendredi 28 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Jeu : Ambitions.
 Réal. J.-P. Jaud, avec B. Tapie et L. Toulon.
 Une nouvelle émission qui met à l'épreuve un candidat qui veut créer une entreprise. Il doit convaincre les professionnels du sérieux de son projet avec l'assistance de Bernard Tapie et de deux parrains, l'un du spectacle, l'autre du monde des affaires.
 22 h 10 Série : Arsène Lupin contre Herlock Sholmes.
 Réalisation J.-P. Decourt, dialogues C. Brule, d'après M. Leblanc, avec G. Desrières, M. Keller... (Rediff.).
 Une parodie des polars avec la rencontre inattendue d'Arsène Lupin et d'un vieux rival, Herlock Sholmes.
 23 h 5 Journal.
 23 h 20 Télévision sans frontières.
 Carnaval aux Antilles, en association avec RFO, avec Kassav, Malavoy, la Compagnie créole, etc.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Feuilleton : Un seul être vous manque.
 Réal. J. Doniol-Valerón. Avec C. Spaak, Y. Folliot.
 Le dernier épisode voit, enfin, le dénouement de l'écheveau sentimental. Il était temps !
 21 h 35 Apostrophes.
 Magazine littéraire de B. Pivot.
 Sur le thème « Les hommes de la Terreur », sont invités : Frédéric Bluche (Septembre 1792, loquaces d'un massacre) ; Dominique Janet (Antoine et Maximilien ou la Terreur sans la vertu) ; Michel Vovelle (La Révolution française - Images et récit) ; Jean-Paul Béraud (Camille et Lucile Desmoulins - Un couple dans la tourmente) ; Bernard Vitor (Saint-Jean).
 22 h 50 Journal.
 23 h Ciné-club : le Lys brisé.
 Film américain (muet) de David Wark Griffith (1919). Avec L. Gish, R. Barthelmess, D. Crisp.
 Dans les faubourgs de Londres, une adolescente, mariée par son père, se réfugie chez un jeune Chinois qui va la traiter comme une reine. Univers de mystère et de douleur où l'amour pur se heurte à la brutalité, à la violence. Un mélodrame dans le style, admirable, fait penser à certains romans de Dickens. Impossible de ne pas être bouleversé par Lillian Gish, l'interprète favorite de Griffith, en femme-enfant. Elle est sublime.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : A nous les beaux dimanches !
 Réal. R. Mazoyer, scénario de G. Elgey et C. Waton, avec A. Parilland, C. Girard, B. Devoldère, M. Creton...
 Avec le triangle du Front populaire, la lutte entre une famille bourgeoise et une famille ouvrière, symbole de la décomposition de la société avant la deuxième guerre mondiale.
 21 h 30 Vendredi : Trente-six heures pour l'enfer.
 Magazine d'André Campana et Igor Barrière.
 Georges Courtin, treize-ans, dont quarante en prison. C'est lui qui, le 19 décembre dernier, arrive dans

le prétoire de la cour d'assises de Nantes. Après sa prise d'otage, il convoque FR3, transforme son geste en véritable événement médiatique diversément commenté. Jean-Charles Deniau revient sur le fond et l'« autour » de cette affaire.
 22 h 25 Journal.
 23 h 45 Bleu outremer.
 23 h 40 Prélude à la nuit.

à 14 h sur FR3, Chefs d'entreprise, à vos postes ! Philippe Gladas vous invite au Forum Gestion PME/PMI

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h, L'Age en fleur ; 17 h 15, Ile de France ; 17 h 30, Un naturaliste en campagne ; 18 h, Action 3 ; 18 h 55, La parabole rose ; 19 h 5, Août pie ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Les nouvelles de « Monde ».

CANAL PLUS

21 h, L'Express du colonel von Ryan, film de M. Robson ; 22 h 10, Rafales ; 0 h 35, le Raffin, film de J. Giovanni ; 2 h 20, Week-end sauvage, film de W. Fruet ; 3 h 50, la Femme flamée, film de R. Van Ackeren ; 5 h 35, Amateurs, grâce à Dieu.

LA « 5 »

20 h 30 Feuilleton : Flamingo Road.
 21 h 15 Arabesques.
 22 h 30 Rediffusion des programmes de la soirée.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Le grand débat : Faut-il plus d'enfants à la France ? Avec Michèle Perrot, Michel Albert, Pierre Chauvy et Hervé Le Bras.
 21 h 30 Black and blue : pour ceux qui aiment le jazz.
 22 h 30 Nuits magiques.
 0 h 10 De jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (en direct de Stuttgart) : Et expecto resurrectionem mortuorum, pour orchestre de bois, cuivres et percussion métallique, de Messiaen ; Messe n° 1 en ré mineur pour solistes, chœur et orchestre, de Bruckner, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart et les chœurs de chambre de Rias Berlin et du Sudfunk dir. U. Segal.
 22 h 20 Les soirées de France-Musique.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 1^{er} MARS

« La cathédrale russe de Paris », 14 h 30, 12, rue Darné (La France et son passé).
 « L'été de Lassy et son décor Régence », 15 h 30, 128, rue de l'Université (Acquis).
 « La Cour des comptes », 10 heures, 13, rue Cambon (M^{re} Rojau).
 « La Sorbonne et le quartier Latin », 15 heures, vestibule (Académie).
 « Les séries tropicales du Jardin des Plantes », 14 heures, entrée, entrée de la serre (Les Amis de la serre de Paris).
 « Exposition Gian Domenico Tiepolo : galeries vaticanes », 15 heures, entrée musée de l'Orangerie (Paris et son histoire).
 « Saint-Martin et Saint-Nicolas-des-Champs », 15 heures, 292, rue Saint-Martin (Paris et son histoire).
 « La Madeleine et son quartier », 15 heures, métro Madeleine, devant les Trois Quartiers (Luthée visites).
 « Exposition De Rembrandt à Vermeer », 17 h 30, entrée exposition au Grand Palais (M. Polver).
 « La peinture française de La Nain à Watteau », 15 heures, musée du Louvre, porte Janard (P.-Y. Jaske).
 « Exposition Les Français et la nuit », 15 heures, Musée des arts et traditions populaires, 5, rue de la Harpe (M. Mahatma-Gandhi (ATTC)).
 « Cartophilie-PTT », 14 h 30, Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (L'Art pour tous).
 « La Mosquée de Paris, histoire de l'islam », 15 heures, devant entrée, place du Palais-National (M. Rougemont).
 « Les arènes de Lutèce, la montagne Sainte-Genève », 15 heures, sortie métro Jussieu.
 « Un parcours policier dans les rues et les passages du Vieux Paris », 15 heures, métro Sentral, sortie Palais-Carreau.
 « Exposition « Féerie asiatique », 14 h 30, Louvre des Antiquaires (Approche de l'art).
 « Ascension dans le clocher et les grilles supérieures de l'église Saint-Germain-des-Près », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près, lampes de poche (M. Buzanvi).
 « Fréquences méditerranéennes au Musée des monuments français », 15 heures, hall musée.

CONFÉRENCES

16, rue de la Sorbonne, amphithéâtre, 15 heures, débat avec M. Georges Sarrailh et conseiller de Paris, candidat du PS.
 62, rue Saint-Amand, 16 h 30 : « Les canaux à Paris : aménagements et atmosphère ».
 26, rue Bergère, de 10 heures à 18 heures : « L'écologie du christianisme ».
 Maison des missions, 270, rue Saint-Jacques, 11 heures : « Egypte chrétienne » ; 14 heures : « La conquête d'autres espaces » ; 16 heures : « Le baroque brésilien ».

Se perfectionner en anglais la langue officielle en Europe
LES COURS ANGLAIS DELTA
 cours avec certificat en français
 Documentation gratuite : ÉDITIONS DISCOS BSCW
 8, rue de la Harpe - 75001 Paris

EN BREF

EXPOSITION

« L'HOMME TRANSPARENT. — Diverses manifestations sont organisées à Chambéry sur le thème de la santé. Du 19 au 22 mars : « Regards sur la folie », pièces, films et conférences. Du 15 avril au 15 mai : « L'homme transparent et la santé » : découverte du corps humain. Enfin, un volet historique du 15 avril au 15 mai : « L'art de soigner au fil de la mémoire savoisienne » permettra une approche de la médecine et des médicaments d'hier en Savoie.

* Association pour la Maison de la culture de Chambéry et de la Savoie (AMCOS), Théâtre Charles-Delisle, 73000 Chambéry, Tél. : (16) 79-33-25-19.

PRESSE

LE CITOYEN FACE À L'ARMÉE. — Le numéro 39-40 de la revue Hommes et Libertés, que publie la Ligue des droits de l'homme, consacre un dossier au « Citoyen face à l'armée » : qui doit effectuer son service militaire ? quand ? la santé à l'armée, les conditions de vie, les droits et libertés du soldat citoyen, le retour à la vie civile et le problème de la « réserve » et, enfin, l'armée et la société. Tels sont les principaux points abordés. On peut acquérir le dossier séparément (10 F).
 * Ligue des droits de l'homme, 27, rue Jean Dauterive, 75014 Paris. Tél. : 47-07-56-35.

NATIONAL		TIRAGE DU MERCREDI	
LOTO N° 9		26 FÉVRIER 1986	
10	22	37	38
47	49	46	
NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE			
PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 1 ^{er} MARS 1986			
VALIDATION : POUR LE MERCREDI 5 MARS 1986 ET LE SAMEDI 8 MARS 1986 JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI			
NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS N°	2	4 811 500,00 F	
5 BONS N° + complémentaire	12	374 225,00 F	
5 BONS N°	1 081	13 055,00 F	
4 BONS N°	80 934	170,00 F	
3 BONS N°	1 743 840	11,00 F	

سكنا من الأصل

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

- **EXPLOITANTS "ENTREPRISES"** VM11/664 C
- **INGÉNIEUR CHIMISTE DÉBUTANT** VM12/536 G
- **ASSISTANTE DE RECHERCHE** VM13/RA17
- **ADJOINT(E) AU RESPONSABLE DE LA COMMUNICATION** VM23/1386 N
- **OUI, LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE SE VEND BIEN À L'EXPORT!** VM32/1386 R
- **INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL** VM32/1379 E
- **ADJOINT CHIEF DE PRODUIT** VM32/1386 P
- **CADRE EXPÉRIMENTÉ FONCTION PERSONNEL** VM19/681 J
- **DIRECTEUR COMMERCIAL** VM 30/1525 A

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Berri - 75008 Paris

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

UNE INGÉNIEUR TECHNO-COMMERCIAL (PARIS)

NOTRE GROUPE SE COMPOSE :

- d'un grand constructeur de centrifugeuses pour industries chimique, textile, agro-alimentaire, mécanique ;
- d'un installateur en équipements d'usines ;
- d'un bureau d'études (équipements industriels, valorisation des déchets...)

Nous créons notre antenne technico-commerciale à Paris et recherchons un **INGÉNIEUR (AM, INSA...)** dynamique et créatif pour prendre la tête de cette antenne et développer ces activités.

C'est un poste d'avenir, motivant, très autonome pour une personnalité de valeur.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à :
DEVELOP - 17, rue Montalivet, 07100 ANNONAY

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt

MÉTRO BASTILLE

Imm. p. de taille, assesseur 5^e dt, bati, centr. indiv., liv. ché, salle à manger, 3 chbres, entrées, cuis., bne + service, 8, bd Richard-Lenoir, 11 heures à 13 heures.

5^e arrdt

PANTHEON

2 P. occ. 104. 320.000 F. 2 pièces, bne, 520.000 F. ssa. GARNI. - 45-67-22-88.

6^e arrdt

MÉTRO ODÉON

Bon imm., calme, petit studio entré, bti, s. de bne, w-c, 43, rue Mazurine, 11 heures à 13 heures.

MÉTRO ODÉON

Bon immeuble, calme, petit studio, entré, bti, s. de bne, w-c, 43, rue Mazurine, 11 heures à 13 heures.

8^e arrdt

ANJOU-MADELEINE

bel imm., bourgeois, bati, sac. SURFACES À AMÉNAGER 180 m² environ. 2.520.000 F. SAINGLAIR. 45-67-01-22.

12^e arrdt

MÉTRO NATION

Bon stand., sur jardin, petit, 2 chbres, entré, cuis., 146, boulevard Diderot, Sam., dim., 14 h à 17 h.

LEDRU-ROLLIN

Luxueux 3/4 P., bourgeois, TERRASSE 100 m² Prix : 1.850.000 F. LERMS 43-63-39-69.

16^e arrdt

O.R.T.F. 3/4 P.

sec. solai, 2, r. PAUL-DUPUY 3/4 P., vend. 14/16 h EXCLUSIVITE - 45-66-58-58.

18^e arrdt

VUE SUPERBE

Duplex 5 P., 90 m², 3 salles, solai, 1.350.000 F. 4, rue d'Alsace-Lorraine, Sam., 14/17 h. 45-60-04-28.

19^e arrdt

70, RUE DE MEAUX

Imm. pierre de t. 73 m², ct 2^e dt. SAMEDI, 14 h à 17 h.

appartements achats

ORPI

1^{re} force de vente à PARIS recherche tous appartements REALISATION RAPIDE ORPI - 42-22-70-63.

AGENCE LITRE

Rech. pour clientèle française et étr., appart et hôtel part. dans quartiers résidentiels, paiement compt. ches notaire Téléphone : 45-64-44-45.

locations non meublées offres

Paris

EXCEPTIONNEL. M^{re} ALÉSIA VERSANT MONTMARTRE, neuf, stand, dernier dt., 3-4 P., 10 ch, terrasse, 50 m², vue tout Paris, prix justifié LAURIE VATH Téléphone : 45-04-04-45.

45-04-20-80

Mme. offres. Locat. Paris-bord.

locations non meublées demandes

Paris

Pour l'ensemble des activités cadres et employés STÉ FRANÇAISE PETROLES rech. appart 2 à 6 P., pav. Paris et environs. Loyers assurés. Tél. 45-04-04-45.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRE J. villa tte bnt.,oyer grand. (11) 45-65-65-65 - 45-65-65-65.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL Constitutions de Sociétés et tous services. 45-65-17-60.

immobilier information

CABINET D. MEYNEU

Toutes transactions en Aquitaine proximité lac et océan LE PORGE. 66-28-64-80.

terrains

A VENDRE À CLAVIERS VAN splendide terrain 1.700 m² Prix 180.000 F. Tél. le soir 66-28-61-37.

viagers

ETUDE LODEL Viagers, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. Tél. : 43-85-01-88.

vacances

Tourisme

Loisirs

Stage de ski à 16 ans au Sevois, C.V. 45-67-22-88, après 18 heures.

Maroquinerie

SOLDE S/PRIX DE GROS SACS, BAGAGES, CADEAUX, VISCONTI, S. r. M-Lecomte-35-72-16-86, fermé le samedi.

Moquettes

A solai MOQUETTE 100 % PURE LAINE WOOLMARK Prix modéré : 80 f/m². Tél. : 45-58-61-62.

MOQUETTE

GRANDES MARQUES GORES ET PETITE LANGEURS LABEL WOOLMARK JUSQU'À

- 50 %

du prix réel

La MOQUETTERIE

334, rue de Valenciennes 75015 Paris Téléphone : 45-52-42-62 ou 42-50-41-85.

DRISCOLL HOUSE HOTEL

200 chambres à un lit. Dens. pension, 2 65 par semaine, 21-50 ans S'adresser à 172, New Kent Road London SE1 Téléphone : 01-702-4175.

LE CARNET DU Monde

Décès

Emmanuel Dupraz, ses petits-enfants, Christophe et Caroline Pithois, Nathalie Brou, ses arrière-petits-enfants, M. Edmond Julliotte, son beau-frère, M. et M^{re} Robert Box, ses cousins, Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} veuve René MURARD, née Marguerite Monpert, survenue le 21 février 1986, dans sa quatre-vingt-septième année.

Ils rappellent le souvenir de son fils, le lieutenant

Pierre MURARD,

mort pour la France le 25 août 1944. L'inhumation a eu lieu à Troyes, dans l'intimité, le 25 février.

4, rue Maurice-Bouchard, 10000 Troyes, 25, avenue Niel, 75017 Paris, 8, clos Saint-Pierre, 91190 Gif-sur-Yvette.

M. Olivier Poydenot, M^{re} Marina, Sonia et Carine Poydenot, Le colonel et M^{re} Robert Tasié, Régis Tasié, M^{re} Pierre Wegmann, Le général Olivier Poydenot, Et leurs familles, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{re} Olivier POYDENOT, née Sabine Tasié, survenue le 26 février 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 4 mars, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, 2, place d'Auteuil, 75016 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue Mirabeau, 75016 Paris.

- Pia Zanetti, Edith Hackenmiller, Béatrice Eppinger,

ont la tristesse de faire part du décès de

Margaret-Marie RANDALL.

Une cérémonie aura lieu à Paris, le 3 mars 1986, à 14 h 30, au columbarium du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Ses amis ont le malheur d'annoncer la mort de

docteur Louise ROSENTHAL,

survenue le 26 février 1986 à l'hôpital Cochin.

- L'Office national interprofessionnel des céréales a la tristesse de faire part du décès de son président,

M. Francis SENCE, président du conseil central de l'ONIC, président du Comité départemental des céréales de la Somme, vice-président de l'Association générale des producteurs de blé (AGPB), président de la section céréale de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA),

président de l'Union coopérative agricole de Picardie (UCAP) à Montdidier (Somme), chevalier de l'Ordre de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre du Mérite agricole,

survenue le 27 février 1986.

L'enterrement aura lieu le 1^{er} mars 1986, à 15 heures, à Rouvry (Somme).

Ni fleurs ni couronnes.

- Ses collègues et amis de Gennevilliers, Aix, Marseille et Grenoble, ont le chagrin de faire part du décès, le 14 février 1986, de

Alain SZEMINSKA, professeur de psychologie à l'université de Varsovie, docteur honoris causa de l'université de Genève.

(Après des études à Berlin et à Genève, A. Szeminska fut assigné à l'université de Genève auprès de Jean Piaget de 1932 à 1938. Restraint en Pologne avec la guerre, elle s'est réfugiée au ghetto de Varsovie, sous le pseudonyme de Janina, sous le nom de la Résistance et fut déportée à Auschwitz. Le 14 février 1986, elle est décédée à l'hôpital de Genève. Ses travaux les plus connus portent sur la notion de nombre chez l'enfant.)

- M. Joseph Szwercbrot, son épouse, M^{re} G. Estienne, sa mère, ont la douleur de faire part du décès de

M^{re} Jacqueline SZWERBROT, née Estienne, expert-comptable, commissaire aux comptes, présidente de l'ANACACI, survenue le 26 février 1986.

Les obsèques ont eu lieu le 28 février 1986, à 14 heures, au cimetière de Montrouge.

14, avenue de Malakoff, 75116 Paris.

- M. Jean-Claude Vialle, ses enfants et petits-enfants, très touchés par les marques d'amitié, témoignées lors du décès de

Jean-Claude VIALLE, architecte DPLG,

remercient tout ceux qui ont partagé leur profonde tristesse.

Remerciements

- M. Richard Sabban, Les familles Uzan, G. Guez, Stepowski et Zili,

tiennent à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu s'associer à la perte cruelle de leur très chère et regrettée mère, grand-mère et arrière-grand-mère.

M^{re} Alcegaire ALICE SABBAN, née Mazon.

Le drache du mois dédié à sa mémoire aura lieu le dimanche 2 mars 1986, à partir de 17 heures, à son domicile, 5, allée Lohé-Bérard, Gidy (quatrième étage).

- M. Denise Klein, Eric et Sophie Klein,

remercient les personnes qui leur ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de leur mère et grand-mère.

M^{re} Ida STERNBERG.

Il s'excusent auprès des personnes qui n'ont pu être avisées. Une affectueuse pensée pour leur père et grand-père.

Communications diverses

- L'association Coup de soleil (88 : (16-1) 40-26-18-77) organise le 1^{er} mars, de 15 heures à 23 heures, au Musée des arts africains et océaniques, 293, avenue Daumesnil, à Paris-12, une journée de rencontre entre Français et Maghrébins de confession chrétienne, juive ou musulmane, avec la participation de musiciens, comédiens, réalisateurs, écrivains et journalistes originaires des trois communautés.

Participation aux frais : 130 F. Le dîner-déjeuner est à la soirée musicale.

GALERIES LAFAYETTE

DÉFILÉS ROBES DE MARIÉES

Le samedi 8 mars, les Galeries Lafayette organisent une journée spéciale à l'intention des futurs mariés. Confortablement installés dans le salon privé, ils pourront découvrir la collection de robes de mariées présentant plus de 60 modèles. Réservez votre place en téléphonant au 42.81.34.90.

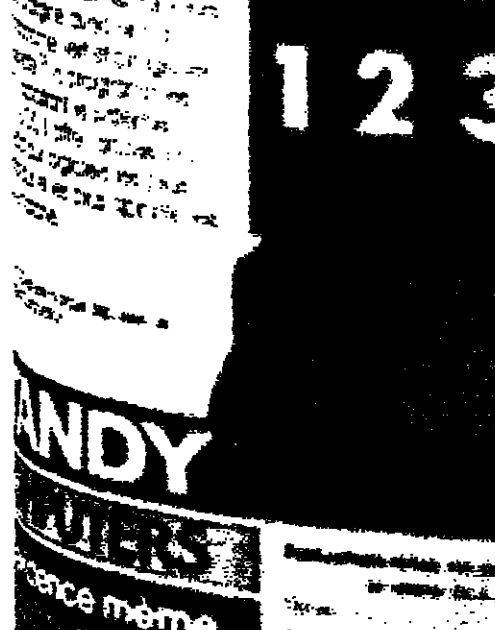
Défilés à 9 h 45, 11 h 30, 15 h et 16 h 30. Participation : 50 F par personne (boissons comprises).

GALERIES LAFAYETTE HAUSMANN

OURS S'AM



123



économie

LES CONSÉQUENCES DE LA BAISSÉ DU PÉTROLE ET DU DOLLAR

REPÈRES

Dollar : coup d'arrêt à la baisse, 6,83 F

Sur des marchés des changes nerveux à la veille du week-end, la baisse du dollar, qui s'était nettement accélérée jeudi 27 février, a reçu un coup d'arrêt vendredi 28 février. Le billet vert, qui était tombé à 6,79 F, 2,2020 DM et 178,50 yens, s'est raffermi à 6,83 F, 2,2220 DM et 180,50 yens. A l'origine de ce coup d'arrêt, on trouve une rumeur, en provenance de Tokyo, suivant laquelle le Japon aurait demandé une réunion du groupe des cinq pays industrialisés pour le week-end. Ce pays juge le recul du dollar amplement suffisant et réclame un arrêt de la baisse.

Automobile : 29,5 milliards de francs d'excédent commercial

Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, le solde positif de la branche automobile a atteint 29,48 milliards de francs en 1985, en léger recul sur 1984 (30,9 milliards). Ce recul est dû, à la fois, à l'augmentation des importations de véhicules industriels (+ 15 %) et à la légère diminution (- 2,5 %) de l'excédent des pièces et équipements. Les exportations de la branche automobile se sont élevées à 95,05 milliards (+ 6,3 %), représentant ainsi 10,5 % des exportations totales de la France. Les exportations de véhicules ont atteint 54,55 milliards, avec un solde positif de 9,8 milliards, et celles des pièces et équipements 40,5 milliards, et un excédent de 19,6 milliards. Dans ces résultats, le meilleur score revient aux voitures particulières neuves, avec une progression de 12,5 % de ses exportations, qui ont atteint 44,5 milliards.

Chômage : nouveau record en Grande-Bretagne

Nouveau record absolu pour le chômage britannique avec 3 210 000 demandeurs d'emploi à la mi-février, une hausse de 4 800 sur le mois précédent, indique le ministère de l'emploi. Cette dégradation, pour le troisième mois consécutif, porte à 13,3 % le taux de chômage outre-Manche et marque un revers dans la mesure où, jusqu'à la mi-novembre, le gouvernement avait cru pouvoir déceler des signes d'amélioration. Au cours des trois derniers mois, la progression mensuelle a représenté quelque 14 500 nouveaux chômeurs. La moyenne nationale recouvre, en outre, des points préoccupants avec des taux de chômage de 22 % en Irlande du nord, 18,3 % dans le nord de la Grande-Bretagne et 16,6 % au Pays de Galles.

Endettement extérieur : 469 milliards de francs

La dette extérieure de la France à long et moyen terme peut être évaluée à 469 milliards de francs, au 31 décembre 1985, au taux de change en vigueur à cette date (1 dollar = 7,50 F), selon les statistiques publiées par le ministère de l'économie. Un an auparavant, l'endettement atteignait 528,5 milliards de francs. La hausse de l'endettement brut de la France a ainsi été ramenée de 12,35 % du PIB fin 1984 à 10,25 % fin 1985. Les créances de la France se montent à 311 milliards de francs, l'endettement net France se monte à 158 milliards de francs fin 1985, contre 236,5 milliards au 31 décembre 1984. Entre fin 1984 et fin 1985, la dette extérieure de la France, exprimée en devises, s'est alourdie, passant de 54,3 milliards à 62,5 milliards de dollars.

Les prix de détail n'augmenteront que de 1 % au premier semestre

« La baisse du prix du baril de pétrole est globalement une bonne chose pour l'économie française : sur la balance commerciale, sur l'inflation et, à un degré moindre, sur la production et l'emploi », écrit l'INSEE dans sa dernière note de conjoncture.

L'institut de la statistique estime que si le baril baissait de 30 % revenant de 27,8 dollars à 20 dollars (Brent, Mer du nord, prix spot) le transfert de revenus qui en résulterait des pays consommateurs de pétrole vers les pays producteurs serait important, de l'ordre de 100 milliards de dollars par an, soit pour les pays de l'OCDE un gain de 0,9 % de leur produit intérieur brut.

Ce contre-choc pétrolier stimulerait l'activité dans le monde et aurait pour effet d'accroître les exportations des pays étrangers qui sont aussi les partenaires commerciaux de la France. La demande des pays industrialisés adressée à notre pays s'accroîtrait de 3 % au bout de deux ans, de même que celle des pays en développement non producteurs de pétrole. La demande des pays exportateurs de pétrole baisserait elle de 10 % seulement, ces pays s'endettant pour limiter les effets du contre-choc sur leur économie. Au total, la demande mondiale des produits industriels adressés à la France augmenterait de 0,9 % en 1986 et de 1,2 % en 1987. Cependant, une légère dégradation de notre compétitivité industrielle limiterait les effets de cette réaction.

Nos exportations seraient stimulées et nos importations coûteraient moins cher. L'INSEE a fait ses calculs sur la base d'un dollar à 7,50 F, soit une baisse de 10 % par rapport au second semestre 1985. La balance commerciale sera excédentaire de 15 milliards de francs au premier semestre de cette année, ce qui représente un gain de plus de 2 milliards de francs en six mois par rapport à ce qui était attendu jusqu'ici.

L'allègement de la facture pétrolière. — Dans l'article intitulé « Le rapport Lathière propose des mesures pour augmenter la compétitivité de l'armement français » (*Le Monde* du 27 février page 30), une erreur de transmission nous a fait écrire : « Il [M. Lathière] élimine les suggestions inopportunes, voire hasardeuses... ». Il fallait lire : « Éliminer les suggestions [de M. Lathière] inopportunes, voire hasardeuses... ».

libre, principale cause de l'amélioration de notre balance commerciale, est de 18 milliards de francs au premier semestre par rapport aux prévisions précédentes (le gain est de 55 milliards en 1986 par rapport à 1985). Elle entraîne une hausse équivalente supplémentaire du pouvoir d'achat du revenu national.

Cette année, ce sont les entreprises qui en bénéficieront principalement, ce qui se traduira notamment par une hausse de l'investissement. Par la suite, l'activité s'améliorera avec l'emploi, les revenus des ménages augmenteront à leur tour. Au bout de deux ans, du fait d'un accroissement des recettes fiscales et sociales, le déficit des administrations publiques (Etat, collectivités locales, Sécurité sociale) se réduira fortement.

L'INSEE prévoit que les prix de détail n'augmenteront que de 1 % au premier semestre et que la croissance du PIB sera de 1,4 % entre le début de 1986 et la fin du premier semestre.

La croissance pourrait atteindre 3,3 % cette année dans la CEE

La Commission européenne vient de confirmer la prudente satisfaction qui se faisait jour ici et là dans les pays de la Communauté au fur et à mesure que baissaient les prix du pétrole et le cours du dollar. Ce double phénomène, dont les conséquences exactes sont encore délicates à calculer, devrait permettre aux Douze de connaître cette année une croissance de 2,8 % et non de 2,5 % comme le prévoyait encore en octobre dernier les experts de la commission. Une sensible amélioration sur les 2,2 % enregistrés en 1985. Autre élément encourageant, cette reprise plus forte que prévu devrait s'accompagner d'une nouvelle baisse de l'inflation grâce, notamment, à une réduction du prix des importations. Le rapport de la Commission envisage une hausse des prix limitée à 3,3 % contre 5,1 % l'an dernier. Si cette hypothèse se vérifie, il s'agit du meilleur résultat que la Communauté ait enregistré depuis les 2,8 % de... 1968.

Certes, ces prévisions doivent être observées avec une certaine prudence. Fondées sur un baril de pétrole à 20 dollars en moyenne sur l'année, elles dépendent des à-coups du marché pétrolier comme de l'évolution d'un dollar dont certains craignent l'accélération trop brutale de la chute, alors que d'autres analystes prévoient une remontée de 10 % d'ici à la fin de l'année. Mais, dans la meilleure des hypothèses, ce « cercle vertueux » de la reprise sans poussée inflationniste ne permettra pas de trouver une solution au problème numéro un de la CEE, le chômage.

Le taux annoncé par la Commission pour 1986 se situe à 10,9 % contre 11,2 % l'an dernier mais ne tient compte ni de l'Italie, ni de la Grèce, ni de l'Espagne. Il faudra plus qu'une année de reprise des dépenses des ménages — qui s'annoncent particulièrement spectaculaires en RFA — et des investissements pour que les Européens sortent de ce casse-tête d'un chômage qui touche tout particulièrement les jeunes.

Traitement de choc « à l'argentine » pour le Brésil

De notre correspondant

Rio-de-Janeiro. — C'est le plan austral, à la mode brésilienne. Un traitement de choc comparable à celui que M. Alfonsín applique à l'économie argentine depuis huit mois. Les mesures que le président de la République, M. José Sarney, devait annoncer, ce vendredi 28 février, à 9 h 30, heure de Brasília, rassemblent, point par point, à celles qui ont si bien réussi chez nos voisins. Les prix, les salaires et les tarifs publics sont bloqués pour six mois. L'économie cesse d'être indexée. Une nouvelle unité monétaire est créée, le cruzeiro, équivalent à 1 000 cruzeiros anciens, avec une nouvelle parité par rapport au dollar.

L'objectif est d'arriver à une inflation aussi proche que possible de zéro dans le délai d'un mois. Sera-t-il atteint ? Lorsque les spéculations allaient bon train sur la possibilité d'un plan austral au Brésil, bien des spécialistes se montraient sceptiques : le pays n'a pas, autant que l'Argentine, le moyen de contrôler les prix. En outre, la psychologie de la population se prête peu — à moins de changements inattendus — à la méthode utilisée par le gouvernement de Buenos-Aires pour éviter la fraude : la dénonciation des fraudeurs par la population, invitée à se mobiliser à cet effet.

L'abandon de l'indexation — sauf pour les livrets d'épargne — met fin à une pratique qui avait été instaurée à ses débuts par le régime militaire, pour permettre au pays de « cohabiter avec l'inflation », selon la formule usitée à l'époque. Un tel système, qui liait ensemble les salaires, les prix, les loyers, etc. — a évidemment contribué à réalimenter la hausse des prix.

Le traitement de choc brésilien innove autant que l'argentin, dans la mesure où il ne gèle pas seulement les salaires, en espérant que les prix suivront, mais bloque également ceux-ci. C'est ce que les économistes appellent le « choc hétérodoxe », par opposition au « choc orthodoxe », appliqué par les disciples de Milton Friedman dans le Chili du général Pinochet. Les dirigeants de Brasília s'y sont résignés à contre-cœur. Le responsable de l'économie, M. Dilon Funaro, a remplacé M. Dornelles en août dernier au ministère des finances pour privilégier la croissance aux dépens de la lutte contre l'inflation, abandonnant les plans d'austérité mis en route par son prédécesseur. Il y réussit parfaitement : la croissance a été de 8 % l'an dernier, et l'inflation a continué de dérailler.

En janvier, elle dépassait 16 % selon l'évaluation officielle (près de 18 % selon la Fondation Getulio Vargas, l'INSEE brésilien). Au

rythme actuel, la hausse des prix risquerait d'être de 400 % à la fin de l'année, à une période cruciale pour le gouvernement. Des élections auront lieu en effet le 15 novembre, afin de choisir de nouveaux gouverneurs, et surtout de former un nouveau congrès.

Jusqu'au bout, M. Funaro a nié l'éventualité d'un traitement de choc pour son pays, en en montrant les inconvénients chez les voisins argentins, qui ont payé le retour à une faible inflation par une grave récession. Sans doute cela fait-il partie du jeu. Mais les incertitudes du ministre des finances allaient visiblement dans un autre sens. Aussi s'était-il mis en quête d'un pacte social, pour obtenir par le consensus ce que, faute de partenaires politiques et sociaux décidés à jouer le jeu, il a fini par imposer par la force.

Le chef de l'Etat, M. José Sarney, s'est sans doute fait l'ouvrier, aussi. Accusé de trop loucher, d'être incapable de décisions courageuses, pour ne pas compromettre sa popularité, bref, accusé de ne pas être un Alfonsín, il s'est finalement résolu à l'être, comprenant que le sort de son gouvernement ne résisterait peut-être pas à une hyperinflation, à raison des troubles sociaux qu'elle provoquerait et des réactions qui en résulteraient dans l'armée. CHARLES VANHECKE.

Offensive de la CGT contre la politique de protection sociale

En faisant passer certaines dispositions, comme l'âge précis de la retraite et le montant exact des prestations, du domaine de la loi à celui du décret, le nouveau code de la Sécurité sociale représente « l'attaque la plus grave portée depuis quarante ans contre la Sécurité sociale », a déclaré M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, jeudi 27 février, au cours d'une conférence de presse reprenant les accusations lancées trois semaines plus tôt contre cette réforme (*Le Monde* du 7 février). C'est la première fois, a affirmé le secrétaire général, « que l'on se sert contre la Sécurité sociale des articles 34 et 37 de la Constitution ».

Une Constitution que la CGT a toujours condamnée, a-t-il rappelé. Pour M. Krasucki, cette réforme « ouvre la voie à des mesures permettant de liquider par simple décret des pans entiers de la Sécurité sociale ». « Certes, celles-ci ne sont pas prises mais elles peuvent l'être. Les assurés ne sont sûrs de rien... les droits les plus modestes comme les garanties les plus décisives ». Le secrétaire général de la CGT a rapproché cette réforme du projet de loi sur l'aménagement du

temps de travail et du projet de réforme du code pénal, pour parler à nouveau, comme lors du dernier congrès de sa centrale, de « recul historique », a-t-il affirmé.

Parallèlement, les dirigeants de la CGT, en présentant un volumineux dossier sur la protection sociale, ont pratiquement condamné toutes les mesures gouvernementales en ce domaine, à l'exception de la parenté de 1981-1982 rattachant l'ensemble à la politique intérieure. « La couverture maladie s'amenuise », a souligné M. Thérese Fournier, secrétaire de la CGT : les allocations familiales ne constituent toujours pas l'élément important d'une politique familiale globale. Au contraire, l'allocation parentale (d'éducation), le droit au travail des femmes est mis en cause. Au-delà des mesures d'économies (chiffrées à 126 milliards de francs en trois ans, pris « dans la poche des salariés »), la CGT voit « la mise en œuvre d'une société de précarisation ».

Pour sa part, elle réclame le relèvement de toutes les prestations, CGT a rapproché cette réforme du projet de loi sur l'aménagement du

ou d'allocations familiales (en attendant la création d'une allocation de 2 100 F par enfant). Des augmentations qu'elle juge possible de financer en modifiant les cotisations des employeurs en tenant compte du rapport entre la valeur ajoutée et les salaires, en créant une cotisation maladie et retraite sur les revenus du capital, en obligeant les régimes des non-salariés à s'équilibrer sans aide des régimes de salariés, en demandant à l'Etat de prendre en charge 15 % des dépenses de la protection sociale, cela grâce à une série de mesures fiscales (doublement de l'impôt sur les grandes fortunes, réforme de la fiscalité des rentes, taxation des exportations de capitaux) pouvant rapporter au total 57 milliards de francs.

LA RATP SANCTIONNERA LES AGENTS QUI FERAIENT GRÈVE LE 3 MARS

La RATP appelle les agents des lignes A et B du RER à faire grève, le lundi 3 mars, pour obliger la direction à négocier sur les règlements de sécurité que le syndicat remet en cause depuis la condamnation d'un conducteur pour homicide involontaire. Ce jugement avait provoqué, le 20 décembre 1985, une grève sauvage à la RATP et avait plongé Paris dans des embouteillages spectaculaires. La CGT n'a pas respecté le préavis de grève de cinq jours.

M. Michel Rousselot, directeur général de la RATP, nous a déclaré au sujet de ce projet d'arrêt de travail : « J'entends faire respecter l'équilibre entre l'engagement de la direction d'ouvrir des négociations lors d'un préavis et le respect du préavis qui garantit aux voyageurs l'information qui leur est due tant sur la nature du conflit que sur ses conséquences sur le service public. Ces dispositions s'appliquent, bien sûr, au projet de grève du lundi 3 mars. En ne respectant pas les conditions légales d'exercice du droit de grève, les personnels se placeraient en situation irrégulière et les sanctions prévues en pareil cas seront appliquées ».

Bruxelles accepte une partie du plan Fabius

Pour accélérer la reconversion industrielle de la région Nord-Pas-de-Calais, M. Laurent Fabius avait annoncé, en octobre dernier, un programme d'aide à la création d'emplois nouveaux. Un dispositif qui a été soumis à la Commission européenne afin de ne pas fausser la libre concurrence dans le Marché commun.

Le semaine dernière, Bruxelles a autorisé le programme pour une partie des zones envisagées où la situation de l'emploi est jugée très difficile, à savoir le Valenciennais, la Sambre et l'Avesnois, le cœur du bassin minier (Lens, Mœnne, Beaumont), Dunkerque, le Cambrésien, Calais et Somme-Artois. En revanche, la Commission européenne a réservé sa réponse pour quatre autres zones demandées et devait se

prononcer dans un délai de deux mois. Il s'agit de Roubaix-Tourcoing, de Boulogne, de Bruay et de Douai.

A l'origine, le « plan Fabius pour le Nord-Pas-de-Calais » devait permettre la création de dix mille emplois industriels nouveaux d'ici à 1988. Il prévoyait la prise en charge, partielle et dégressive, pendant trois ans, des salaires correspondant aux emplois créés. La première année, cette aide serait plafonnée à 30 % du salaire, la deuxième année, à 20 % et la troisième, à 10 %. Le coût pour 1986 était évalué à 100 millions de francs. Pour permettre la mise en œuvre, même limitée, de ce programme, un décret devait être signé dans les prochains jours, indiquant un communiqué du ministre du travail, M. Michel Delebarre.

TOUJOURS S'AMÉLIORER



TANDY 1000

Vos objectifs d'aujourd'hui, demain vous chercherez à les améliorer. Avec votre ordinateur personnel TANDY 1000, c'est facile. Il vous est désormais proposé en 4 configurations évolutives. La version de base, avec 128K MEV, est équipée d'une unité à disques souples. La version la plus complète offre un disque dur supplémentaire de 20 Mega-octets et pas moins de 640K MEV. Le TANDY 1000 est un outil de gestion idéal qui, selon la configuration choisie, répond parfaitement aux besoins actuels de votre entreprise, avec l'assurance de pouvoir accéder au palier supérieur, quand le développement de vos activités l'exigera.

Le TANDY 1000 est toujours fourni d'origine avec écran monochrome vert et logiciel DeskMate™ (6 programmes en 1). Exploitant le système MS™-DOS, il offre l'accès immédiat aux logiciels les plus répandus et les plus appréciés sur le marché.

1 2 3 4 SYSTEMES

TANDY

...L'évidence même

Les ordinateurs TANDY et leurs logiciels sont conçus pour offrir une performance optimale. Ils sont faciles à utiliser, fiables et offrent une grande flexibilité.

Retournez-nous ce coupon... réponse immédiate assurée. Je désire plus d'informations sur le TANDY 1000

Prénom : _____ Nom : _____ Adresse : _____ Tél : _____ Localité : _____

(ou joindre votre carte de visite) A renvoyer à TANDY FRANCE - Division Ordinateurs Immeuble "Les Fontaines" - BP 147 - 95022 CERGY-PONTOISE

هكذا من الأصل

AFFAIRES

AVEC DES COMMANDES EN HAUSSE DE 38 %

La société Dassault se défend d'être en état de crise

La société Dassault-Breguet a reçu en 1985 pour un montant total de 19 642 millions de francs de prises de commandes (hors taxes), soit une augmentation de 38,15 % par rapport à 1984. « Ce n'est pas le bilan d'une société en crise comme on le prétend », ironise le directeur général adjoint, M. Jacques Estebe, dans une note de diffusion interne, qu'il vient d'adresser au comité central d'entreprise. Avec 137 avions, civils et militaires, vendus à l'étranger et avec, seulement, 32 appareils commandés par les armées françaises et par deux clients privés (pour deux avions de liaison Falcon-20), l'exportation représente 70,32 % des prises de commandes (69 % en 1984).

Cette dépendance de l'étranger est le point fort de la société, comme elle est aussi son talon d'Achille avec les aléas de la conjoncture internationale. Mais, depuis des années, Dassault-Breguet s'y est accoutumé puisque, bon an mal an, durant les dix dernières années le taux des commandes à l'exportation a oscillé entre 54 % en 1980 et 90 % en 1982. En 1985, les exportations enregistrées ont porté sur 43 avions civils (de la gamme Falcon) et 94 avions militaires (40 Mirage-2000 pour la Grèce, 24 Mirage-F1 pour l'Irak, 18 Mirage-2000 pour Abou Dhabi et 12 Alpha-Jet pour le Nigeria). A elles seules, ces expor-

tations militaires se sont élevées à la somme de 10 908 millions de francs.

Pour 1986, Dassault-Breguet se fait plus discrète sur les négociations en cours et, en particulier, sur les ventes possibles de nouveaux Mirage-2000. On évoque cependant la perspective de contrats avec l'Irak, l'Egypte et l'Inde, qui pourraient accroître leur parc de Mirage.

Si Dassault-Breguet est le maître d'œuvre, d'autres sociétés françaises travaillent en sous-traitance bénéficiant de ces commandes éventuelles. Ainsi, à la production en série de la cellule d'un Mirage-2000 sont associées l'Aérospatiale et ses filiales (pour environ 22 %) et d'autres entreprises aéronautiques (à raison de 15 %), parmi lesquelles Hurel-Dubois, Latécoère, Potez ou Reims-Aviation. De même, si les fabricants de la cellule d'un Mirage-2000 reçoivent 65 % du prix de vente d'un avion à l'exportation, la SNECMA, qui conçoit le réacteur, obtient 20 % du marché et Thomson-CSF environ 15 % pour le radar.

Les commandes reçues par Dassault-Breguet irriguent donc une grande partie de la construction aéronautique française, et elles n'intéressent pas seulement les 16 123 salariés de la société. Ces effectifs, dont la moyenne d'âge est de quarante ans, sont relativement stables depuis plusieurs années, sauf dans certains secteurs où l'on embauche, comme la filiale Dassault-Systèmes : avec bientôt 300 personnes, elle s'est spécialisée dans la conception et la fabrication assistées par ordinateur ; son système CATIA a permis de dessiner avec précision la future navette spatiale Hermès et la coque de French-Kiss, de Marc Pajot ; elle

exporte sa technologie aux Etats-Unis et au Japon.

A ce jour, Dassault-Breguet, dont tous les comptes 1985 ne sont pas définitivement arrêtés, se refuse à indiquer le montant du bénéfice net attendu. Mais il semble, selon de premières estimations, que le rapport entre le chiffre d'affaires hors taxes (soit 16 439 millions de francs) et le bénéfice net en 1985 soit sensiblement du même ordre qu'en 1984, soit 2,75 % pour un bénéfice net de 452 millions de francs.

En dépit de ces résultats, la classe politique s'agite beaucoup. En ce moment, à la perspective que la société puisse demeurer isolée en Europe des projets d'avion de combat dérivé du Rafale, face à une entente industrielle entre la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne fédérale et l'Espagne.

L'avion de démonstration Rafale, qui doit voler pour la première fois en mai ou juin prochain, est, en effet, un pari sur l'avenir si, d'ailleurs, aucun autre pays européen ne se décidait à rejoindre le projet d'avion de combat auquel il doit donner naissance. La France a, en effet, des discussions avec la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège pour une éventuelle coopération. Y a-t-il place, en Europe, pour deux avions de combat et, dans cette hypothèse émise par la France, que peut espérer conserver la société Dassault-Breguet de ses marchés à l'exportation ? Forts des succès obtenus par la famille des Mirage, les dirigeants de l'entreprise ne paraissent pas troublés par cette double interrogation. En commandant des Tornado aux Britanniques, les Saoudiens ont, cependant, tiré comme un coup de semonce.

JACQUES ISNARD.

Nominations

● Au ministère des PTT, M. FRANÇOIS ARON, quarante-quatre ans, a été nommé directeur du cabinet de M. Mendeau. Ancien élève de l'Ecole normale supérieure (1963-1968), il est agrégé d'histoire. Conseiller technique depuis 1981, et chargé des rapports avec les usagers, puis des problèmes de personnel, d'affaires sociales et de formation, il avait été nommé directeur adjoint au cabinet en novembre 1985.

● Au CNPF, M. JEAN CHAPON, président du Conseil national des usagers des transports et PDG d'ELF-France, vient d'être nommé président de la commission des transports. La présidence de la commission étant assurée à tour de rôle par un représentant des chargeurs et un représentant des transporteurs, il succède à M. Jean Barraud, ancien président du comité de liaison des transports et de la manutention.

● A la Compagnie nationale du Rhin, M. PIERRE SAYEY, cinquante-trois ans, a été nommé directeur général en remplacement de M. Claude Genseltinger, atteint par la limite d'âge. Ingénieur général des ponts et chaussées, M. Sayey avait, depuis 1972, la responsabilité de la direction des études et travaux de la CNR. A ce titre, il a dirigé les études de la liaison Rhin-Rhône.

● Au Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire, M. JACQUES ROUDIER, qui était directeur du cabinet du secrétaire d'Etat à la mer, M. Langagne, est nommé directeur en remplacement de M. Jean Smeghe. Ce dernier remplace à la direction du port du Havre M. Jacques Dubois, qui vient d'être nommé ingénieur général des ponts et chaussées.

● A la SAUR (Société d'aménagement urbain et rural), M. ANDRÉ CHADEAU, cinquante-huit ans, vice-président de Bouygues, a été nommé président par le conseil d'administration. La SAUR, filiale de Bouygues depuis mars 1984, est spécialisée dans le traitement et la distribution des eaux, et se place au troisième rang du secteur, après la Générale des Eaux et la Lyonnaise des Eaux. Ancien président de la SNCF, M. Chadeau est entré chez Bouygues au début de l'année.

● Chez le joaillier américain Tiffany, M. PATRICK DUCHAMP, ancien directeur commercial de Cartier, a été nommé directeur de la division internationale, nouvellement créée.

● A la Compagnie Bous-sac Saint-Frères, M. CHRISTOPHE MULLAGH, quarante-six ans, ancien directeur général Europe chez Corning, a été nommé directeur général. Il remplace à ce poste M. Hugues de Lasteyrie, nommé au directeur de la Société foncière et financière Agache-Willot.

LES FONDS POUR L'INITIATIVE DES JEUNES ONT PERMIS LA CRÉATION DE PLUS DE 1 114 ENTREPRISES

Les FDU (Fonds départementaux pour l'initiative des jeunes) ont fait leur premier bilan, le jeudi 27 février, à l'occasion des remises de prix qui récompensent les meilleurs projets d'entreprise. Les jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans ont largement utilisé les fonds (1) gérés par les départements : 1 503 projets ont été acceptés en 1985 concernant 2 060 jeunes, et permettant la création de 1 114 entreprises.

Un jury composé par des représentants de grandes entreprises, l'Oréal, SVP, Air-France, le groupe bancaire CIC, a donc retenu des projets : transformation des produits de la mer, livraison à domicile de repas pour les personnes âgées, restauration des orgues.

Lors de cette manifestation, M. François Mitterrand a affirmé « les adultes qui conduisent la société doivent comprendre la souffrance des jeunes. Une société qui tourne le dos à sa jeunesse est fatalement condamnée au déclin ».

M. Mitterrand a rappelé les actions du gouvernement en faveur des jeunes : création des missions locales d'insertion, mise en place des FDU. Un effort de formation a été entrepris : « au cours des cinq dernières années 2 millions de stages leur ont été proposés ». « L'Etat a allégé les contraintes bureaucratiques, mais il faut désormais un mois pour créer sa société, les entreprises doivent se saisir de ces moyens nouveaux comme la formation en alternance », a conclu le chef de l'Etat.

(1) 100 millions de francs en 1985 et 100 millions de francs en 1986.

AGRICULTURE

Aux Etats-Unis

Le brie ne s'écoule plus

Une bactérie qui peut être mortelle est venue perturber le marché des fromages de Brie aux Etats-Unis. Après la mise en évidence de *Listeria monocytogenes*, le 7 février dernier, dans des fromages de Brie, les importateurs ont suspendu progressivement leurs achats.

Les autorités françaises et américaines se sont mises d'accord sur les méthodes d'analyses au cours d'une réunion à Washington, au siège de la Food and Drug Administration. Depuis cette première alerte, les normes des traitements d'assainissement ont été relevées en France. Malgré cela la présence de *Listeria monocytogenes* aurait de nouveau été mise en évidence sur un fromage d'origine française, entraînant le retrait du marché de quatre nouvelles marques de brie. Les services de la Food and Drug Administration ont

ENTREPRISES

Gaz de France

est sorti du rouge

Gaz de France a réalisé en 1985 un bénéfice de 485 millions de francs, contre un déficit supérieur à 3 milliards en 1984. GDF, qui avait estimé que ses comptes seraient proches de l'équilibre à fin 1985, explique l'ampleur de ce bénéfice par la vague de froid de novembre, qui a accru ses ventes, et par une baisse du prix d'achat du gaz importé en fin d'année, ce prix étant libellé en dollars et indexé sur les prix des produits pétroliers. Le chiffre d'affaires a atteint 54 milliards de francs en 1985 (contre près de 48 milliards en 1984). Pour 1986, les comptes dépendront beaucoup d'une éventuelle baisse des prix du gaz industriel, devenu 30 % plus cher que le principal produit concurrent, le fuel lourd, dont le prix a été divisé par deux en moins d'un an sous l'effet conjugué de la baisse du prix du pétrole et du repli du dollar.

ATT centralisera toutes ses activités de distribution de composants à Munich

Le géant américain des télécommunications ATT a décidé de faire de Munich sa « tête de pont » en Europe, en y installant une filiale, ATT Microelectronics GmbH, chargée de centraliser toutes les activités de distribution d'ATT en Europe. La multinationale a réaffirmé, en 1985, un chiffre d'affaires de 25 milliards de dollars avec les seuls composants, sur un volume d'activité total de près de 35 milliards de dollars.

Aucun cas d'intoxication, ni en France ni aux Etats-Unis, n'a été déclaré, dit-on à Paris, alors que, selon un porte-parole de la FDA, des cas de maladies causées par du brie contaminé seraient déjà rapportés. L'an dernier, un fromage importé du Mexique a provoqué la mort de trente-neuf personnes en Californie. D'où une grande sensibilité à cette question dans cet Etat qui, avec le Massachusetts a interdit la commercialisation de l'ensemble des fromages français à pâte molle. A Paris, le ministère de l'Agriculture juge la réaction américaine excessive. Dans ce genre d'affaires en effet, il est toujours difficile de faire la part entre la légitime protection des consommateurs et l'utilisation d'arguments scientifiques pour dresser des barrières à l'importation.

DÉCENTRALISATION ET CONTROLE FINANCIER

Les comptes au crible

La chambre régionale des comptes d'Ile-de-France a tenu, il y a quelques jours, sa séance solennelle de rentrée dans les locaux du tribunal administratif de Paris installé au cœur du Marais. Composée d'une trentaine de conseillers sous la présidence de M. Pierre Grandjeat, cette juridiction - il en existe une par région - créée par les lois de décentralisation, contrôle les actes budgétaires des collectivités locales.

En 1985, la chambre a reçu 197 saisines, au lieu de 90 en 1984 et a rendu 130 avis. Les dossiers les plus nombreux concernent les communes et collectivités à difficultés financières qui votent des budgets en déséquilibre, ce qui est illégal. La chambre a été amenée aussi à faire plusieurs interventions - après saisie par des citoyens, des banques, des conseillers municipaux minoritaires ou des comités aux-mêmes - pour contraindre des collectivités à inscrire dans leur budget ce qui relève des dépenses obligatoires.

Pour la première fois, 1985 a été l'année de la mise en place du contrôle juridictionnel, une fonction qui s'ajoute à la procédure administrative habituelle. Pour l'Ile-de-France, quelque 4 000 comptes de collectivités locales, offices d'HLM ou associations, relatifs à la seule année 1983, doivent être déposés à la chambre. Mais le travail d'examen se révèle si lourd et les documents sont arrivés si lentement que les conseillers n'ont, à ce jour, statué que sur 213 comptes, une première fois, et sur 25, une seconde (à cause du caractère nécessairement contradictoire de la procédure). « A ce jour », déclare M. Grandjeat, aucun compte n'a encore été mis en débat, mais dans certains cas cela ne saurait tarder... »

Dernière tâche des chambres régionales des comptes : le contrôle de l'emploi des crédits publics. Beaucoup d'eux reprochent à cet égard aux juges de se mêler de ce qui ne les regarde pas et d'exercer un contrôle d'opportunité. M. Grandjeat conteste cette interprétation et précise que, en démontrant les charges induites que les communes ou les départements doivent supporter au titre des prêts qui leur sont consentis (par exemple en réglant trop tôt leurs annuités d'emprunt), les juges font œuvre utile. En 1985, 154 correspondances d'observation - ont été adressées à ce propos à des élus ou aux représentants de l'Etat. Dans son

rapport annuel, la Cour des comptes devrait, cet été, pour la première fois, rendre public certains cas, parmi les plus instructifs.

La chambre d'Ile-de-France enfin, n'a pas hésité, lorsque les circonstances l'imposaient, à faire preuve de rigueur et de sévérité. Trois affaires lui ont paru justifier que le commissaire du gouvernement saisisse le parquet auprès des juridictions pénales d'agissements qui paraissent mériter l'ouverture d'une instruction. Il s'agit de maires ou conseillers municipaux qui pourraient être poursuivis pour délits d'ingérence (à propos de marchés de travaux) ou de concussion et faux en écritures publiques.

F. Gr.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ bas - haut	Rep. - en dév.	Rep. - en dév.	Rep. - en dév.
SE-IL	4,8250 4,8300	+ 35 - 50	+ 70 - 100	+ 270 - 370
DM	4,7945 4,8082	- 287 - 187	- 352 - 320	- 641 - 543
Yen (100)	3,7843 3,7892	+ 64 - 76	+ 153 - 176	+ 546 - 609
DM	3,6743 3,6788	+ 98 - 112	+ 202 - 222	+ 628 - 689
Yen	2,7238 2,7248	+ 57 - 64	+ 115 - 131	+ 374 - 424
F.R. (100)	15,0099 15,0275	- 382 - 328	- 553 - 574	- 655 - 742
S.S.	3,6381 3,6436	+ 125 - 154	+ 278 - 304	+ 859 - 936
L (1 000)	4,5109 4,5172	- 413 - 374	- 817 - 756	- 1879 - 1765
S. franc	10,8396 10,8538	- 358 - 316	- 690 - 625	- 1556 - 1371

TAUX DES EUROMONNAIES

	7 3/4	8 3/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
SE-IL	7 3/4	8 3/4	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
DM	4 1/2	4 3/4	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
Yen	6	6 1/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4	5 3/4
F.R. (100)	15	15 1/2	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4	14 3/4
S.S.	10 1/2	11 1/2	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4	10 3/4
L (1 000)	12 1/2	13 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
S. franc	12 1/2	13 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matière par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



EMPRUNT 11 % 1986

Unibail émet un emprunt de 250 000 000 F, destiné à refinancer, en complément des disponibilités prises par les pouvoirs publics en matière de régulation du crédit, les engagements pris au cours de l'exercice 1985. Les caractéristiques de cet emprunt sont les suivantes :
- 250 000 obligations de 1 000 F nominal, portant intérêt de 10,70 % ;
- prix d'émission : 982,30 F ;
- taux de rendement actuariel brut : 11 % ;
- durée : 10 ans ;
- amortissement : en totalité le 10 mars 1996 ;
- date de jouissance et de règlement : 10 mars 1986 ;
- clôture sans préavis.
BALO du 24 février 1986. Une note d'information ayant reçu le visa COB 96-61 en date du 13 février 1986 est mise sans frais à la disposition du public auprès des établissements chargés du placement.

SFI
société française d'investissement en France et à l'étranger
société d'investissement à capital variable

Une bonne nouvelle pour les investisseurs :
diminution des droits d'entrée : 3 %
au lieu de 4,75 %
à compter du 1/3/86
Etablissements placeurs : Caisse des Dépôts, Charge Férrière S.A.

B
BOTTIN

Fondé en 1796

La gestion du Chasseur Français a été confiée à Diderot-Bottin qui, depuis plusieurs années, assure déjà de nombreux travaux pour cet important mensuel, notamment le traitement informatique de ses abonnements, la composition de ses annonces et leur routage.
Rappelons que le Chasseur Français, fondé en 1865, est le plus important périodique de sa catégorie, avec un tirage supérieur à 700 000 exemplaires.



ELECTRONIQUE SERGE DASSAULT

RÉSULTATS 1985

Le conseil d'administration, lors de sa réunion du 27 février 1986, a arrêté les comptes de l'exercice 1985.
Pour un chiffre d'affaires de 3 096 MF TTC (2 678 MF HT), l'ESD a dégagé un résultat net après impôt de 110,9 MF, après imputation du personnel au titre de l'exercice de 1959 d'un montant de 30,4 MF, et au titre de celle de 1967 d'un montant de 20,8 MF.
Les investissements 1985 de l'ESD, en actif immobilisé, s'élevaient à 120 MF, avec une dotation aux amortissements de 109 MF. L'exercice fait ressortir un autofinancement net, après impôt, de 220 MF (bénéfice net et amortissements).
Le conseil d'administration n'a observé aucun endettement à moyen ou long terme, hormis les comptes courants du personnel, bloqués au titre de l'ordonnance de 1967.
Les encours sur marchés (2 060 MF) étant couverts par les avances clients (2 046 MF), la situation de trésorerie est largement positive (250 MF de disponibilités et d'affaires à recevoir).
L'ESD a pu affecter les investissements d'études nécessaires à son avenir : les montants correspondants n'ont pas été portés à l'actif du bilan.
Les commandes reçues au cours de l'exercice 1985 s'élevaient à 4 177 MF TTC. Le conseil d'administration soumettra à l'approbation de la prochaine assemblée générale des actionnaires le paiement d'un dividende unitaire global de 13,50 F, dont 4,50 F de crédit d'impôt.
Après distribution du dividende, les capitaux propres de l'ESD s'élevaient à 465,7 MF, couvrant largement les 385,6 MF du montant net de l'actif immobilisé.

RECTIFICATIF

- Dans le tableau paru dans le Monde du 28 février sur les résultats des entreprises nationales (page 26), il faut lire 3,2 milliards de francs pour la perte d'Usinor et non 2 milliards.

Le Monde

A L'UNANIMITÉ

L'assemblée de la SARL Le Monde a approuvé l'augmentation du capital

- M. Roger Fauroux présidera la Société d'investisseurs
- Le journal participera à une société d'études pour l'audiovisuel

Le plan de redressement du Monde touche à son terme. Commence maintenant une autre bataille, celle du développement. C'est dans cette perspective qu'il convient de replacer l'assemblée générale de la SARL qui s'est tenue le 27 février et qui a approuvé à l'unanimité l'ensemble des cinq résolutions soumises par le gérant.

Nous publions demain (Le Monde daté 2 mars) la liste des vingt et un actionnaires.

La deuxième résolution a pour objet d'ajouter aux statuts du Monde un préambule destiné notamment à réaffirmer son indépendance. La troisième autorise le gérant à céder un certain nombre de ses parts aux sociétés civiles d'employés et de cadres en vue de maintenir le pourcentage de leur participation au capital. La quatrième autorise les modifications statutaires rendues nécessaires par les premières et troisième résolutions. Quant à la cinquième, elle approuve la création d'une société d'études associant Le Monde à Ouest-France, à Sud-Ouest, à la Nouvelle République et à la Monta-

gne, et destinée notamment à permettre une action concertée dans le domaine de l'audiovisuel.

Le redressement, disons-nous au début, touche à son terme. Grâce à l'effort considérable consenti, dans tous les domaines, par les différentes catégories de personnel, grâce à la vente de l'immeuble de la rue des Italiens, à la création, en association avec Régie-Presses, de la SA Le Monde-Publicité, à la redynamisation générale de l'entreprise et à l'entrée dans le capital de la Société des lecteurs, les fonds propres de l'entreprise ont été reconstitués. Les premiers arrêts des comptes confirment que l'exercice 1985 sera bénéficiaire. Le projet de budget adopté à l'unanimité le 5 février par le conseil de surveillance fait état de perspectives meilleures encore, bien que la différence des années précédentes, nous n'envisageons pour le moment aucune augmentation du prix de vente du quotidien.

Persone ne peut plus contester que nous ayons gagné une bataille. La très nette progression de notre

publicité et de nos ventes, au cours des dernières semaines, montre que nous sommes en train d'en gagner une autre : celle de l'image. Le temps du déclin est derrière nous. Rien, cependant, ne serait plus dangereux que de relâcher notre effort. La presse écrite continue, face aux concentrations et à l'explosion de la télévision commerciale, de faire face à de grosses difficultés.

Le matériel d'impression utilisé par le Monde aura bientôt fait son temps, et il va falloir sans tarder passer commande de celui qui le remplacera. C'est là un investissement lourd, qui appelle à la fois des moyens importants et la recherche de partenaires. Il en va de même de tout ce qui concerne le domaine de l'audiovisuel. Enfin, l'amélioration du contenu du quotidien doit se poursuivre avec la mise au point d'une nouvelle maquette, la création de nouveaux suppléments dont celui, dès le début mars, concernant l'Université. D'autres suivront. Les premiers résultats de notre édition régionale Rhône-Alpes nous encouragent à poursuivre. Et il nous faut petit à petit renforcer une équipe rédactionnelle à laquelle il a été, depuis longtemps déjà, énormément demandé.

Le développement exige des ressources. L'actuelle direction de ce journal, en fonctions depuis maintenant un peu plus d'un an, a exprimé clairement dès le début son intention de faire appel, pour ce faire, à des capitaux « minoritaires, identifiés et diversifiés ». En date du 31 mai 1985, elle s'est autorisée par l'assemblée générale de la SARL à procéder dans cet esprit à la création de trois cent trente parts nouvelles, pour un montant total, prime d'émission comprise, de 35 millions de francs. 15 millions de francs ont été souscrits à la fin de 1985 par la Société des lecteurs. Restait une marge autorisée de 20 millions de francs.

Comme nous n'excluons pas de lancer ultérieurement un nouvel appel aux lecteurs ou de faire entrer dans notre capital des organismes de presse auxquels nous nous associerions, il nous a paru souhaitable de ne recueillir pour le moment que la moitié de cette somme.

Divers groupes publics et privés, soit directement, soit par l'intermédiaire de filiales, parmi les plus prestigieuses, ainsi que plusieurs personnes physiques, ont bien voulu participer à cette opération. Le climat dans lequel se sont déroulées les longues conversations qui ont permis d'arrêter la liste des actionnaires a fait apparaître entre les divers participants - investisseurs, porteurs de parts physiques de la SARL, sociétés de personnel, et notamment des rédacteurs, direction de l'entreprise - un climat de confiance et une convergence de volontés qui constituent pour nous, disons-le en toute simplicité, un motif de satisfaction et de fierté.

Beaucoup de gens, déjà chargés pourtant de lourdes responsabilités, ont donné sans compter leur temps pour arriver à ce résultat. Qu'il nous soit permis de leur manifester ici notre reconnaissance. Celle-ci s'adresse, bien entendu, tout particulièrement, à Roger Fauroux, lequel, après avoir joué un rôle de premier plan dans la tour de table qui va permettre la nouvelle augmentation du capital du Monde, a accepté de prendre la présidence de la Société d'investisseurs en voie de constitution. Porteur de parts de notre journal depuis des années, ancien membre du conseil de surveillance, homme de sagesse et d'expérience, il est, pour beaucoup d'entre nous, un ami très proche. Sa présence à ce poste est la meilleure garantie que le Monde restera fidèle à l'indépendance et aux valeurs qui ont fait sa réputation.

ANDRÉ FONTAINE.

AU PROCÈS FLICK

Le principal témoin à charge met en cause la crédibilité des accusations

Bonn. — Le procès Flick, dans le cadre duquel, depuis le mois d'août dernier, l'ancien ministre de l'écono-

mie ouest-allemand, M. Otto Lambsdorff, est jugé à Bonn pour corruption, a connu, jeudi 27 février, un rebondissement qui pourrait bien faire vaciller l'accusation.

L'homme sans qui il n'y aurait peut-être jamais eu d'affaire Flick, Rudolf Diehl, l'ancien comptable du holding industriel, s'est entendu pour la première fois par le tribunal. Contre toute attente, il a déclaré au tribunal qu'il avait « quelquefois » inscrit le nom Lambsdorff sur ses listes pour indiquer que de l'argent avait été versé à son parti, le FDP (libéraux) ou à des fondations proches du FDP.

Dans son esprit, « Lambsdorff signifierait FDP », a-t-il dit. De plus, le comptable le plus célèbre de RFA, dont le méticulosisme semblait exemplaire, a affirmé que « parfois » il avait de son propre chef mis un nom en face d'une somme.

Ces déclarations présentent l'avantage pour M. Lambsdorff de minimiser la portée des accusations portées contre lui. Mais surtout, elles risquent de remettre en cause la crédibilité des listes Diehl au moment précis où le chancelier Helmut Kohl est lui-même impliqué dans l'affaire Flick.

L'union chrétienne-démocrate (CDU) de M. Kohl, pour qui cette déposition vient à point nommé, s'est d'ailleurs empressée de faire remarquer avec une satisfaction non dissimulée que les listes Diehl avaient souvent été fantaisistes. — (Corresp.)

Le numéro du « Monde » daté 28 février 1986 a été tiré à 473 896 exemplaires

AU TRIBUNAL DE COMMERCE DE PARIS

M. Robert Hersant affirme qu'il n'a pas racheté « le Progrès »

Coup de théâtre à l'audience du 27 février du tribunal de commerce de Paris. Selon ses avocats, M. Robert Hersant ne contrôlerait pas le Progrès, contrairement à ce qu'affirment le parquet et les avocats du Syndicat national des journalistes (SNJ) et de l'Union syndicale des journalistes français (USJF-CFDT). Ancien registre de transactions ou de cessions d'actions ne peut le prouver. La demande d'annulation de la nomination de M. Hersant au poste de PDG des sociétés éditrices n'aurait donc pas lieu d'être prononcée... M. Hersant aurait tout au plus demandé, dès le 18 février, à la commission sur la transparence et le pluralisme de la presse, présidée par M. Henri Caillavet, de statuer sur la possibilité pour lui de disposer de moins de 20 % des actions des sociétés. Devant la complexité du dossier, le tribunal de commerce a renvoyé son jugement au 12 mars.

La démission de M. Pierre Bézard, pour le ministère public, est simple : le contrôle du Progrès par M. Robert Hersant est avéré. Celui-ci, dépassant les seuils de diffusion de la presse régionale prévue par la loi du 23 octobre 1984 sur la presse, est donc en infraction. Il convient que le tribunal de commerce prononce la nullité de sa nomination au poste de PDG des conseils d'administration des sociétés et qu'il nomme un administrateur provisoire « qui assurera la continuité et recueillera les propositions de reprise ».

La nomination de M. Paul Paclet comme mandataire de justice au Progrès est un demi-échec, affirme encore M. Bézard. En effet, les rendez-vous pris avec M. Hersant ont toujours été différés, et les trois comptes rendus obtenus constituent un dossier bien faible. Enfin, M. Bézard fait état d'une lettre manuscrite dans laquelle M. Hersant s'engageait devant M. Jean-Charles Lignel à procéder à la déclaration d'achat du Progrès auprès de la commission sur la transparence et le pluralisme. Pour les avocats du SNJ et de l'USJF-CFDT, qui ont d'abord plaidé la recevabilité des syndicats de journalistes devant le tribunal, M. Hersant viole la loi. L'avis rendu le 9 janvier par la commission Caillavet, qui estime que M. Hersant dépasse largement les seuils de diffusion autorisés et met en danger le pluralisme de la presse, est une décision de « plein effet ». La meilleure preuve, ajoutent-ils, est que les avocats de M. Hersant ont déposé un recours en Conseil d'Etat contre cette décision. En outre, ils ont indiqué que M. Paclet, s'il avait eu de nombreux rendez-vous et entretiens avec les avocats du PDG de la Socpresse, n'avait jamais recueilli leurs propres avis et demandes.

Les avocats de M. Hersant ont, quant à eux, demandé au tribunal de différer son jugement. D'abord parce que deux dossiers sont instruits au pénal (celui de l'inculpation contre X de M. Jean-Charles Lignel, celui de la demande de levée d'immunité parlementaire de M. Hersant). Une autre plainte vient d'être déposée, indiquent-ils : celle d'une association de consommateurs du Rhône, qui assigne MM. Lignel et Audinot (bras droit de M. Hersant et directeur général de la Socpresse, lui aussi élu au conseil d'administration du Progrès) devant le tribunal de grande instance de Lyon. L'affaire ne devant être plaidée que le 27 mars, il faut attendre.

Mais, précisent surtout les avocats, il y a un autre argument : « Nouvelle grève à la Tribune de l'économie ». — La rédaction du quotidien économique et financier la Tribune de l'économie a fait grève les 27 et 28 février pour marquer son désaccord avec le directeur, M. Bruno Berteaux, pour l'attribution d'indemnités de départ (Le Monde du 28 février). La rédaction, à l'inverse de son PDG, estime notamment que le départ de Philippe Labarde, directeur de la rédaction, après ceux de Jean-Michel Quatrepoint, directeur général, et Jacques Jublin, rédacteur en chef, annonce un changement d'orientation et de nature du quotidien. L'édition du 28 février est toutefois parue, mais réalisée en dehors de la rédaction, avec l'aide de la Vie française, autre journal du groupe. La rédaction, dans un encadré publié en dernière page, « dénonce ce coup de force et se désolidarise du contenu de ce numéro ».

M. Robert Hersant n'est pas propriétaire du Progrès. Il a décidé seulement d'assumer la gestion du Progrès, le temps nécessaire à sa légitime restructuration. Pourquoi ? M. Hersant a-t-il accepté de verser 15 millions de francs, représentant les salaires de décembre et le trimestre mois des mille cinq cents salariés du quotidien lyonnais ? « Ce n'est pas par philanthropie, explique M. Yves de Chaisemartin, c'est parce que le Progrès et le Dauphiné libéré, déjà propriété de M. Hersant, sont imprimés sur les mêmes rotatives, sont installés dans les mêmes immeubles. L'écroulement de l'un aurait nu à l'autre ».

Les avocats ont indiqué que M. Hersant demandait à la commission Caillavet de statuer sur la possibilité de détenir moins de 20 % des actions du groupe, les autres actionnaires devant être des banques et des industriels régionaux. Dernier argument avancé par les avocats du PDG de la Socpresse pour demander au tribunal de prononcer un sursis à statuer : l'argument politique. « Si vous acceptez de statuer le 27 mars, soit deux mois après l'instance en nullité demandée par le parquet, la situation aura changé », a déclaré M. Angelo Bocara.

Le tribunal n'a pas voulu suivre cette demande et a décidé que son jugement au fond sur cette affaire serait rendu le 12 mars. La commission Caillavet, pour sa part, a décidé de demander des indications supplémentaires sur le montage financier proposé et s'interroge sur l'éventualité de l'« habillage » qui aurait pu être préparé par le groupe Hersant en vue d'un contrôle bien réel du Progrès.

Y.-M. L.

« Nouvelle grève à la Tribune de l'économie ». — La rédaction du quotidien économique et financier la Tribune de l'économie a fait grève les 27 et 28 février pour marquer son désaccord avec le directeur, M. Bruno Berteaux, pour l'attribution d'indemnités de départ (Le Monde du 28 février). La rédaction, à l'inverse de son PDG, estime notamment que le départ de Philippe Labarde, directeur de la rédaction, après ceux de Jean-Michel Quatrepoint, directeur général, et Jacques Jublin, rédacteur en chef, annonce un changement d'orientation et de nature du quotidien. L'édition du 28 février est toutefois parue, mais réalisée en dehors de la rédaction, avec l'aide de la Vie française, autre journal du groupe. La rédaction, dans un encadré publié en dernière page, « dénonce ce coup de force et se désolidarise du contenu de ce numéro ».

Sur le vif

Boudin blanc

Devinez où je suis allée dîner hier ? Chez Régine. Je n'y avais jamais mis les pieds. Je débarque, déguisée en arbre de Noël, couverte de chaînes et de fausses perles, sur les talons de deux copains des habitués. Toute fibre, toute frénésie, je m'attends à passer une soirée fabuleuse dans l'« anivanta » pétarade des bouchons de champagne et des potins colportés par le jet set international. Tu parles !

On se met à table. Je défile ma serviette, et qu'est-ce que je reçois en pleine poire, balancée par mon ami Luc ? Des tonnes de trépas à la libanaise, farcies de haschich et chopées à Nice dans la journée. Description détaillée : il avait vu ça à la télé - de la came planquée dans le gr-double, claironnée à tue-tête pour couvrir les stridences d'un orchestre de mariachis loué par une foule de Mexicains en go-guette. Je commence à verdoyer.

La-dessus, qui nous tombe sur le cuir, avec des histoires de dro-

gue à s'en plus finir ? Régine. Elle sortait de son colloque, à l'UNESCO, la toxicomanie, enjeu politique et social. Parrainée par Fabius. Médaille par Chirac. Félicitée par Edgar Faure. Complètement dopée par son truc. Elle bouffait du kif et la fumée d'opium lui sortait par les oreilles. Elle s'enquiert, polie mais distraite :

— Où vous en êtes là ?

— Au boudin pur porc élevé aux hormones, pardon, à l'héroïne.

— C'est bon ? Ça vous plaît ? Vous êtes contents ?

— Ouais, mais ça manque quand même un peu de sucre en poudre.

— Oh ! Je suis désolée. Qu'est-ce qu'ils foutent en cuisine. C'est pas possible, cette bête. Dès qu'on a le dos tourné, ils se relâchent. Maître d'hôtel, à quoi vous pensez, là ? Un peu de blanche pour la troisième !

CLAUDE SARRAUTE.

SELON UN JOURNAL DE CHERBOURG

La France a livré des munitions à l'Iran

(De notre correspondant)

Cherbourg. — La Presse de la Manche, qui a enquêté sur le port de Cherbourg où l'on note périodiquement la visite de cargos transportant des munitions à destination de l'étranger, révèle que deux d'entre eux : le Nicole de la compagnie European National, battant pavillon des Bahamas, et le Trautwein de l'armement SISA, qui a son siège à Chypre, ont embarqué des munitions récemment destinées au Brésil, au Portugal et à la Thaïlande, mais en réalité débarquées en Iran. Selon l'enquête du journal de Cherbourg daté du vendredi 28 février, c'est vraisemblablement à Bandar-Abbas, port iranien du Golfe, qu'ont été débarquées l'an dernier et au début de 1986 ces cargaisons.

Pour avancer cette hypothèse, la Presse de la Manche publie l'un des manifestes de la marchandise embarquée sur le Nicole le 7 janvier dernier à Cherbourg, ainsi que la page de l'index du Lloyd listant état des mouvements du navire. Les 20 000 obus de 155 et 57 détonateurs destinés à Cherbourg en janvier (sous forme de 3 381 palettes d'obus et 47 conteneurs de détonateurs) étaient officiellement destinés au ministère de la défense à Brasilia.

La Presse de la Manche s'interroge sur ce changement de destination d'un navire chargé d'armes de la marine la plus officielle : c'est la société Lachaire SA qui est à l'origine de cette exportation subordonnée à une autorisation de la commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre (CIEEMG). Ce détournement vers l'Iran se ferait donc avec l'accord du gouvernement français.

RENÉ MORAND.

[La commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériels de guerre dépend du secrétariat général de la défense nationale (SGDN), qui est placé

sous l'autorité du premier ministre. La société Lachaire, qui fabrique notamment des munitions d'artillerie, a, selon des informations recueillies à Paris, reçu une autorisation d'exportation de cette commission portant sur 100 000 obus, au total, dont les destinataires seraient d'être portés au Brésil et à la Thaïlande. L'Iran est équipé, de longue date, de pièces d'artillerie d'origine américaine, mais la France fabrique des munitions de 155 qui peuvent s'adapter à ces pièces. On sait également que la France a vendu à l'Iran, qui les utilise dans ses combats contre l'Iraq, des pièces et des munitions d'artillerie de 155.]

LA FRANCE INSTALLE AU CHAD DE NOUVEAUX MISSILES ANTI-AÉRIENS

La France vient d'installer à N'Djamena, la capitale du Tchad, une batterie de missiles sol-air Hawk, qui appartiennent au 403^e régiment d'artillerie basé à Chaumont (Haute-Marne). Ces missiles sont spécialisés dans l'interception d'avions intrus, volant à moyenne et haute altitude (c'est-à-dire jusqu'à 18 000 mètres), et ils complètent l'action des missiles Crotale, déjà stationnés à N'Djamena et conçus pour atteindre des cibles à basse et moyenne altitude (jusqu'à environ 4 000 mètres).

Ces missiles Hawk ont été mis en place après un transport aérien venu de France. Ils ont été acheminés par des avions C-5A Galaxy, affectés à l'armée de l'air américaine, la France ne disposant pas de gros porteurs de cette taille (le Galaxy est plus lourd qu'un Boeing-747) adaptés aux batteries Hawk.

M. JACQUES TOUBON invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Jacques Toubon, député de Paris, secrétaire général du RPR, sera l'invité principal du « Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 2 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Toubon, qui combat à Paris la liste du RPR pour les élections municipales, répondra aux questions de Thierry Bédier et d'Alain Lehoucq, du Monde, et de Paul-Jacques Truffaut et de Gilles Leclerc, de RTL, le débat étant dirigé par Henri Marquet.

Cinq émissions spéciales

Dans la semaine qui précède le scrutin du 16 mars, « Le Grand Jury RTL-le Monde » sera tenu exceptionnellement chaque jour. Ses invités seront : M. Jean-Marie Le Pen, mardi 11 ; M. Lionel Jospin, mercredi 12 ; M. Jean Leclercq, jeudi 13 et M. Jacques Chirac, vendredi 14.

Après-RTL, RTL organise chaque jour à 18 h 30 des débats sur des thèmes particuliers : vendredi 28 février : sécurité, avec MM. Lottin (UDF) et Jozé (PS, ministre de l'intérieur) ; samedi 1^{er} mars : emploi, avec MM. Juppé (RPR) et Delors (PS, ministre du travail) ; lundi 3 : la grève, avec MM. Strolz (FN) et Doublin (MRG) ; mercredi 5 : agriculture, avec MM. Méhaignerie (CDS) et Nallet (PS, ministre de l'Agriculture) ; jeudi 6 : protection sociale, avec M. Barrot (CDS) et M. Duflo (PS, ministre des affaires sociales) ; vendredi 7 : défense, avec MM. Messmer (RPR) et Quélin, PS, ministre de la défense).

RODIN
TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

15 à 18 ans
Une année scolaire
aux U.S.A.
avec Eurolangues
documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.61.33.35

INITIEZ-VOUS
A L'IMAGE NUMÉRIQUE
(16) 40-74-01-11
Voir pub. page 10.

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15-91-77 + ISLM

LITÉRIES
CHEZ
CAPELOU
Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA
SIMMONS PIRELLI
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE
DANS TOUTE LA FRANCE
37, Av. de la République 75001 PARIS Tél. (1) 43.57.46.35 Météo : PARLEMENTIER

assassinat

à St

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le

le